

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**OCTOBRE - NOVEMBRE 2019**  
**N°196**  
**TOME I**

**SOMMAIRE**  
**RAA des mois d'octobre et novembre**  
**2019**

**TOME I**

**PAGES**

<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</b> <i>(Conseil du 18 novembre 2019)</i>	<b>2</b>
--	----------

**TOME II**

<b>PARTIE 2 : DECISIONS</b> <i>(Conseil du 18 novembre 2019)</i>	<b>2</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b>	<b>333</b>
<b>PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS</b>	<b>407</b>



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
HORS COMMISSION	12
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	27
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	31
CULTURE	45
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	149
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	198
FINANCES	202
LOGEMENT	231
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	265
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	384
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	394
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE	410
RESSOURCES HUMAINES	478
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	482
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	490
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	500
TRANSPORTS ET MOBILITE	518
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	539

## PARTIE I – SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGE</b>
M2019-657	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le sida Sidaction à l'occasion de la 16ème Fête des Vignes - Autorisation de signature	13
M2019-658	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique	16
M2019-659	Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique	19
M2019-660	Commune de Castries - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une liaison piétonne provisoire le long de la RM26 - Route de Baillargues entre l'avenue de la Gare et le cimetière - Autorisation de signature	22
M2019-694	Adoption du procès-verbal de la séance du 30 septembre 2019	25
<b>N°DELIB</b>	<b>AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION</b>	<b>PAGE</b>
M2019-573	Convention de partenariat et attributions de subventions à Montpellier Sup Agro, à l'INRA et au CIRAD - Autorisation de financement - Approbation	28
<b>N°DELIB</b>	<b>COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</b>	<b>PAGE</b>
M2019-603	Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Autorisation de signature	32
M2019-604	Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution et modification d'attribution de subventions à des associations - Approbation	35
M2019-606	Association "Re Cycles et Vous" - Chantier d'insertion La Fabr'hic à Vélo - Attribution de subvention d'investissement - Convention - Autorisation de signature	39
M2019-607	CCAS de Montpellier - Chantier d'insertion multi-activités - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	42
<b>N°DELIB</b>	<b>CULTURE</b>	<b>PAGE</b>
M2019-608	Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée - Autorisation de signature	46
M2019-609	Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et la société Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier - Autorisation de signature	49
M2019-610	Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, et l'association Institut Chorégraphique International (ICI) - Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée - Autorisation de signature	52
M2019-611	Convention cadre de mise à disposition institutionnelle avec l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) - Approbation	55
M2019-612	Convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals dans le cadre de l'organisation du festival "I Love Techno 2019" - Autorisation de signature	58
M2019-613	Adhésion à la Fondation du patrimoine - Approbation	61
M2019-614	Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	64

N°DELIB	CULTURE (suite)	PAGE
M2019-615	Conventions de partenariat entre le Musée Fabre, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et la DRAC et entre le Musée Fabre, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault et la DRAC - Autorisation de signature	67
M2019-616	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier - Autorisation de signature	71
M2019-617	Musée Fabre - Conventions de partenariat avec le Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps, l'association Via Voltaire, le Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile Elisa et l'association Centre ABC - Autorisation de signature	74
M2019-618	Musée Fabre - Conventions de partenariat avec les associations IPEICC et la CIMADE - Autorisation de signature	78
M2019-619	Musée Fabre - Convention de partenariat avec Nantes Métropole et l'association FRAME Développement relative à la présentation à Nantes de l'exposition "L'art et matière - prière de toucher" au musée d'arts de Nantes - Autorisation de signature	81
M2019-620	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association "Les Amis du musée Fabre" - Autorisation de signature	84
M2019-621	Musée Fabre - Contrat de cession de droits pour le film "Noir-lumière. La peinture de Pierre Soulages en dialogue avec la science" - Autorisation de signature	87
M2019-622	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association "les Muses en dialogue" - Autorisation de signature	90
M2019-623	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Syndicat de l'AOC Languedoc ' Grés de Montpellier ' - Autorisation de signature	93
M2019-624	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Line Up - Autorisation de signature	96
M2019-625	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Zonta Club Montpellier - Marie de Montpellier - Autorisation de signature	99
M2019-626	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Ecole de Design, d'Arts Appliqués et de Communication de Montpellier (ESDAC) - Autorisation de signature	102
M2019-627	Musée Fabre - Demandes de subventions 2020 - Approbation	105
M2019-628	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat artistique et pédagogique avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO) - Autorisation de signature	108
M2019-629	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Affectation de subvention aux écoles associées - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	112
M2019-630	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec l'association Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature	115
M2019-631	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR ) - Convention de partenariat avec la société Mister Ibe - Autorisation de signature	118
M2019-632	Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie pour la co-production d'expositions sur l'actualité de la recherche archéologique - Autorisation de signature	121
M2019-633	Site archéologique Lattara musée Henri Prades - Convention-cadre de partenariat avec l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) - Autorisation de signature	124

## PARTIE I – SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>CULTURE (suite)</b>	<b>PAGE</b>
M2019-634	Réseau des médiathèques - Convention de coopération numérique entre la Bibliothèque Nationale de France (BNF) et la médiathèque centrale Émile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	127
M2019-635	Réseau des médiathèques - Rencontres d'auteurs - Prise en charge de frais de déplacement - Approbation	130
M2019-636	Comédie du Livre 2020 - Prise en charge de frais - Demandes de subventions - Approbation	133
M2019-637	Agora des Savoirs saison 11 - Cycle de conférences 2019-2020 - Partenariats avec Divergence.FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier	136
M2019-689	Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation	139
M2019-690	Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation	142
M2019-691	Mandat SA3M pour la réalisation du MOCO - Centre d'Art Contemporain - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation	146
<b>N°DELIB</b>	<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT</b>	<b>PAGE</b>
M2019-574	Revitalisation et animation des commerces du centre-ville - Convention avec l'Etat et conventions de gestion des flux financiers entre les partenaires - Autorisation de signature	150
M2019-575	Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2020 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	154
M2019-576	Attribution de subvention Association French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes - Convention de partenariat - Autorisation de signature	157
M2019-577	Attribution de subventions aux associations du numérique - Conventions - Autorisation de signature	160
M2019-578	Association Airdie - Concours Osons les Entrepreneurs Engagés - Attribution de subvention - Convention de partenariat - Autorisation de signature	163
M2019-579	Attribution d'un apport en compte courant à la Société d'Accélération de Transfert Technologique (SATT) AxLR - Convention avec la Région Occitanie - Convention avec la SATT AxLR - Autorisation de signature	166
M2019-580	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sensecube - MakeSense - Social Cup - Approbation - Autorisation de signature	169
M2019-581	Cité intelligente - Halle technologique OB.I LAB : imaginer, concevoir, fabriquer les objets connectés - Université de Montpellier / IUT Montpellier-Sète - Convention de partenariat en Recherche et Développement - Approbation	172
M2019-582	Montpellier Capital Santé - Extracteur d'innovation du CHU de Montpellier - Attribution de subvention - Autorisation de signature	176
M2019-583	Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant à la convention de subvention au CHU de Montpellier pour le projet Cyborg - Autorisation de signature	179
M2019-584	Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant à la convention de subvention au CHU de Montpellier pour le projet Neuroradiologie Interventionnelle - Autorisation de signature	182

## PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT (suite)	PAGE
M2019-585	Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant à la convention de subvention à l'Institut du Cancer de Montpellier pour le projet SUNFAIR - Autorisation de signature	185
M2019-586	COMmunauté d'Universités et d'Établissements (COMUE - LRU) - Attribution de subventions - Convention - Autorisation de signature	188
M2019-587	COMmunauté d'Universités et d'Établissements (COMUE - LRU) - Renouvellement de subvention - Autorisation de signature	192
M2019-588	Cité Intelligente - Mission Barcelone - Smart City Expo World Congress du 19 au 21 novembre 2019 - Participation - Approbation	195
N°DELIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGE
M2019-605	Vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie - Approbation - Autorisation de signature	199
N°DELIB	FINANCES	PAGE
M2019-662	Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP) - Révisions - Adoption	203
M2019-663	Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption	206
M2019-664	Attribution de compensation 2019 définitive à la suite de la CLETC du 4 juillet 2019 - Approbation	215
M2019-665	<i>Délibération amendée</i> - Fonds de concours 2019 aux communes - Approbation	220
M2019-665	Fonds de concours 2019 aux communes - Approbation	222 bis
M2019-666	Admissions en non-valeur - Exercice 2019 - Approbation	223
M2019-667	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Urbanisme et Habitat - Exercice 2019	225
M2019-668	Affectation du produit issu du forfait post-stationnement - Approbation	228
N°DELIB	LOGEMENT	PAGE
M2019-560	Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Adoption	232
M2019-561	Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs de logements sociaux 2020-2025 - Approbation à la suite de l'avis des communes de Montpellier Méditerranée Métropole	235
M2019-595	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2019 - Avenant n°7 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature	239
M2019-596	Construction de 32 logements sociaux - Résidence ' Le Jardin des Grenadiers ', Lot 27 A1 ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Convention - Autorisation de signature	243
M2019-597	Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Le Tedenat ', 9 rue du Professeur Tedenat à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	246
M2019-598	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 50 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	249
M2019-599	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature	252

## PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	LOGEMENT (suite)	PAGE
M2019-600	Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan gouvernemental Logement d'abord sur Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2019 - Autorisation de signature	255
M2019-601	Attributions de subventions aux associations AIVS et Face Hérault pour l'année 2019 - Conventions - Autorisation de signature	259
M2019-602	Exercice de la compétence gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL) Métropolitain - Convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour le 1er trimestre 2020 - Approbation - Autorisation de signature	262
N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGE
M2019-554	Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Approbation du dossier révisé	266
M2019-562	Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Le Crès - Complément à la délibération n°M2019-478 du 30 septembre 2019 - Approbation	289
M2019-563	<b>Délibération amendée</b> - Commune de Fabrègues - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU et du zonage pluvial	292
M2019-563	Commune de Fabrègues - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU et du zonage pluvial	304
M2019-564	<b>Délibération amendée</b> - Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU, du zonage d'assainissement des eaux usées et du zonage pluvial	316
M2019-564	Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU, du zonage d'assainissement des eaux usées et du zonage pluvial	326
M2019-565	Commune de Montpellier - Programme des équipements publics de la ZAC de la Restanque - Approbation	336
M2019-566	Projet Urbain Partenarial (PUP) Coustouliès - SCCV La Roselière - Commune de Baillargues - Périmètre d'application de la convention de PUP - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Convention de reversement au Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Autorisation de signature	340
M2019-567	Commune de Jacou - Zone d'activités Clément ADER - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation de signature	345
M2019-568	Établissement Public Foncier (EPF) - Rachat anticipé de propriétés acquises dans le cadre de conventions opérationnelles - Secteur de Roquefrais Commune de Saint Jean de Védas - Quartier Cambacérès Commune de Montpellier - Site Cambacérès économique Communes de Lattes et Montpellier - Approbation	348
M2019-569	Quartier Mosson - Acquisition des locaux de l'URSSAF - 35 rue de la Haye à Montpellier - Parcelle cadastrée LS 22 - Approbation	351
M2019-570	Commune de Grabels - Secteur Croix de Guillery - Convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et la Commune de Grabels - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	354
M2019-571	Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Aménagement de la ZAC Charles Martel extension - Cession de diverses parcelles à l'aménageur - Approbation	357
M2019-572	Lattes - Secteur de Boirargues - Conservation du produit de la taxe d'aménagement majorée par Montpellier Méditerranée Métropole	361

<b>N°DELIB</b>	<b>PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER (suite)</b>	<b>PAGE</b>
M2019-669	Commune de Montpellier - Quartier Cambacérès - Concession d'aménagement de la SA3M - Compte Rendu annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant à la concession n°7 - Avenant à la convention d'avance de trésorerie n°6 - Approbation - Autorisation de signature	364
M2019-670	Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	369
M2019-671	Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature	373
M2019-685	Commune de Montpellier - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Mandat d'études Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°4 au mandat d'études - Approbation - Autorisation de signature	378
M2019-686	Commune de Montpellier - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Mandat d'études Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°4 au mandat d'études - Approbation - Autorisation de signature	381
<b>N°DELIB</b>	<b>PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES</b>	<b>PAGE</b>
M2019-641	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Bassin versant du Verdanson - Renforcement de la protection contre les inondations - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU de Montpellier - Autorisation de signature	385
M2019-642	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Adhésion à l'association Centre Européen de prévention de Risque d'Inondation (CEPRI) - Désignation de représentants - Approbation	388
M2019-643	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant du Lez - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation	391
<b>N°DELIB</b>	<b>PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGE</b>
M2019-645	Contrat Territorial pour le Mobilier Usagé (CTMU) 2019-2023 avec l'Eco-organisme Eco-Mobilier pour la reprise et la valorisation des déchets d'ameublement - Autorisation de signature	395
M2019-647	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Environnement" - Exercice 2019	398
M2019-692	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	401
M2019-693	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	405



<b>N°DELIB</b>	<b>RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE</b>	<b>PAGE</b>
M2019-589	Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	411
M2019-590	Commune de Le Crès - Parc d'Activités Économiques (PAE) "Rue Pic Saint Loup / Maumarin" - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation	414
M2019-591	Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Parc d'activités économiques ZAC Charles Martel Extension - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	417
M2019-592	Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2019 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	420
M2019-593	Attribution d'une subvention à l'Association Maison Montpellier Chengdu - Désignation des deux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu - Exercice 2019 - Approbation	423
M2019-594	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	426
M2019-672	Commune de Montpellier - Concession Parc 2000 deuxième extension - Convention d'avance de trésorerie - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	429
M2019-673	Commune de Montpellier - Concession Parc 2000 - Extension et Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature	432
M2019-674	Commune de Montpellier - Port Marianne - Portes de la Méditerranée - Odysseum - Concession d'aménagement avec la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	436
M2019-675	Communes de Montpellier et Lattes - Zones d'activités Garosud et Garosud extension - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	440
M2019-676	Commune de Cournonsec - Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES) Hannibal et restructuration du secteur du Frigoulet - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation	443
M2019-677	Commune de Cournonterral - Concession ZAC Cannabe - Compte Rendu annuel à la Collectivité (CRAC) - Avenant n°1 - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	446
M2019-678	Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	449
M2019-679	Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	452
M2019-680	Communes de Montpellier et de Grabels - Parc Euromédecine - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	455
M2019-681	Commune de Lavérune - ZAC Descartes - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	459
M2019-682	Commune de Saint Jean de Védas - Parc d'activités économiques Marcel Dassault première extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	462



N°DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE (suite)	PAGE
M2019-683	Commune de Saint Jean de Védas - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature	465
M2019-684	Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Parc d'activités économiques Charles Martel - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	468
M2019-687	Commune de Montpellier - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de ville - Mandat Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature	471
M2019-688	Commune de Vendargues - Parc d'activités du Salaison - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature	474
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGE
M2019-661	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Ressources Humaines - Exercice 2019	479
N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGE
M2019-644	Financement de postes - Chargé(e) d'animation des captages prioritaires du Flès - Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie et Restauration des Milieux Lagunaires - Chargé(e) de contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques - Sollicitation des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée - Approbation	483
M2019-646	Coopération décentralisée - Aide aux communes frappées par les inondations d'août 2019 dans la Vallée de l'Arghen (Maroc) - Autorisation	487
N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGE
M2019-638	Réseau des piscines - Opération TELETHON 2019 dans les piscines Alex Jany et Jean Vives - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies - Autorisation de signature	491
M2019-639	Convention d'occupation temporaire du domaine public - Infrastructure numérique - Application mobile VOGO Sport - Autorisation de signature	494
M2019-640	Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	497
N°DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGE
M2019-555	Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial - Présentation de la Stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole "Vers un territoire neutre en Carbone" - Approbation	501
M2019-556	Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions	507
M2019-557	Plan Climat Air Energie Territorial - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Collège du Scoutisme Français de l'Hérault et Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak dans le cadre d'actions pédagogiques de sensibilisation aux changements climatiques et de protection du territoire - Approbation - Autorisation de signature	511

## PARTIE I – SOMMAIRE

N°DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (suite)	PAGE
---------	---	------

M2019-558	Stratégie biodiversité et transition agroécologique du territoire - Convention opérationnelle de gestion agroécologique et environnementale de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature	514
-----------	--	-----

N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGE
---------	------------------------	------

M2019-559	Tramway 5ème ligne - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier - Approbation	519
M2019-649	Mise en œuvre de la politique cyclable de Montpellier Méditerranée Métropole - Voyage d'études sur la politique cyclable à Copenhague (Danemark) du 22 au 24 octobre - Prise en charge des frais - Autorisation	523
M2019-650	Charte de signalisation et Schéma Directeur de signalisation directionnelle routière de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	526
M2019-651	Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Accord de consortium - Convention avec le pôle de compétitivité CARA - Approbation	529
M2019-652	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Environnement et Transports - Exercice 2019	533
M2019-653	Adhésion à la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) - Désignation d'un représentant - Approbation	536

N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGE
---------	-----------------------	------

M2019-648	Appel à projets "Fonds mobilités actives - continuités cyclables" - Conventions de financement entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	540
M2019-654	Investissement - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Restinclières, Saint Jean de Védas, Cournonsec, Cournonterral, Saint Georges d'Orques et Murviel-lès-Montpellier - Modification - Approbation - Autorisation de signature	544
M2019-655	Programmation 2019 - Travaux de rénovation et de mise en conformité de l'éclairage public - Travaux de dissimulation des réseaux d'éclairage public sur la commune de Saint-Drézéry - Modification du plan de financement des travaux d'éclairage public de la commune de Saint Jean de Védas - Demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Autorisation de Signature- approbation	548
M2019-656	Convention tripartite de co-maîtrise d'ouvrage entre Hérault Energies, le Syndicat d'électricité de la Région Nord-Est de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	553

**HORS COMMISSION**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

## **Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le sida Sidaction à l'occasion de la 16ème Fête des Vignes - Autorisation de signature**

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole célèbre chaque année l'un des fleurons de son patrimoine, le vin, grâce à la Fête des Vignes.

Curieux, amateurs éclairés et œnologues confirmés peuvent découvrir le fruit du travail des caves et domaines viticoles de la Métropole.

Pour 3 € seulement, le visiteur se voit remettre :

- un verre à vin et un coupon donnant droit à 3 dégustations (à utiliser au gré de ses envies, sur les différents stands des viticulteurs présents),
- un billet de tombola,
- un coupon lui donnant droit à une bouteille de vin offerte pour l'achat d'un carton de six, le dimanche dans les domaines participant à l'opération.

Depuis 2004, année de la création de la Fête des Vignes, les recettes engendrées par la vente de tickets ont toujours été intégralement reversées à une œuvre caritative.

Au-delà de la fête, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi inscrire les retombées d'une telle manifestation dans la durée et dans l'action.

Ainsi, depuis 2006, ce sont un peu plus de 215 000 € qui ont été récoltés par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice du Sidaction dans le cadre de cette fête ; une somme destinée à faire progresser la lutte contre le sida et à aider la recherche médicale et les malades.

Depuis 15 ans, l'entité a à cœur de maintenir la convivialité de cette manifestation qui promeut les viticulteurs de son territoire et manifeste son soutien au Sidaction notamment pour l'investissement permanent de cette association pour le développement des programmes de recherche et d'aide aux malades.

L'édition 2019, 16<sup>ème</sup> Fête des vignes, aura lieu sur l'esplanade Charles de Gaulle à Montpellier les 22 et 23 novembre de 11h à 20h et le 24 dans les vignobles.

Il est proposé de conclure une convention avec l'association Ensemble contre le Sida pour définir les modalités de versement total de la recette de la manifestation au bénéfice du Sidaction.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec l'association Ensemble contre le Sida ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-104857-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention FDV.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2017, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2018, il conviendra de noter qu'aucune opération confiée à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole n'est concernée par ces prérogatives de puissance publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108225-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et Sociétés publiques Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2018, les opérations d'aménagement confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives sont les suivantes :

- **Ode à la Mer Acte 1 :**

Sur la Commune de Lattes, une acquisition de bâti sur terrain, commerces et villa, a été réalisée concernant une surface de 6 271 m<sup>2</sup> suite à jugement d'expropriation. En 2018, il conviendra de noter la fin des procédures d'expropriation sur cette concession.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108218-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport\_Spécial\_2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

# **Hors commission - Commune de Castries - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une liaison piétonne provisoire le long de la RM26 - Route de Baillargues entre l'avenue de la Gare et le cimetière - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La commune de Castries projette l'aménagement d'une liaison piétonne provisoire le long de la route de Baillargues, route départementale 26 historique, relevant désormais de la gestion et de l'exploitation de la Métropole.

Cette liaison, d'une longueur de 100 mètres, a pour vocation de permettre le cheminement sécurisé le long de cette voie, depuis le secteur urbanisé de Castries, avenue de la Gare, jusqu'à l'entrée au cimetière.

Cette liaison piétonne sera provisoire, dans la perspective de la réalisation d'une future liaison douce (piétons et cycles) le long de la route de Baillargues, liaison que doit réaliser la Métropole dans le cadre de Schéma Directeur des Mobilités Actives.

La commune de Castries souhaite assurer la maîtrise d'ouvrage de cette liaison piétonne provisoire en application de l'article L 2422-12 du Code de la Commande Publique afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, de simplifier les procédures, d'optimiser les coûts et les conditions de réalisation de ces travaux programmés en régie par la commune.

La convention a pour objet de transférer à la commune de Castries la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la liaison piétonne provisoire longeant la RM26, route de Baillargues, à Castries, entre l'avenue de la Gare et l'accès au cimetière tels que définis dans la présente convention et ses annexes conformément à l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique qui dispose que : « Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Le montant des travaux s'élève à 32 500 € TTC, incluant les travaux, les dépenses de maîtrise d'œuvre, de contrôle et de coordination SPS relatifs à ces travaux, intégralement financé par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la commune de Castries pour le transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Castries du projet de réalisation d'une liaison douce provisoire le long de la RM26 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-109009-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE



## Hors commission - Adoption du procès-verbal de la séance du 30 septembre 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 30 septembre 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-109862-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PV\_Conseil\_Conseil\_30-09.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Agro-écologie et alimentation - Convention de partenariat et attributions de subventions à Montpellier Sup Agro, à l'INRA et au CIRAD - Autorisation de financement - Approbation**

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

La délibération n°13043 du Conseil en date du 29 juin 2015 définit les objectifs et la feuille de route de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) de la collectivité.

En effet, depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire volontariste qui vise cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

Afin d'atteindre ces objectifs, la P2A se décline en 6 axes opérationnels :

- Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe ;
- Favoriser l'approvisionnement durable de la ville et limiter le gaspillage alimentaire ;
- Mobiliser les citoyens en faveur de la transition agroécologique ;
- Soutenir les entreprises innovantes agroalimentaires et de services à l'agriculture ;
- Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agri et l'œnotourisme ;
- Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », l'apport de la recherche est fondamental dans l'élaboration, la conduite opérationnelle et le suivi évaluatif de la politique publique. Dans le prolongement d'un premier partenariat triennal sur la période 2016-2018, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), l'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (Montpellier SupAgro), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent sur un nouveau cycle de partenariat de trois ans sur la période 2019-2021.

Sur la base des problématiques et des enjeux identifiés, les quatre partenaires mettent en commun leurs moyens (expertise, animation, communication, budget...) afin de mettre en œuvre leur plan d'actions et leurs recherches sur trois axes :

### **Approvisionner et nourrir la ville plus durablement**

- Consolider l'activité agricole
- Améliorer l'alimentation des populations précaires
- Lutter contre le gaspillage et encourager la valorisation des biodéchets
- Augmenter la part de produits locaux dans les achats locaux

### **Soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire**

- Consolider le tissu d'entreprises innovantes
- Développer la transformation alimentaire locale
- Faciliter le transfert des innovations vers le territoire

### **Construire une gouvernance alimentaire active et collaborative**

- Rendre visibles les activités et les résultats de la P2A et les projets portés par les partenaires
- Contribuer à l'élaboration de la politique publique
- Professionnaliser les acteurs locaux

Pour l'année 2019, dans le cadre de ce partenariat, il est proposé l'attribution à l'INRA, à Montpellier SupAgro et au CIRAD, par la Métropole de Montpellier, d'une subvention de fonctionnement de 5 000 € chacun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de trois subventions à hauteur de 5 000 € à l'INRA, de 5 000 € à Montpellier Sup Agro et 5 000 € au CIRAD ;
- approuver les termes de la convention triennale ainsi que le programme d'actions 2019 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107669-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

# **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La circulaire du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui sera ajouté comme avenant au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduit, au niveau local, la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et celle de chacun des partenaires.

Ce protocole d'engagements renforcés et réciproques est conçu comme un levier pour relancer le contrat de ville et s'inscrit donc dans sa continuité. L'objectif consiste à ajuster la stratégie initiale de 2015, toujours partagée, pour mieux répondre à l'évolution des besoins des habitants. Il convient d'identifier pour chaque partenaire les modalités de leurs interventions renforcées respectives, au titre de leur politique de droit commun, et leurs inscriptions et participations au service de ces objectifs.

Dans un délai très contraint, imposé par la circulaire, l'ensemble des parties prenantes a été associé à la démarche : institutions, conseils citoyens, associations et entreprises. La délibération présentée en Conseil de Métropole du 23 juillet dernier a décliné la méthode qui a été engagée, méthode basée comme pour l'élaboration initiale du contrat de ville, sur l'échange et le partenariat. Les grands projets tels que le NPNRU, la cité éducative, relevant des champs affichés dans le Pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités signataires, ont été repérés, discutés et figurent dans le protocole. Les priorités gouvernementales ainsi que les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ont été intégrées au travers des 5 programmes de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : sécurité, éducation, emploi, logement, lien social. Des ajouts pourront y être apportés dans le cadre d'un avenant ultérieur.

Outre le contenu même du protocole qui rappelle les préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, la déclinaison sous forme de schémas des objectifs opérationnels, les engagements de chacun des financeurs et la mise à jour des modalités de pilotage et d'animation, celui-ci comprend également :

- le tableau compilant les engagements des partenaires sur leurs projets spécifiques aux quartiers politique de la ville ;
- le tableau d'évolution des fiches opérationnelles et les 69 fiches détaillées qui constituent l'ossature du contrat de ville jusqu'en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés 2019–2022 / Avenant n°2 du contrat de ville ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant n°2 CDV Protocole d'engagements renforcés et réciproques VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution et modification d'attribution de subventions à des associations - Approbation**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Conseil de Métropole, réuni les 22 mars, 25 juin, 23 juillet et 30 septembre 2019, a voté l'attribution de subventions au titre de l'année 2019, à des associations ayant déposé des demandes de subventions dans le cadre du contrat de ville 2015-2020 et ce, pour un montant global de 246 200 euros correspondant à 86 projets proposés par 58 associations.

Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue d'une nouvelle instruction partenariale et territoriale, il est proposé de soutenir financièrement 2 projets supplémentaires présentés au titre de l'appel à projets 2019 et qui s'inscrivent dans les orientations du contrat de ville, pour un montant total de 9 500 euros, sur les crédits politique de la ville.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

<b>Actions relatives aux axes du contrat de ville (Service Politique de la ville)</b>		
<b>ORGANISME</b>	<b>Intitulé du projet (n°)</b>	<b>Subvention proposée 2019</b>
<b>AJPPN</b> (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance socio-économique (6047)	<b>8 000 €</b>
<b>Le Clos de la Fontaine</b>	Autonomie et maîtrise du numérique (6024)	<b>1 500 €</b>
<b>Total financements service Politique de la ville - Chapitre 935</b>		<b>9 500 €</b>

Par ailleurs, par délibération n°M2019-125 du 22 mars 2019, la Métropole de Montpellier a attribué à l'association ACLE un montant global de subventions de 8 000 euros pour la réalisation de 3 projets déposés dans le cadre de l'appel à projets 2019 du contrat de ville.

Ayant rencontré des difficultés de gouvernance dès le mois d'avril, la structure bénéficiaire ne pourra pas mener à terme ses projets dans leur intégralité. Il y a donc lieu de modifier le montant des subventions attribuées, comme détaillé dans le tableau ci-après :

ORGANISME	Intitulé du projet (n°)	Subvention attribuée (Délibération M2019-125 du 22 mars 2019)	Subvention proposée après modification
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	<b>Actions relatives aux autres axes du contrat de ville</b>		
	Dynamique Jeunes Cévennes (5931)	2 500 €	1 125 €
	LAM - Lieu d'Accès Multimédia (5892)	2 000 €	500 €
	Médiation Sociolinguistique (5935)	1 500 €	375 €
	<b>Actions relatives au Développement économique et emploi</b>		
	Dynamique Jeunes Cévennes (5931)	2 000 €	0 €
<b>Total nouveaux financements service Politique de la ville - Chapitre 935</b>			<b>2 000 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau détaillé ci-dessus ;
- approuver les modifications d'attribution de subventions à l'association ACLE conformément au tableau détaillé ci-dessus ;
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107571-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention-type Projet AP.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association "Re Cycles et Vous" - Chantier d'insertion La Fabr'hic à Vélo - Attribution de subvention d'investissement - Convention - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences Insertion par l'économique, Politique de la ville et Développement économique. De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion, qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient des actions favorisant l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi.

L'association « *Re Cycle Et vous* » a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi en proposant la mise en place d'action d'insertion professionnelles relevant de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique).

En 2019, l'association « *Re Cycle Et vous* » porte un nouveau chantier d'insertion autour d'une activité de recyclage, de maintenance et de commerce de cycles.

Les activités du chantier sont des supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi. Ces dernières vont se concentrer sur l'achat et la récupération de vélos d'occasion, la réparation et la remise en état de ces derniers, la vente des vélos réhabilités, la sous-traitance pour des magasins partenaires, l'entretien de parcs à vélos d'entreprises ou d'administration et la location d'une flotte de vélos à vocation évènementiel.

Les salariés du chantier seront accompagnés dans leur projet professionnel et pourront être orientés vers des dispositifs permettant de poursuivre leur parcours d'insertion, notamment la formation visant un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) de branche.

Le chantier d'insertion est composé de 8 postes de travail. Les bénéficiaires sont recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois.

Il est proposé, pour l'exercice 2019, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, par une subvention d'investissement de 10 000 euros pour le chantier d'insertion et d'utilité sociale.

Le plan de financement du projet d'investissement est décomposé comme suit :

Besoins :

- Travaux et construction	24500 euros
---------------------------	-------------

Ressources :

- Subventions	10000 euros
- Emprunts	14500 euros

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'attribution de subvention avec l'association *Re Cycle Et vous*,
- approuver l'attribution à *Re Cycle Et vous* d'une subvention d'investissement de 10 000 euros, sous réserve de la signature de la convention afférente, de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique (CDIAE) et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation du projet d'investissement ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107671-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention2019\_3M\_LA\_FABRIC'\_A\_VELO\_Investissement.V4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la  
Ville, Lutte contre les  
discriminations, insertion par  
l'emploi, aires d'accueil des gens  
du voyage

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

# **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - CCAS de Montpellier - Chantier d'insertion multi-activités - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences Insertion par l'économique, Politique de la ville et Développement économique.

De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient des actions favorisant l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier a ouvert un "Centre des Expérimentations et de l'Innovation Sociale", service qui permet de tester de nouvelles actions favorisant l'inclusion sociale et l'insertion socio-professionnelle des Montpelliérains.

A ce titre, le dispositif Unis' Vers est animé depuis un an dans un objectif de lever les freins et dynamiser les démarches pour accéder à un emploi.

Pour optimiser les mises en parcours professionnels, le CCAS souhaite mettre en place un chantier d'insertion multi-activités et multi-sites d'une durée de 1 an (deux sessions de 6 mois) à partir du 16 décembre 2019.

Les activités du chantier, dans les domaines du bâtiment, des espaces verts, de la restauration collective, de l'aide à domicile, de l'accueil administratif et de la médiation numérique, seront les supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi où il s'agira de déceler, de faire grandir, de renforcer les compétences techniques des personnes recrutées.

Le chantier se déroulera sur plusieurs sites gérés par le CCAS de la ville de Montpellier. Les salariés du chantier seront accompagnés dans leur projet professionnel.

Le chantier d'insertion sera composé de 12 postes de travail. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) de 26 heures pour une durée de 6 mois.

A ce titre, il est proposé, pour l'exercice 2019, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, par une subvention de 15 000 € pour l'aide au démarrage de l'activité.

Le budget prévisionnel 2019 de l'action est le suivant :

- DIRECCTE (dont salaires, CDDI):	179 973 euros
- Montpellier Méditerranée Métropole :	15 000 euros
- Etat FDI :	10 000 euros
- CCAS de la ville de Montpellier :	48 782 euros

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution au CCAS de la ville de Montpellier d'une subvention de 15 000 euros, sous réserve de la signature de la convention afférente, de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- approuver la convention 2019 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention2019\_3M\_CCAS\_V1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **CULTURE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Yvon PELLET

## **Culture - Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Acteur majeur et incontournable du paysage culturel métropolitain, l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie est une association loi 1901, créée en 2001 et ayant pour objet « *la promotion de l'Opéra de Montpellier et de l'Orchestre national de Montpellier par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa région, en France et à l'étranger, de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques, phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audiovisuelles et toutes autres activités conformes à son objet statutaire* ». Il constitue un ensemble unique regroupant un opéra et un orchestre symphonique bénéficiant de deux labels nationaux délivrés par le Ministère de la Culture : « *Opéra national en région* » et « *Orchestre national en région* ». Il représente en outre le seul Opéra national en région, au Sud d'une ligne Bordeaux/Lyon, et le seul Orchestre national en région avec l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, au Sud de cette même ligne.

Son répertoire, très large, s'étend de la musique baroque du XX<sup>ème</sup> siècle. Composé de quatre-vingt-treize musiciens et d'un chœur de trente-et-un artistes, il propose chaque année une riche programmation lyrique et symphonique au sein de l'Opéra Comédie et de l'Opéra Berlioz notamment. Afin de sensibiliser de nouveaux publics à la musique classique, l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie programme également des concerts « *hors les murs* » dans les médiathèques, maisons pour tous, écoles, universités, prisons etc. Il accueille par ailleurs des milliers d'élèves et d'étudiants lors de répétitions générales et de concerts.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie et les partenaires publics, à savoir le Ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par sa directrice et approuvé par son conseil d'administration, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2019-2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108357-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CPO OONMO 2019-2021 VERSION DEFINITIVE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET



## **Culture - Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et la société Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier constitue sur le territoire métropolitain un pôle de référence publique et professionnelle en matière artistique. Il est un acteur prépondérant de la politique d'actions culturelles en faveur du vivre ensemble menée par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment vis-à-vis de ses engagements en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, et de ses actions visant à favoriser l'accès à la culture au public le plus large.

Bénéficiaire du label « *Centre Dramatique national* » délivré par le Ministère de la Culture, le Théâtre des 13 vents est un théâtre de service public, dont les missions sont notamment de produire et coproduire, créer, diffuser des pièces de théâtre et d'accueillir des spectacles et des artistes régionaux, nationaux et internationaux. Ainsi, le Théâtre des 13 vents propose une programmation annuelle de pièces, rencontres, conférences et d'actions diverses afin de favoriser la rencontre entre œuvres et publics.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier et les partenaires publics, à savoir le Ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du Théâtre des 13 vents, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par ses directeurs et approuvé par son comité de suivi, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2019-2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, et la société Théâtre des 13 vents, Centre Dramatique National de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108399-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CPO 2019-21 CDN 13Vents 1er octobre 2019.pdf
- Annexe I Projet Artistique CDN 13V CPO 2019-21 9 juillet 19.pdf
- Annexe II CPO CDN 13V.pdf
- Annexe Ibis CPO CDN 13V
- Annexe III-1 CPO CDN 13V BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET - 2019
- Annexe III-2 CPO CDN 13V BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET - 2020
- Annexe III-3 CPO CDN 13V BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL DU PROJET - 2021
- Annexe IV Compte de résultat analytique réalisé et prévisionnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, et l'association Institut Chorégraphique International (ICI) - Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Après les directions successives de Dominique Bagouet (1984 à 1992) et de Mathilde Monnier (1994 à 2013), le Centre Chorégraphique National de Montpellier (CCNM) est dirigé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par Christian Rizzo.

Intitulé désormais « ICI » pour « *Institut Chorégraphique International* », le CCNM nourrit une vision transversale de la création, de la formation, de l'éducation artistique et de l'ouverture aux publics. Prenant support sur les pratiques et les territoires, son nouveau projet est avant tout un espace prospectif qui prend à bras le corps l'invitation d'artistes, l'écriture du geste chorégraphique et les manifestations de son partage.

ICI-CCNM est le seul Centre Chorégraphique National établi en région Occitanie, le seul Centre Chorégraphique National du Sud de la France qui ne soit pas un ballet, et qui représente les écritures chorégraphiques contemporaines. Il est aussi celui proposant, en partenariat avec l'Université Paul Valéry, la seule formation supérieure professionnelle en France (Masters 1 et 2) en recherche chorégraphique, le master EXERCE, et celui proposant, en partenariat avec l'Education Nationale, le seul Pôle Ressources Education Artistique et Culturelle Danse Contemporaine (PREAC) de la région Occitanie.

Ses missions ainsi que le projet artistique et culturel de Christian Rizzo, lui permettent d'être actif et prospectif sur l'ensemble de la filière danse contemporaine, à travers les grandes lignes d'action suivantes :

- La création et la diffusion des œuvres d'un artiste chorégraphe directeur,
- La création et la diffusion des œuvres d'un artiste chorégraphe associé,
- Le soutien à la création dans le cadre du programme de résidences,
- La programmation d'œuvres chorégraphiques, d'expositions, de cycles de conférences/colloques dans le cadre d'une saison artistique et culturelle,
- La conception et l'organisation du seul master (niveaux 1 et 2) en recherche chorégraphique existant en France, ainsi que de projets de formation et de médiation,
- La mise en œuvre du projet artistique et culturel en lien avec de nombreux partenaires établis à l'échelle de la Métropole, de la région ainsi qu'aux niveaux national et international.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre ICI-CCNM et les partenaires publics, à savoir le Ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Région Occitanie, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel d'ICI-CCNM, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Elle fixe notamment les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, ICI-CCNM s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par son directeur et approuvé par son conseil d'administration, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées.

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2019-2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie et l'association ICI-CCNM ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108427-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CPO CCNM 2019-2021\_v DEF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## Culture - Convention cadre de mise à disposition institutionnelle avec l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14727 du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé et renforcé la convention de partenariat avec l'Institut National de l'Audiovisuel (INA), initiée en 2012. Cette convention pérennise le financement par l'INA de deux postes de consultation multimédias, permettant ainsi aux usagers du réseau des médiathèques d'accéder aux archives audiovisuelles de l'INA. Le Centre National du Cinéma est également associé à ce dispositif en ouvrant au grand public la consultation des archives cinématographiques qu'il conserve.

Avec un espace « *Mémoires de la Télévision et de la Radio* », le projet Cinéma de la médiathèque centrale donnera une meilleure visibilité à ce partenariat : fonds sur l'histoire de la télévision et des médias, postes de l'Inathèque et proposition d'ateliers collectifs grâce à la proximité d'une salle de projection équipée, sur les volets formation et éducation aux images et aux médias.

Le renforcement de la politique de valorisation des archives de l'INA nécessite de passer une nouvelle convention qui en précisera les modalités pratiques et financières.

A partir de 2019, il est ainsi proposé de renforcer la coopération avec l'INA au-delà du réseau des médiathèques, en mettant en œuvre les actions suivantes :

- Organisation de 3 à 6 séances annuelles estampillées INA dans des lieux et manifestations emblématiques de la vie culturelle de la Métropole. Cela permettra une communication plus visible tout en touchant un public au-delà des usagers des médiathèques. En 2019, les trois structures concernées seraient le musée Fabre, le musée Lattara-Henri Prades, le MoCo. Le coût moyen de chaque séance hors médiathèques pour les droits et prestations liés à l'INA est variable selon le type de document diffusé (intégrale ou compilation d'extraits).
- Communication d'archives INA sur les réseaux sociaux de la Métropole (Facebook, Twitter) : partage d'extraits rares et/ou inédits issus d'inamediapro, sans publicité, en lien avec l'actualité de la Métropole. Le coût annuel de 30 extraits d'une durée de 30 secondes chacun est de 3 371, 85 € TTC.
- Les « Jeudis de l'INA » de la Médiathèque Centrale, dont l'organisation est liée à la première convention, sont maintenus. Leur coût s'élève à 800 € pour 4 séances, destinés à rémunérer les intervenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre l'Institut national de l'Audiovisuel et Montpellier Méditerranée Métropole
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- annexe 1
- annexe 2
- convention cadre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals dans le cadre de l'organisation du festival "I Love Techno 2019" - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Soutenu depuis six ans par Montpellier Méditerranée Métropole, la 9<sup>ème</sup> édition française du festival I Love Techno, organisée par la société Live Nation France Festivals, se déroulera à Montpellier le 13, 14 et 15 décembre 2019.

Évènement majeur de la scène électronique française et européenne, ce festival propose un programme riche et varié, au moyen de plusieurs scènes réparties en sept lieux différents de la Métropole (Parc des expositions de Montpellier, Domaine d'O, Halle tropisme, Rockstore etc.) et d'une programmation musicale ambitieuse sur une durée de trois jours.

Compte tenu de la qualité de cette manifestation, de son rayonnement sur le territoire métropolitain et bien au-delà, et du succès rencontré lors des dernières éditions, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son soutien à l'édition 2019 du festival, en le connectant notamment à la scène électronique émergente du territoire, riche de nombreux artistes talentueux.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole et Live Nation France envisagent de présenter, dans le cadre du festival, quatre artistes locaux sélectionnés à l'issue d'un concours.

Il est ainsi proposé de conclure avec l'organisateur de l'évènement une convention de partenariat qui définit les engagements de chacune des parties :

- La société Live Nation France s'engage à mettre à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole une scène secondaire destinée aux quatre DJs sélectionnés, afin que ceux-ci s'y produisent pendant le festival I Love Techno 2019. La scène mise à disposition sera habillée aux couleurs de Montpellier Méditerranée Métropole. Live Nation France s'engage en outre à donner un accès à la scène principale au lauréat du concours, selon un créneau horaire à définir.

- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre à sa charge les frais de location de la scène secondaire, y compris régie technique, pour un montant de 95 000 € TTC. Cette somme sera versée à la société Live Nation France, sur présentation d'une facture. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également à participer à la promotion de la manifestation par des prestations de communication, notamment d'affichage sur son réseau de mobilier urbain et dans ses réseaux partenaires. Le montant de ces prestations est estimé à 10 000 € TTC.

La convention à intervenir prendra effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 16 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106658-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention I Love Techno 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## Culture - Adhésion à la Fondation du patrimoine - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Fondation du patrimoine, créée par la loi du 2 juillet 1996, est un organisme privé indépendant à but non lucratif dont la mission est la sauvegarde et la valorisation du patrimoine français de proximité. Organisée en délégations régionales essentiellement composées de bénévoles, elle accompagne les projets de restauration du patrimoine en favorisant leur financement.

Pour cela, elle a reçu délégation de l'État pour accorder un label qui permet au propriétaire réalisant des travaux de bénéficier de déductions fiscales. Au travers de la souscription publique et du mécénat d'entreprise, elle accompagne également les particuliers, les collectivités et les associations dans leurs projets de restauration.

Présente sur l'ensemble du territoire national, les missions de la fondation sont les suivantes :

- Promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager,
- Contribuer à l'identification des édifices et des sites menacés de dégradation et de disparition,
- Susciter et organiser les partenariats publics/privés entre les associations de protection du patrimoine, les pouvoirs publics nationaux et locaux, et les entreprises désireuses d'engager des actions de mécénat culturel,
- Participer aux actions de restauration des propriétaires privés ou publics,
- Favoriser la création d'emplois et la transmission des savoir-faire.

La sauvegarde et la valorisation du patrimoine ont des implications culturelles, économiques et sociales fortes. L'action de la fondation du patrimoine répond à trois enjeux fondateurs :

- Faciliter la transmission culturelle. En préservant notre patrimoine, nous transmettons aux générations futures ce que nous avons reçu en héritage,
- Favoriser l'attractivité des territoires. Chaque chantier de restauration crée des emplois directs et indirects. Valoriser le patrimoine, c'est aussi revitaliser les territoires et renforcer leur attractivité via les impacts touristiques et culturels,
- Préserver les savoir-faire et favoriser l'insertion sociale. La sauvegarde du patrimoine assure la transmission des savoir-faire et des techniques traditionnelles du bâti ancien. Par ce biais, la fondation du patrimoine soutient également de nombreux projets qui donnent lieu à des chantiers d'insertion, le patrimoine étant un excellent support de réinsertion sociale et professionnelle.

L'action de préservation de la fondation s'appuie sur trois leviers principaux : le label, la souscription publique et le mécénat d'entreprise.

- Le label : Seul organisme privé habilité par le ministère de l'Économie et des Finances à octroyer un label à une opération de restauration d'un immeuble non protégé au titre des monuments historiques, la fondation du patrimoine permet aux propriétaires privés de bénéficier de déductions fiscales,
- La souscription publique ou collecte de financement participatif : La fondation engage des campagnes de souscriptions publiques et d'appel aux dons pour financer des projets de sauvegarde du patrimoine public et associatif,
- La mobilisation du mécénat d'entreprise : La fondation sollicite le mécénat culturel en faveur de projets de sauvegarde et de valorisation du patrimoine de proximité. Des accords de partenariat nationaux ou locaux sont conclus avec des entreprises.

Afin de participer à la préservation et à la valorisation du patrimoine métropolitain, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à la Fondation du patrimoine.

Le montant annuel de cette adhésion s'élève à la somme de 1 100 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fondation du patrimoine ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108108-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Bulletin d'adhésion des communes et des EPCI 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Yvon PELLET

## Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Culture et Sport solidaires 34	Fonctionnement	9 500 €

Les orientations de sa politique culturelle faisant par ailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire, un fonds spécial Culture a été créé pour soutenir des actions culturelles organisées sur le territoire de la Métropole dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

A ce titre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Ekho Choeur de chambre	Fonctionnement	2 000 €

Enfin, par délibération en date du 30 septembre 2019, le Conseil de Métropole a attribué, dans le cadre du fonds spécial Culture, une subvention d'un montant de 2 000 € à l'association Zigzags - M. Arbatz & Cie, pour son projet d'organisation de lectures musicales en hommage à Blaise Cendrars, initialement prévu en 2019. Le projet ayant finalement dû être reporté, il y a lieu d'annuler la subvention accordée au titre de l'exercice 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution, ainsi que l'annulation de la subvention accordée à l'association Zigzags - M. Arbatz & Cie ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108220-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DCP 3M Avenant-type Subventions Fonctionnement 2019.docx
- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Yvon PELLET

## **Culture - Conventions de partenariat entre le Musée Fabre, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et la DRAC et entre le Musée Fabre, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault et la DRAC - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa politique d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des usagers pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est à ce titre un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale.

Dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, la conclusion d'un partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault (S.P.I.P.), la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault (D.T.P.J.J.) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (D.R.A.C.) s'avère nécessaire afin de participer à la politique d'insertion ou la réinsertion culturelle et sociale de ces publics sous-main de justice.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault (S.P.I.P.), dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous-main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits empêchés. Depuis 2007, un partenariat avec le musée permet la mise en œuvre d'une action qui propose d'aller à la rencontre d'adultes incarcérés, qui n'ont pas accès à l'art, afin de favoriser leur insertion culturelle et sociale.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault (P.J.J.), intervient dans un cadre judiciaire auprès des mineurs de 13 à 18 ans ayant commis des actes de délinquance ou dans le cadre de la protection de l'enfance. Depuis 2015, un partenariat avec le musée permet la mise en œuvre d'une action qui propose à des jeunes une découverte du musée Fabre et de ses collections. Les séances alternent entre la présentation d'œuvres du parcours permanent et un travail d'expression plastique dans l'atelier de pratiques artistiques.

La D.R.A.C. Occitanie, dans le cadre du protocole culture-justice, s'attache quant à elle à poursuivre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques. Elle facilite et accompagne à ce titre les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous-main de justice.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec ces différents partenaires, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative, et de conclure de nouvelles conventions de partenariat qui définissent les modalités de collaboration et les engagements respectifs de chacun des partenaires.

Le partenariat avec le S.P.I.P. concernera un groupe de 10 détenus volontaires de la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone accueillis sur 6 séances.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition le savoir-faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée dans le parcours permanent et les ateliers de pratiques plastiques, et à prendre en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de personnel) pour un budget global prévisionnel de 3000 €.

Le S.P.I.P. s'engage à prévoir et organiser les modalités de déplacement des bénéficiaires du Centre Pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et à assurer le financement des transports pour les déplacements.

La DRAC Occitanie s'engage à veiller à ce qu'un lien soit établi entre cette action et les activités culturelles programmées à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone avec le soutien financier de la D.R.A.C., et à relayer cette opération sur le plan national au niveau du service en charge des politiques interministérielles au sein du Ministère de la Culture.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée d'un an.

Le partenariat avec la D.T.P.J.J. concernera une dizaine d'adolescents placés sous-main de justice et issus de différents services de la D.T.P.J.J. Désireux de valoriser plus largement toute la richesse de cette expérience, des travaux de restitution seront présentés au musée Fabre lors de l'exposition « Le musée sans exception » ainsi qu'à l'occasion de l'évènement national « Rencontres Scènes Jeunesses ».

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition le savoir-faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée dans le parcours permanent et les ateliers de pratiques plastiques et à prendre en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de personnel) pour un budget global prévisionnel de 3 000 €.

La D.T.P.J.J. s'engage à inciter les professionnels issus de ses services (soit environ 30 personnes) à participer à des rencontres-formations co-organisées avec le musée Fabre, et à souscrire un abonnement annuel au musée Fabre au tarif de 30 €.

La DRAC Occitanie s'engage à faciliter et accompagner les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous-main de justice, relayer cette opération sur le plan national au niveau du service en charge des politiques interministérielles au sein du Ministère de la Culture.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an reconductible deux fois.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat à intervenir avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107311-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL dans le cadre du programme « Culture-Justice »
- CONVENTION SPIP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Yvon PELLET

## Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations en particulier pour ceux dont les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des publics a développé des outils ou dispositifs de médiation favorisant la rencontre entre un public et des œuvres et rendant de fait possible leur compréhension. Plusieurs projets spécifiques ont abordé ce rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Par délibération n°M2019-44 du 31 janvier 2019, le Conseil a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (CHU) pour la mise en œuvre d'actions dans le cadre du programme « Culture & Santé ». Les actions mises en place dans ce cadre de 2015 à 2019 se sont en effet révélées fructueuses tant pour les usagers que pour les professionnels associés. Elles prouvent qu'il est possible pour des publics dits « empêchés », de s'affranchir de l'enfermement physique pour mieux réinvestir l'Hôpital comme un lieu de partage et de témoignage « aux autres » de leur vécu.

En 2017, le musée Fabre a co-construit avec le CHU un nouvel outil baptisé « L'Art Emoi » constitué de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée « Montessori » accompagnés de guides d'utilisations. Conçus pour inciter à l'accompagnement de projets en autonomie, ce dispositif va permettre aux professionnels de la santé, de tisser à distance une première curiosité avec les collections du musée Fabre pour mieux inciter à leur découverte *in-situ* avec leurs patients.

Le partenariat envisagé en 2020 concerne le Service de Gériatrie du CHU (Centre Antonin Balmès ; Service Unité Cognitive et Comportementale et Bellevue ; Service moyen et long séjour). La population visée est constituée de 60 patients atteints de la maladie d'Alzheimer et d'autres syndromes démentiels, hospitalisés dans ces services. Ce projet abordera 5 chefs d'œuvres des collections du musée Fabre illustrant le thème des 5 sens.

En associant les familles et les proches à toutes les étapes du projet, cette dynamique sera aussi vectrice de lien social, participant à l'ouverture culturelle du CHU ainsi qu'au rayonnement des collections du musée Fabre.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

La Métropole, à travers le musée Fabre, s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir-faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant. Il prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de déplacements et de missions pour ses personnels) pour un montant prévisionnel de 4 000 € (montant pour lequel une demande de subvention a été faite).

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier s'engage quant à lui à mettre à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie sous la responsabilité de l'encadrement du site. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du CHU pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Les services concernés s'engagent à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participant aux actions. Le CHU s'engage par ailleurs à prendre en charge l'édition des livrets Montessori pour un montant estimatif de 3 000 €.

La convention prendra effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107317-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_CHU\_Musee\_Fabre\_2019\_def21571753265403.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Conventions de partenariat avec le Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps, l'association Via Voltaire, le Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile Elisa et l'association Centre ABC - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics afin de favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2019, près de 1 700 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets spécifiques conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, il est proposé de conclure une convention avec les structures suivantes :

- Le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps :

Le GEM Lesseps est une association portée par et pour des adultes en fragilité psychique. Elle a pour objet de rompre l'isolement et de recréer du lien social. Elle organise des actions favorisant l'estime de soi, la socialisation et la participation citoyenne. Des ateliers d'expressions sont mis en place au GEM et hors GEM afin d'encourager la créativité et l'ouverture. Le GEM développe également des partenariats favorisant la rencontre et la mixité sociale autour de projets culturels, artistiques et environnementaux. Les professionnels œuvrent à la co-construction des projets et à l'articulation entre les différents acteurs.

- L'association Via Voltaire :

L'association Via Voltaire, fait de la solidarité l'un des axes majeurs de son action pour lutter contre l'exclusion. L'accès aux droits, aux soins, à l'emploi et à la culture participe de l'intégration de chacun et renforce la cohésion sociale. Avec un soutien psychologique et de santé adapté, des actions personnalisées et collectives menées en relation avec les partenaires du champ du social, de l'insertion et de la santé, Via Voltaire soutient et accompagne des personnes très isolées et en grande difficulté sociale. En amont des dispositifs traditionnels, l'association prépare l'insertion de ses bénéficiaires et favorise leur autonomie. En son sein, Via Voltaire met notamment en place des ateliers d'expression artistique favorisant la créativité individuelle et au-delà, la restauration d'un lien à soi et aux autres dans une dynamique groupale. Ainsi, des ateliers d'écriture, de théâtre, de chant, d'expression corporelle, d'arts plastiques et de danse sont mis en œuvre tout au long de l'année développant la sensibilité et suscitant le désir d'une éventuelle pratique.

- Le Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa :

Le CADA Elisa accueille et héberge des demandeurs d'asile en attente d'une décision de leur demande d'obtention d'une protection internationale. Créé en 2016, l'établissement dispose d'une capacité d'accueil de 85 résidents, migrants isolés ou familles. S'adressant aux demandeurs d'asile, le CADA Elisa accueille différents publics : des femmes ou des hommes isolés, des familles avec enfants ainsi que des couples, dans des appartements en diffus. Durant l'accompagnement de l'instruction des dossiers de demande de statut de réfugié, le CADA développe des partenariats favorisant l'ouverture à une pratique culturelle et artistique mais aussi l'éveil à la citoyenneté pour les futurs bénéficiaires du droit d'asile.

- L'association « Centre ABC »

Le Centre ABC a pour mission d'accompagner les allocataires du RSA dans la résolution de leurs problèmes tout au long de leur parcours d'insertion socio-professionnelle, de favoriser l'autonomie dans les démarches (tout particulièrement les démarches en e-administration), travailler sur l'estime de soi, la relation aux autres (isolement, ...) et le positionnement et d'accompagner avec un double éclairage : santé/social et professionnel. Au Centre ABC de Montpellier, des ateliers sont proposés pour permettre aux personnes de créer du lien social. Dans le domaine artistique, sont organisés des ateliers d'arts plastiques, des ateliers d'expression et d'écriture. Le Centre ABC souhaite développer ces actions dans différents lieux pour permettre aux participants de prendre conscience que l'accès à la culture leur est possible et bénéfique. Cette nouvelle dynamique doit leur permettre de reprendre confiance en eux et les rendre acteur de leur parcours.

Dans le cadre de ce partenariat, qui concerne en moyenne, pour chaque structure, une quinzaine de personnes en situation d'exclusion sociale, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir des conventions qui précisent les engagements de part et d'autre.

Les structures partenaires s'engagent à ce titre à :

- Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- Valoriser le partenariat établi ;
- Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- Souscrire à un abonnement pour le projet spécifique de 30 euros par structure sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage quant à lui à :

- Proposer un tarif préférentiel pour un abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires ;
- S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- Mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités.

Ces conventions seront conclues pour une période initiale d'un an, reconductible deux fois pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat avec le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps, l'association Via Voltaire, le Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa et L'association « Centre ABC » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107321-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de Partenariat - MUSEE FABRE - CADA ELISA validée CADA.docx
- convention Centre ABC 2019.docx
- convention Lesseps -musée Fabre 2019.docx
- convention de Partenariat - MUSEE FABRE - VIA VOLTAIRE 2019-2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Conventions de partenariat avec les associations IPEICC et la CIMADE - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2019, près de 1 700 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets spécifiques conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, il est proposé de renouveler le conventionnement pour les deux structures suivantes :

### **- L'association IPEICC**

Association d'Éducation Populaire, affiliée à Peuple et Culture, l'association IPEICC a pour vocation de lutter contre l'exclusion sociale, professionnelle et culturelle à travers le développement d'une citoyenneté active. Dans ce cadre, l'association propose, notamment, des ateliers de pratiques artistiques et de médiation à destination d'enfants, d'adolescents et d'adultes du quartier Mosson. Le projet est animé par une équipe de professionnels et d'artistes.

### **- La Cimade**

L'association Cimade, groupe local Montpellier, a pour but de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes. Elle lutte contre toute forme de discrimination en particulier contre la xénophobie et le racisme.

Dans le cadre de ce partenariat, qui concerne en moyenne, pour chaque structure, une vingtaine de personnes en situation d'exclusion sociale, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir des conventions qui précisent les engagements de part et d'autre.

Les structures partenaires s'engagent à ce titre à :

- Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- Valoriser le partenariat établi ;
- Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- Souscrire à un abonnement pour le projet spécifique de 30 euros par structure sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage quant à lui à :

- Proposer un tarif préférentiel pour un abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires ;
- S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- Mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités.

Ces conventions seront conclues pour une période initiale d'un an, reconductible deux fois pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat avec les associations IPEIC et Cimade ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107210-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_CIMADE\_d\_finit1571731899932.docx
- Convention\_definitive\_IPEICC\_Musee\_Fabre\_20191571731912907.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Eric PASTOR



## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec Nantes Métropole et l'association FRAME Développement relative à la présentation à Nantes de l'exposition "L'art et matière - prière de toucher" au musée d'arts de Nantes - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chaque public, particulièrement aux personnes aveugles et malvoyantes. Riche de cette expérience, le musée Fabre a souhaité donner la parole aux personnes aveugles pour la restituer auprès du grand public en lui proposant une autre expérience de visite, intime et singulière.

Du 9 décembre 2016 au 10 décembre 2017, le musée Fabre a ainsi présenté une exposition intitulée « L'art et la matière – Galerie de sculptures à toucher ». 80 000 visiteurs ont pu bénéficier de ce dispositif culturel. Fort de ce succès, le musée Fabre a souhaité faire bénéficier d'autres publics de ce dispositif culturel en le mettant gracieusement à disposition d'autres musées.

Après l'étape au musée des Beaux-arts de Lyon (12 avril - 16 septembre 2019), le musée des d'Arts de Nantes accueillera l'exposition du 15 mai au 21 septembre 2020.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'exposition.

Le Musée d'Arts de Nantes s'engage à :

- Prendre en charge la totalité des frais liés au transport et à l'installation de l'exposition dans ses murs, y compris les frais d'assurance des moulages et de la muséographie ;
- Prendre en charge la communication liée à l'exposition et au partenariat et à en informer le musée Fabre ;
- Prendre en charge les frais de mission de deux personnes pendant une journée pour la séance de formation des personnels organisée avec le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Valoriser le partenariat.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage quant à lui à :

- Prêter gracieusement les 5 moulages de l'exposition lui appartenant ainsi que la totalité de la muséographie y compris les dispositifs multimédias ;
- Mettre à disposition son savoir-faire et ses compétences en matière de médiation tactile auprès des équipes du musée des Beaux-arts de Nantes ;
- Valoriser le partenariat.

Enfin, FRAME Développement s'engage à :

- Coordonner pour le compte de FRAME les échanges entre les musées FRAME partenaires de l'itinérance *L'Art et la matière. Prière de toucher* en vue de l'actualisation des dispositifs partagés ;
- Rechercher des ressources en vue de contribuer notamment à l'adaptation des dispositifs de médiation culturelle partagés entre les cinq musées de l'itinérance FRAME ;
- Veiller à une communication harmonisée entre les musées FRAME partenaires ;
- Valoriser le partenariat.

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties et jusqu'au le 30 septembre 2020 (en attente de la date de départ pour le musée des Beaux-arts de Lille).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec Nantes Métropole, agissant pour le compte du Musée d'Arts de Nantes, et FRAME Développement relative à la présentation de l'exposition « L'art et la matière – Prière de toucher » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107014-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Conv\_tripartite\_NANTES\_FRAME DEVELOPPEMENT\_MONTPELLIER (18.10.2019 au propre) revu FB.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association "Les Amis du musée Fabre" - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Créée en 1985, l'association Les Amis du musée Fabre a pour objectifs la connaissance et le rayonnement du musée Fabre de Montpellier et, plus généralement, la promotion des arts plastiques dans leur diversité. A ce titre, elle entend jouer un rôle actif au profit du musée Fabre, en véritable partenaire du dynamisme culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et de sa région. Elle s'adresse aux amateurs d'art et à ceux qui, quelles qu'en soient les raisons, se tiennent éloignés du Musée malgré leur désir de compréhension et leur plaisir devant la création artistique.

De par son objet, cette association œuvre au développement et au renforcement de l'activité et des animations du musée Fabre, de l'élargissement d'accès de ses collections et expositions au plus grand nombre. Elle soutient également le musée Fabre dans sa politique d'enrichissement de ses collections, en faisant don d'œuvres spécifiquement achetées pour le musée. En cas d'absence de projet d'acquisition, les sommes mobilisées par Les Amis du musée Fabre pourront être orientées sur des projets de restauration d'œuvres d'art.

Compte tenu des liens étroits existants entre l'association Les Amis du musée Fabre, et de la volonté commune des parties à concourir au développement, au sens large, du musée Fabre, de ses activités et de ses collections, il a été proposé de formaliser cette collaboration par la conclusion d'une convention de partenariat d'une durée initiale de trois ans. Arrivés au terme de ces trois années, l'association Les Amis du musée Fabre et le musée Fabre souhaitent renouveler leur engagement réciproque pour une nouvelle période de trois ans.

Selon les termes de la convention, et conformément aux dispositions tarifaires en vigueur, les adhérents à l'association Les Amis du musée Fabre bénéficient d'un accès privilégié au musée Fabre : accès gratuit aux collections permanentes et aux expositions temporaires, possibilité pour l'association d'organiser des visites guidées spécifiques pour ses adhérents, moyennant le paiement d'un droit de parole.

L'association s'engage en contrepartie à participer à l'animation des journées spéciales organisées au musée Fabre que sont notamment les dimanches de gratuité (1<sup>er</sup> dimanche du mois), les Journées Européennes du Patrimoine et la Nuit Européenne des musées. Elle s'engage également à organiser des conférences d'esthétique et d'histoire de l'art dans l'auditorium du musée Fabre, gratuites et accessibles à tout public, dont le thème et le calendrier sont établis en lien avec la direction du musée Fabre. Par ailleurs, l'association publiera des textes sur les collections et expositions temporaires du musée dans chacun des numéros de la revue trimestrielle « La Rencontre » qu'elle édite. Enfin, Les Amis du musée Fabre s'engagent à participer à l'enrichissement des collections du musée Fabre notamment par l'acquisition (ou la participation à l'acquisition) d'œuvres d'art, préalablement validées par la direction du musée Fabre.

Le musée Fabre s'engage quant à lui à mettre gratuitement à disposition de l'association Les Amis du musée Fabre son auditorium pour les conférences qu'elle organise, ainsi qu'un espace d'accueil des visiteurs dédié à l'association dans le hall du musée Fabre.

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature et pour une durée de 3 ans.

Chaque année, les Amis du musée Fabre établiront un bilan moral financier de l'exécution de la présente, qui fera notamment apparaître de façon informative et indicative les apports valorisés de chacune des parties.

En fonction des conclusions du dernier bilan, qui devra se tenir trois mois au moins avant le terme de la période en cours, la convention sera ou non reconduite pour la même durée dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Les Amis du musée Fabre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107585-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_M3M\_Fabre\_AMF\_2019\_20221571904083708-1 revu FB.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Contrat de cession de droits pour le film "Noir-lumière. La peinture de Pierre Soulages en dialogue avec la science" - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de ses missions fixées par l'article 2 de la loi du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France, le musée Fabre développe des projets visant à rendre ses collections accessibles au public le plus large, tout en concevant et en mettant en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture.

A ce titre, depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chacun. A l'occasion du centenaire de Pierre Soulages, le musée Fabre a imaginé une série d'événements pour célébrer l'artiste et sa longue relation avec la ville de Montpellier. Ces événements auront lieu du 26 novembre 2019 au 19 janvier 2020 (dates provisoires).

En qualité de producteur de la Manifestation, le musée Fabre souhaite présenter à deux reprises une œuvre audiovisuelle appartenant à Artemisia Productions et se voir concéder certains droits patrimoniaux qui y sont attachés. Le présent contrat de cession de droits a pour objectif de fixer les termes de la cession de droits.

Le présent contrat a pour objet de déterminer les droits et les obligations des Parties dans le cadre de la cession des droits d'exploitations attachés à l'œuvre suivante :

- Titre : "Noir-lumière. La peinture de Pierre Soulages en dialogue avec la science."
- Genre : Documentaire de création
- Sujet : Histoire de l'art, peinture, sciences
- Public concerné : grand public
- Auteur : Anne-Camille Charliat
- Réalisateur : Anne-Camille Charliat
- Version : Française
- Durée : 26 minutes
- Période de tournage : 2018-2019-2020
- Lieux de tournage : Occitanie (Sète, Rodez, Conques et Montpellier) / Île de France (Paris) / Suisse (Lausanne et Genève) / Royaume-Uni (Londres) / Etats-Unis (Houston)
- Format de tournage : HD
- Support de tournage : 4K
- Support de livraison : Numérique
- Musiques : Collaboration avec un compositeur pour la création de musiques originales
- Date prévisionnelle de livraison : 25 novembre 2019

Conformément à l'article L.131-4 1° du Code de la propriété intellectuelle, le musée Fabre s'engage à payer à Artemisia Productions, au titre de la cession des droits d'auteur consentie à son profit, la somme forfaitaire et définitive de 4 000 € TTC, diminuée le cas échéant de toutes taxes et prélèvements obligatoires applicables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de cession de droits avec la société Artemisia Productions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108093-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat cession de droits

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association "les Muses en dialogue" - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur incontournable dans le paysage culturel territorial, présente sur environ 9 200 m<sup>2</sup> un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections à des champs pluridisciplinaires, et notamment à celui de la musique ancienne.

L'association Les Muses en dialogue propose une action globale autour de la diffusion et de la connaissance des répertoires de musique ancienne basée sur :

- Des actions de diffusion matérialisées par trois grands festivals : Festival de musique à Maguelone, Musique en Catalogne romane et Rencontres avec les musiques anciennes en Pic Saint-Loup ;
- Une action de promotion avec l'organisation annuelle de la Journée européenne de musique ancienne qui fédère les forces vives – conservatoires, université, lieux de conservation, interprètes – de la grande région ;
- Des actions de médiation culturelle : par sa branche dédiée, l'Éveil des Muses, Les Muses en Dialogue font découvrir les musiques anciennes en les présentant « hors les murs », dans les musées, les bibliothèques, les caves à vin, à la rencontre d'un autre public. La mise en valeur du patrimoine architectural régional est par ailleurs l'un des axes majeurs de ces actions croisées au service des répertoires anciens et du développement territorial.

Le partenariat avec l'association a pour objectif de proposer un nouveau regard sur les collections d'art ancien du musée et d'offrir au public une médiation renouvelée, tout en favorisant l'accès du musée à des publics n'ayant pas pour habitude de s'y rendre.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'organisation de concerts de musique ancienne en lien avec les collections, et proposés au musée Fabre.

Le musée Fabre s'engage à :

- Mettre à disposition une salle du musée pour accueillir le concert et réunir les conditions techniques (mise à disposition de scène et chaises si la demande est faite en amont et que le concert a lieu en dehors des week-ends) ;
- Offrir gracieusement 4 visites guidées annuelles (deux visites guidées dans l'exposition temporaire d'été et deux visites guidées pour l'exposition d'hiver) ;
- Valoriser le partenariat.

L'association Les Muses en dialogue s'engage quant à elle à :

- Prendre en charge l'organisation technique des concerts et apporter le matériel nécessaire aux représentations ;
- Prendre en charge la totalité des coûts de prestation des musiciens et de la location d'instrument au besoin ;
- Prendre en charge la billetterie et l'émission des tickets pour chaque représentation ;
- Valoriser le partenariat.

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties et pour une durée d'un an. A l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée par tacite reconduction chaque année, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Les Muses en dialogue ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107010-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_2019 "Les Muses en dialogue"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Syndicat de l'AOC Languedoc ' Grès de Montpellier ' - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa collaboration avec le Syndicat de l'AOC Languedoc « Grès de Montpellier », le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole co-organise des visites guidées œnologiques avec dégustation.

La convention relative à ce projet arrivant à échéance, il est proposé de reconduire ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention.

Dans le cadre de ce partenariat, le musée Fabre s'engage à :

- Co-organiser les visites guidées œnologiques,
- Accueillir au sein des ateliers éducatifs la partie dégustation des visites œnologiques.
- Appliquer aux visites œnologiques le tarif des visites guidées des collections permanentes, soit 8 euros, pendant les horaires d'ouverture du musée Fabre,
- Participer financièrement à la partie dégustation de la visite œnologique pour un budget maximum de 500 euros par an.

Le Syndicat « Grès de Montpellier » s'engage quant à lui à :

- Assurer la partie dégustation des visites œnologiques, en rémunérant l'animateur des Grès de Montpellier,
- Apporter le matériel nécessaire à l'élaboration des visites œnologiques,
- Fournir le vin,
- Valoriser le partenariat par des actions de communication.

Cette convention est conclue pour une période d'un an, reconductible trois fois pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Syndicat de l'AOC Languedoc « Grès de Montpellier »,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106897-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat Gres de Montpellier 2019 - AT.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Line Up - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur incontournable dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9200 m² un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections à des champs pluridisciplinaires, et notamment à celui du Street Art.

Les visites en partenariat avec l'association LineUp ont pour objectif de proposer un nouveau regard sur les collections permanentes et d'offrir au public une médiation renouvelée, tout en favorisant l'accès du musée à des publics n'ayant pas pour habitude de s'y rendre.

L'association LineUp, qui regroupe des artistes plasticiens et passionnés de la culture Street Art et Graffiti, partage les savoirs et savoir-faire d'un véritable patrimoine vivant. Le musée Fabre et LineUp souhaitent s'associer pour faire (re)découvrir art classique et art urbain à travers la Ville de Montpellier, afin d'explorer le terrain de jeu d'artistes urbains locaux et internationaux et leurs références à l'Histoire de l'Art.

La convention a pour objet de définir les modalités d'organisation de visites sur la thématique du Street art proposées au musée Fabre et dans la Ville de Montpellier.

Le musée Fabre s'engage ainsi à :

- Mettre à disposition un médiateur pour chaque visite Street art.
- Prendre à sa charge l'intégralité de l'émission de la billetterie, ainsi que le coût de la prestation de la médiatrice de LineUp lors de chaque visite, soit 180 euros par visite. Il encaissera l'ensemble des recettes. Les visites Street art seront proposées au tarif plein de 8 €, au tarif Métropole de 7 € et au tarif réduit de 5.50 € dans la limite de 20 personnes par visites. Ces billets donnent accès aux collections du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran avant et après la visite dans les horaires habituels du musée Fabre.

L'association LineUp s'engage à :

- Animer la partie visite en ville de la visite Street art et apporter un contenu technique lors des visites au sein du musée.
- Présenter le devis de prestation de la guide avant chaque visite et après validation par le musée Fabre du devis avant d'éditer la facture correspondante.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Line Up ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention Line Up

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Zonta Club Montpellier - Marie de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de ses missions fixées par l'article 2 de la loi du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France, le musée Fabre développe des projets visant à rendre ses collections accessibles au public le plus large, tout en concevant et en mettant en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture.

A ce titre, depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chacun, afin de toucher les publics les plus éloignés du champ de la culture.

L'association Zonta Club Montpellier - Marie de Montpellier, fondée en 1982, regroupe plus d'une vingtaine de femmes engagées dans la promotion du statut de la femme à l'échelon local. Il fait partie du Zonta International qui regroupe des femmes du monde entier, exerçant des responsabilités professionnelles dans tous les secteurs d'activité. Son objectif vise l'amélioration du statut de la femme, tant du point de vue légal, que politique, économique, professionnel, dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Afin de favoriser sa fréquentation par les publics les plus fragiles, le musée Fabre souhaite s'associer au Zonta Club dans le cadre du centenaire de la création du groupe Zonta International. La Manifestation intitulée « Musées pour Toutes » sera ainsi organisée le 21 novembre 2019 au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole.

A cette occasion sont programmées :

- une journée de visites guidées des collections du musée à destination des associations issues du champ social avec lesquelles le Zonta Club travaille ;
- l'édition d'un livret de visite servant d'outil de visite à un public composé de femmes éloignées des institutions et manifestations culturelles et, pour certaines, victimes de violences.

La convention a pour objet de définir la nature et l'étendue des droits et obligations des parties au titre du partenariat qu'elles instaurent entre elles concernant l'organisation de la Manifestation et l'édition du livret de visite spécifique.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- mettre à disposition gracieusement du Zonta Club des guides pour 5 visites (de groupes de 25 personnes maximum) d'une heure des collections aux horaires suivants : 10h, 11h30, 14h, 15h et 16h ;
- mettre à disposition gracieusement au Zonta Club des tickets d'entrée pour les visiteurs prenant part à ces 5 visites ;
- faire une restitution à la presse de la tenue de cette manifestation ;
- transmettre au Zonta Club le contenu scientifique et les fichiers HD des visuels pour l'édition du livret de visite édité à l'occasion de la manifestation ;
- mettre à disposition du public le livret à l'issue de la manifestation ;
- le cas échéant, mettre à disposition du Zonta Club un local pour la tenue d'une collation.

Le Zonta Club s'engage quant à lui à :

- prendre à sa charge les frais relatifs à la conception, la fabrication et l'impression de 3 500 exemplaires du livret de visite de 12 pages ;
- intégrer le logo de Montpellier Méditerranée Métropole et le logo du musée Fabre dans ses supports de communication relatifs à la manifestation ;
- définir avec les associations invitées à la manifestation la liste des invités et de les accompagner dans les visites ;
- prendre à sa charge les frais relatifs à la conception et à l'envoi des invitations à la manifestation ;
- mettre à disposition des membres du Zonta Club pour accueillir les associations au Musée lors de la manifestation ;
- le cas échéant, prendre en charge les frais relatifs à la tenue d'une collation lors de la Manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Zonta Club Montpellier - Marie de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108068-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_musee Fabre\_zonta\_club\_28\_10\_19\_revu\_HB1572361031556.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Ecole de Design, d'Arts Appliqués et de Communication de Montpellier (ESDAC) - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9 200m<sup>2</sup> un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections à des champs pluridisciplinaires, et notamment à celui de la réflexion et du workshop qui mettent les futurs professionnels et étudiants dans le domaine des arts et des arts appliqués en condition de préprofessionnalisation.

L'Ecole de Design, d'Arts Appliqués et de Communication de Montpellier (ESDAC) développe depuis dix ans, sans relâche, la pédagogie la plus adaptée à l'épanouissement de ses étudiants, en lien avec les besoins économiques de notre époque. Avec ses cinq campus, un large choix de formations spécialisées dans les domaines du design et de la communication, l'ESDAC offre à ses 1 200 étudiants des parcours diversifiés, internationaux, dotés de la transversalité nécessaire à s'accaparer un monde en mutation. D'année en année, l'ESDAC remplit son objectif, celui de mettre tout en œuvre pour transmettre un savoir-faire créatif et opérationnel permettant aux étudiants de s'intégrer favorablement dans le monde professionnel.

A la demande du musée Fabre, les étudiants de l'ESDAC en design de mode devront participer à un workshop qui se tiendra du 25 au 29 novembre 2019 au musée Fabre.

Ce workshop a pour projet de réinterroger le design du sac de médiation du musée, qui sert aux médiateurs, familles et écoles comme support pédagogique lors des visites. Un brief de présentation est prévu le lundi 25 novembre 2019 pour le lancement du projet basé sur les documents soumis par le partenaire au musée. La restitution des projets se fera le vendredi 29 novembre sous forme de présentation devant un jury.

Dans ce cadre, le musée Fabre s'engage à :

- Contribuer à la bonne réalisation du projet à hauteur de 300 euros TTC pour couvrir les frais relatifs aux coûts de matière première pour la confection des prototypes de sacs ;
- Mettre à disposition des professionnels référents favorisant la bonne conduite du projet ;
- Mettre à disposition gracieusement son auditorium pour la première journée du workshop, ainsi que pour la séance finale du jury ;
- Mentionner le partenariat avec l'Organisme de formation dans les différents moyens de communication (site internet, presse, TV, etc...), en faisant notamment apparaître le logo de l'organisme de formation.

L'organisme de formation s'engage quant à lui à :

- Encadrer la participation des étudiants en Design de mode de l'ESDAC au workshop, pour honorer l'objectif du workshop. Plusieurs propositions de sac de médiation seront dans ce cadre soumises au musée Fabre ;
- Céder le droit d'usage des idées, prototypes, patrons et modèles de sac réalisés par les étudiants à l'issue du workshop, et ce, sans contreparties ;
- Mentionner le partenariat sur ses différents supports de communication, en faisant notamment apparaître le logo du musée Fabre ;
- Encourager ses étudiants à participer aux rencontres proposées par le musée en promouvant auprès d'eux les cycles de conférences, visites et ateliers organisés au musée, et en leur communiquant les documents promotionnels transmis par le musée à ces fins.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole de Design, d'Arts Appliqués et de Communication de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108105-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat - Musée Fabre - ESDAC 2019 revue FB-JC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET



## Culture - Musée Fabre - Demandes de subventions 2020 - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2020 son ambitieux programme d'enrichissement des collections, d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics, pour un montant global prévisionnel de 2 000 000 €.

La programmation 2020 comprend notamment les expositions suivantes :

### ***Jean Ranc, un Montpelliérain à la Cour des Rois, du 25 janvier au 26 avril 2020***

Jean Ranc (Montpellier, 1674 - Madrid, 1735) est un artiste encore méconnu, pourtant auteur d'une des icônes du musée Fabre, la fameuse *Vertumne et Pomone*. Il se spécialisa en particulier dans l'art du portrait, ce qui lui permit de remporter de grands succès à Paris et bientôt à Madrid, où il devint portraitiste du roi. Aux côtés d'artistes aujourd'hui plus célèbres, comme Hyacinthe Rigaud ou Nicolas de Largillière, Jean Ranc occupe une place fondamentale dans le renouvellement de l'art du portrait à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Par cette exposition, le musée Fabre veut rendre toute sa place à l'art et la carrière d'un artiste de très grand talent.

### ***Le Canada et l'Impressionnisme, du 13 juin au 27 septembre 2020***

Le musée Fabre s'inscrit dans une grande itinérance internationale (Munich, Lausanne, Montpellier, Ottawa) pour présenter une exposition conçue par le musée des Beaux-Arts du Canada, *Le Canada et l'Impressionnisme*. L'exposition montrera la découverte, la transmission et l'appropriation de la modernité impressionniste par plusieurs générations d'artistes canadiens entre 1880 et 1920. Pour eux, le voyage en France sera un itinéraire obligé, mais ils sauront de retour chez eux élaborer un vocabulaire pictural propre à leur identité. A travers une centaine d'œuvres issues de collections publiques et privées internationales, l'exposition offrira la possibilité de découvrir des artistes peu connus en Europe, et jettera la lumière à travers cet exemple canadien sur le rayonnement international de l'Impressionnisme.

Compte tenu de l'ampleur de cette programmation, il est proposé de demander des subventions du montant le plus large possible auprès des services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et de la Région Occitanie, pour la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2020, l'édition des catalogues (expositions ou fonds permanent) et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera par ailleurs sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition « *Jean RANC – Un montpelliérain à la cour des rois* ».

En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre.

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

Le Fonds Régional de Restauration pour les Musées (FRAR), dans une démarche de soutien aux « musées de France », permet quant à lui au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie d'apporter une aide financière aux programmes de conservation préventive ou de restauration d'œuvres appartenant aux collections de ces musées.

Aussi, il est proposé au Conseil d'approuver la sollicitation de subventions 2020 du montant le plus large possible auprès de ces organismes pour le soutien à l'acquisition et la restauration des œuvres.

Enfin, il convient également de déposer un dossier de demande de subventions du montant le plus large possible auprès de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'État, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions d'œuvres, les programmes de conservation préventive ou de restauration d'œuvres ainsi que la programmation 2020 du musée Fabre et les dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107674-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat artistique et pédagogique avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO) - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoires à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner des étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour le CRR de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales les plus prestigieuses (Opéra Orchestre National, Festivals, Etablissements Culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, etc...).

Depuis 2016, un partenariat a été établi entre le CRR et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO). Compte tenu du bilan particulièrement positif des trois années accomplies, il est proposé de reconduire le dispositif afin de permettre aux élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant majeur sur le territoire métropolitain, et de s'approprier ainsi les savoir-faire de professionnels.

Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise les engagements respectifs des partenaires.

L'OONMO s'engage en premier lieu à accueillir les élèves du CRR en fonction du travail pédagogique mené par les enseignants et en lien avec la programmation de l'OONMO.

Ces opportunités portent notamment sur :

- l'ouverture de temps de répétitions lyriques et symphoniques de l'OONMO aux élèves du CRR ;
- des stages de participation et d'observation pour des étudiants majeurs du CRR issus des cursus Musique, Danse et Art dramatique, dans le cadre de productions lyriques, de concerts symphoniques etc. ;
- la participation active dans des productions lyriques et symphoniques, telles que, en 2020, « Baby Doll » dans le cadre de l'orchestre Tremplin ;
- des tutorats avec les solistes de l'OONMO pour des élèves de la classe préparatoire de cordes du CRR.

Des rencontres avec des professionnels, metteurs en scène ou artistes, seront également proposées par l'OONMO aux élèves se destinant aux métiers du spectacle.

Par ailleurs, l'OONMO mettra à disposition des élèves un certain nombre de places pour ses représentations lyriques, symphoniques et de chambre, soit à titre gratuit pour les événements les plus marquants, soit au tarif préférentiel de 5 euros, en fonction des capacités d'accueil.

Enfin, pour que les élèves du CRR puissent travailler dans des locaux adaptés à l'enseignement qu'ils reçoivent, mais aussi se « projeter » et se produire dans un lieu conçu et destiné aux spectacles et aux concerts, l'OONMO mettra à leur disposition :

- le studio Dominique Bagouet pour les cours de danse ;
- la salle Molière pour des concerts, conférences, classes de maître et examens ;
- la grande salle de l'Opéra Comédie pour le spectacle de danse annuel ;
- des salles de travail et de répétition au Corum dans le cadre du projet DEMOS.

Pour sa part, la Métropole, au travers du CRR, s'engage à prendre en charge les frais supplémentaires de nettoyage et, le cas échéant, de sécurité, induits par l'utilisation des salles au regard de la réglementation concernant les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Cette prestation sera facturée par l'OONMO sur la base d'un tarif forfaitaire de 280 € pour la salle Molière.

Les journées d'occupation de la grande salle de l'Opéra Comédie feront l'objet d'un décompte au titre des journées de gratuités accordées à Montpellier Méditerranée Métropole. Seuls les frais techniques supplémentaires seront facturés après acceptation d'un devis préalable. Concernant la salle Bagouet, le nettoyage sera directement pris en charge par le CRR en fonction de l'utilisation de la salle.

En outre, en lien avec le service Développement culturel et numérique de l'OONMO, les élèves de cycle 3 du pôle érudition rédigeront des notices d'œuvres qui seront insérées dans les cahiers pédagogiques de l'OONMO pour la saison symphonique.

Enfin le CRR s'engage à mettre gracieusement à disposition de l'OONMO des instruments, matériels techniques et locaux lui appartenant, sous réserve de leur disponibilité et des contraintes de service public.

Des locaux pourront également être mis à disposition pour des répétitions dans le cadre des activités menées par l'OONMO.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat artistique et pédagogique avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20191118-107935-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention CRR OONMO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Affectation de subvention aux écoles associées - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du schéma de mutualisation, il est proposé de poursuivre l'action engagée en 2017 en faveur des écoles de musique du territoire adhérentes au réseau de l'enseignement musical métropolitain et labellisées « *écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole* ».

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut en effet verser à ses communes membres un fonds de concours pour la gestion d'un équipement.

Ainsi, sous réserve de la signature de la convention afférente, les structures concernées pourront bénéficier d'un fonds de concours ou d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2019. Le montant total de l'aide financière apportée par la Métropole s'élève à 67 988,00 € et est affecté comme suit, conformément aux clés de répartition précisées en annexe de la convention :

- Ecole de Musique de Castries : 9 540,00 € ;
- Ecole de Musique de Juvignac : 11 886,00 € ;
- Ecole Intercommunale de Musique Internote : 5 400,00€ ;
- Ecole de Musique de Pérols : 14 974,00 € ;
- Ecole de Musique de Sussargues : 8 206,00 € ;
- Ecole de Musique de Saint Jean de Védas : 17 982,00 €.

Outre les engagements liés à l'appartenance au réseau de l'enseignement musical, les écoles associées seront tenues aux engagements suivants :

- Offre pédagogique comportant les trois disciplines (formation musicale, instrument et pratiques collectives),
- Structuration en cycles et/ou départements,
- Adoption d'un projet d'établissement,
- Formation et professionnalisation des équipes enseignantes,
- Participation possible des élèves aux examens de fin de cycles 1 et 2 du CRR.

De plus, les communes s'engagent à maintenir leur niveau de financement pendant la durée de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition des fonds de concours et subventions accordés par Montpellier Méditerranée Métropole aux écoles associées au Conservatoire à Rayonnement Régional,
- approuver les termes de la convention des écoles associées déterminant le versement des fonds de concours et subventions,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107949-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention type CRR-Ecoles Associées

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LÉVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec l'association Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le CRR souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

Située à Montpellier, l'association Beaux-Arts Musiques est une école de musique innovante, portée par une équipe pédagogique qualifiée et compétente. Elle propose un enseignement de qualité et met un accent particulier sur la pratique collective. C'est pourquoi il paraît opportun de renouveler le partenariat pédagogique entre l'association Beaux-Arts Musiques et le CRR afin de permettre à leurs élèves respectifs d'élargir le cadre de leurs pratiques.

Ainsi les élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques, proposées tout au long de l'année par l'association Beaux-Arts Musiques, et les élèves de Beaux-Arts Musiques pourront intégrer, dans la limite des places disponibles, les pratiques collectives d'ensemble proposées par le CRR (Orchestre à cordes, ensemble à vent et orchestre d'harmonie).

Ce partenariat est proposé pour l'année scolaire 2019-2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Beaux-Arts Musiques pour l'année scolaire 2019-2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107980-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Beaux Arts Musique\_Convention 2019-2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR ) - Convention de partenariat avec la société Mister Ibe - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le CRR souhaite permettre à ses élèves de bénéficier de situations et d'expériences pédagogiques qualitatives notamment lors du passage sur son territoire d'artistes de renommée internationale.

Sur proposition du professeur de trompette, la classe du CRR a souhaité mettre en œuvre un partenariat avec le trompettiste Ibrahim Maalouf dans le cadre de sa tournée 2019-2020. Ainsi, comme avec d'autres CRR, comme par exemple celui de Brest, la société MISTER IBE offrira aux élèves la possibilité de se produire aux côtés du trompettiste le temps d'un concert, sur un morceau.

Ce partenariat est proposé pour le premier trimestre 2019-2020 avec comme date et lieu de concert le 8 décembre 2019 au Zénith de Montpellier. La convention à intervenir fixe les modalités pratiques de mise en œuvre de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la SAS MISTER IBE ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108194-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention MISTER IBE MAALOUF ZENITH.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET



## **Culture - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades - Convention de partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie pour la co-production d'expositions sur l'actualité de la recherche archéologique - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite proposer dans sa programmation un cycle d'expositions-dossier sur l'actualité de la recherche archéologique, en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie - Service Régional de l'Archéologie (SRA).

Cette collaboration s'inscrit dans le cadre d'une convention entre les deux parties qui détermine les contributions respectives de chaque partenaire pour la mise en œuvre de ces expositions.

Il est notamment précisé dans cette convention que le pilotage des projets d'expositions qui portent sur une thématique ou un site exploré dans la région, ainsi que leur commissariat, sont effectués conjointement par les deux institutions. Le musée archéologique conduit le projet scénographique et coordonne le montage et le démontage de chaque exposition, en prenant en charge tous les aspects liés à la logistique et à la scénographie.

La DRAC Occitanie supervise et finance la publication d'un fascicule de présentation de chaque exposition au sein d'une collection intitulée « ArchéoDOC - Archéologie en Occitanie ».

La DRAC Occitanie et le musée archéologique organisent de manière conjointe une programmation d'actions culturelles en lien avec l'exposition : conférences, actions d'éducation artistique et culturelle, etc.

Les expositions seront programmées selon un cycle de 18 à 24 mois. La première exposition organisée à compter du 18 septembre 2020 au musée archéologique Henri Prades portera sur la Voie Domitienne et durera cinq mois. Une exposition sur les statues menhirs interviendra en 2022.

Cette convention est nouée pour une période de trois ans à compter de sa date de signature, renouvelable par tacite reconduction sur une même période de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la DRAC Occitanie - Service Régional de l'Archéologie ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105640-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Culture - Site archéologique Lattara musée Henri Prades - Convention-cadre de partenariat avec l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le site archéologique Lattara – musée Henri Prades poursuit son développement en partenariat avec d'autres équipements culturels et établissements d'enseignement supérieur, de manière à développer des projets qui sont en lien avec son programme d'actions tout en étoffant son éventail de propositions en direction des publics.

Outre sa mission principale de formation, l'un des objectifs de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture (ENSAM) est de valoriser la culture architecturale et urbaine en développant une logique de partenariats avec d'autres structures.

Une convention de partenariat est ainsi envisagée entre le site archéologique Lattara – musée Henri Prades et l'ENSAM afin de bâtir conjointement des projets qui seront déclinés sous différentes formes : conférences, expositions, workshops, stages, etc.

A travers ce partenariat, il est notamment prévu d'accueillir des étudiants de l'ENSAM dans le cadre de stages pour finaliser la reconstitution d'une habitation à cour de plan méditerranéen datant de la fin de l'âge du Fer, entre 175 et 125 avant notre ère, dans l'enceinte du musée archéologique. Cette maison bâtie en terre crue est accessible au public lors de visite guidées.

Par ailleurs, il est envisagé que des étudiants participent aux animations et ateliers prévus au musée archéologique lors des journées nationales de l'architecture. Le déploiement de dispositifs (maquettes, images 3D...) permettra notamment de présenter au public les différentes techniques de construction ainsi que les matériaux utilisés dans l'antiquité.

La convention cadre de partenariat à intervenir entre le site archéologique Lattara – musée Henri Prades et l'ENSAM définit les modalités de mise en œuvre des projets organisés conjointement. Sa durée est de trois ans, renouvelable par tacite reconduction sur une même période de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-cadre de partenariat entre le site archéologique Lattara – musée Henri Prades et l'ENSAM,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105389-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention cadre de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## Culture - Réseau des médiathèques - Convention de coopération numérique entre la Bibliothèque Nationale de France (BNF) et la médiathèque centrale Émile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

A la suite du vote de la délibération n°M2019-448 du 23 juillet 2019 autorisant la signature de la convention-cadre de pôle associé documentaire entre la BNF et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de conclure une convention spécifique et technique répondant à l'un des objectifs phares de ce nouveau partenariat quinquennal : le traitement et la valorisation numériques des collections patrimoniales de la médiathèque centrale Emile Zola, par la création d'une bibliothèque numérique en « *marque blanche* ». Ce site sera directement articulé à la base nationale Gallica, et créé à partir de la base actuelle du réseau des médiathèques métropolitain, Memonum (représentant actuellement plus de 635 000 vues en ligne, réparties au sein de 22 000 documents numérisés).

D'une durée de cinq ans également, cette convention bilatérale permettra de développer le rayonnement documentaire du réseau sur Internet, tout en bénéficiant des services et des développements de l'opérateur national structurant en matière de numérisation. Ainsi le réseau des médiathèques métropolitain pourra s'insérer au sein d'une communauté en pleine expansion : plusieurs projets similaires sont en cours de réalisation, par exemple au sein des bibliothèques de Toulouse ; d'autres ont déjà plusieurs années d'existence, comme à Strasbourg ou à Rouen.

Conçu en étroite coopération avec la Direction des Ressources Informatiques, qui dispose en fonctionnement des crédits nécessaires à son lancement dans le cadre du budget 2019, ce nouveau partenariat avec la BNF :

- constituera une réponse à la fois plus économique, plus efficace et plus durable aux aléas de fonctionnement rencontrés avec les logiciels propriétaires précédents ;
- donnera corps à l'une des cinq recommandations émises par le rapport n°2015-012 de l'Inspection générale des bibliothèques, invitant à définir et à mettre en œuvre une politique d'archivage pérenne du numérique « *en coopération avec un opérateur national* » : le passage en « *Marque blanche* » permet non seulement de déléguer le stockage des numérisations assuré actuellement par des serveurs métropolitains et les coûts de maintenance afférents, mais aussi de profiter des procédures de sécurisation mises en place dans le cadre du système d'archivage pérenne SPAR.

Les coûts de participation découlant de cette convention spécifique seront majoritairement pris en charge par l'Etat. En réponse à l'approbation par le Conseil de Métropole du projet de développement de la bibliothèque numérique patrimoniale avec la BNF, par délibération n°M2019-276 du 23 mai 2019, une première tranche du chantier a été attributaire d'un subventionnement de 60 % dans le cadre du dispositif Bibliothèques Numériques de Référence (BNR) (arrêté de subvention au titre du concours particulier de la DGD pris par Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, en date du 2 septembre 2019).

La seconde partie du chantier fera l'objet d'une demande similaire au titre des projets labellisés BNR en 2020. Le projet s'échelonnait de l'automne 2019 jusqu'au premier trimestre 2021, époque à laquelle la mise en ligne de la nouvelle bibliothèque numérique est envisagée avec la BNF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération numérique « *Gallica marque blanche* » avec la Bibliothèque Nationale de France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105749-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- BnF-ADM-2019-DEFINITIVE ET AJOUTEE CHEF DE PROJET 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Culture - Réseau des médiathèques - Rencontres d'auteurs - Prise en charge de frais de déplacement - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans un programme diversifié de rencontres d'auteurs, afin de développer son offre vers tous les publics.

Le romancier et essayiste Xavier Laurent Petit interviendra, du 2 au 5 mars 2020, au sein de la médiathèque centrale Émile Zola à Montpellier et des médiathèques Victor Hugo à Montpellier, Françoise Giroud à Castries, Albert Camus à Clapiers et Jean Giono à Pérols, pour des rencontres en direction des scolaires.

L'illustratrice Anne de La Roche Saint André, nom d'auteure Sara, interviendra, du 25 au 27 mars 2020, au sein de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau à Montpellier et des médiathèques Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez et La Gare à Pignan, pour des rencontres en direction des scolaires.

L'auteur et nouvelliste Arnaud Cathrine interviendra, du 22 au 24 avril 2020, au sein de la médiathèque centrale Émile Zola à Montpellier et des médiathèques William Shakespeare et Jean-Jacques Rousseau à Montpellier, pour des rencontres en direction des scolaires, du public et des professionnels.

Il est proposé de prendre en charge aux frais réels des frais de transport, stationnement, hébergement restauration liés à la venue de ces auteurs, pour un montant maximum de 2 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais liés à la venue de ces auteurs,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107237-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Culture - Comédie du Livre 2020 - Prise en charge de frais - Demandes de subventions - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La 35<sup>ème</sup> édition de la Comédie du Livre se déroulera les 15, 16 et 17 mai 2020. Comme chaque année, cette manifestation proposera un programme de rencontres autour de l'année littéraire écoulée et ouvrira une fenêtre sur la littérature contemporaine étrangère en mettant à l'honneur, pour cette édition, la littérature croate. Plus de deux cents auteurs seront présents, invités par les librairies montpelliéraines et Montpellier Méditerranée Métropole, pour participer à des séances de dedicaces ainsi qu'à des lectures, débats, conférences, petits déjeuners littéraires et spectacles.

Conformément aux prescriptions du Centre National du Livre, Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge la rémunération des intervenants invités (auteurs, professionnels du livre ou du spectacle) ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration durant leur séjour à Montpellier.

Le montant de ces frais est évalué comme suit :

- Frais de déplacement : 50 000 € maximum
- Frais d'hébergement : 50 000 € maximum
- Frais de restauration : 45 000 € maximum.

Par ailleurs, la Comédie du Livre peut, depuis de nombreuses années, compter sur l'accompagnement et le soutien financier de partenaires tels que la Région Occitanie, le Centre National du Livre (CNL) et la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Ecrit (SOFIA). Montpellier Méditerranée Métropole pourrait obtenir de la part de ces structures des subventions, conseils et aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais relatifs à la venue des auteurs invités.

Afin d'offrir à la Comédie du Livre une envergure et une renommée nationale et internationale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des structures citées et de toute autre institution susceptible d'apporter un soutien financier.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des intervenants invités ;
- autoriser le dépôt des demandes de subvention les plus larges possibles auprès de toute institution susceptible d'apporter un soutien financier pour l'organisation de la manifestation ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 21/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 22 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107511-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Culture - Agora des Savoirs saison 11 - Cycle de conférences 2019-2020 - Partenariats avec Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La 11<sup>ème</sup> saison de l'Agora des Savoirs proposera 20 conférences entre novembre 2019 et avril 2020, chaque mercredi soir hors vacances scolaires, à 20 heures. Manifestation initiée par la Ville de Montpellier en 2009, l'Agora des Savoirs a été déclarée d'intérêt communautaire en décembre 2018, l'organisation des conférences est désormais confiée à Montpellier Méditerranée Métropole. Pour permettre une diffusion de ces conférences au plus grand nombre, elles seront enregistrées et diffusées (en direct puis en différé), sur la page *YouTube* dédiée, sur montpellier3m.fr, sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, ainsi que sur les ondes radiophoniques de Divergence FM (93.9FM). A cette fin, deux partenariats sont envisagés :

- la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH-M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte de la Communauté d'Universités et d'Etablissements du Languedoc-Roussillon (COMUE-LR Universités), procédera à la captation vidéo, à la diffusion en direct, au montage et à la mise en ligne des conférences qui se dérouleront au centre Rabelais. Il est proposé que 50 % du coût de la production soit pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole ; soit une participation de 20 750 € TTC ;
- L'association Croq'oreilles – Divergence FM, radio montpelliéraine, procédera à la diffusion des conférences en direct le mercredi soir et en différé le samedi suivant sur ses ondes. Il est proposé que 50% du coût de la production soit pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole ; soit une participation de 15 535 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ;
- approuver la convention de co-production avec l'association Croq'oreilles – Divergence FM ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20191118-99679-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de coproduction MSH
- Convention divergence

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

## **Culture - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents, sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset, à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.

Le programme de l'opération prévoit notamment les éléments suivants : un auditorium de 400 places, des salles d'enseignement individuel et collectif, tant pour la musique que pour la danse, des studios de travail, des bureaux pour l'administration, des espaces de convivialité, ainsi qu'un centre de ressources.

Ces travaux comprennent également à l'échelle de la parcelle : la réhabilitation du bâtiment principal du site donnant sur l'avenue du professeur Grasset, la démolition des autres bâtiments du site et la création d'une place publique et d'un jardin public.

Le permis de démolir ayant été obtenu en septembre 2017, les travaux de démolition, déconstruction et désamiantage ont pu se dérouler de juin à août 2018.

Le permis de construire a quant à lui été délivré le 15 mai 2018 et les travaux de construction du bâtiment ont pu débuter en fin d'année 2018.

La tenue des objectifs de l'opération en termes financier et de planning n'est pas remise en question à ce stade. Le contexte de cette opération et ses spécificités de projet en reconversion du patrimoine historique en font néanmoins une opération complexe, dont le bon déroulement est exposé aux risques d'aléas.

D'un point de vue financier, le bilan de l'opération est en légère hausse par rapport à l'exercice précédent afin de tenir compte de l'évolution des indices de construction constatée au 31 décembre 2018, ainsi que la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques en autoconsommation. Son montant total s'élève à la somme de 42 788 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 42 788 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108326-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02926\_CRAC\_2018\_VD.pdf

- 02926 SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

## **Culture - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence construction aménagement entretien et fonctionnement des équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé du rassemblement des services de la médiathèque Federico Fellini sur le site de la médiathèque centrale Emile Zola. Cette opération a été approuvée par délibération n°16645 du 17 mai 2017. Ce rassemblement induit la reconfiguration d'une partie des espaces, la création de surfaces de plancher supplémentaires (par la création d'une mezzanine en R+1) et la réutilisation de surfaces qui seront, à terme, libérées par le départ des Archives Municipales.

Ce projet permettra également de résoudre certains dysfonctionnements propres à la médiathèque Emile Zola (saturation des espaces de stockage, absence d'espace d'exposition dédié). Le projet prévoit également la transformation de l'actuel auditorium en salle de projection dotée d'un gradin fixe.

Par décision en date du 4 juillet 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la réalisation de cette opération. Par la même décision a été autorisé le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociation pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi que le dépôt d'une demande de permis de construire pour cette opération. Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé le 28 juillet 2017, transmis en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2017 et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M le 17 août 2017.

Par décision n°D2018-388 du 25 avril 2018, a été autorisée la signature du marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux au groupement d'entreprises Traverses, Frustié, Astier, Inse, Aker et Jourdan.

Les études de maîtrise d'œuvre ont démarré fin mai 2018, par la phase de diagnostic, approuvée le 11 juillet 2018, puis se sont poursuivies par la phase d'Avant-Projet Sommaire (APS), approuvée le 9 octobre 2018. Par courrier en date du 29 novembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole adressait à la SA3M l'accord de la collectivité sur l'Avant-Projet Définitif remis par la maîtrise d'œuvre en date du 5 novembre 2018, en précisant que la fixation du coût prévisionnel définitif des travaux (toutes phases confondues) et du montant définitif du prix global et forfaitaire de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, initialement prévues à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif, feront l'objet d'une décision ultérieure de la collectivité, et autorisant la passation d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre, dans l'attente du résultat des investigations menées au niveau de la structure dont les résultats pourraient avoir un impact sur l'estimation des travaux.

En date du 20 décembre 2018, la maîtrise d'œuvre transmettait un complément au Dossier d'Avant-Projet Définitif afin de prendre en considération l'interprétation des résultats des investigations par son Bureau d'Etudes Structure. Ce dernier démontrait que la quantité réelle de ferrailage présente dans les poutres du plancher Haut du R+1 n'est pas suffisante pour reprendre les charges de la future mezzanine à créer. La solution de renforcement proposée consiste à mettre en œuvre des plats carbone en sous face des poutres existantes. L'impact financier de cette disposition sur l'estimation des travaux ne pourra être conforté qu'à l'issue des études de Projet (PRO) qui seront remises début 2019.

Les échanges intervenus avec les équipes des médiathèques en phase d'études ont permis de mettre au point un calendrier prévisionnel des travaux répondant au souhait de la maîtrise d'ouvrage de maintenir une offre à la médiathèque Emile Zola durant la période des travaux tout en limitant les nuisances en phase chantier, tant pour les personnels de la médiathèque que pour les usagers, impliquant une décomposition des interventions selon un phasage séquencé par niveau. Une période de fermeture reste incontournable pour la réalisation des travaux au niveau de l'atrium. Les aléas techniques et modifications de programme intervenus au cours des études (renforts structurels à mettre en œuvre, réaménagement des collections du R+1 Bas...) imposent par ailleurs des temps d'intervention plus conséquents.

Ce calendrier prévisionnel des travaux s'étale sur une durée de dix-huit mois, selon un phasage séquencé comme suit :

- Phase 1 : Auditorium - RDC
- Phase 2 : Espace jeux vidéo et Forum de l'actualité - RDC Bas et Haut
- Phase 3 : Espace Cinéma - Médiation Numérique - Espace Jeux - Atrium (nécessitant une période de fermeture totale de l'équipement pour une durée estimée de 5 semaines) - R+1 Bas et Haut
- Phase 4 : Services internes - R+3 Bas
- Phase 5 : Réalisation des travaux conditionnés par la libération des emprises occupées par le service des archives au niveau - R+3 Bas

Afin de ne pas retarder la mise en œuvre de la première phase de l'opération, a été décidé, à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD) de scinder la remise des dossiers d'étude par la maîtrise d'œuvre en deux temps : le dossier PRO/DCE Auditorium sera étudié et remis par anticipation au maître d'ouvrage ; le dossier PRO concernant les autres zones d'intervention sera remis dans un second temps. Enfin, sans visibilité sur la date de départ des services des Archives de la médiathèque (départ conditionné par la libération d'un site faisant l'objet d'une occupation illicite), les études ne pourront se poursuivre au-delà de la phase APD pour les zones aujourd'hui occupées par les Archives, à savoir la future salle d'exposition ainsi que la salle de réunion programmées au niveau R+3 Bas de l'équipement.

Sur la base du dossier d'Avant-Projet Définitif, une demande de Permis de Construire a été déposée auprès des services instructeurs de la Ville de Montpellier en date du 26 décembre 2018 afin de s'assurer de la délivrance des autorisations administratives avant le démarrage de la première phase de travaux programmée à l'été 2019.

D'un point de vue financier, le bilan reste inchangé et s'élève à un montant total de 6 227 000 € TTC, grâce à la mobilisation d'une part du poste « *Aléas* » permettant la prise en compte des demandes complémentaires du Maître d'ouvrage. Il convient néanmoins de mentionner le risque existant en ce qui concerne le maintien du bilan à ce niveau, ce poste « *Aléas* » étant quasiment purgé à la suite de la prise en compte de ces demandes complémentaires et des aléas techniques survenus en phase d'études. La réalisation de la phase 5 des travaux reste par ailleurs conditionnée par le départ des Archives, actuellement ajourné, et une augmentation probable du bilan de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le bilan financier arrêté à la somme de 6 227 000 € TTC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108330-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02933\_CRAC\_2018\_VD.pdf

- 2933 bilan synthèse.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

## **Culture - Mandat SA3M pour la réalisation du MOCO - Centre d'Art Contemporain - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation d'un Centre d'Art Contemporain, dénommé MoCo, dans l'enceinte de l'hôtel Montcalm, situé rue Joffre à Montpellier.

Par délibération en date du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études et de réalisation pour ce projet, approuvé le programme, le calendrier et le budget prévisionnels de l'opération de construction, et autorisé la SA3M à engager une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre. Le contrat de mandat a été notifié à la SA3M le 22 juillet 2016.

L'équipement comprend 3 150 m<sup>2</sup> de surface utile dont 1 500 m<sup>2</sup> dédiés aux espaces d'expositions, un espace restauration-corner-bar avec terrasse extérieure dans le Parc Roblès, ainsi que des espaces d'agréments aménagés dans le Parc Roblès.

L'année 2018 a permis la validation de l'avant-projet définitif de l'opération, confirmant le coût définitif des travaux arrêté à 3,8 M€ HT, ainsi que la délivrance du permis de construire en date du 11 avril.

Les appels d'offres relatifs aux marchés de travaux ont ainsi pu être engagés et attribués, et la préparation de chantier commencée pour les premiers corps d'état en juillet 2018.

Fin 2018, les travaux de démolitions, curage divers et démolition du volume du R+1 du Mess étaient achevés. Les travaux se sont poursuivis jusqu'à juin 2019 et le Centre d'Art Contemporain a pu ouvrir ses portes au public, comme, prévu le 29 juin 2019.

D'un point de vue financier, le bilan demeure quasiment inchangé. L'économie générale de l'opération a permis de tenir l'objectif financier et d'affecter une enveloppe d'environ 200 000 € à des œuvres artistiques intégrées au bâtiment, ainsi que l'engagement des travaux de modification du Parc Roblès, non prévus dans le programme initial.

Ce bilan s'élève à un montant total de 6 596 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 6 596 000 € TTC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 15 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Isabelle MARSALA, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108307-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02944\_CRAC\_2018\_VD.pdf

- 02944 SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
ARTISANAT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Revitalisation et animation des commerces du centre-ville - Convention avec l'Etat et conventions de gestion des flux financiers entre les partenaires - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération M2019-428 du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a validé le principe de la mise en place de mesures en faveur de la dynamisation et animation des commerces du centre-ville dans le cadre de l'opération nationale proposée par l'Etat. Un plan de sept actions est donc en cours de mise en œuvre et quatre d'entre elles sont subventionnées par l'Etat pour un montant de 300 000 euros. La Ville de Montpellier est le support de cette opération, et percevra à ce titre la subvention de l'Etat.

Ces actions sont également cofinancées par Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault (CCI) et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault.

Il convient aujourd'hui de formaliser ces partenariats en signant les conventions permettant de percevoir la subvention, mais aussi de valider les conventions permettant les différents flux financiers avec les cofinanceurs du projet.

En effet, une partie de la subvention de l'Etat doit être reversée aux partenaires porteurs de certaines actions. Dans le même temps, la Ville et la Métropole doivent percevoir les participations des partenaires pour certaines actions au financement multiple.

Le tableau récapitulatif des actions et de leur financement est joint en annexe de la présente délibération.

L'état d'avancement des actions est le suivant :

- **Action 1 : Exonération des redevances d'occupation** : Le coût total de cette mesure atteindra finalement 310 000 euros (contre 295 000 euros initialement) pour la Ville de Montpellier, sans participation de l'Etat.
- **Action 2 : ZAT « 100 artistes dans la Ville »** : Cette action, prévue au budget 2019 de la Ville de Montpellier, sans participation de l'Etat ni des partenaires, s'est terminée fin juin. Cette manifestation culturelle exceptionnelle a été un succès et a permis de dynamiser l'Ecusson pendant tout le mois de son déroulement.
- **Action 3.1 Happy hours du commerce** : Cette action a été financée par la CCI, sans participation de l'Etat.
- **Action 3.2 : 2h de parking gratuit pendant les happy hours du commerce** : Ce dispositif, dont le coût est estimé à 100 000 euros pour la Métropole, bénéficie d'une participation de l'Etat de 30 000 euros et de 5 000 euros de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.
- **Action 4.1 : Déploiement de l'application shopping *Destination Hérault*** : Cette action, initiée par la CCI, bénéficie d'une aide de la Métropole de 50 000 euros, sans participation de l'Etat.
- **Action 4.2 : Déploiement de l'application *Géométiers*** : Cette action est financée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, sans participation de l'Etat.
- **Action 5.1 : Création d'un fonds de soutien aux associations des commerçants du Centre-Ville pour des animations de fin d'année** : Les dossiers ont été étudiés et les subventions attribuées au Conseil municipal de Montpellier du 27 septembre 2019 sont en cours de versement pour d'un montant total de 140 000 euros (Ville, CCI et Etat).
- **Action 5.2 : 2h de parking gratuit pendant les animations de fin d'année (samedis de décembre)** : Ce dispositif, dont le coût est estimé à 100 000 euros pour la Métropole, bénéficie d'une participation de l'Etat de 30 000 euros et de 5 000 euros de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

- **Action 6.1 : Animations des 4 samedis de la rentrée** : Considérant les manifestations de gilets jaunes qui ont repris début septembre, il a été décidé, en lien avec les associations de commerçants et avec l'accord des services du Ministère de l'Economie et des Finances, de reporter pour partie ces animations sur les dimanches de décembre. Ainsi seul le weekend du Grand Bazar d'automne (du 2 au 5 octobre) a bénéficié d'animations renforcées et cofinancées. Les 3 autres journées se dérouleront les 8, 15 et 22 décembre, avec des thématiques cultures urbaines, arts du cirque et Noël.

- **Action 6.2 : 2h de parking gratuit pendant les 4 samedis de la rentrée** : Ce dispositif, dont le coût est estimé à 100 000 euros pour la Métropole, bénéficie d'une participation de l'Etat de 30 000 euros et de 5 000 euros de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat. Comme indiqué à l'action 6.1, cette action est reportée sur le premier week-end d'octobre et les 3 dimanches de décembre.

- **Action 7 : Promotion et valorisation du centre-ville** : Il s'agit ici de campagnes de communication sur le centre-ville. Cette action bénéficie d'une subvention de 40 000 euros de l'Etat, versée à la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'Etat concernant l'opération nationale « *revitalisation et animation des commerces* », attribuant une subvention de 300 000 euros à la Ville de Montpellier ;
- approuver les termes de la convention avec la Ville de Montpellier pour le reversement de 90 000 euros de la subvention de l'Etat, concernant les actions 3.2, 5.2 et 6.2 ;
- approuver les termes de la convention avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault afin de verser l'aide de 50 000 euros pour le déploiement de l'application shopping *Destination Hérault* concernant l'action 4.1) ;
- approuver les termes de la convention avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault pour le versement à la Métropole d'une participation de 15 000 euros relative aux opérations de stationnement gratuit concernant les actions les actions 3.2, 5.2, 6.2 ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les différentes conventions et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106788-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- tableau récapitulatif
- convention Etat
- convention Ville 3M
- convention CCI application
- convention 3M CMA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année 2020 - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.3132-6 du Code du travail permet aux Maires d'autoriser l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail dans la limite de 12 par an, hors dérogations législatives ou réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités telles que les jardineries, les magasins d'ameublement ou de bricolage.

Lorsque le nombre de dimanche autorisé dépasse cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole puis du Conseil Municipal.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil de 400 m<sup>2</sup> (premier alinéa de l'article 3 de la loi 72-657 du 13 juillet 1972), lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L.3133-1 du Code du travail sont travaillés (à l'exception du 3<sup>ème</sup>), ils sont déduits des dimanches autorisés par le Maire dans la limite de 3.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre de l'année N-1.

Cette liste peut être commune à tous les secteurs d'activités ou établie par secteur :

- Commerce de détail spécialisé de l'alimentation ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV HIFI ;
- Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, Culture, Loisirs ;
- Secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés est prise après consultation par la commune des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les communes de Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas ont transmis leurs propositions de dates pour l'année 2020 afin qu'elles soient soumises pour avis conforme au Conseil de Métropole. Les dates sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable aux propositions de dates d'ouvertures dominicales des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107407-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- tableau par commune 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Attribution de subvention Association French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes - Convention de partenariat - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes et innovantes sur le territoire.

Des partenariats sont mis en œuvre avec des structures qui proposent une complémentarité dans les actions permettant ainsi d'assurer une offre complète d'accompagnement des entreprises sur le territoire. L'association French Tech Méditerranée fait partie des structures qui œuvrent en ce sens.

La French Tech est un label attribué par l'Etat à des territoires reconnus pour leur écosystème de startups. La French Tech vise à fédérer l'ensemble des acteurs de l'innovation pour favoriser la création et le développement de startups. La French Tech est également une marque commune qui donne une identité visuelle forte aux startups françaises.

Après une labellisation en 2014 pour 3 ans, la French Tech Montpellier n'a cessé de se différencier, par son dynamisme et son inventivité, dans les dispositifs et événements mis en place par l'écosystème, et soutenus par Montpellier Méditerranée Métropole, pour favoriser la croissance des startups, mais également dans les résultats économiques du territoire. La French Tech Montpellier s'est différenciée par sa gouvernance participative, portée par la Métropole, autour d'un conseil French Tech représentatif de l'écosystème, avec la présence de startups, grands groupes, incubateurs, universitaires...

Ses résultats économiques l'ont classée parmi les écosystèmes les plus dynamiques : près de 400 millions d'euros levés par les entreprises, 49 entreprises labellisées Pass French Tech démontrant ainsi la capacité du territoire à permettre la création et le développement de scale-up.

En décembre 2018, la mission French Tech nationale a lancé un nouvel appel à candidatures pour le renouvellement du label, en précisant, parmi les critères de sélection des futures « capitales », la mobilisation d'écosystèmes élargis (périmètre d'une heure autour d'une ville centre) et la nécessité d'une gouvernance à travers une structure indépendante portée par des entrepreneurs.

Au regard du bilan des 4 ans de labellisation, la French Tech Montpellier avait tous les atouts pour déposer sa candidature et remporter le label Capitale French Tech. Une structure associative s'est créée pour porter la candidature, s'appuyant sur des startups et scale-ups de l'écosystème montpellierain reconnus au niveau national. Dans une optique de co-construction et de fédération de l'écosystème, Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu cette candidature.

Les résultats de la campagne de labellisation ont été dévoilés le 3 avril 2019 par le Secrétaire d'Etat délégué au numérique, Monsieur Cédric O, qui a annoncé l'attribution du label Capitale à la French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes.

La French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes a pour objectif d'accompagner les champions de demain en levant les freins au développement des startups, notamment dans le domaine du financement, de l'internationalisation, du recrutement et du transfert de technologie.

Pour cela, la French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes développe des actions en partenariats avec l'ensemble des acteurs du territoire local tels que les incubateurs, accélérateurs, universités, centres de recherche, grands groupes etc... avec pour objectif de faciliter la croissance des startups du territoire.

Pour constituer un écosystème complémentaire et de taille internationale, la French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes regroupe l'ensemble des acteurs des territoires du Gard, de l'Hérault et du Sud Aveyron tout en restant ouvert à tous les acteurs qui souhaiteraient apporter leur contribution.

L'association sollicite les entités publiques pour le financement de la structure. Ce financement peut prendre la forme d'une subvention ou d'une adhésion. A ce jour, l'Etat s'est engagé sur un financement en amorçage à hauteur de 100 000 euros sur la période 2019-2020. La région Occitanie proposera également une subvention de 100 000 euros sur la même période.

**Montpellier Méditerranée Métropole se positionne sur un financement équivalent, à savoir 100 000 euros pour la période d'octobre 2019 à décembre 2020.** Ce financement se décompose en une subvention de 96 775 euros et la mise à disposition à titre gracieux d'un bureau au sein de l'Hôtel French Tech valorisée à 3 225 euros par an hors charges, hors taxes. Il est proposé de verser 20 000 euros de subvention au titre de l'exercice 2019, le solde étant versé, sous réserve du vote du budget primitif, au cours de l'exercice 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 20 000 euros à l'association French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes pour la période octobre – décembre 2019,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention\_2019-2020\_FTMed vf.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Attribution de subventions aux associations du numérique - Conventions - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique.

Les associations comme *La Mêlée*, *Sunny Tech* ou encore *B4S Biz Dev*, constituent un maillon important de l'écosystème numérique compte tenu de leurs actions en faveur du développement des entreprises innovantes et des entreprises du secteur du numérique.

L'antenne montpelliéraine de l'association *La Mêlée*, basée à Toulouse, a été ouverte en 2015. Le positionnement de l'association a évolué par rapport à ses débuts (création en 2000) puisqu'elle est passée d'un rôle de soutien de la filière numérique à une vision élargie à la transformation numérique et à l'innovation digitale. Désormais, sur 600 adhérents environ, 30 % sont issus de la filière numérique. L'objectif de l'antenne de Montpellier est de faire émerger les échanges autour de l'innovation et de la transformation digitale. *La Mêlée* se veut passerelle inter-entreprises et inter-projets, pour rendre visible l'attractivité territoriale, développer les synergies et l'émergence de projets, start-ups, événements porteurs à l'intérieur et aussi vers l'extérieur du territoire. A cette fin, elle organise plusieurs événements chaque année, dont l'un d'eux, baptisé JobsTIC, est consacré au recrutement dans la filière numérique. Cet événement permet de mettre en relation entreprises qui recrutent et candidats, et offre une tribune aux spécialistes du secteur pour approfondir, dans le cadre de conférences, des sujets en lien avec le recrutement dans le numérique.

*Sunny Tech* est une association qui regroupe des professionnels du développement informatique. Forte du constat que de nombreux événements regroupant ces professionnels étaient organisés en France mais peu sur Montpellier, l'association a décidé de créer un événement spécifique sur le territoire de la Métropole. La première édition a eu lieu en 2018 et a rencontré un succès notable. L'enjeu est majeur pour le territoire où de nombreuses entreprises du numérique rencontrent des difficultés à recruter des profils de spécialistes expérimentés dans des domaines très pointus. La dynamique d'un tel événement est un atout majeur pour l'attractivité du territoire adressée à cette catégorie de professionnels.

*B4S Biz Dev* est née d'une initiative de l'écosystème French Tech montpelliérain lors de la labellisation de 2014. L'enjeu porte sur la mise en relation entre les grands groupes et les start-ups, ces dernières pouvant répondre à des problématiques rencontrées par les premiers. Désormais, au vu du succès des premières éditions, *B4S Biz Dev* est devenue une association qui organise des rencontres grands groupes / start-ups sur la France entière. Ces événements, baptisés Big Up 4 Start-Up, sont planifiés sur plusieurs semaines pour permettre aux grands groupes de présenter leurs problématiques et aux start-ups, de réfléchir à des solutions, et aboutissent parfois directement à des accords contractuels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 2 000 euros à l'association *La Mêlée*, 2 000 euros à l'association *Sunny Tech*, 4 000 euros à l'association *B4S Biz Dev* ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Eric PETIT.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106610-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_2019\_La Mêlée.docx
- Convention\_2019\_Sunny Tech.docx
- Convention\_2019\_BIG4SU.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Association Airdie - Concours Osons les Entrepreneurs Engagés - Attribution de subvention - Convention de partenariat - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique et d'emploi, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir le développement d'activités sociales et solidaires, de structures qui répondent à des besoins d'intérêt territorial et/ou qui intègrent une démarche d'innovation / d'impact social.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'Airdie, représentant régionalement le réseau France Active, qui accompagne et soutient financièrement des porteurs de projets pour créer et développer leur entreprise.

Depuis quelques années, l'association s'est positionnée et impliquée pour soutenir plus largement tout entrepreneur, qui développe une activité « *socialement* » responsable sur le territoire. Ainsi, l'Airdie-France Active utilise un outil d'évaluation appelé « *révélateur d'engagement* » qui permet d'identifier le potentiel d'engagement des entrepreneurs et leurs progrès dans la durée, autour de 5 axes : Emploi ; Territoire ; Projet social ; Environnement ; Gouvernance.

En 2018, l'Airdie a mis en place une action innovante, le programme d'accompagnement concours « *Osons les Entrepreneurs Engagés* », visant à détecter, former et accompagner au financement participatif des entrepreneurs « *engagés* » du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette action se décompose de la manière suivante :

- Monter et lancer un appel à candidatures sur le territoire de la Métropole pour identifier et soutenir des entrepreneurs « *engagés* », au regard du « *révélateur d'engagement* » de l'Airdie, et qui souhaitent mener à court terme une campagne de financement participatif en don avec contreparties ;
- Former collectivement les entrepreneurs « *engagés* » retenus à la finance participative ;
- Expertiser les dossiers des candidats et sélectionner des lauréats en prenant en compte leur niveau d'engagement, la pertinence du modèle économique de leur projet ainsi que leur impact sur le territoire ;
- Accompagner individuellement les lauréats : préparation à la campagne de financement participatif, appui à l'animation et à la communication ;
- Organiser et animer des opérations de lancement, intermédiaire(s) et de clôture ;
- Promouvoir l'action au travers d'outils de communication de l'Airdie, du réseau national France Active et de ses partenaires, notamment de Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2018, 14 projets ont été formés au financement participatif et 6 campagnes ont été menées avec succès, chacune ayant dépassé l'objectif de collecte initial (170 000 euros collectés au total pour ces 6 campagnes).

Compte tenu des résultats positifs de cette action en 2018, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole renouvelle son partenariat avec l'Airdie, pour mettre en place la deuxième édition du concours « *Osons les Entrepreneurs Engagés* » et apporter un soutien financier d'un montant de 20 000 euros.

Une convention de partenariat précise le contenu de l'action, les modalités de partenariat et de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer à l'association Airdie d'une subvention de 20 000 euros pour l'action « Osons les Entrepreneurs Engagés », sous réserve de la signature d'une convention de partenariat ;
- approuver les termes de la convention de partenariat ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107672-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AIRDIE\_OLEE\_CONVENTION\_2019\_VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Attribution d'un apport en compte courant à la Société d'Accélération de Transfert Technologique (SATT) AxLR - Convention avec la Région Occitanie - Convention avec la SATT AxLR - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades, depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national. Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

Cette « *valorisation économique* » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes, soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité. Leur mission est de :

- Sensibiliser les chercheurs académiques au monde économique et détecter des projets d'inventions dans les laboratoires susceptibles de donner lieu à des applications industrielles,
- Financer les travaux de recherche supplémentaires, pour rendre applicables les découvertes scientifiques dans le monde économique, via le Fonds National de Valorisation,
- Accélérer et développer le transfert des brevets et savoir-faire des laboratoires vers les entreprises.

Compte tenu des résultats très positifs de cette expérimentation et comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe relatives aux compétences des Métropoles et des Régions, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie ont décidé conjointement d'entrer au capital de la Société d'Accélération de Transfert Technologique AxLR à hauteur de 5.035% pour chacune des entités.

Afin de poursuivre et renforcer son engagement auprès de la SATT AxLR, Montpellier Méditerranée Métropole attribuera une aide financière à la SATT sous forme d'apport en compte courant associé comme le prévoit le pacte d'associés à hauteur de 5.035% de la tranche triennale versée par l'Etat, plafonnée à 1 million d'euros.

Le 26 mars 2019, le Premier Ministre, au vu du comité de pilotage de l'action « *fonds national de valorisation* » du programme d'investissement du 18 janvier 2019 et du Secrétariat général à l'Investissement, a autorisé l'Agence Nationale de la Recherche à financer le projet SATT AxLR pour une troisième période triennale dans la limite d'une participation des investissements d'avenir à hauteur de 22 000 000 euros.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole apportera une aide financière de 1 million d'euros sur la période 2019-2021. Cette aide financière se fera par un premier apport de 500 000 euros sous réserve de la signature de la convention avec la Région Occitanie autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à verser une aide économique à la SATT AxLR.

L'attribution d'une aide financière en apport en Compte Courant d'Associés confère de droit un siège à Montpellier Méditerranée Métropole au conseil d'administration de la SATT AxLR.

Cette contribution permettra d'investir durablement dans les projets de maturation à forte valeur technologique qui favorisera la création d'entreprises innovantes sur le territoire et le développement de l'emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à consentir une aide économique à la SATT AxLR ;
- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SATT AxLR pour le versement en compte courant associé de l'aide économique ;
- approuver le versement en compte courant d'associé de la SATT AxLR d'une aide économique de 500 000 euros ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Gérard LANNELONGUE.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106936-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 3M SATT
- Convention Région 3M AVANCE 2019 vf.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY



## Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sensecube - MakeSense - Social Cup - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique et d'emploi, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir le développement d'activités sociales et solidaires, de structures qui répondent à des besoins d'intérêt territorial et/ou qui intègrent une démarche d'innovation, d'impact social. Son ambition est de développer une politique économique qui soit en phase avec l'économie locale et les besoins du territoire.

Depuis 5 ans, l'association MakeSens, qui œuvre en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat social auprès du grand public et des professionnels, organise - via l'association Sensecube qui porte juridiquement l'action - « *la coupe de France de l'entrepreneuriat social* » appelé également la « *Social Cup* ». Cette action vise à récompenser les jeunes de 18 à 30 ans souhaitant résoudre un enjeu social ou environnemental grâce à l'innovation et l'entrepreneuriat.

Créée par la plateforme de financement participatif « *KissKissBankBank* », MakeSens et la Banque postale, en partenariat avec GRDF, la « *Social Cup* » est un programme sur 6 mois qui se déroule dans 12 territoires et 19 villes de France, dont Montpellier, et se décline en trois étapes :

- Une étape de sensibilisation : tour de France dans les 19 villes pour sensibiliser les jeunes de moins de 30 ans à l'entrepreneuriat social et à l'opportunité de participer à la « *Social Cup* » ;
- Une étape « Créathon » : dans chacune des 19 villes, organisation d'une journée « *atelier* » pour créer ou développer des projets à impact social ou environnemental positif ;
- Une étape concours : après un appel à candidatures sur tout le territoire national, 1 projet par territoire est retenu. Les 12 finalistes sont accompagnés en ligne durant 4 semaines dans le développement de leur projet. Une « *Battle finale* » a lieu à Paris et permet aux finalistes de remporter diverses récompenses dont des financements sur leur cagnotte KissKissBanBank. L'incubateur de Sensecube sélectionnera un projet qui remportera une incubation d'un an, d'une valeur de 15 000 euros.

En 2018, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, la « *Social Cup* » a sensibilisé près de 225 jeunes et 55 jeunes ont participé au « *Créathon* ».

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole renouvelle son partenariat (non financier) avec MakeSens, via l'association Sensecube, dans le cadre de l'édition 2019 de la Social Cup. Ce partenariat pourra être reconduit de manière tacite deux fois.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à apporter un appui à l'évènement par les moyens suivants :

- en mettant en lien l'association avec les organismes d'accompagnement de jeunes, sur le territoire (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, organismes d'aide à la création d'entreprises...) ;
- en communiquant via ses supports de communication (site web, réseaux sociaux) sur la « *Social Cup* » ;
- à participer au « *mentoring* » des jeunes lors du « *Créathon* » via le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le programme de la « *Social Cup* » s'inscrit pleinement en cohérence avec la stratégie de la Métropole qui a la volonté d'encourager et de soutenir des entrepreneurs sociaux, portées par la volonté de s'engager, en développant des valeurs sociétales dans leur projet d'entreprise.

En valorisant sur son territoire l'entrepreneuriat social qui tend à concilier performance économique et performance sociale, Montpellier Méditerranée Métropole concourt à renforcer son attractivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sensecube ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107282-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat 3M - la social cup-VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité intelligente - Halle technologique OB.I LAB : imaginer, concevoir, fabriquer les objets connectés - Université de Montpellier / IUT Montpellier-Sète - Convention de partenariat en Recherche et Développement - Approbation**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La démarche Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpelliérain, vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation, conformément aux orientations et principes fondateurs de la deuxième feuille de route adoptés par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

L'action menée par Montpellier Méditerranée Métropole consistant à faire converger les données pour imaginer la ville durable à travers les usages du numérique constitue l'essence même de la démarche globale de la Cité intelligente. Cette dernière comprend :

- une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines ;
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes, les PME et les startups ;
- le développement d'applications et services urbains innovants ;
- la souveraineté de la Métropole sur ses données ;
- l'expérimentation qui associe les exploitants des services urbains, les entreprises, et les usagers.

La Métropole de Montpellier a développé une approche singulière de la Ville intelligente puisqu'elle a d'abord réfléchi à l'armature numérique de la Cité intelligente avant de décliner par thématique ou au croisement de plusieurs thématiques, le développement de nouveaux services ou de nouveaux modes d'agir. Elle aborde la Cité Intelligente en prenant en compte toute la chaîne de valeur, depuis la captation de la donnée jusqu'au développement de nouveaux services, en passant par la gestion publique des réseaux et le traitement et stockage des données, sur une plateforme non propriétaire, ouverte et interopérable.

L'IUT Montpellier-Sète/Université de Montpellier propose un environnement technologique permettant aux étudiants d'acquérir la maîtrise des outils innovants tels que ceux disponibles dans les entreprises. En effet, le développement de nouveaux marchés dans les technologies numériques entraîne d'importantes modifications dans le contenu des emplois et dans les compétences requises.

La halle technologique Ob.i Lab de l'IUT Montpellier-Sète/Université de Montpellier est une action inscrite, depuis 2014, dans la feuille de route de l'IUT clairement ancrée au cœur de la technologie du numérique et plus précisément dans l'environnement des objets intelligents (ou objets connectés). Cette plateforme de 300 m² est dotée d'équipements performants, destinés aux secteurs de l'électronique, de la mécanique, et des systèmes cyber-physiques. Des entreprises et des laboratoires de recherche utilisent ces moyens technologiques pour transformer leurs idées en objets réels (gant connecté de la société Weliot, cartes électroniques et prototypage pour les sociétés Koovea, Synox, Applexia, ...).

Ob.i Lab constitue un espace de création et de prototypage de projets qui permet l'expérimentation de nouveaux produits, et services associés aux objets intelligents. Il invite les étudiants à constituer des équipes pluridisciplinaires pour concevoir et réaliser des prototypes en lien avec le territoire. C'est en quelque sorte un service de prototypage technologique au bénéfice du territoire.

Aujourd'hui, pour créer des pré-séries d'objets connectés tel que le projet « Captez l'air du temps », dispositif passif et bas coût pour la mesure de température et humidité de l'environnement urbain réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole et le laboratoire IES de l'université de Montpellier, Obi Lab entend développer sa plateforme en y intégrant une nouvelle technologie. La réalisation de circuits imprimés sans produit chimique présente des avantages évidents dans la conception et le test de nouveaux produits en lien avec l'électronique.

Ce type d'équipement permettra de répondre favorablement aux demandes croissantes exprimées par les entreprises souhaitant pouvoir disposer rapidement de prototypes et ou de produits de qualité en petite série.

Les tiers-lieux permettent le développement d'innovations sur les territoires et apportent des réponses nouvelles aux problématiques territoriales. C'est un lieu particulièrement propice à la matérialisation des idées. Il est donc proposé de compléter le dispositif de la halle technologique Ob.i Lab pour répondre aux objectifs suivants :

- renforcer l'employabilité des étudiants ;
- développer des instruments de mesures nécessaires au déploiement de la Cité intelligente et in fine ;
- enrichir avec les acteurs du territoire le socle numérique de la Cité intelligente.

Une convention de partenariat en recherche et développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'université de Montpellier et l'IUT Montpellier-Sète prévoit les modalités de partenariat et de versement du co-financement de la Métropole à hauteur de 125 000 euros TTC sur un coût total projet Ob.i Lab qui s'élève à 512 805 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat en recherche et développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Université de Montpellier et l'IUT Montpellier-Sète ;
- autoriser le versement d'une subvention de 125 000 euros TTC à l'Université de Montpellier/l'IUT de Montpellier-Sète ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat en recherche et développement avec l'Université de Montpellier et l'IUT Montpellier-Sète ou tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107464-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

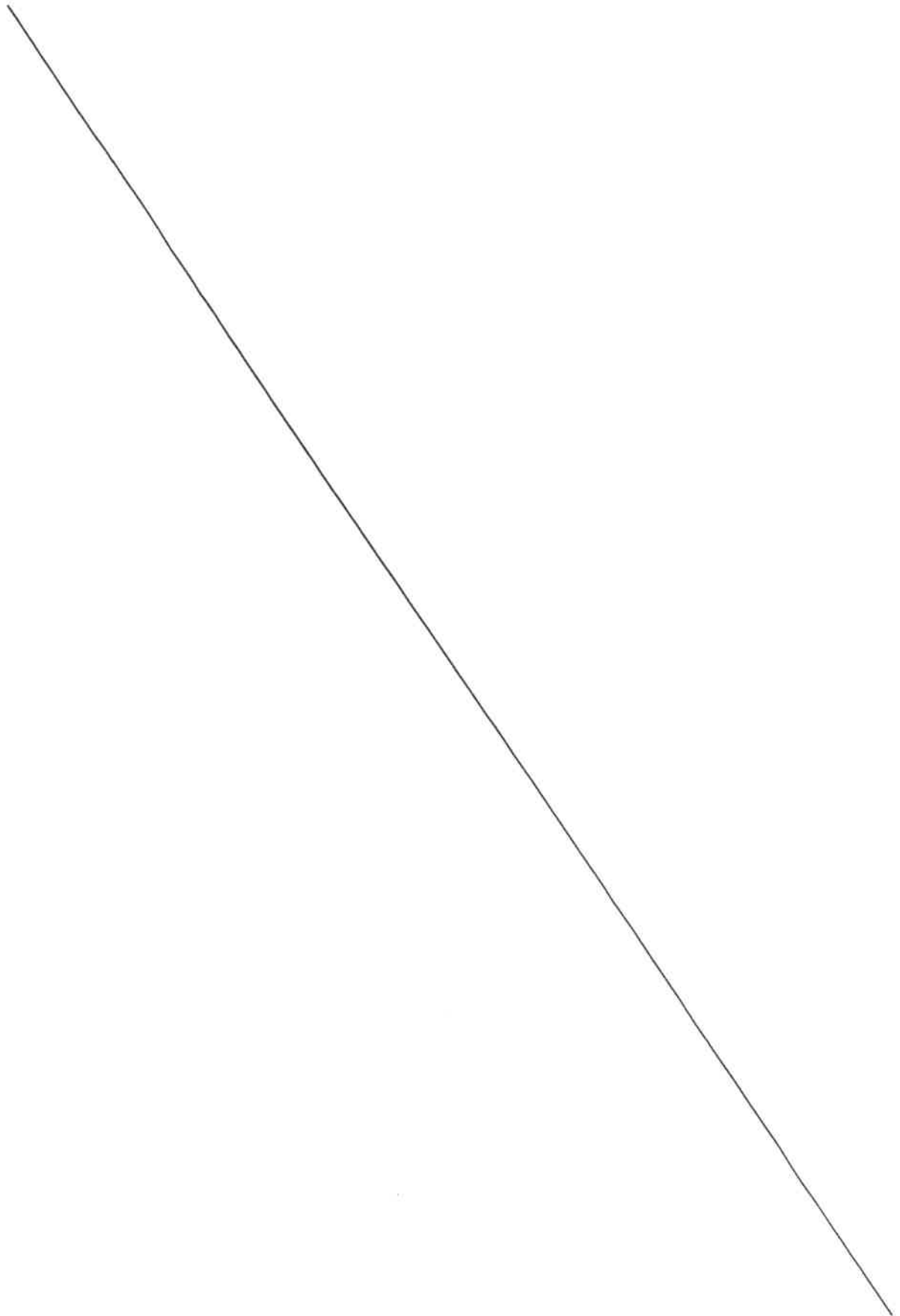
Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention de partenariat en recherche et développement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Extracteur d'innovation du CHU de Montpellier - Attribution de subvention - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier a pour missions fondamentales le soin, l'enseignement, la recherche, mais également la prévention, l'éducation en santé et la lutte contre l'exclusion sociale.

Le CHU de Montpellier mène depuis plusieurs années au sein de sa Direction de la Recherche et de l'Innovation, une politique active en matière de partenariats de recherche, transfert de technologie et management de la propriété intellectuelle.

En particulier le CHU de Montpellier a créé un dispositif dénommé « Extracteur d'Innovation » qui a pour but de renforcer un de ses axes de valorisation en accélérant la détection et la consolidation d'idées innovantes ayant vocation à faire l'objet d'une création d'entreprise.

L'Extracteur d'Innovation est un dispositif visant à favoriser la création d'entreprises issues du CHU en apportant un soutien opérationnel et juridique pour le développement d'idées innovantes issues de ce dernier. Cette structure est pilotée par un groupe multidisciplinaire alliant expertises médicale, juridique, propriété intellectuelle et valorisation. Inspiré de démarches similaires et basé sur le constat d'un trop faible investissement des médecins et paramédicaux dans l'émergence d'innovation en santé, en total contraste avec l'excellence des services hospitaliers du CHU en terme de soins et de recherche, l'Extracteur d'Innovation vient compléter la stratégie de valorisation de l'établissement.

Le projet développe un plan d'action simple basé sur une action volontariste au sein des services hospitaliers, coordonné par un groupe mixte médical, entrepreneurial et scientifique dont le but est d'aller chercher les idées innovantes et d'en assurer une étude de faisabilité poussée au travers d'un financement d'ingénierie de 6 mois au côté d'un médecin ou paramédical. Ces projets seront ensuite, après les 6 mois d'accompagnement, évalués et orientés vers les partenaires pertinents. Les acteurs régionaux de soutien à l'innovation et la création d'entreprises innovantes, incubateurs notamment, prendront alors en charge les projets sélectionnés et matures en favorisant la continuité d'un binôme Médecin/Ingénieur garant à la fois d'une crédibilité métier et d'une crédibilité scientifique du futur projet d'entreprise.

Prévu comme un dispositif complémentaire aux outils existants, l'Extracteur d'Innovation est interfacé avec le secteur Partenariats et Valorisation de la Direction de la Recherche et de l'Innovation et est connecté à l'écosystème de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Région Occitanie en matière d'innovation et d'entrepreneuriat dont notamment le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et la SATT AxLR. Il permet ainsi d'accélérer les transferts de technologies prenant la forme de créations de start-up pour créer de la valeur et de l'emploi localement.

A ce stade, trois projets sont suivis par les équipes du BIC. Deux startups devraient être créées d'ici la fin de l'année. Les services de la SATT AxLR sont régulièrement consultés pour la valorisation de certains projets.

Les autres projets identifiés comme utiles sont soit réorientés en interne sur des projets de recherche et donneront lieu prochainement à des publications dans des revues internationales, soit mis en place au sein de l'université s'ils sont à vocation pédagogique, soit enfin, proposés à des industriels sous licence par les services « partenariat et valorisation » du CHU.

Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu ce projet depuis sa création en 2017 et également en 2018. Elle souhaite renouveler son soutien en 2019 à ce dispositif qui permet d'accompagner le développement d'innovations dans le domaine de la santé et qui s'inscrit pleinement dans la démarche Montpellier Capital Santé qu'elle porte.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 40 000 euros pour l'année 2019 au CHU de Montpellier pour son Extracteur d'Innovation, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105841-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention CHU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant à la convention de subvention au CHU de Montpellier pour le projet Cyborg - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Pacte Métropolitain d'Innovation de Montpellier Méditerranée Métropole est composé de six projets innovants et structurants. Le projet CYBORG porté par le CHU de Montpellier est l'un d'eux. Ce projet y est co-financé par l'Etat (1 695 000 €) et Montpellier Méditerranée Métropole (805 000 €). Dans ce cadre, une convention a été signée en mai 2017 entre la Métropole et le CHU de Montpellier, pour l'attribution d'une subvention au projet CYBORG. **Le présent avenant modifie le calendrier du projet prolongeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2020. Il est sans incidence financière.**

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'Etat début 2017 un Pacte Métropolitain d'Innovation positionné sur la thématique santé, s'inscrivant ainsi en cohérence avec la démarche « *Montpellier Capital Santé* » lancée par la Métropole en novembre 2016. Ce sont ainsi 8,3M € de crédits qui ont été affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation, qui se positionne comme un accélérateur de la démarche « *Montpellier Capital Santé* ». Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45M € d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64M € de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59M € par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet CYBORG consiste en la création d'un bio incubateur « *CYBORG* » pour l'implantation de start-ups dans le champ des biotechnologies associé à une plateforme de transposition et de production de premier niveau de biothérapies de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI) au sein de l'Institut de Recherche en Médecine Régénératrice et Biothérapies (IRMB) du CHU de Montpellier.

Ce projet vise à stimuler l'innovation thérapeutique en concentrant l'ensemble des ressources publiques et privées et en combinant l'ingénierie cellulaire, les matériaux et la robotique pour créer la médecine régénérative de demain.

Pour la concrétisation de ce projet, il est nécessaire de réaliser un projet d'immobilier d'environ 800 m² par extension de l'actuel IRMB du CHU de Montpellier dont les capacités sont déjà saturées.

La réalisation de ce projet permettra de conforter la position de leader de Montpellier Méditerranée Métropole dans le domaine des biotechnologies. C'est un enjeu fort de positionnement sur un marché émergent à fort potentiel et créateur d'emplois à haute valeur ajoutée sur le territoire.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « *Montpellier Capital Santé* », la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 805 000 € conformément à la délibération n°14289 du 14 décembre 2016 et à la délibération n°14521 du 29 mars 2017, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 4 400 000 euros TTC et une assiette éligible de 3 333 334 € HT.

Le projet se déroulant sur les années 2017 à 2020, il a été inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 445 000 euros et au titre de l'année 2018 la seconde tranche de la subvention d'un montant de 360 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subvention,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105912-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PMI 3M CHU - CYBORG avenant.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant à la convention de subvention au CHU de Montpellier pour le projet Neuroradiologie Interventionnelle - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'État début 2017 un Pacte Métropolitain d'Innovation positionné sur la thématique santé, s'inscrivant ainsi en cohérence avec la démarche « *Montpellier Capital Santé* » lancée par la Métropole en novembre 2016. Ce sont ainsi 8,3 M€ de crédits qui ont été affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation, qui se positionne comme un accélérateur de la démarche « *Montpellier Capital Santé* ».

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement, dont le projet Neuroradio porté par le CHU de Montpellier, ont été retenus, bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local - FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet Neuroradio consiste à soutenir le développement de la recherche et de l'innovation thérapeutique en neuroradiologie interventionnelle, par la création d'une salle d'angiographie cérébrale hybride unique en Europe, sur le site de l'hôpital Gui de Chauliac du CHU de Montpellier permettant une utilisation mixte en recherche clinique et recherche expérimentale.

La neuroradiologie fait partie des activités de pointe du CHU de Montpellier, leader national et international de la discipline, classée première deux années consécutives au classement des meilleurs établissements de France. Le service de Neuroradiologie forme chaque mois vingt médecins du monde entier aux nouvelles technologies interventionnelles cérébrales assurant une diffusion internationale du rayonnement du CHU de Montpellier. Cette discipline mixte (clinique et interventionnelle) connaît une rupture technologique majeure, à l'image de celle de la cardiologie interventionnelle il y a 30 ans, et permet de mieux traiter les pathologies neurologiques de type aigu telles que l'Accident Vasculaire Cérébral (première cause de dépendance en France et en région Occitanie) en développant des traitements mini-invasif pour le cerveau.

Cette nouvelle installation, unique en Europe, sera réalisée dans les locaux existants à restructurer en site occupé, avec des réaménagements partiels et des travaux structurels adéquats sur la zone d'installation pressentie au sein de l'hôpital Gui de Chauliac.

L'installation de cette salle de neuroradiologie interventionnelle de haute technologie permettra au CHU de Montpellier et, plus globalement au territoire métropolitain, d'augmenter l'accès au soin, de maintenir sa position de leader régional et national et de conforter son rayonnement international dans cette discipline particulièrement prometteuse pour l'avenir ainsi que développer des programmes de recherche ambitieux en collaboration avec les entreprises régionales du domaine ainsi que des groupes internationaux.

Le co-financement de ce projet Neuroradio est assuré par l'État (702 000 €) et Montpellier Méditerranée Métropole (378 000 €). Initialement, la Métropole s'engageait, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 378 000 € (conformément à la délibération n°14289 du 14 décembre 2016 et à la délibération n°14521 du 29 mars 2017), sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 5 781 764 € TTC et une assiette éligible de 2 150 000 € TTC.

Dans ce cadre, une convention a été signée en mai 2017 entre la Métropole et le CHU de Montpellier, pour l'attribution d'une subvention au projet Neuroradio. **Le présent avenant modifie le calendrier du projet, en prolongeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2019, mais est sans incidence financière.**

Le projet se déroulant sur les années 2017 à 2019, il a été inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 210 000 € et au titre de l'année 2018 la seconde tranche de la subvention d'un montant de 168 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subvention ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107598-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PMI 3M CHU - Neuroradio avenant.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY



## Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant à la convention de subvention à l'Institut du Cancer de Montpellier pour le projet SUNFAIR - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Pacte Métropolitain d'Innovation de Montpellier Méditerranée Métropole est composé de six projets innovants et structurants. Le projet SUNFAIR, porté par l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM) est l'un d'eux. Ce projet y est co-financé par l'Etat (2 520 000 €) et Montpellier Méditerranée Métropole (1 050 000 €). Cet équipement bénéficie également du soutien de la Région Occitanie (1 050 000 €) et du Conseil Départemental de l'Hérault (1 500 000 €).

Dans ce cadre, une convention a été signée en mai 2017 entre la Métropole et l'ICM, pour l'attribution d'une subvention au projet SUNFAIR. **Le présent avenant modifie le calendrier du projet prolongeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2019. Il est sans incidence financière.**

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'Etat début 2017 un Pacte Métropolitain d'Innovation positionné sur la thématique santé, s'inscrivant ainsi en cohérence avec la démarche « *Montpellier Capital Santé* » lancée par la Métropole en novembre 2016. Ce sont ainsi 8,3M € de crédits qui ont été affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation, qui se positionne comme un accélérateur de la démarche « *Montpellier Capital Santé* ». Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45M € d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64M € de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59M € par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet SUNFAIR a pour objectif l'implantation à l'Institut du Cancer de Montpellier d'un accélérateur avec IRM intégrée. L'IRM embarquée permet de réaliser un suivi continu non ionisants des tissus et de parfaitement vérifier le mouvement de l'organe en prenant en compte le caractère déformable et ce durant toute la délivrance de la séance de traitement.

Ce projet permettra des tests thérapeutiques au bénéfice des populations pour une amélioration des traitements. Cela permettra également d'encadrer la recherche et la formation de l'ensemble des startups associées au programme.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « *Montpellier Capital Santé* », la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 322 000 € conformément à la délibération n°14289 du 14 décembre 2016 et à la délibération n°14521 du 29 mars 2017, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 15 991 922 € TTC et une assiette éligible de 9 872 025 € TTC.

Le projet se déroulant sur les années 2017 à 2019, il a été inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 580 000 € et au titre de l'année 2018 la seconde tranche de la subvention d'un montant de 470 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subvention,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107610-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PMI 3M ICM - SUNFAIR avenant.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - COMUnauté d'Universités et d'Établissements (COMUE - LRU) - Attribution de subventions - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La Communauté d'Universités et d'Établissements Languedoc-Roussillon Universités (COMUE - LRU) réunit un ensemble d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche qui, tout en conservant leur personnalité juridique, conviennent de coordonner leurs actions et de mutualiser certains moyens dans le cadre d'un projet partagé défini et mis en œuvre conjointement.

Les quatre universités et les organismes de recherche présents sur le territoire de l'académie de Montpellier ont décidé de contribuer collectivement, en tant que membres, associés ou partenaires à la création de la COMUE LRU, établissement public portant communément le contrat pluriannuel de site 2015-2019 dans l'académie de Montpellier et favorisant la mise en place de projets fédérateurs ambitieux, orientés autour de la recherche, mais également de la formation, de l'international, et plus généralement autour de toutes les formes d'interactions avec la société.

A ce titre, la COMUE LRU porte le Pôle Étudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat du Languedoc-Roussillon (PEPITE-LR) qui a pour rôle de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès de tous les étudiants du territoire et de les orienter dans leur projet de création ou de reprise d'entreprise. L'une des missions de PEPITE-LR est de délivrer le Statut national Étudiant-Entrepreneur, mis en place par le Gouvernement, et de gérer le Diplôme d'Établissement Étudiant-Entrepreneur (D2E). Le statut national Étudiant-Entrepreneur permet aux étudiants et aux jeunes diplômés d'élaborer un projet entrepreneurial dans un PEPITE. Le D2E a pour objectif de fournir un cadre administratif et un double accompagnement pédagogique individualisé (un enseignant et un professionnel) à l'étudiant-entrepreneur. Pour intégrer ce D2E, il faut avoir un projet de création d'activité. Ce D2E offre exclusivement de l'accompagnement et à la rentrée, 2 jours de coaching intensif dans le cadre de CREA WIZ, organisé en lien avec le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une des missions de PEPITE est également de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des étudiants, de les pré-accompagner dans leur projet de création ou de reprise d'entreprise, de leur présenter l'entrepreneuriat comme vecteur d'insertion professionnelle et ainsi favoriser la création d'entreprises. PEPITE-LR est l'acteur incontournable de l'entrepreneuriat étudiant en Région Occitanie et qui réunit 8 établissements d'enseignement supérieur.

**Considérant l'intérêt de ce dispositif, il est proposé de renouveler l'octroi d'une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 10 000 euros à la COMUE LRU pour les missions portées dans le cadre du dispositif PEPITE LR.**

Parmi ses missions, la COMUE LRU porte aussi la Maison des Sciences de l'Homme Sud (MSH Sud) qui est un lieu où se co-construisent les sciences, toutes les sciences, dans une perspective à la fois théorique et pratique, disciplinaire et interdisciplinaire, épistémologique et participative, ce qui place les sciences humaines et sociales au cœur de la démarche scientifique envisagée.

C'est également un lieu de structuration et de synergie pour la communauté scientifique, ouvert aux échanges scientifiques nationaux et internationaux ; un lieu pour toutes les formes de transmission, depuis la formation des jeunes chercheurs (doctorants et post-doctorants, en lien avec le Collège doctoral) jusqu'à l'élaboration d'outils de vulgarisation, en passant par la recherche-action participative et les transferts en direction des mondes socio-économiques, dans les Nords comme dans les Suds. La MSH SUD est également une interface connue et reconnue entre la communauté scientifique du site, les orientations stratégiques prioritaires définies par les collectivités territoriales (agroécologie, transition énergétique, eau, innovation sociale et entrepreneuriale, numérique, durabilité des patrimoines et du tourisme, thérapies innovantes,...) et les stratégies nationale et européenne de la Recherche (SNR et H2020), tout particulièrement autour des défis du changement climatique, de la gestion des ressources, de l'alimentation, et des sociétés innovantes, intégratives et réflexives.

La MSH SUD se veut également un lieu d'incubation efficace pour des équipes-projets, en vue notamment d'appels à projets nationaux, européens ou mondiaux, ou d'une valorisation socioéconomique plus directe recherche-action de même qu'une approche globale et intégrée de la valorisation.

**Dans ce cadre et conformément aux engagements de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du CPER 2015-2020, il est proposé d'octroyer une subvention de fonctionnement de 75 000 euros à la COMUE LRU au titre des missions portées par la Maison des Sciences de l'Homme Sud.**

Enfin, le Collège Doctoral Languedoc-Roussillon, une des composantes de la COMU LRU, vient en soutien des écoles doctorales de l'Académie de Montpellier pour favoriser l'insertion professionnelle des doctorants et valoriser le diplôme du doctorat. Il s'adresse aux doctorants des établissements suivants : l'Université Paul Valéry Montpellier, l'Université de Perpignan Via Domitia, l'Université de Nîmes, SupAgro Montpellier, l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, l'Ecole des Mines d'Alès.

Le collège doctoral se veut être un lieu d'échange de pratiques pour les Ecoles Doctorales, qui propose aux doctorants des formations transversales, évitant ainsi les redondances et permettant aux Ecoles de cibler leurs actions et focaliser leur énergie sur leur spécificité thématique ; de proposer des formations et organiser des actions carrières et emploi visant à favoriser la poursuite de l'insertion professionnelle des doctorants. La méconnaissance des compétences des docteurs ainsi que des aides à l'emploi des jeunes chercheurs dans ces différentes structures est un frein à leurs embauches. Le Collège Doctoral Languedoc-Roussillon agit donc auprès des collectivités, des Institutions et des entreprises en faisant mieux connaître le doctorat et en favorisant les rencontres de l'ensemble de ces acteurs.

**Dans ce cadre et conformément aux engagements de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du CPER 2015-2020, il est proposé d'octroyer une subvention de fonctionnement de 15 000 euros à la COMUE LRU pour les missions portées par le collège doctoral.**

Ces subventions seront attribuées sous réserve de la signature de conventions d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et la COMUE LRU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution des subventions à la COMUE LRU telles que décrites ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention ;
- approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-90804-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 3M COMUE - collège doctoral 2019 - vf
- Convention\_3M\_COMUE\_\_MSH\_2019 - vf
- Convention 3M COMUE 2019- PEPITE LR Vf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - COMUnité d'Universités et d'Établissements (COMUE - LRU) - Renouvellement de subvention - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les quatre universités et les organismes de recherche présents sur le territoire de l'académie de Montpellier ont décidé de contribuer collectivement, en tant que membres, associés ou partenaires à la création de la communauté d'universités et établissements Languedoc-Roussillon Universités (COMUE LRU), établissement public portant communément le contrat pluriannuel de site 2015-2019 dans l'académie de Montpellier et favorisant la mise en place de projets fédérateurs ambitieux, orientés autour de la recherche, mais également de la formation, de l'international, et plus généralement autour de toutes les formes d'interactions avec la société.

La COMUE LRU réunit donc un ensemble d'établissements autonomes d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche, qui tout en conservant leur personnalité juridique, ont convenu de coordonner leurs actions et de mutualiser certains moyens dans le cadre d'un projet partagé défini et mis en œuvre conjointement. La COMUE LRU coordonne le contrat pluriannuel de site qui a fait l'objet d'une signature avec l'Etat. Les compétences confiées à la COMUE témoignent de la volonté des acteurs du site de promouvoir des projets partagés, qu'il s'agisse du pilotage de l'Opération Campus, de la gestion de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation du Languedoc-Roussillon (ESPE-LR). Par ailleurs, dans le cadre de la politique de site le portage de la Bibliothèque Interuniversitaire de Montpellier (BIU) et du CFA universitaire régional (ENSUP-LR) sont assurés respectivement par l'Université Paul Valéry Montpellier et l'Université de Montpellier. La COMUE LRU porte, administrativement et juridiquement, des pôles, composantes, services et projets fédérateurs inter-établissements.

**Ainsi depuis sa création, Montpellier Méditerranée Métropole soutient la COMUE LRU dans son fonctionnement en attribuant une subvention annuelle de 38 300 euros, qu'il est proposé de renouveler pour l'exercice 2019.**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention à la COMUE LRU de 38 300 euros pour le fonctionnement de la COMUE
- approuver les termes des conventions d'attribution de subvention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-98174-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention COMUE 2019 - vf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc SAVY

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité Intelligente - Mission Barcelone - Smart City Expo World Congress du 19 au 21 novembre 2019 - Participation - Approbation**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue comme un territoire « catalyseur », qui expérimente et met en œuvre le concept de « Cité Intelligente ».

En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de s'appuyer sur des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers, favorisant une meilleure qualité de vie tout en améliorant la performance et la compétitivité de ses acteurs économiques. Le Smart City Expo World Congress (SCEWC) à Barcelone est la rencontre de référence dans le domaine des « villes intelligentes ».

Avec plus de 18 754 visiteurs, 675 exposants et 420 intervenants issus de 120 pays et la présence de plus 700 villes lors de sa précédente édition, cet événement permet de regrouper l'ensemble des acteurs impliqués sur le sujet (représentants de villes, institutions, centres de recherche, universités, experts et principaux décideurs de grandes entreprises et start-up).

Le pavillon France est organisé par l'association France urbaine et Business France et partagé avec Vivapolis, l'Institut de la Ville durable, le cluster Lumière et d'autres Métropoles. Compte tenu de l'ampleur du Smart City Expo World Congress (nombre d'exposants et de conférences) la présence de 3 techniciens et d'un élu est requise.

Il est donc proposé une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à Smart City Expo World Congress (SCEWC) à Barcelone.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 2 000 euros maximum. La Métropole prend en charge les prestations transport, hôtel et repas.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 19 au 21 novembre 2019 au Smart City Expo World Congress de Barcelone ;
- approuver la participation d'un élu et de trois techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 2 000 euros sur la base de frais réels ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 935 et 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107472-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## Energie et transition énergétique - Vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie - Approbation - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique, dite « *loi POPE* », a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique, carburants) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités.

Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie, dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) Cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des CEE depuis juillet 2012 à la suite de la délibération n°10619 du 30 janvier 2012. Elle dépose sur la plateforme EMMY dédiée, en son nom propre et pour le compte des communes qui le souhaitent, les CEE liés aux travaux réalisés par elle-même et les communes sur leurs patrimoines, bâtiments et espaces publics.

Sur le dossier déposé en 2018, 31 025 716 kWh Cumac ont été délivrés par le Teneur du Registre National des CEE auxquels viennent s'ajouter un encours de 1 580 835 kWh Cumac.

Les travaux réalisés en 2018 ont concerné la rénovation d'éclairage public pour la Métropole, des travaux de remplacement de luminaires intérieurs par des modules LED pour les communes de Castries, Sussargues et Vendargues et des travaux de changement de fenêtres avec vitrage isolant pour la commune de Fabrègues.

Il est proposé de mettre en vente ces certificats via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Énergie et de retenir la meilleure offre proposée. **Le montant est estimé entre 0,8 et 0,9 centime d'euro par kWh Cumac, soit une somme totale espérée entre 260 000 et 290 000 € répartis comme suit entre la Métropole et les communes au prorata des kWh Cumac :**

- Montpellier Méditerranée Métropole : entre 258 600 € et 291 200 €
- Sussargues : entre 1 200 € et 1 400 €
- Fabrègues : entre 400 € et 440 €
- Vendargues : entre 380 € et 430 €
- Castries : entre 250 € et 290 €

Les sommes collectées par la Métropole seront reversées aux communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de vente au plus offrant de la totalité de ses CEE disponibles, représentant 32 606 551 kWh Cumac ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20191118-105606-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **FINANCES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## Finances - Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP) - Révisions - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), la Métropole de Montpellier a mis en place une gestion par Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP). Par délibération n° M2018-282 du 20 juin 2018, la Métropole de Montpellier a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des AP s'élevait au 1<sup>er</sup> septembre 2019 à 682 473 319 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

### Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la Décision Modificative n°1 / 2019 :

#### **BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC**

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP A LA DM1 2019	AP APRES BS 2019
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	13 776 698	+32 643	13 809 341
	<b>Somme :</b>	<b>13 776 698</b>	<b>+32 643</b>	<b>13 809 341</b>

Le montant total des AP s'élèverait en conséquence à 682 505 962 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement le tableau joint en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107851-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- APCP DM1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019**

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

**Absents ayant voté par procuration en application des articles**

**L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

**Absents / Excusés :**

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

# Finances - Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes transport, d'assainissement, d'assainissement non collectif, parking et de l'eau potable.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **2 002 541,17 euros en fonctionnement** et à **-16 532 932,90 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

## BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-407 606,20		-407 606,20
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-497 838,34		-497 838,34
934	Action sociale	127 000,00		127 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	174 795,65		174 795,65
936	Action économique	-349 160,20		-349 160,20
937	Environnement	149 896,77		149 896,77
938	Transports	-1 087 025,63		-1 087 025,63
940	Impositions directes	1 500,00		1 500,00
941	Autres Impôts et taxes	284 000,00		284 000,00
943	Opérations financières	-1 067 867,18		-1 067 867,18
953	Virement à la section d'investissement		4 674 846,30	4 674 846,30
<b>Total</b>		<b>-2 672 305,13</b>	<b>4 674 846,30</b>	<b>2 002 541,17</b>

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-1 132 306,21		-1 132 306,21
931	Sécurité	-20 000,00		
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 086 818,40		1 086 818,40
935	Aménagement des territoires et habitat	394 890,49		394 890,49
936	Action économique	773 920,00		773 920,00
937	Environnement	30 713,56		30 713,56
938	Transports	-1 009 649,07		-1 009 649,07
940	Impositions directes	3 269 191,00		3 269 191,00
941	Autres Impôts et taxes	196 963,00		196 963,00
946	Transfert entre les sections		-1 588 000,00	-1 588 000,00
<b>Total</b>		<b>3 590 541,17</b>	<b>-1 588 000,00</b>	<b>2 022 541,17</b>

# BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-618 358,15		-618 358,15
901	Sécurité	-162 200,00		-162 200,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 363 500,00		-1 363 500,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-1 106 860,90		-1 106 860,90
906	Action économique	-3 135 028,68		-3 135 028,68
907	Environnement	-1 861 010,00		-1 861 010,00
908	Transports	-2 331 308,45		-2 331 308,45
923	Dettes et autres opérations financières	-4 366 666,72		-4 366 666,72
926	Transfert entre les sections		-1 588 000,00	-1 588 000,00
<b>Total</b>		<b>-14 944 932,90</b>	<b>-1 588 000,00</b>	<b>-16 532 932,90</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
901	Sécurité	-61 000,00		-61 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-264 937,00		-264 937,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-395 812,15		-395 812,15
907	Environnement	-1 582 000,00		-1 582 000,00
908	Transports	-1 181 544,64		-1 181 544,64
923	Dettes et autres opérations financières	-20 342 485,41		-20 342 485,41
926	Transfert entre les sections			0,00
951	Virement de la section de fonctionnement		4 674 846,30	4 674 846,30
954	Produits des cessions d'immobilisations	2 620 000,00		2 620 000,00
<b>Total</b>		<b>-21 207 779,20</b>	<b>4 674 846,30</b>	<b>-16 532 932,90</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe transport s'équilibre à **-891 723 euros en fonctionnement** et à **-28 133 613,10 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe transport se présente de la façon suivante :

# BUDGET ANNEXE TRANSPORT

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-8 000,00		-8 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-40 000,00		-40 000,00
65	Autres charges de gestion courante	-32 527,69		-32 527,69
66	Charges financières	-2 000 000,00		-2 000 000,00
023	Virement à la section d'investissement		2 038 804,69	2 038 804,69
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-850 000,00	-850 000,00
Total		-2 080 527,69	1 188 804,69	-891 723,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
75	Autres produits de gestion courante	12 277,00		12 277,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-904 000,00	-904 000,00
Total		12 277,00	-904 000,00	-891 723,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	-29 437 500,05		-29 437 500,05
20	Immobilisations incorporelles	-315 600,00		-315 600,00
21	Immobilisations corporelles	3 359 136,00		3 359 136,00
23	Immobilisations en cours	204 350,95		204 350,95
27	Autres immobilisations financières	-1 040 000,00		-1 040 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-904 000,00	-904 000,00
Total		-27 229 613,10	-904 000,00	-28 133 613,10

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	-2 520 000,00		-2 520 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	-26 802 417,79		-26 802 417,79
021	Virement de la section d'exploitation		2 038 804,69	2 038 804,69
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-850 000,00	-850 000,00
Total		-29 322 417,79	1 188 804,69	-28 133 613,10



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **-543 000 euros en fonctionnement** et à **3 431 000 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

#### **BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT**

<b>EXPLOITATION - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
011	Charges à caractère général	-5 000,00		-5 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	-160 000,00		-160 000,00
65	Autres charges de gestion courante	-497 900,00		-497 900,00
67	Charges exceptionnelles	1 572 527,00		1 572 527,00
023	Virement à la section d'investissement		-1 452 627,00	-1 452 627,00
<b>Total</b>		<b>909 627,00</b>	<b>-1 452 627,00</b>	<b>-543 000,00</b>

<b>EXPLOITATION - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-543 000,00	-543 000,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>-543 000,00</b>	<b>-543 000,00</b>

<b>INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
20	Immobilisations incorporelles	-10 000,00		-10 000,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00		200 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-543 000,00	-543 000,00
041	Opérations patrimoniales		3 784 000,00	3 784 000,00
<b>Total</b>		<b>190 000,00</b>	<b>3 241 000,00</b>	<b>3 431 000,00</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	1 099 627,00		1 099 627,00
021	Virement de la section d'exploitation		-1 452 627,00	-1 452 627,00
041	Opérations patrimoniales		3 784 000,00	3 784 000,00
<b>Total</b>		<b>1 099 627,00</b>	<b>2 331 373,00</b>	<b>3 431 000,00</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement non collectif s'équilibre à 0,00 euros en fonctionnement et à 0,00 euros en investissement.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement non collectif se présente de la façon suivante :

#### **BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
023	Virement à la section d'investissement		-1 665,00	-1 665,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		1 665,00	1 665,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		-1 665,00	-1 665,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		1 665,00	1 665,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement non collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe parking s'équilibre à **47 766 euros en fonctionnement** et à **47 766 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe parking se présente de la façon suivante :

#### **BUDGET ANNEXE PARKING**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
023	Virement à la section d'investissement		41 966,00	41 966,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		5 800,00	5 800,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>47 766,00</b>	<b>47 766,00</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70		47 766,00		47 766,00
<b>Total</b>		<b>47 766,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 766,00</b>

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	47 766,00		47 766,00
<b>Total</b>		<b>47 766,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 766,00</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		41 966,00	41 966,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		5 800,00	5 800,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>47 766,00</b>	<b>47 766,00</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe parking s'équilibre à **0,00 euros en fonctionnement** et à **116 630 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

#### **BUDGET ANNEXE EAU POTABLE**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-100 500,00		-100 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-8 000,00		-8 000,00
014	Atténuations de produits	-1 500,00		-1 500,00
65	Autres charges de gestion courante	-6 630,00		-6 630,00
023	Virement à la section d'investissement		116 630,00	116 630,00
<b>Total</b>		<b>-116 630,00</b>	<b>116 630,00</b>	<b>0,00</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
23	Immobilisations en cours	116 630,00		116 630,00
<b>Total</b>		<b>116 630,00</b>	<b>0,00</b>	<b>116 630,00</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		116 630,00	116 630,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>116 630,00</b>	<b>116 630,00</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107849-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PDF DM1 2019 BUDGET PRINCIPAL 3M.pdf
- PDF DM19 SPANC.pdf
- PDF DM1 2019 EAU POTABLE.pdf
- PDF DM19 ASSAINISSEMENT COLL.pdf
- PDF DM1 2019 TRANSPORTS.pdf
- PDF DM1 2019 Parking.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Finances - Attribution de compensation 2019 définitive à la suite de la CLETC du 4 juillet 2019 - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont fait l'objet de transferts de charges et de modifications de montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole.

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 31 janvier 2019.

En complément de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) qui s'est réunie le 8 février 2019, les membres de la CLETC se sont à nouveau réunis le 4 juillet dernier afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur des modifications d'AC voirie évaluées en 2015 en investissement, des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public, des transferts de charges pour la Ville de Montpellier et le transfert du Parc Multiglisse Gérard Bruyère pour la Commune de Baillargues. La CLETC a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi, il convient de délibérer sur le chiffrage de ces attributions de compensations définitives pour 2019, conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 4 juillet 2019 joint au présent rapport pour information et approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux.

Il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement définitive 2019 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation Fonctionnement définitive 2019	Attribution de Compensation Fonctionnement définitive 2019
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 460,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	443 250,57	
Cournonsec	83 404,59	
Cournonterral	522 280,21	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		612 948,72
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	34 079 220,29*	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	159 959,93	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 595,24	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 263,43	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	889 663,24	
Saussan	168 187,65	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
<b>TOTAL</b>	<b>46 022 539,43</b>	<b>2 508 940,07</b>

\* **Fonds d'Aide aux Jeunes** : pour l'exercice 2019 le montant que la Ville de Montpellier devra verser à Montpellier Méditerranée Métropole devra être **majoré de 127 000 €** pour régulariser l'exercice 2018. Ainsi, le montant de l'AC 2019 versée par la Ville de Montpellier s'élèvera à **34 206 220,29 €** (34 079 220,29 € + 127 000 €).



Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement définitive 2019 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2019	Attribution de Compensation investissement définitive 2019
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13150	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	8544	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 501 744,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	42 292,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12391	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
<b>TOTAL</b>	<b>16 829 107,41</b>	<b>0,00</b>

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2019 des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés, pour l'exercice 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107788-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport de CLETC 4 juillet 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## Finances - Fonds de concours 2019 aux communes - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du financement de projets réalisés sur le territoire de la Métropole, il est proposé au Conseil de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
<b>LAVERUNE</b>	Création d'un nouveau terrain de tambourin	<b>50 000 €</b>
<b>PIGNAN</b>	Extension et rénovation du complexe tennistique	<b>30 000 €</b>
<b>PRADES LE LEZ</b>	Construction de vestiaires sportifs pour l'équipe métropolitaine de football américain	<b>50 000 €</b>
<b>SAINT DREZERY</b>	Equipement de Loisirs innovant : création d'un pump track	<b>35 000 €</b>
<b>SAINT GENIES DES MOURGUES</b>	Création d'une aire de lavage pour les engins agricoles	<b>50 000 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- dire que le versement de ces fonds de concours est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 905 du Budget de l'exercice 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105401-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Méditerranée  
Métropole

23 DEC. 2019 Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

**D.R.C.L** L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du  
**GREFFE - P.F.R.** Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés  
au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence  
de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN,  
Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL,  
Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry  
BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle  
CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR,  
Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina  
DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry  
DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-  
FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-  
Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie  
GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO,  
Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI,  
Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal  
LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT,  
Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-  
Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-  
Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique  
PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-  
Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène  
SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur  
TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE,  
Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de  
Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de  
Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles  
L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités  
territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline  
DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine  
ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL,  
Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS,  
Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-  
Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

**Absents / Excusés :**

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA,  
Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud  
MOYNIER

## Finances - Fonds de concours 2019 aux communes - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du financement de projets réalisés sur le territoire de la Métropole, il est proposé au Conseil de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
LAVERUNE	Création d'un nouveau terrain de tambourin	50 000 €
PIGNAN	Extension et rénovation du complexe tennistique	30 000 €
PRADES LE LEZ	Construction de vestiaires sportifs pour l'équipe métropolitaine de football américain	50 000 €
SAINT DREZERY	Equipement de Loisirs innovant : création d'un pump track	35 000 €
SAINT GENIES DES MOURGUES	Création d'une aire de lavage pour les engins agricoles	50 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- dire que le versement de ces fonds de concours est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Métropole de Montpellier et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 905 du Budget de l'exercice 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 17 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **19 DEC. 2019**

Pour extrait conforme,  
le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **26 DEC. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
**23 DEC. 2019**  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.







Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

**Finances - Admissions en non-valeur - Exercice 2019 - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête de Madame la Trésorière pour un montant d'admission en non-valeur s'élevant à 93 777,38 €.

Soit 93 777,38 € acceptés en non-valeur sur le Budget Principal (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 1996 à 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non-valeur pour l'année 2019 à hauteur de 93 777,38 € pour le budget principal ;
- dire que les crédits sont prévus au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 943 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107737-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Liste des titres

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Urbanisme et Habitat - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Projet	JOURNEES NATIONALES DE L'ARCHITECTURE	2 500 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Projet	ARCHICITY	1 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>5 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 935

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de la convention ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 5 500 € ;
- approuver les conventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107828-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Finances - Affectation du produit issu du forfait post-stationnement - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération n°2017-452 du Conseil municipal de Montpellier, portant sur les tarifs 2018 de la Ville de Montpellier.

En vertu du décret n°2015-557 du 20 mai 2015, relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunale, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS. En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la ville reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

**Le produit des FPS reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole s'élève à 329 918,24 € HT pour l'exercice 2019.** Ce produit correspond à la recette 2018 d'un montant de 1 950 325.39€ minorée des frais de gestion qui s'élèvent à 1 620 407.15€.

Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2019 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20191118-107937-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **LOGEMENT**



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
02 DEC. 2019  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER

## Logement - Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Adoption

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-412 en date du 23 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a ré-arrêté son projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) couvrant la période 2019-2024, considérant l'avis favorable de Monsieur le Préfet de l'Hérault, sous réserve de l'adaptation des objectifs de production de la Commune de Saint Georges d'Orques, et l'avis favorable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement assorti d'une clause de revoyure à 3 ans.

Conformément à l'article R302-11 du Code de la Construction et de l'Habitation, le projet de PLH 2019-2024 ainsi adapté a été une nouvelle fois proposé à l'avis des 31 communes de la Métropole. Conformément à l'article R.302-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, les communes disposaient d'un délai de deux mois après réception du document pour s'exprimer. Faute de réponse dans un délai de deux mois, à compter de la transmission du projet arrêté, leur avis était réputé favorable.

Ainsi les communes de la Métropole ont disposé de la période s'étendant entre le 2 août 2019, date de la réception en mairie du projet arrêté, et le 2 octobre 2019 pour s'exprimer formellement sur le projet de PLH adapté. A défaut de réponse avant le 2 octobre 2019, l'avis des communes est réputé favorable.

Au vu des avis exprimés par les communes, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer à nouveau sur le projet de PLH, conformément à l'article R.302-11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La lecture des délibérations prises par les conseils municipaux avant le 2 octobre dernier permet de comptabiliser 31 avis favorables sur 31 communes sur le projet de PLH 2019-2024, dont 22 tacites.

Parmi les communes ayant délibérées favorablement, la Commune de Lavérune formule les deux mêmes observations qu'elle avait exprimées après le 1<sup>er</sup> arrêt du PLH sur la portée du PLH et la réalisation des projets d'infrastructures de déplacement, auxquelles il a été répondu par délibération n°M2019-255 du 23 mai 2019 du Conseil de Métropole. La Commune de Lavérune demande en outre la suppression de 2 gisements mobilisables situés au nord du territoire communal, ce qui est proposé sans modification des objectifs de production de logements, en accord avec la Commune.

Le PLH définitivement adopté, accompagné des avis des communes, sera transmis pour information aux personnes morales formellement associées à son élaboration, conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation. La Métropole sera amenée à diffuser plus largement le PLH à l'ensemble des acteurs et professionnels du logement impliqués dans sa mise en œuvre opérationnelle.

Conformément à l'article R.302-12 du Code de la Construction et de l'Habitation, le PLH sera mis à la disposition du public au siège de la Métropole et dans les mairies des 31 communes membres.

Enfin, il convient de rappeler que la Métropole délibèrera, au moins une fois par an, sur l'état de réalisation du PLH comme prévu par la réglementation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter définitivement le projet de Programme Local de l'Habitat pour la période 2019-2024 ;
- transmettre le PLH adopté, en application de l'article R.302-11 du Code de la Construction et de l'Habitation aux personnes morales associées à son élaboration ;
- décider de la mise en œuvre des mesures de publicité prévues à l'article R.302-12 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **29 NOV. 2019**

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **02 DEC. 2019**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PROGRAMME-LOCAL-DE-LHABITAT-21-10.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
**02 DEC, 2019**  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Marie-Hélène SANTARELLI, Joël VERA

## **Logement - Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs de logements sociaux 2020-2025 - Approbation à la suite de l'avis des communes de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), adoptée le 24 mars 2014, tend à réformer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement. Son objectif est notamment d'améliorer les conditions de dépôt et de gestion des demandes de logements sociaux pour davantage de transparence, d'efficacité et d'équité.

Ainsi, la loi ALUR prévoit, pour tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale doté d'un PLH approuvé, la mise en place d'un Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDID), qui définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée de la demande et à satisfaire le droit à l'information du demandeur.

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré son projet de PPGDID sous l'égide de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance partenariale co-présidée par la Métropole et l'Etat, qui réunit :

- les maires de l'ensemble des communes de la Métropole et le Président du Conseil Départemental ;
- les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux du territoire ;
- les associations de locataires et les organismes d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

Ainsi, le projet PPGDID 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole a été co-construit à travers une large mobilisation des membres de la CIL, assurée notamment au moyen d'entretiens bilatéraux avec les acteurs concernés, d'ateliers de travail, et de temps d'échanges spécifiques en Conférence des Maires.

Le Plan Partenarial proposé à l'approbation du Conseil prévoit la mise en place d'une gestion partagée de la demande locative sociale, reposant sur le Système National d'Enregistrement (SNE) administré par l'Etat. Celui-ci, en cours d'évolution, doit permettre aux demandeurs d'être informés des événements liés à leur dossier (demande de pièces justificatives, désignation pour présentation en Commission d'Attribution Logement (CAL), visite du logement proposée/effectuée, refus du logement par le demandeur) et de partager cette information entre les différents guichets enregistreurs. De plus, le SNE a vocation à répondre aux obligations de la loi ELAN, qui prévoit la mise en place avant le 31 décembre 2021 d'un système de cotation partagé de la demande.

Le PPGDID 2020-2025 prévoit par ailleurs la structuration d'un service d'Information et d'Accueil des Demandeurs (SIAD) à travers la mise en réseau des différents lieux d'accueil du territoire et l'harmonisation de l'information délivrée aux demandeurs de logements sociaux.

Quatre niveaux d'accueil ont été identifiés selon le degré d'information dispensée au public :

- Accueil de NIVEAU 1 : délivre une information générale/nationale (règles d'accès au parc locatif social, modalités de dépôt de la demande). Huit communes se sont positionnées en niveau 1 : Baillargues, Courdonterral, Lavérune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Restinclières, Saint Génies des Mourgues et Sussargues ;
- Accueil de NIVEAU 2 : délivre une information générale/nationale et renforcée spécifique au territoire (critères de priorité, caractéristiques et localisation du parc social, délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement). Dix-huit communes se sont positionnées en niveau 2 : Beaulieu, Clapiers, Courdonsec, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Saint-Drézery, Saussan, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

- Accueil de NIVEAU 3 : délivre une information générale/nationale et spécifique au territoire, enregistre les demandes sur le SNE et délivre au demandeur une information sur le suivi de sa demande (instruction de la demande, décision de la commission d'attribution, le rang du demandeur en cas d'attribution, etc.). L'accueil de niveau 3 est assuré par les guichets enregistreurs de la demande du territoire. Cinq communes se sont positionnées pour intégrer le niveau 3 d'accueil et devenir guichet enregistreur conformément à l'article R441-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il s'agit de Castelnau-le-Lez, Castries, Grabels, Lattes et Le Crès.
- Accueil de NIVEAU 4 : lieu d'accueil commun à l'échelle métropolitaine en cours de préfiguration qui délivrera une information générale, renforcée et individuelle (enregistrement de la demande). Il aura en outre pour mission de consolider le fichier partagé de la demande, d'être en appui aux partenaires pour le traitement des situations nécessitant un examen particulier, avec aiguillage vers les dispositifs, services et personnes adéquats (notamment le Fonds de Solidarité pour le Logement). Ce lieu d'accueil commun sera un lieu de ressource pour les autres niveaux d'accueil, et sera développé en partenariat avec les guichets enregistreurs et l'ensemble partenaires en 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que pilote de la démarche, mettra à disposition des différents niveaux d'accueil des supports de communication adaptés, formera les agents d'accueil et animera le réseau du SIAD. A cet effet, des conventions d'application formaliseront les engagements des parties prenantes.

En application de l'article L441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation, le projet de PPGDID 2020-2025 a été soumis :

- à la Conférence Intercommunale du Logement du 4 juillet 2019, qui a émis un avis favorable ;
- à l'Etat, qui a émis un avis favorable par courrier en date du 5 septembre 2019, précisant que les « dispositions [du PPGDID de Montpellier Méditerranée Métropole] sont conformes aux attendus fixés par le législateur et apparaissent adaptées aux enjeux spécifiques [du] territoire » ;
- ainsi qu'aux 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, qui ont émis 31 avis favorables, dont 5 tacites.

Parmi les conseils municipaux ayant délibéré favorablement, la Commune de Lavérune a formulé le souhait que figure au budget de la Métropole « une ligne budgétaire prévoyant une aide aux trente et une collectivités de la Métropole (...) qui leur permettra de faire face aux conséquences financières liées à la prise en charge par les structures communales (CCAS) des ménages en difficulté qui occuperont désormais les logements sociaux sur leur territoire communal. »

Le Département demeure chef de file en matière d'action sociale sur l'ensemble de son territoire, et donc compétent pour la prévention et la prise en charge des situations de fragilité et le développement social, en vertu notamment de la loi sur la Nouvelle Organisation du Territoire de la république (loi NOTRe du 7 août 2015).

Concernant plus spécifiquement la Métropole, celle-ci gère depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 l'attribution des aides du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), lequel permet la prise en charge d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement des personnes en difficulté, ainsi que le financement d'actions d'insertion par le logement, dont la réalisation de mesures d'Accompagnement Social Liées au Logement (ASLL) exercées par des professionnels du travail social. La Métropole mobilise l'ASLL par l'intermédiaire du référent social du ménage concerné.

En 2019, le budget de la Métropole prévoit une enveloppe :

- d'environ 2 100 000 € pour les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer ou des fluides correspondant à environ 5 500 aides individuelles par an ;
- de 1 900 000 € de subventions attribuées à des associations et certains CCAS, pour les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, correspondant à 2 700 ménages accompagnés par an.

Enfin, il sera proposé au budget 2020 de la Métropole, l'inscription des crédits nécessaires pour la formation des agents d'accueil du SIAD, la création de supports de communication harmonisés et du lieu d'accueil commun métropolitain tel que mentionnés plus haut.



La mise en œuvre du plan et de ses conventions d'application fera l'objet :

- d'un bilan annuel présenté en Conseil de Métropole, après avis de la Conférence Intercommunale du Logement (article R441-2-12 du Code de la Construction et de l'Habitation), ;
- d'un bilan triennal adressé pour avis au Préfet et à la Conférence Intercommunale du Logement. Celui-ci sera rendu public. Au vu de ce bilan, une révision du plan pour une durée de trois ans peut être envisagée, si nécessaire (article R441-2-13 du Code de la Construction et de l'Habitation), ;
- et six mois avant la fin du plan, une évaluation sera conduite pour permettre l'élaboration d'un nouveau plan (article R441-2-14 du Code de la Construction et de l'Habitation).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits seront proposés au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jérémie MALEK, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PPGDID 2020-2025.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## **Logement - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2019 - Avenant n°7 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements à financer. Ces avenants conditionnent la notification par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Au terme de l'année 2019, les objectifs et dotations relatifs à la création de logements sociaux publics sont relativement stables par rapport aux prévisionnels du début d'année, mais fortement en hausse comparés au bilan de l'exercice 2018. Les perspectives de production de 2 256 logements sociaux, contre 1 688 l'année précédente, s'inscrivent dans un contexte de fin de période triennale, à l'issue de laquelle l'Etat établira le bilan des efforts consentis par les communes pour atteindre les objectifs de rattrapage fixés par la loi SRU, renforcés par la loi Duflot. Ces perspectives sont bien supérieures à la fourchette haute de l'objectif de logements locatifs sociaux (1 960 logements) à produire dans le cadre du PLH 2019-2024, arrêté le 23 juillet dernier.

Il en va de même pour le bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, qui s'établit à 1 936 logements, pour un objectif annuel du PLH de 1 500 logements. La dotation de 5 619 900 € nécessaire à leur financement est en revanche inférieure à l'enveloppe de 7 055 800 € déléguée initialement, du fait du report d'une opération de logement très social (100 % PLAI) insuffisamment aboutie, représentant 200 logements. En volume de logements, cette baisse est compensée par une augmentation des programmes familiaux financés en PLUS et PLAI, moins consommateurs de crédits, représentant au global 1 891 logements à financer, contre 1 680 prévus initialement.

Les PLS, au nombre de 320 dans le bilan prévisionnel 2019, sont composés de 169 logements familiaux (soit 7,5% du total des logements à financer cette année, pour un objectif plafond de 8% fixé au PLH), contre 261 prévus initialement, et 151 PLS spécifiques permettant de financer la création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et d'une résidence autonomie (ex. logements-foyers pour personnes âgées non dépendantes).

Ainsi, l'avenant n°7 de fin de gestion a pour objet de prendre en compte la dotation définitive 2019, ainsi que les objectifs correspondants, selon la répartition suivante :

Types de financement	objectifs PLH 2019-2024 arrêté le 23 juillet 2019	Rappel objectifs avenant initial 2019	Objectifs révisés avenant clôture 2019
PLAI	environ 645	853	694
PLUS	environ 855	1 076	1 242
PLS ordinaires	environ 150	261	169
PLS spécifiques	environ 225	151	151
<b>TOTAL</b>	<b>entre 1 790 et 1 960</b>	<b>2 341</b>	<b>2 256</b>

PLAI : *prêt locatif aidé d'intégration*

PLUS : *prêt locatif à usage social*

PLS ordinaire : *prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)*

PLS spécifiques : *prêt locatif social ordinaire – logements étudiants et foyers*

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 112 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le nouveau PLH (17 % de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun), contre 44 initialement.

S'agissant des aides à la rénovation des logements privés anciens, les objectifs et dotations n'étant pas définitivement arrêtés, ces derniers feront l'objet d'une délibération spécifique à intervenir lors d'un prochain Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°7 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant fin de gestion 2019 MERE\_DDTM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## **Logement - Construction de 32 logements sociaux - Résidence ' Le Jardin des Grenadiers ', Lot 27 A1 ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM UN TOIT POUR TOUS, ci-dessous nommé « le bailleur », réalise, une opération de construction neuve de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Le Jardin des Grenadiers », Lot 27 A1 ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas. Le programme, en maîtrise d'ouvrage directe, comprend 22 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain PORTAL - TEISSIER.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des prêts d'un montant total de 4 236 271 € souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°99892 constitué des 4 lignes de prêts suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 2 221 918 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 549 164 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 183 279 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 281 910 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, une période de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 177 203,25 €, représentant 75 % des quatre prêts souscrits par la Société Anonyme d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Le Jardin des Grenadiers », Lot 27 A1 ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°99892 ;
- approuver les termes de la convention d'octroi de garantie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105360-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n°99892
- convention
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## **Logement - Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Le Tedenat ', 9 rue du Professeur Tedenat à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA, ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 12 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tedenat », 9 rue du Professeur Tedenat à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain TOURRE SANCHIS ARCHITECTURE & URBANISME DURABLES.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des quatre prêts d'un montant total de 1 445 461 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Leurs caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°99850 constitué des 4 lignes de prêts suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 556 276 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 403 847 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 281 195 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 204 143 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAÎ construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAÎ foncier.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le bailleur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci. Si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le bailleur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 084 095,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 445 461 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tedenat », 9 rue du Professeur Tedenat à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°99850 ;
- approuver les termes de la convention d'octroi de garantie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105518-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- contrat de prêt n°99850
- Convention
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## **Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 50 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours pour un montant total de 162 070 € à la réhabilitation de cinquante logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont un logement locatif, les autres étant occupés par leurs propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer réglementé.

Ce dernier signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105363-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2019-2024.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

# **Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021.

S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre que lui confère son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20 % à 25 % du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH.

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10 % pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire ;
- une aide de 5 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux.

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH ;
- une prime de 30 % du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements locatifs pour un montant total de 16 504 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs pratiqueront des loyers réglementés (loyer conventionné social). Ils signeront ainsi une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105290-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe CFNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

**Logement - Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan gouvernemental Logement d'abord sur Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2019 - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le plan national pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue en date du 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, qui a été retenue en mars 2018, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan gouvernemental. Cette convention détermine les priorités communes d'intervention et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Par délibération n°M2019-506 du 30 septembre 2019, un avenant financier à la convention d'objectifs 2018-2019 précitée conclue avec l'Etat a été approuvé, qui définit les modalités de financement des actions relatives aux années 2019 et 2020.

Ainsi, au titre de l'année 2019, l'Etat délègue à Montpellier Méditerranée Métropole une enveloppe de 310 000 €, dont 190 000 € de crédits support « *Logement d'abord* » et 120 000 € de crédits liés à la « *Stratégie pauvreté* ».

La Métropole s'engage en ce qui la concerne, à mobiliser ses crédits propres à hauteur de 356 500 €, dont 250 000 € sur le budget du Fonds de Solidarité Logement pour ce qui relève de l'accompagnement des publics et de la gestion de logements d'insertion et 106 500 € pour les autres actions du plan local Logement d'abord.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention aux 6 organismes suivants qui mettent en œuvre le programme d'actions Logement d'abord tel que défini pour 2019 :

OPERATEUR	ACTION	Crédits 2019 attribués par la Métropole		
		CREDITS SUPPORTS Ld'A délégués par l'Etat	CREDITS STRATEGIE PAUVRETE délégués par l'Etat	CREDITS METROPOLE sur fonds propres
<b>La Bulle – Douche Nomade</b>	Hygiène mobile en direction des mal-logés ou sans abri			5 000 €
<b>GESTARE</b>	Prévention des expulsions dans le parc social – Extension au parc privé	70 000 €	30 000 €	
<b>CARRUD « REDUIRE LES RISQUES »</b>	Insertion professionnelle des ressortissants du Ld'A	25 000 €		20 000 €
<b>URIOPSS</b>	Formation des intervenants sociaux au Logement d'abord	20 000 €		16 500 €
<b>ADAGES / REGAIN</b>	Poste infirmier et assistant de service social pour la Plateforme d'accompagnement		90 000 €	
<b>CCAS de Montpellier</b>	Poste de Chef de projet du plan Logement d'abord	25 000 €		25 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>140 000 €</b>	<b>120 000 €</b>	<b>66 500 €</b>

Pour rappel, une subvention a déjà été attribuée par délibération n°M2019-508 du 30 septembre à l'association ADAGES pour la mise en œuvre en 2019 de la plateforme d'information sur les droits liés à l'habitat et pour l'accès aux droits au logement et au Laboratoire ART-Dév (UM3-Paul Valéry) par délibération n°M2019-507 du 30 septembre 2019 pour la réalisation d'une deuxième enquête « *un jour donné* » auprès des sans-domicile, dans le cadre du programme Logement d'abord.

Des conventions seront signées avec chacune des 6 structures financées, qui préciseront les attendus de l'action, les moyens à mobiliser et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 326 500 €, dont 66 500 € sur crédits propres de la Métropole, sous réserve de la signature des conventions afférentes ;
- approuver les projets de conventions afférentes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 21/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 22 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107454-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet convention LDA CCAS 2019.pdf
- projet convention LDA GESTARE 2019.pdf
- projet convention LDA Reduire les risques 2019.pdf
- projet convention TS IDE plateforme\_regain.pdf
- projet convention URIOPSS 2019.pdf
- projet de convention bulle 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

## Logement - Attributions de subventions aux associations AIVS et Face Hérault pour l'année 2019 - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au titre de sa compétence « politique locale de l'habitat », Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat.

C'est le cas notamment de l'association « Agence Immobilière à Vocation Sociale » (AIVS Hérault) qui a pour objet de favoriser la location de logements à des personnes et familles à revenus modestes, par la prise en mandat de gestion de biens dans le parc privé, dont les loyers sont inférieurs de 15 % à 30 % au niveau pratiqué sur le marché.

L'association FACE Hérault, déclinaison locale de la Fondation Agir Contre l'Exclusion, contribue également à la mise en œuvre du PLH au travers de son projet « Accompagnement logement » qui se présente sous la forme d'un accompagnement administratif lié aux démarches de logements en 3 volets : la recherche de logement, l'installation/l'accès, et le maintien dans le logement afin de lutter contre les exclusions en agissant sur l'insertion par le logement.

Pour aider ces associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il est proposé de leur allouer une subvention comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
1784	AIVS Hérault	Fonctionnement		8 000 €
4908	FACE Hérault	Projet	Accompagnement logement	1 500 €

Une convention sera signée avec chacune des deux associations, qui préciseront les résultats attendus et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 21/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 22 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107619-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention\_AIVS\_2019.docx

- convention\_FACE\_2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

# **Logement - Exercice de la compétence gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL) Métropolitain - Convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour le 1er trimestre 2020 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence Fonds de Solidarité Logement (FSL) sur son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite des transferts intervenus avec le Département.

La continuité de la qualité de service rendu aux bénéficiaires de ce dispositif nécessite le maintien du processus informatique de traitement et de gestion des demandes développé par l'administration départementale pour une durée transitoire d'un an supplémentaire par rapport à la convention initiale approuvée respectivement par les assemblées délibérantes de la Métropole et du Département le 27 novembre 2017 et le 18 décembre 2017 et qui s'achève le 31 décembre 2019.

La présente convention définit les conditions de mise en œuvre de ces interventions pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2020.

Elle est circonscrite au seul périmètre du FSL, les dispositions techniques et financières relatives au transfert des routes départementales et concernant le maintien d'un logiciel d'édition automatique de courrier et d'un photocopieur, étant désormais caduques.

Elle demeure établie en application des articles L.5217-7 et L.5215-27 du Code général des Collectivités territoriales et porte désormais sur les points suivants :

- pilotage, supervision, mise à jour des procédures et des interfaces du logiciel départemental de gestion globale du FSL mis à disposition de la Métropole ;
- maintenance du système métropolitain de traitement des données ;
- hébergement des logiciels et données, réalisation de requêtes, archivage électronique ;
- évolution des applications demandées par les deux parties ou la Métropole.

Les prestations de maintenance, de supervision et de contrôle ainsi que les demandes d'interventions spécifiques de la Métropole feront l'objet d'un titre annuel établi par le Département à l'attention de la Métropole, au plus tard le 30 juin 2020.

Seules les demandes d'évolution ou d'adaptation de la solution informatique effectuées à la demande de la Métropole et à son usage unique lui seront refacturées.

Le montant des prestations relevant de cette convention de continuité informatique de gestion du FSL est estimé à environ 5 000 € TTC pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2020, hors demandes d'évolution et d'adaptations spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour le premier trimestre 2020 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107382-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet avenant

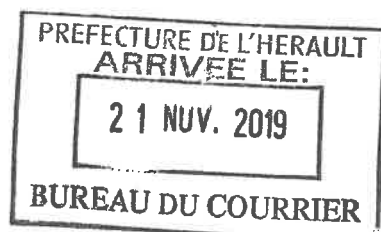
Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU  
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Perla DANAN, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Marie-Hélène SANTARELLI, Bernard TRAVIER

# Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Approbation du dossier révisé

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale définit les **grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain**. Il doit notamment viser les objectifs suivants :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières ;
- La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat, en tenant compte des objectifs de diminution des obligations de déplacements motorisés ;
- La prévention des risques naturels prévisibles, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

## 1. Rappel de la procédure

Par délibération n° 13351 du 12 novembre 2015, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a prescrit la **révision du Schéma de Cohérence Territoriale** de la Métropole et a défini les modalités de la concertation le concernant. Le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable a eu lieu lors du conseil de Métropole du 22 février 2017, et les modalités de la collaboration avec les communes membres ont été précisées par délibération n° 14591 du 17 mai 2017. Le bilan de la concertation a été ensuite arrêté lors de la séance du Conseil du 19 juillet 2018, et le projet de SCoT en conséquence arrêté lors de cette même séance.

Madame le Président du Tribunal administratif de Montpellier, par décision n° E18000121/34 du 5 octobre 2018, a désigné les membres de la commission d'enquête publique relative à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole, commission dont les modalités d'organisation ont été définies par arrêté n° MAR2018-0281 de Montpellier Méditerranée Métropole, du 29 octobre 2018. L'enquête publique s'est déroulée du 21 novembre 2018 au 4 janvier 2019. Le rapport de la commission d'enquête a été déposé le 30 avril 2019.

### 1.1. La démarche d'élaboration du SCoT

Dès la transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité s'engager, avec les 31 communes qui la composent, dans l'élaboration d'un projet visant à apporter des réponses durables aux grands défis du XXIème siècle auxquels son territoire doit faire face.

La démarche **Montpellier Métropole Territoire** a permis, tout au long de son élaboration, de **mettre en partage les valeurs du territoire avec les Maires des 31 communes**. Elle a également permis d'identifier les **enjeux et facteurs d'évolutions à moyen et long termes**, notamment en ce qui concerne les impacts du changement climatique, les équilibres environnementaux, l'évolution des modes de vie, d'habiter, de se déplacer... Il résulte de cette démarche la définition d'une vision de l'évolution de l'espace métropolitain visant à développer une **métropole compétitive et ouverte sur l'extérieur dans le respect de**

**l'environnement** qu'elle partage avec les territoires voisins au sein du grand territoire qui s'étend des Cévennes à la Mer.

Aussi, un des moments forts de la démarche a été l'établissement d'un **dialogue avec les territoires voisins**, notamment avec les établissements chargés de l'élaboration de leurs SCoT, permettant de partager des préoccupations et intentions communes au-delà des délimitations administratives respectives.

Dans un contexte où l'ensemble des SCoT mitoyens de celui de la Métropole se sont trouvés concomitamment engagés dans un processus d'élaboration ou de révision, ce dialogue entre territoires s'est illustré au travers d'une volonté partagée d'initier les bases d'une réflexion et de coopérations communes. Il s'agit d'établir des cohérences à l'échelle du grand bassin environnemental, de vie, de travail, de consommation et de déplacement et de loisir.

A partir des grands défis territoriaux, les objectifs des politiques publiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ont été débattus lors de la séance du Conseil de Métropole du 22 février 2017, conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme.

### ***Un projet partagé avec les acteurs du territoire et la population***

Tout au long de la construction du projet de SCoT, la Métropole a tenu un rythme soutenu de réunions avec les Personnes Publiques Associées entre octobre 2016 et mai 2018, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat), les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des SCoT limitrophes et la section régionale de la conchyliculture.

Les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ont été concertés pendant la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT. Les modalités de concertation fixées par la délibération de prescription de la révision ont été mises en œuvre comme indiqué dans la délibération d'arrêt du bilan de la concertation (n°M2018-335 du 18 juillet 2018). Le déroulé et les apports de la concertation sont exposés dans la partie 1.3.

## **1.2. Les motifs de la révision**

### **Une évolution nécessaire au regard de l'évaluation du premier SCoT**

En 2015, l'évaluation du SCoT de 2006 a mis en évidence que les résultats en termes de maîtrise du développement territorial (frein à l'étalement urbain), de densification des formes urbaines, d'engagement du réinvestissement urbain, de mixité sociale et résidentielle, sont satisfaisants. Ils dépassent d'ailleurs souvent les objectifs fixés par ce document.

Toutefois, l'évaluation a relevé deux aspects majeurs auxquels le SCoT de 2006 a insuffisamment répondu : **une carence en foncier pour les activités économiques et en matière de prise en compte des enjeux environnementaux** du territoire, notamment ceux concernant la biodiversité et les aléas hydrauliques.

Cette évaluation et l'élaboration du projet Montpellier Métropole Territoires, ont mis en avant de **nouveaux enjeux et objectifs** sur le territoire, qui ont généré la révision du SCoT :

- Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser.
- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.
- Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent.
- Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois.

### **Une évolution nécessaire au regard de l'évolution des institutions**

La révision du SCoT de 2006 intervient également dans un contexte d'évolutions institutionnelles majeures du territoire :

- La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a entraîné des besoins et des enjeux nouveaux sur le territoire (transfert et élargissement de compétences...) qui nécessitent de revisiter certaines politiques publiques ;
- La fusion des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon a abouti à la création de la Région Occitanie, dotée de deux Métropoles : Toulouse et Montpellier. Dans le cadre, de la révision du SCoT, Montpellier Méditerranée Métropole a un rôle essentiel à jouer pour participer activement à la dynamique régionale, en tirant parti de son double positionnement stratégique de métropole ouverte à la fois à l'international et sur le bassin méditerranéen, ainsi que sur un territoire partagé au sein duquel elle doit intégrer de nombreuses synergies, grâce à des coopérations à toutes les échelles.

### **Une évolution nécessaire au regard de l'évolution du cadre législatif et réglementaire et des documents de références**

Les lois relatives au Grenelle de l'environnement (2009 et 2010) ont également apporté des évolutions à la mise en œuvre des politiques de développement et d'aménagement du territoire. Elles ont notamment élargi les objectifs, les capacités prescriptives et le caractère opérationnel des SCoT.

Les lois Grenelle 1 et 2 ont ainsi modifié certains articles du Code de l'Urbanisme en renforçant ou en complétant les outils du SCoT afin de mettre en œuvre de nouveaux objectifs, notamment en matière de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, de respect de performances énergétiques et de lutte contre les gaz à effet de serre, de définition des grandes orientations en matière de mobilités, de préservation et de restauration des continuités écologiques, ou encore d'aménagement commercial.

La Loi relative à l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (2014), dite loi ALUR, fait des SCoT l'unique document territorial d'intégration des objectifs et dispositions des documents de rang supérieur.

La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (2014) renforce les précisions à apporter quant à la prise en compte des besoins en matière de préservation du potentiel agronomique et de limitation de la consommation foncière.

La Loi sur la transition énergétique et la croissance verte (2015) ajoute l'objectif d'adaptation au changement climatique dans les objectifs généraux en matière d'urbanisme.

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (2016) instaure le principe de zéro perte nette de biodiversité voire de gain de biodiversité, la séquence « Compensation » de la démarche Éviter-Réduire-Compenser étant renforcée.

### **1.3. Rappel du déroulement de la concertation préalable**

Conformément aux dispositions des articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, la concertation autour du projet de SCoT révisé s'est déroulée de manière continue dès la prescription du document.

Le **premier temps fort** pour la construction du document s'est traduit par la tenue de **10 réunions publiques**, ayant rassemblé plus de 840 personnes au printemps 2017.

Ces réunions publiques ont réuni les forces vives du territoire (professionnels, associations, élus, usagers, habitants) pour approfondir les enjeux du SCoT. Elles ont permis aux participants d'émettre leurs avis sur ces grandes orientations et de proposer leurs idées.

Plusieurs sujets majeurs ont ainsi été approfondis : les règles à définir pour construire le socle de déploiement de la politique agroécologique et alimentaire, la prise en compte du grand cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire, la valorisation de l'arc des Garrigues comme lieu multifonctionnel, la préservation de la biodiversité, en particulier le positionnement fragile de la frange littorale et des étangs ou la gestion de l'intégration paysagère et écologique des infrastructures de contournement.



Un **second temps d'expression et de mobilisation renforcé** a été organisé du 20 juin au 30 octobre 2017. Les documents intégrant les contributions du premier temps de concertation ont été mis à disposition du public au fur et à mesure de leur constitution, au siège de la Métropole et dans les 31 communes. Cette seconde phase de la concertation a donné lieu à 211 contributions.

Du 27 avril au 4 juin 2018, une dernière version du document, enrichie par les contributions du public et des échanges avec les partenaires institutionnels, a été à nouveau mise à disposition du public.

Tout au long du processus, plusieurs acteurs locaux se sont particulièrement saisis du dispositif de concertation : certains d'entre eux ont transmis des contributions écrites alors que d'autres ont sollicité des rencontres avec la Métropole, comme les associations Mosson Coulée Verte, Paysage de France et Saint-Jean Environnement. Des échanges avec ces associations et certains autres acteurs du territoire ont également eu lieu pour enrichir le projet, notamment : le collectif des Garrigues, les professionnels de l'architecture et de l'urbanisme et du paysage (l'association des Urbanistes du Languedoc-Roussillon, l'Ordre régional des Architectes, la Fédération régionale des Paysagistes), ainsi que le monde agricole au travers de la Chambre d'Agriculture, du syndicat des Jeunes Agriculteurs et des 25 organismes professionnels agricoles mobilisés par le biais d'un partenariat établi avec la Chambre d'Agriculture.

Deux **associations agréées** de protection de l'environnement (mentionnées à l'article L. 141-1 du code de l'environnement) ont été consultées à leur demande lors de l'élaboration du document, conformément à l'article L132-12 du code de l'urbanisme.

L'association Mosson Coulée Verte a demandé à être consultée par courrier du 27 juin 2017 ; une réunion a été programmée le 1<sup>er</sup> septembre 2017, durant laquelle ses contributions ont été précisément examinées. Les propositions de l'association portaient sur les thématiques suivantes :

- **la vulnérabilité au changement climatique**, par exemple sur le rôle primordial de la végétalisation en ville, comme un des moyens pour limiter l'effet « îlot de chaleur urbain » ;
- **le transport**, notamment en partageant l'objectif du SCoT de « mise en tension de l'armature urbaine » par l'armature des déplacements ;
- **l'économie**, en insistant sur la nécessité de desservir par des axes de transports attractifs les espaces à vocation économique ;
- **l'urbanisation**, en saluant l'objectif de préservation de 2/3 du territoire en espaces agro-naturels tout en indiquant que la densification ne doit pas induire l'altération de la qualité du cadre de vie ;
- **les risques**, notamment l'importance de mieux intégrer les ouvrages de rétention hydrauliques de manière qualitative dans les projets urbains ou de prendre en compte les risques de remontée de nappe ;
- **l'environnement**, en mettant en avant la gestion de la ressource en eau dans les critères de planification urbaine puis les modalités d'urbanisation du territoire (préservation des zones humides...).

L'association nationale Paysage de France a demandé à être consultée par courrier reçu le 17 octobre 2017. Une réunion d'échange a eu lieu le 16 novembre 2017, elle lui a permis d'exposer ces préoccupations au sujet de :

- la préservation de la qualité des paysages urbains et naturels ;
- la rapidité de l'urbanisation de Saint Jean de Védas dans le secteur de Roquefraysse et la nécessité, selon elle, de stopper celle-ci ;
- l'ambition partagée avec l'association Saint Jean Environnement de réaliser un Parc Naturel Urbain dans les espaces agro-naturels entre Montpellier, Saint Jean de Védas et Lavérune, formalisée par l'outil PAEN (Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces Agricoles Et naturels Périurbains) ;

- L'intégration des enjeux liés à la gestion de l'eau sous toutes ses formes (inondations, eau potable, ruissellement...).

Lors de ces échanges, ont été débattues la manière dont plusieurs des préoccupations de ces deux associations pouvaient être prises en compte dans les documents du SCoT et comment certaines propositions pouvaient se traduire dans le projet territorial.

Par ailleurs, les thèmes majeurs abordés entre juin 2017 et juin 2018 (environ 300 contributions) ont principalement traduit :

- la volonté de préserver les espaces naturels de la Métropole,
- les attentes nombreuses liées à la protection et à la valorisation des terres agricoles en zone périurbaine,
- des inquiétudes sur le devenir des espaces naturels et agricoles à proximité des zones urbaines, notamment à Saint Jean de Védas et au nord de Montpellier dans le secteur Thomassy
- une vigilance sur les formes urbaines entre le quartier existant de Boirargues et le futur quartier de Cambacérès,
- l'importance accordée par le public à la gestion de l'eau et de la ressource en eau,
- la demande d'implanter les « Tiny House » dans l'armature agro-naturelle du territoire,
- la préoccupation de certains participants à l'égard de la préservation du littoral,
- les problématiques de la circulation routière sur le territoire métropolitain, et particulièrement les difficultés de circulation dans la Plaine Ouest,
- l'attente forte du public vis-à-vis de la desserte en tramway,
- le besoin de développer les modes de déplacement actifs,
- la demande du public en équipements pour maintenir la qualité de vie et répondre aux besoins liés à la croissance démographique,
- la volonté de respecter de l'identité des communes et la qualité de vie lors de la réalisation des nouveaux quartiers de logement,
- l'attention portée aux identités villageoise et au patrimoine local,
- l'impression d'un développement économique déséquilibré en défaveur de l'ouest et du nord de la Métropole,
- la volonté de préserver et optimiser les carrières du territoire,
- une attention particulière pour la qualité de l'air, le climat ou encore de la gestion des déchets.

De manière générale, plusieurs contributions formulées ont porté sur des éléments déjà intégrés dans le document. Elles ont toutefois permis d'en préciser parfois la teneur.

D'autres participants ont émis des suggestions visant à apporter des modifications au contenu du document. Les éléments proposés par le public ont été intégrés au document lorsqu'ils étaient conciliables avec le projet de révision du SCoT et à son échelle d'application, mais également avec les réalités locales. Les points les plus significatifs ayant fait l'objet d'ajustement ont été :

- les modes de déplacement actifs (ou doux) : le niveau de définition d'un SCoT ne permet pas d'établir à son échelle (1/25 000ème) un réseau de modes actifs. Toutefois, en écho aux observations démontrant l'attachement du public à ces modes essentiels de déplacements décarbonés et non polluants, le document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCoT a été complété par la carte des grands axes cyclables du territoire. Ceci permet de consolider la volonté exprimée par le SCoT de structurer un réseau dédié aux modes actifs, dans le cadre de l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » et en complément des différentes mesures qu'il définit pour systématiser la prise en compte des modes actifs dans l'aménagement du territoire.

- la diversité de l'habitat : les opérations « d'habitat participatif » sont ajoutées au titre des opérations susceptibles de participer activement à l'orientation visant à « offrir des logements diversifiés et accessibles aux ménages locaux », afin de répondre à des demandes exprimées.

- les rencontres organisées avec le monde agricole, en particulier avec la Chambre d'Agriculture et le syndicat des Jeunes Agriculteurs, ont permis de faire évoluer le projet afin de réduire les impacts des extensions urbaines projetées sur les terres agricoles irrigables, notamment en réduisant leur superficie sur plusieurs secteurs. En outre, les actions collectives à construire ont été identifiées telles que la reconquête du foncier délaissé, l'accompagnement à l'installation et la mise en place d'outils d'évaluation du projet dans le cadre d'une gouvernance partenariale.

- Enfin, la rédaction même du document a intégré de nombreuses observations, voire des propositions qui permettent à la fois d'enrichir et de consolider son contenu.

De manière générale, au regard des contributions recensées, les moyens mis en place dans la phase de concertation préalable ont permis au public d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

A l'issue de la concertation, un **bilan de concertation** a été arrêté le 19 juillet 2018 en conseil de Métropole. Il retrace les enrichissements et évolutions apportés suite aux enseignements tirés de la concertation.

Le projet de SCoT arrêté le 19 juillet 2018 prend en compte ces enrichissements.

#### 1.4. Phase de consultation administrative

Le projet de SCoT arrêté a été notifié pour avis aux institutions suivantes :

- en tant que **personne publique associée** tout au long de la procédure, l'Etat, la Région, le Département, la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre des métiers, la Chambre d'agriculture, la section régionale de la conchyliculture, les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des SCoT limitrophes ;
- la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) ;
- les associations de protection de l'environnement ayant manifesté leurs intérêts à être consultés tout au long de la procédure (« Mosson Coulée Verte » et « Paysage de France ») ;
- les communes membres de la Métropole ;
- l'Institut National de l'Origine et la Qualité (INAO) ;
- les centres national et régional de la propriété forestière ;
- le Conseil de Développement 3M (CoDe).

Enfin, le dossier de SCoT a été transmis à l'Autorité environnementale.

#### 1.5. Enquête publique

Par une décision en date du 15 octobre 2018, le Tribunal administratif de Montpellier a désigné une commission d'enquête composée de Monsieur Christophe METAIS, Président, Monsieur Jean JORGE, Madame Claudine RIOU, Monsieur Georges RIVIECCIO, Monsieur Frédéric SZCZOT.

L'arrêté du 29 octobre 2018 a organisé l'enquête publique relative au projet de SCoT révisé.

L'enquête publique s'est déroulée du 21 novembre 2018 au 4 janvier 2019 (soit 45 jours consécutifs). Le dossier a pu être consulté dans 7 lieux d'enquête (siège de la Métropole, Mairies de Montpellier, Pérols, Castries, Clapiers, Saint-Georges d'Orques, Pignan), ainsi que sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et sur un registre dématérialisé. Vingt permanences de la commission d'enquête ont été organisées afin de recueillir les observations du public. Tout au long de l'enquête, le public a pu consigner ses observations sur les registres ouverts dans les lieux d'enquête, par mail à une adresse dédiée, par courrier ou sur le site du registre dématérialisé.

Ainsi, **1 389 observations** ont été formulées.

Un procès-verbal de synthèse des observations a été rédigé par la commission d'enquête et remis le mardi 8 janvier 2019 à la Métropole.

Afin de traiter l'ensemble de ces observations, la Métropole a établi à la demande de la Commission d'enquête, un mémoire en réponse (MeR), qu'elle lui a remis le 8 avril 2019.

Ce document synthétise les avis émis lors de la phase de consultation administrative et lors de l'enquête publique. Ces avis sont regroupés par thématique et analysés sous trois angles :

- un rappel du cadre juridique, précisant le rôle et les limites du SCoT ;
- l'analyse des avis formulés et la manière dont le sujet est déjà traité par le SCoT arrêté ;
- la manière dont le SCoT peut être amélioré, le cas échéant.

Après analyse de ce mémoire en réponse par la commission d'enquête, celle-ci a remis le 3 mai son rapport, ses conclusions motivées et son avis avant de le présenter au Président de Montpellier Méditerranée Métropole le 7 mai 2019. Ce rapport a été mis à disposition du public sur le site internet de la Métropole, en Préfecture ainsi que dans les 7 lieux d'enquête (Tome 1 : Rapport – conclusion – avis de la commission d'enquête / Tome 2 : Analyse du Mémoire en réponse par la commission d'enquête / Tome 3 : annexes).

Dans ses conclusions, la commission d'enquête reprend et analyse l'ensemble des avis issus de la phase de consultation administrative, en particulier les avis de l'Etat, de l'Autorité Environnementale, et du public, qu'elle a jugé utile de retenir. C'est donc à l'aune de ces conclusions que la présente délibération est présentée.

Par ailleurs, la totalité des avis et la manière dont ils sont traités sont joints respectivement dans le dossier d'enquête publique, et dans le Tome 2 du rapport de la CE, les deux documents étant mis à disposition du Conseil métropolitain.

Au final, la commission a émis un **avis favorable** au projet de SCoT révisé **assorti d'une réserve** demandant « *de maintenir le classement en espace remarquable du Triangle de l'Avranche au sens de la loi Littoral* ».

A l'issue de ces étapes de consultation et d'enquête publique, il convient donc de soumettre le projet de SCoT révisé, amendé pour tenir compte de ces observations, à l'approbation.

## 2. Le projet de SCoT

### 2.1. Le socle du projet

Quatre grandes orientations fondent le projet du SCoT :

- **Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser**

L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le 1er facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement. Le développement urbain est, de ce fait, contenu sur un tiers du territoire, en favorisant les réinvestissements et les densifications urbaines dans les secteurs desservis par les principaux axes de transport en commun existants ou projetés.

La Métropole dispose d'une **richesse environnementale exceptionnelle**, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. Pour cela, il s'agit de considérer les espaces agro-naturels comme le socle d'un « **Grand Parc métropolitain** » qu'il s'agit de pleinement intégrer au

développement de la Métropole, en veillant à la fois à la préservation de ces espaces, à leur valorisation par des fonctions adaptées à leurs caractéristiques et à favoriser leur appropriation par les citoyens de manière raisonnée. Il s'agit aussi de d'établir des modalités d'accompagnement d'une **politique agroécologique et alimentaire**, ainsi que de mieux définir l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers, afin de réactiver efficacement la diversité de leurs fonctionnalités (écologiques, productives, récréatives ...).

➤ **Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets**

La **prévention des risques naturels** est au cœur des préoccupations de la Métropole et doit s'exprimer par une urbanisation et des aménagements plus résilients. La Métropole doit en effet s'adapter au changement climatique et en atténuer ses effets, principalement en tenant compte des risques d'inondation et en modérant autant que possible l'effet « îlot de chaleur urbain », notamment lors des épisodes caniculaires.

Le redéploiement agricole peut jouer un rôle essentiel en matière d'« acclimatation » du territoire, notamment afin de mieux respecter le grand cycle de l'eau, principalement par ses effets sur la diminution des ruissellements en amont. De même, les actions de verdissement des milieux urbains, conduisant à désimperméabiliser les sols, permettent d'atténuer à la fois les risques liés aux inondations et les effets « îlot de chaleur urbain ».

➤ **Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent**

Le territoire doit également savoir anticiper son dynamisme démographique, confirmé par les observateurs pour les années à venir, dont l'INSEE, comme devant se tasser progressivement principalement du fait du vieillissement des régions « exportatrices » de population vers la nôtre, tout en restant supérieur à la moyenne des autres métropoles. Aussi, la croissance démographique de la Métropole, lissée sur la période 2019-2040, est positionnée autour de 1 % dans le projet de SCoT, soit un **nombre total d'habitants compris entre 580 000 et 590 000 en 2040**. Cette croissance s'appuie sur un fort renouvellement des populations. La diversité des parcours résidentiels sera programmée en conséquence, en concevant une Métropole pour tous. Si l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages reste encore inévitable pour maîtriser le développement dans un contexte de croissance active de la population, il convient toutefois de renforcer le réinvestissement des tissus urbains existants dans le respect des identités du territoire et des contraintes qui pèsent sur les possibilités de densification des tissus existants, pour économiser la consommation foncière et éviter les impacts sur l'environnement naturel et sur l'agriculture.

Pour accompagner ce développement, les **mobilités doivent être conçues de manière multimodales, interconnectées depuis l'international, jusqu'aux itinéraires de « courtes distances »**, en passant par l'organisation des mobilités des pendulaires sur le grand bassin de vie et les connexions régionales favorisant les coopérations à l'échelle de la métropole vécue. Pour enrayer l'autosolisme, le réseau de transport en commun doit continuer à être développé en s'appuyant sur un réseau armature structurant (trains du quotidien et Transports en commun en sites propres urbains –TCSP–). En outre, la ville des courtes distances pour les modes actifs (« doux ») doit être favorisée et une politique de partage de l'espace public doit être menée, permettant de répondre à l'évolution des usages en repensant l'espace public comme support partagé des pratiques urbaines.

➤ **Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois**

Le **développement économique et de l'emploi demeure une préoccupation majeure** dans une métropole aux visages contrastés, entre des taux remarquables de création d'entreprises et d'emplois et des taux élevés de chômage. De ce fait, la Métropole doit redoubler d'efforts pour soutenir l'activité économique, à la fois les activités innovantes et de pointe à forte valeur ajoutée et les filières plus traditionnelles. Pour ce faire, elle doit diversifier ses offres foncières et immobilières dans le prolongement de son Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et surtout, elle doit corriger la carence du SCoT de 2006 en créant une **offre adaptée pour les activités** qui ne peuvent pas s'intégrer au tissu urbain : nouveaux parc d'activités pour entreprises artisanales, logistiques, industrielles, business-parc...

Parallèlement, il convient aussi de réintroduire l'emploi en ville et de réinvestir les anciens parcs d'activités pour remobiliser des capacités foncières à partir de l'existant.

**Le redéploiement agricole est un autre axe économique important de la Métropole, qui s'exprime à travers sa politique agroécologique et alimentaire dont le SCoT a pour ambition de constituer le « socle ».**

**L'offre commerciale doit, elle aussi, mieux s'intégrer au projet de territoire.** Le SCoT promeut le renforcement du commerce dans les tissus urbains constitués ou dans les nouveaux quartiers, en tant que « matière première » de la mixité fonctionnelle et de l'animation des villes et des villages. Les zones commerciales de périphérie, quant à elles, doivent être réinvesties pour être densifiées et leur mixité doit être recherchée chaque fois que possible.

## 2.2. Rappel des défis et des nouveaux concepts du SCoT

### Les défis du SCoT

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, décliné dans le Document d'Orientation et d'Objectifs, formule une triple ambition :

#### Défi 1 : Une métropole acclimatée

- Protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles les paysages et la biodiversité pour mieux les valoriser ;
- Gérer les risques et nuisances et anticiper les évolutions face au climat ;
- Optimiser les ressources du territoire ;
- Organiser la préservation du patrimoine littoral et son développement durable au regard de la loi littoral.

#### Défi 2 : Une métropole équilibrée et efficace

- Armature urbaine : organiser les espaces urbains efficacement et équitablement ;
- Assurer la cohérence entre les réseaux de déplacement et l'organisation urbaine, favoriser la mobilité pour tous et à toutes les échelles.

#### Défi 3 : Une métropole dynamique et attractive

- Répondre à tous les besoins en logement ;
- Affirmer l'activité économique comme ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous ;
- Structurer l'équipement commercial en cohérence avec le projet de territoire ;
- Conforter l'épanouissement culturel, sportif et de loisir pour une métropole accueillante et rayonnante ;
- Modérer la consommation foncière.

### Les nouveaux concepts

Pour répondre aux défis décrits ci-dessus, le SCoT révisé introduit de nouveaux concepts par rapport au SCoT précédent.

#### L'armature urbaine

L'espace métropolitain rassemble des communes à l'environnement, aux identités, aux morphologies urbaines et aux niveaux d'équipement et d'accessibilité clairement différenciés. Il convient de maintenir la pluralité de ces niveaux, tout en faisant participer l'ensemble des communes aux efforts de développement durable du territoire afin de répondre aux attentes et besoins locaux, notamment en termes d'offre résidentielle et d'accueil en activité économique.

Ainsi, l'armature urbaine s'organise sur la base de trois composantes : **le Cœur de Métropole, la deuxième couronne puis la troisième couronne**. Elles se caractérisent notamment par leur niveau de desserte en transports en commun et de service, ainsi que par leurs intensités urbaines. Dans cette armature, les Connexions Métropolitaines jouent un rôle spécifique.

#### Les Connexions Métropolitaines

Les Connexions Métropolitaines, initialement dénommées « Portes Métropolitaines », représentent les secteurs charnières autour desquelles s'articulent les relations entre la ville-centre, les communes qui

forment le cœur de métropole et les territoires voisins. Tels des engrenages, elles ont pour vocation **de redimensionner le cœur de Métropole dans les décennies à venir**. Pour cela, elles rééquilibrent les fonctions de centralité au profit des communes et des espaces d'interface, elles dynamisent et offrent une vitrine aux territoires environnants, y compris aux espaces agro-naturels. Elles permettent d'**articuler l'espace métropolitain aux territoires voisins**, grâce aux nœuds d'échange multimodaux sur lesquels elles sont appelées à se développer pour mieux répartir et limiter les flux pendulaires : Bassin de Thau, Vallée de l'Hérault, Pays de l'Or, Pays de Lunel, Grand-Pic-Saint-Loup et, au-delà, ceux en provenance de Nîmes, Alès ou Béziers.

Par leurs effets polarisant, les Connexions Métropolitaines sont les moteurs structurant les déplacements du territoire et renforcent l'attractivité et le rayonnement de la métropole sur une aire plus étendue, notamment au plan des dynamiques économiques.

### Les arcs

Le territoire métropolitain est traversé par des **unités paysagères fortement contrastées** qui transcendent son périmètre administratif : ce sont les arcs. Les arcs imbriqués les uns aux autres composent le grand parc métropolitain. On retrouve :

- Au sud, le **littoral**, avec son cordon dunaire, la mer, les étangs et notamment ses espaces remarquables, qui constitue l'un des marqueurs emblématiques de l'identité de la Métropole ;
- Au nord, les **garrigues et coteaux**, auxquels peut être rattaché le massif de la Gardiole, qui forment un vaste amphithéâtre de grande valeur paysagère en balcon sur la plaine urbaine et agricole ;
- Au centre, la **plaine, tour à tour agricole, circulée et urbaine**, qui constitue la composante la plus agricole du grand paysage.

Ces arcs composent les **identités et les paysages du territoire** et sont les socles à partir desquels les logiques d'adaptations du territoire face au changement climatique et aux risques ont été déclinées.

### Les lisières agro-naturelles

Le concept des « lisières » est complémentaire à celui de « limites » construit dès le premier SCoT pour concevoir et **maîtriser les interfaces entre la ville et les espaces agro-naturels**. En effet, l'équilibre des espaces agro-naturels est fragile et relève d'un double enjeu de préservation de la biodiversité et d'activation, notamment agricole, de loisir et de transition énergétique et écologique. La valorisation de ces espaces s'appuie sur le **principe de la multifonctionnalité**, à travers notamment :

- une démarche de déploiement de l'agroécologie,
- des usages spécifiques par les acteurs et habitants du territoire,
- une intégration paysagère « protectrice »,
- une mobilisation de leurs potentiels pour accompagner les mesures environnementales (lutte contre les risques naturels, approvisionnement alimentaire des villes,...),
- une anticipation des potentiels conflits d'usages, pour promouvoir un aménagement du territoire favorable à leur régulation.

La reconnaissance de ses fonctions a pour objectif de mieux garantir la mise en valeur du territoire agro-naturel par sa pleine appropriation et la maîtrise de ses usages, ce qui, en corollaire, favorise également le maintien d'une richesse exceptionnelle (biodiversité, notoriété des produits...).

### La modération de la consommation foncière

Compte tenu des capacités d'aménagement, de développement et d'accueil du territoire, ainsi que des sensibilités environnementales, des enjeux agricoles et paysagers et de la volonté de limiter la consommation foncière notamment, l'objectif est de prioriser l'accueil des besoins du territoire dans les secteurs d'urbanisation existante et engagée : pour le tissu urbain mixte, **60% des besoins seront accueillis dans l'enveloppe de l'urbanisation existante et engagée** (contre 30% dans le SCoT précédent). Ce taux est porté à **15% pour le tissu à dominante d'activité** compte tenu de la faible disponibilité foncière dans les parcs d'activités existants au regard des besoins à satisfaire.

Sur cette base le PADD estime les besoins en extension urbaine entre 1 500 et 1 710 ha. Le document graphique du Document d'Orientation et d'Objectifs localise **1 500 ha d'extensions urbaines**, c'est-à-dire dans la fourchette basse des besoins exprimés dans le PADD. Ce choix traduit la volonté de poursuivre les efforts afin de limiter la consommation foncière et d'optimiser les aménagements nouveaux.

Ainsi, par rapport au modèle de développement du SCoT de 2006, les objectifs de modération de la consommation foncière sont renforcés grâce à l'accroissement des capacités d'accueil à prévoir dans les secteurs d'urbanisation existante et engagée. En effet, **en continuant d'appliquer le modèle du SCoT de 2006 (1/3 en réinvestissement urbain), les extensions urbaines auraient consommé entre 750 et 1000 ha de plus que la fourchette des besoins d'extension urbaine exprimée au PADD, soit 58 % de plus.**

Au final, en appliquant le modèle de développement économe en foncier du SCoT révisé, 1 500 ha d'extensions sont nécessaires pour la période 2019-2040, soit **420 ha évités par rapport aux extensions urbaines résiduelles du SCoT de 2006 (1 920 ha), soit une diminution de 22 % alors que l'échéance du SCoT est repoussée jusqu'en 2040.**

### **3. Les enseignements de la phase de consultation et d'enquête publique**

#### **3.1 Liste des avis reçus lors de la phase de consultation administrative**

Sur les 32 avis reçus, 19 sont favorables tandis que les autres comprennent des réserves ou recommandations. Par ailleurs, il y a eu 18 avis favorables de manière tacite.

Au titre de l'Autorité Environnementale, le Conseil Général pour l'Environnement et le Développement Durable s'est saisi du dossier par Décision (n°2018-E-04). Son avis délibéré (n°2018-75) analyse le projet et formule plusieurs recommandations.



Institutions consultées (hors AE)	Avis
Etat	Favorable sous réserves
Département de l'Hérault	Favorable avec une réserve
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	Avis favorable
Chambre d'Agriculture	Avis favorable avec observations
SYDEL du Pays Cœur d'Hérault	Avis favorable
Communauté de communes du Grand Pic St Loup	Avis favorable
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	Avis favorable
CDPENAF	Avis favorable avec remarques
Institut national de l'Origine et de la Qualité (INAO)	Ne s'oppose pas mais émet des réserves
Conseil de développement 3M	Avis favorable
Beaulieu	Avis favorable
Castelnau-le-Lez	Avis favorable avec recommandations
Castries	Avis favorable avec recommandations
Clapiers	Avis favorable
Cournonsec	Avis favorable avec observations
Cournonterral	Avis favorable
Fabrègues	Avis favorable avec observation
Grabels	Avis favorable
Jacou	Avis favorable
Lattes	Avis favorable
Lavérune	Avis favorable avec réserves
Le Crès	Avis favorable
Montferrier-sur-Lez	Avis favorable avec réserves
Montpellier	Avis favorable
Pérols	Avis favorable
Pignan	Avis favorable
Saint Georges d'Orques	Avis favorable
Saint-Brès	Avis favorable
Saint-Drézéry	Avis favorable
Vendargues	Avis favorable

Seuls les avis avec des réserves ou des recommandations sont détaillés ci-après. De manière générale, les avis favorables ont relevé les **efforts en matière de réduction de la consommation foncière** dans un contexte d'attractivité démographique élevé. Cette modération de la consommation des espaces agro-naturels est possible grâce à l'effort d'optimisation du tissu urbain existant et à la poursuite de la densification des extensions urbaines.

### Avis de l'Etat

L'Etat formule un avis favorable, sous réserve de procéder aux modifications des points faisant l'objet de la première catégorie d'observations ci-dessous.

#### « Première partie : points essentiels à modifier dans le SCoT

1. Clarifier ce qui relève de la prescription, de la recommandation, de l'objectif ou de l'orientation
2. Réserver la constructibilité au sein des espaces agricoles et naturels aux possibilités offertes par la réglementation
3. Consolider la prise en compte de l'enjeu biodiversité au sein du projet
4. Assurer le respect des règles de prévention en matière de risques
5. Assurer la compatibilité des projets d'extension urbaine avec la réglementation relative à l'alimentation en eau potable
6. Représenter fidèlement l'urbanisation du territoire
7. Assurer les conditions d'un suivi effectif de la consommation d'espaces et le maintien des grands équilibres affichés

8. *Permettre le caractère soutenable du développement du secteur gare de Villeneuve-les- Maguelone*

**Deuxième partie : points à améliorer dans le SCoT**

1. *Présenter plus lisiblement les chiffres de la consommation d'espace, en réalisé et en projection*
2. *Intégrer pleinement la prise en compte de la qualité de l'air dans les partis pris d'aménagement*
3. *Traiter de manière plus ambitieuse la dimension paysagère du document*
4. *Mieux intégrer la préservation des espaces littoraux*
5. *Porter la bande littorale des 100 mètres à 300 mètres et identifier les secteurs urbanisés devant faire l'objet d'une réflexion de recomposition spatiale*
6. *Renforcer l'analyse et l'encadrement du phénomène de mitage sur le territoire*
7. *Mieux intégrer la prise en compte des nuisances sonores dans les projets d'aménagement*

**Troisième partie : conseils visant à améliorer la qualité du document**

1. Préciser les modalités de récupération et de réutilisation des eaux pluviales et des eaux usées.
2. Faire référence aux versions définitives des stratégies locales de gestion des risques d'inondation des bassins du Lez et de la Mosson et du bassin de l'Or.
3. Enrichir le DOO au regard des évolutions nationales et locales pour le développement des mobilités actives.
4. Mettre à jour les tracés issus de la concertation pour la ligne 5 de tramway et renforcer la subordination entre la desserte en réseau de transports collectifs et l'urbanisation.

**Avis de l'Autorité Environnementale**

L'Ae recommande de :

- « - préciser les notions mobilisées pour rendre compte de la consommation d'espace, notamment en utilisant explicitement les termes d'espaces naturels, agricoles et urbanisés, en distinguant ceux qui sont effectivement artificialisés de ceux qui ne le sont pas encore ;
- définir et cartographier dans le DOO tous les secteurs à protéger, que ce soit au titre de la biodiversité, de la ressource en eau ou de la loi littoral pour préserver les enjeux les plus forts ou de la prévention des risques naturels pour interdire les extensions urbaines dans les secteurs dangereux ou pour préserver les champs d'expansion de crues ;
- préciser, dans le DOO, les conditions impératives que les différents projets devront respecter, ainsi que les conditions d'application de certaines prescriptions (eau, paysage) afin de ne pas remettre en cause, en permettant d'y déroger largement, les orientations du SCoT et mieux justifier les extensions urbaines au regard de la protection de l'environnement ;
- réduire les extensions urbaines à celles strictement compatibles avec la loi littoral et de prendre en compte la vulnérabilité aux changements climatiques de la bande littorale, tout en identifiant les secteurs urbanisés devant faire l'objet d'une réflexion de recomposition spatiale ;
- définir, dans le DOO, des prescriptions à appliquer à tous les nouveaux aménagements visant à économiser tous les types de ressources (en particulier eau, énergie) et à en permettre une gestion plus « circulaire », ainsi que conditionner les extensions urbaines les plus importantes et notamment celle des portes métropolitaines, à l'effectivité d'une desserte multimodale appropriée ;
- préciser les mesures de protection contre le bruit et la qualité de l'air, notamment afin de mettre la métropole, dans les meilleurs délais, à même de respecter les valeurs limites définies par les directives relatives à la qualité de l'air ;
- de préciser les valeurs des indicateurs de suivi dans l'état initial, ainsi que les cibles visées à l'échéance des premiers bilans (6 et 12 ans) et à celle du SCoT, afin de pouvoir s'assurer que la trajectoire du SCoT est conforme à ses objectifs notamment en matière de protection de l'environnement et, à défaut, de pouvoir prendre toute mesure complémentaire éventuellement nécessaire pour corriger cette trajectoire. »

## Avis du Département

Le Département « souligne la qualité du document et la position volontariste de la collectivité qui y est exprimée ». Il émet « un avis favorable sous réserve de la prise en compte de la situation des parcelles acquises par le Département sur la commune de Pignan ».

## Avis de la Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture a émis un avis favorable et considère que de manière générale, le SCoT s' « attache à :

- aborder l'activité agricole comme une activité économique à part entière avec ses contraintes et ses besoins, dans toutes ses composantes (économique, social, environnemental, paysager, irrigation et touristique) ;
- Définir précisément ses besoins en matière de développement et fournir un effort en matière de densification, avec un objectif démographique raisonné ;
- Démontrer la complémentarité entre espaces et enjeux agricoles et environnementaux ;
- Inciter les collectivités à mieux connaître, prendre en compte et développer l'agriculture de leurs territoires. »

Elle rappelle aussi que « le travail minutieux et cartographié mené par la Métropole sur le développement à échéance 2040 a permis de mettre en exergue les enjeux agricoles ».

Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture « attire l'attention sur plusieurs points » :

- « sur les espaces de transition », il lui semble donc « important de limiter la surface de ces lisières et de mieux cadrer les possibilités, dans un souci de préservation de la vocation agricole des terres ».
- « Sur un certain nombre de grands domaines, le SCoT prévoit d'autoriser la diversification de fonction et le changement de destination ». Elle « attire l'attention sur l'importance de cadrer strictement l'ampleur de ces possibilités afin de limiter les risques de conflits et la pression foncière qui pourraient apparaître à proximité de ces projets ».

Elle complète ses observations par des recommandations, relatives à l'élaboration du PLUi.

## Avis de la CDPENAF

La commission émet un certain nombre de recommandations pour le SCoT :

« La Métropole devra mieux formaliser dans la version définitive de son DOO les prescriptions visant à préserver le foncier agricole et naturel au regard des extensions urbaines et surtout vis-à-vis des constructions autorisées par le futur règlement ».

« Les prescriptions doivent traduire de façon formelle et claire ce qui doit être autorisé en veillant à maintenir un lien fort avec l'activité agricole ».

« Les lisières et les espaces agri-naturels devront pouvoir bénéficier d'une réelle protection au regard de projets non directement liés à une activité agricole ».

## Avis de l'INAO

« Si le contexte d'ensemble du projet apparaît relativement économe en termes de consommation de surfaces, il est regrettable que la zone agricole demeure le principal réservoir de terres urbanisables sur l'emprise du projet. Les 160 ha de terres AOC concernées représentent des situations très diverses, avec un faible intérêt pour les zones de garrigues sans cultures (Naussargues) ; un intérêt moyen avec possibilité de remise en valeur (nord de Saint-Georges-d'Orques, Murviel-les-Montpellier), et un intérêt fort pour les vignes cultivées, le plus souvent à proximité des villages et affectées à la production d'AOC, et dont la faible surface fait que des solutions alternatives pourraient être trouvées aux dépens de terrains non agricoles (Sud de Saint-Georges-d'Orques ; Saint-Drézéry...). Enfin, le cas particulier de l'est montpelliérain et de la dénomination « la Méjanelle », où aucune position en faveur du maintien de la viticulture et d'une continuité agricole nord / sud n'a été prise, est regrettable tant au niveau patrimonial que paysager.

*Après étude du dossier, l'INAO ne s'oppose donc pas au fond du projet, mais souhaite que la vocation des lisières agro-naturelles soit précisée.*

*L'Institut émet des réserves quant à l'ouverture à l'urbanisation sur des parcelles en production, et propose que dans les cas évoqués ci-dessus, une réduction ou une relocalisation des surfaces urbanisables soit étudiée, dans la mesure où les relativement faibles superficies en jeu le permettent ».*

### **Avis de Castelnau-le-Lez**

Le conseil municipal émet un avis favorable avec les recommandations suivantes :

- « - Garantir la liberté de déplacements avec la mise en place d'une offre de desserte de transport en commun performante et efficace, et favoriser les déplacements doux,
- Permettre le développement économique en favorisant le développement des technologies du numérique sur le secteur Sud,
- Préserver l'environnement en maintenant des zones tampon vertes maintenues en espaces agricoles,
- Garder une vigilance sur la densification raisonnée liée aux divisions parcellaires,
- Préserver et valoriser le centre historique et urbain et la cohérence du territoire communal. »

### **Avis de Castries**

Le conseil municipal émet un avis favorable en insistant sur deux points :

- « - La mobilité qui doit être au cœur de ce schéma, en développant les déplacements doux et en renforçant l'offre de transport collectif ;
- La diversité des espaces naturels et leur potentiel qui doivent être valorisés pour préserver les espaces agro-naturels. »

### **Avis de Courbonsec**

Le conseil municipal émet un avis favorable mais « regrette que le SCoT révisé ne traduise pas davantage l'engagement métropolitain en faveur d'un renforcement des connexions du territoire Plaine Ouest du territoire avec l'ensemble métropolitain.

Il conviendrait en particulier que :

- le développement et la hiérarchisation des réseaux de transport collectif soit localisés et conçus en adéquation avec le développement et la densification de l'espace urbain du territoire Plaine Ouest, afin en particulier que les habitants de la périphérie ouest de la Métropole bénéficient d'une desserte optimale dans leurs déplacements liés au travail, à l'éducation, aux loisirs ou à tout autre motif ; en effet, dans les projections à court terme, le service des transports en commun ne semble pas évoluer au même rythme que l'attractivité que suscite le secteur ouest métropolitain. Le Conseil Municipal craint, pour les années à venir, une inégalité territoriale du réseau des transports collectifs.
- les infrastructures routières des communes de l'ouest montpelliérain soient mieux adaptées à la nature et à l'importance des déplacements observés ; cet enjeu de renforcement et de diversification du réseau routier local est rendu d'autant plus impérieux que la création prochaine d'un lycée dans la commune de Courbonterral générera des pratiques de déplacement encore plus intenses.

Le Conseil Municipal note enfin une incohérence quant à la limite urbaine déterminée dans le secteur Mas de Bonnet/Mas de Plagnol situé au sud-est du territoire communal, nonobstant le fait que la cartographie du Scot révisé ne soit pas établie avec un degré de précision parcellaire. En effet, une partie de l'actuelle zone U9 du plan local l'urbanisme de la commune, située en pointe sud du Mas de Plagnol, bien que caractérisée par une urbanisation existante ou engagée, n'est pas incluse dans le périmètre des limites urbaines déterminées, tel que celui-ci figure sur le plan du Document d'Orientation et d'Objectifs n°5 du territoire Plaine Ouest ».

### **Avis de Fabrègues**

Le conseil municipal donne un avis favorable avec recommandation « concernant la limite Ouest du secteur touristique du Golf : celle-ci doit être étendue afin de tenir compte de l'ensemble des activités existantes et ainsi permettre de conforter cette zone à enjeux ».

### **Avis de Lavérune**

Le conseil municipal émet un avis favorable avec les réserves suivantes :

- « *La commune refuse d'être intégrée dans le Cœur de Métropole, car la commune ne se retrouve pas dans les critères énoncés dans le PADD pour en faire partie et elle demande que son caractère particulier soit maintenu et relié à la métropole des villages de 2<sup>ème</sup> couronne.*
- *il est demandé que les limites des zones à urbaniser soient limitées aux parcelles nommément désignées, l'épaisseur du trait devant se situer à l'intérieur de celles-ci.*
- *la commune se réserve la possibilité de retirer la création de la zone à bâtir près de l'agriparc et de conserver la totalité du foncier concerné en zone agricole en fonction du déroulement des opérations d'approbation du SCoT ».*

### **Avis de Montferrier-sur-Lez**

Le conseil municipal rappelle les remarques qui ont été formulées lors du débat sur les orientations du projet de PADD établi dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la Métropole.

A l'issue de cette phase de consultation administrative, le dossier d'enquête public (comprenant les avis des institutions consultées et de l'AE) a été mis à disposition du public.

### **3.2. Synthèse des avis émis par le public**

Le public s'est exprimé sur les nombreux thèmes liés à la planification de l'aménagement de l'espace. Si la majorité des sujets concernent le SCoT, une partie d'entre eux relève d'autres politiques publiques (PLH, PLUi, PDU, pouvoir de police du maire...). Les thématiques relevant du SCoT et ayant fait l'objet du plus grand nombre d'observations sont les suivantes :

#### **Planification de l'urbanisation**

Plusieurs contributeurs se sont inquiétés des impacts potentiels de l'urbanisation sur l'environnement, les terres agricoles ou l'accroissement des risques.

Cette crainte s'est particulièrement fait sentir sur l'extension urbaine des « Hauts de Lattes » (pétition de 964 signataires), l'extension urbaine de Sablassou à Castlenau-le-Lez (avec notamment une pétition de 280 habitants) et sur les extensions urbaines au nord de Vendargues (Maumarin, Les Routous, Les Perrières, Las Candillargues, entrée de ville nord).

Certains contributeurs insistent sur le rôle du réinvestissement urbain de façon à limiter la consommation d'espace, quand d'autres souhaitent moins de densification.

On note une attention particulière pour une bonne intégration paysagère et environnementale de ces projets, à travers notamment la préservation des espaces verts et la création d'une « ceinture verte » autour de Montpellier.

#### **Préservation des terres agricoles**

Des contributeurs se sont intéressés à la question de la consommation foncière, avec notamment la volonté de préserver et de valoriser les terres agricoles.

Ainsi, des outils pour garantir la pérennité des terres agricoles, tels que les PAEN (Périmètres de Protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains), ont été identifiés par plusieurs particuliers et associations.

#### **Gestion des déplacements**

De nombreux contributeurs, en particulier ceux qui se déplacent de la Plaine Ouest vers Montpellier, réclament un renforcement des réseaux de transport, tous modes confondus (transport en commun, modes actifs et routes), afin de limiter le temps passé à se déplacer.

Ces derniers ont le sentiment du subir un décalage entre la livraison des programmes immobiliers et la création des nouvelles infrastructures.

### Projets sur la commune de Lattes

964 signataires d'un courrier-pétition ont demandé des ajustements sur les extensions urbaines prévues sur la commune de Lattes. Il s'agit notamment de l'extension urbaine « Les Hauts de Lattes » qu'ils considèrent comme incompatible avec la loi Littoral. Ils attachent également une attention à l'extension urbaine de Maurin, jugée trop dense.

### Relocalisation du stade communal de Villeneuve-lès-Maguelone

De nombreux contributeurs ont profité de l'enquête publique du SCoT pour demander l'abandon du projet de relocalisation du stade de Villeneuve-lès-Maguelone du centre-ville vers la future extension urbaine.

A partir des remarques formulées à l'occasion de la consultation administrative et de l'enquête publique, la commission d'enquête a retenu celles qu'elle a jugé importantes.

## 4. Traitement de l'avis de la Commission d'Enquête

En premier lieu et de manière générale, la commission d'enquête (CE) *« considère que les quatre ambitions affichées par la Métropole sont vertueuses dans l'absolu. A savoir :*

- *Un projet de territoire bâti sur une vision large et partagée ;*
- *Un projet pour développer la métropole de manière économe de son espace fragile et précieux ;*
- *Un projet qui intègre les sept piliers stratégiques du développement de la métropole (la santé, le numérique, la mobilité et les transports, l'agroécologie et l'alimentation, la culture, le patrimoine et l'université, le commerce et l'artisanat) ;*
- *Des axes partagés avec les territoires voisins. L'ensemble des orientations est structuré dans trois défis principaux : « protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles, structurer une armature urbaine et les déplacements qui y sont associés, répondre aux besoins de logement et de développement économique ».*

La commission d'enquête considère également *« que le projet de révision du SCoT, en tant que document intégrateur, respecte, prend en compte et est compatible avec l'ensemble des politiques nationales (textes réglementaires, documents de rang supérieur, codes de l'urbanisme et de l'environnement, ...) et leurs déclinaisons régionales ou locales (SDAGE, SAGE, PGRI, SRC(A)E, SCE-LR, etc.).*

*La CE considère également que le projet de révision du SCoT de 3M présente bien, à l'échelle intercommunale, les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement (développement durable en matière d'urbanisme, de densité de constructions, d'habitat (logements privés et logements sociaux), de développement économique et d'équipements commerciaux, de transports collectifs et de déplacement des personnes, de grands équipements, de protection de l'agriculture et de l'environnement comme des corridors écologiques et biologiques, de prévention/protection contre les risques, de protection des paysages,...pour une période de 21 ans dans le cas présent. En ce sens ce SCoT est bien un outil global de planification stratégique.*

*La CE a de plus constaté que, dans une logique de développement et de gestion durables des territoires, le projet de révision du SCoT de 3M donne bien un cadre de référence en définissant les grands équilibres de gestion des espaces à respecter, entre espaces urbains, naturels sensibles et agricoles - à préserver et à valoriser - dans le cadre d'un aménagement durable, et il identifie ainsi les sites urbains et économiques à développer pour accueillir habitants, activités, emplois, transports, équipements, infrastructures, usagers et visiteurs du territoire..., dans l'optique du futur PLUi. »*

Sur la forme, d'après la commission d'enquête, *« l'ensemble des documents est de bonne qualité et démontre un très gros et sérieux travail d'élaboration »* il apparaît toutefois que *« le volume, la technicité*

*des informations à intégrer, et la complexité des thèmes abordés ne facilitent pas leur analyse par le grand public pour s'exprimer sur les problèmes de fond ». A ce sujet, elle reconnaît à que « le cadre juridique du SCoT rend ce type de document de plus en plus complexe ».*

En second lieu, la commission d'enquête a formulé des remarques et des recommandations au regard des modifications que la Métropole s'est engagée à apporter dans le Mémoire en Réponse. L'ensemble des modifications exposées dans le Mémoire en Réponse contribue ainsi à améliorer la qualité du projet, sans remettre en cause son économie générale, ni les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie la version arrêtée en 2018.

Ces remarques et recommandations sont traitées dans l'annexe 1 de la présente délibération, en classant :

- les motivations ayant conduit aux principales évolutions du SCoT arrêté, au regard des observations de la commission d'enquête qui reprennent notamment les observations de l'Etat et les recommandations de l'Autorité environnementale ;
- les observations sur le rapport au PLUi et la formulation des orientations du SCoT ;
- les observations de la commission d'enquête n'ayant pas généré de modification du document.

Les **principales évolutions**, présentées en première partie de l'annexe 1, peuvent être synthétisées de la manière suivante :

- l'adaptation à la marge de l'armature urbaine ;
- le changement de la dénomination des « Portes Métropolitaines » en « Connexions Métropolitaines » ;
- l'amélioration de la lisibilité de l'articulation entre les dispositions du « socle commun » du DOO relatif aux espace agro-naturels et celles liées aux différentes fonctionnalités de ces espaces ;
- l'apport de précisions pour les prescriptions de la trame verte et bleue ;
- le renforcement de la lisibilité de la démarche Eviter / Réduire / Compenser (ERC) à travers :
  - o la mise en avant des mesures de réduction et d'évitement dans l'évaluation environnementale
  - o l'apport de complément sur les motivations ayant conduit à définir les nouvelles extensions urbaines par rapport au SCoT de 2006,
  - o le renforcement de prescriptions relatives aux modalités de compensation ;
- la réaffirmation du caractère agro-naturel des lisières ;
- l'enrichissement des prescriptions visant à intégrer la prise en compte du grand paysage ;
- l'amélioration de la prise en compte des principes de prévention des risques naturels définis par l'Etat, par l'ajustement des prescriptions et l'adaptation des contours de certaines extensions urbaines ;
- l'amélioration de la déclinaison des dispositions de la loi Littoral et la prise en compte des recommandations de la SRGITEC (Schéma Régional de Gestion Intégrée du Trait de Côte), en portant la bande littorale à 300 m sur le rivage maritime de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- l'ajout de précisions sur les modalités de gestion de la ressource en eau, au regard notamment du développement urbain ;
- l'ajustement des prescriptions sur le développement des énergies renouvelables, en particulier sur le photovoltaïque ;

- l'intégration d'objectifs d'amélioration de la qualité de l'air, issus de la « feuille de route qualité de l'air pour la zone de Montpellier » et l'adaptation d'orientations relatives aux nuisances sonores ;
- l'intégration des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et l'ajout d'objectifs en matière d'organisation de la filière locale de gestion des déchets ;
- l'intégration des éléments du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) ;
- l'ajout de précisions méthodologiques et de compléments sur le bilan de la consommation foncière, ainsi que de corrections portant sur les objectifs de consommation foncière ;
- l'adaptation d'extensions urbaines afin de réduire davantage les effets potentiellement négatifs sur les milieux existants (Les Lignières à Beaulieu, La Lauze à Saint Jean de Védas, Cournonterral Lycée) ;
- l'adaptation des contours de l'« urbanisation existante et engagée » et des « principaux parcs et espaces de loisirs ».

Outre ces principales modifications, l'annexe 2 détaille l'objet de **chaque modification** dans un tableau : « Objet des modifications du document entre l'arrêt et l'approbation ». Ce dernier précise la (ou les) remarque(s) ayant généré chaque modification ainsi que son (ou leurs) auteur(s), et indique, par des renvois, la partie du Tome 2 du rapport de la commission d'enquête qui traite de ce sujet.

Seul un sujet apparaît dans le rapport comme étant de nature à faire l'objet d'une réserve. La commission d'enquête considère que *« le triangle de l'Avranche est [...] un espace cumulant des enjeux environnementaux (risque, renaturation progressive) et une position stratégique. Au regard de l'ensemble de ces enjeux, il semble essentiel de définir des orientations plus précises dans le SCoT qui permettent de préserver le maximum de ce milieu fragile sans nuire à l'intérêt stratégique que cette zone pourrait présenter pour l'avenir. »*

Elle estime ainsi que *« le déclassement total du « Triangle de l'Avranche » ne répond pas à l'objectif n°1 qui est de préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser ».*

Pour conclure, la commission d'enquête émet *« un avis favorable au projet de révision du SCoT de 3M en formulant toutefois une réserve pour maintenir le classement en espace remarquable du Triangle de l'Avranche au sens de la loi Littoral ».*

## 5. Modalités de levée de la réserve de la commission d'enquête

Le SCoT de 2006 a classé le triangle de l'Avranche dans les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral. Les investigations menées lors de la révision du SCoT ont conduit à supprimer cette classification et à choisir d'autres dispositions pour ce secteur qui **cumule des enjeux environnementaux** (risques, renaturation relative, situation entre deux étangs classés en Natura 2000 et en espaces remarquables) et une **position stratégique** :

- à l'interface entre la Métropole et le Pays de l'Or,
- offrant une accessibilité au Canal du Rhône à Sète,
- support d'infrastructures de grandes capacités (D66),
- seul axe potentiel de prolongement d'un TCSP entre le terminus actuel du tramway et les plages.

Ainsi, dans le SCoT arrêté, le *plan DOO* spatialise deux orientations complémentaires :

- une coupure d'urbanisation en application des dispositions de la Loi Littoral, dans lesquelles *« sont exclues toute nouvelle urbanisation, aménagement ou construction nouvelle »* (extrait du DOO arrêté), par exception y sont admis les mêmes dérogations que dans les espaces remarquables, les équipements publics d'infrastructure d'intérêt général répondant à un impératif technique et la reconstruction à l'identique de bâtiments venant à être détruits ou démolis conformément à l'article L111-15 du Code de l'Urbanisme ;



- une liaison écologique en pas japonais à restaurer, dont « *l'objectif est de permettre la mise en œuvre de travaux, installations ou d'aménagements visant à restaurer les continuités écologiques. Cet objectif peut impliquer la création d'éléments naturels nécessaires au renforcement ou à la remise en bon état des fonctionnalités écologiques* » (extrait du DOO arrêté).

Ces deux orientations sont justifiées par le caractère non construit du site et par son **état de dégradation écologique** (zone constituée de remblais, artificialisation ponctuelle, infrastructures fragmentant l'espace).

En effet, le triangle de l'Avranche lui-même n'est pas qualifié d'espace remarquable dans le SCoT arrêté car ce site de remblais ne relève d'aucune protection écologique majeure (Convention Ramsar, site Natura 2000, ZNIEFF type 1) et son classement en ZICO ainsi qu'en ZNIEFF de type 2 ne sont pas dimensionnant (ces zonages sont anciens ou ne caractérisent pas suffisamment les milieux). Toutefois, le SCoT arrêté porte la volonté de **restaurer la fonctionnalité écologique** de cet espace à travers la localisation d'une « liaison écologique en pas japonais à restaurer », la notion de pas japonais étant justifiée par la fragmentation de ce secteur par les infrastructures.

Au regard des observations émises par l'Etat, l'Autorité environnementale et la Commission d'Enquête, il s'agit de définir des orientations dans le SCoT qui permettent d'une part de préserver ce milieu à la naturalité hétérogène et d'autre part de lui permettre d'assurer son rôle dans l'organisation du grand territoire.

Dans le SCoT soumis à l'approbation, il est proposé de :

- **maintenir les deux dispositions** du SCoT arrêté sur le Triangle de l'Avranche : **coupures d'urbanisation et liaison écologique en pas japonais à restaurer** ;
- **classer sa partie à l'est du canal de Pérols en espaces remarquables**, considérant qu'elle est en train de retrouver une naturalité écologique caractéristique du patrimoine littoral et qu'il s'agit de préserver ce territoire commun avec le Pays de l'Or dont le SCoT approuvé a intégré ce classement ;
- **laisser sa partie à l'ouest du canal en dehors des espaces remarquables** compte tenu de son caractère anthropisé, de la présence d'infrastructures dont certaines sont impactantes et de son positionnement stratégique pour gérer des déplacements entre les plages et la Métropole.

\*\*\*\*

Les ajustements apportés au projet de SCoT arrêté pour tenir compte des avis exprimés lors de la phase de consultation administrative et de l'enquête publique, ainsi que du rapport de la commission d'enquête, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet.

Ainsi, le projet de SCoT est prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L. 143-23 du Code de l'urbanisme.

Un amendement au projet de délibération a été déposé par Monsieur Henri ROUILLEAULT, Conseiller métropolitain, élu de la commune de Castelnau-le-Lez. Après examen par le Conseil de Métropole, l'amendement proposé a été soumis à un vote à main levée.

A l'issue d'un vote à main levée, l'amendement a été rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 1 voix  
Contre : 66 voix  
Abstentions : 21 voix

Le projet de SCoT proposé initialement est soumis au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'ensemble des ajustements du dossier de SCoT révisé, exposés dans l'annexe 2 de la présente délibération, au vu des avis formulés, notamment par les personnes publiques associées et par l'Autorité environnementale, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête qui analyse, outre les observations émises par le public durant l'enquête, les avis portés au dossier d'enquête publique, dont les avis de l'Autorité environnementale et ceux des personnes publiques associées, tout particulièrement celui de l'Etat ;
- approuver le Schéma de Cohérence Territoriale tel qu'il est annexé à la présente délibération à l'annexe 3 ;
- dire que conformément aux dispositions de l'article L.143-23 du Code de l'urbanisme, la présente délibération ainsi que le SCoT approuvé, seront tenus à la disposition du public au siège de la Métropole, 50 place Zeus – 34000 Montpellier aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- dire que conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du Code de l'urbanisme la présente délibération sera transmise au Préfet de l'Hérault, fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les Mairies des communes membres concernées et que la mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département de l'Hérault ;
- dire que chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté ;
- dire que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs, conformément à l'article R.5211-41 du CGCT ;
- dire que la présente délibération sera exécutoire deux mois suivants sa transmission à Monsieur le Préfet de l'Hérault si celui-ci n'a pas demandé d'apporter des modifications au document ;
- dire que conformément aux dispositions de l'article L.143-27 du Code de l'urbanisme, la présente délibération ainsi que le SCoT exécutoires, seront transmis aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes comprises dans son périmètre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier le **20 NOV. 2019**

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **22 NOV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Principales évolutions du SCoT arrêté
- Tableau de synthèse
- Projet de SCoT Révisé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Marie-Hélène SANTARELLI

**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Le Crès - Complément à la délibération n°M2019-478 du 30 septembre 2019 - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A l'occasion du Conseil de Métropole du 30 septembre 2019, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Crès a été approuvée par délibération n°M2019-478.

Une précision doit être apportée à cette délibération portant sur la hauteur des bâtiments.

En effet, la délibération approuvée à l'occasion de la séance du 30 septembre 2019, mentionnée que, à la suite de la tenue de l'enquête publique, la commune a retenu une hauteur de bâtiment réduite, passant de 16 mètres à 14 mètres.

Il convient de préciser que cette réduction de hauteur concerne les bâtiments situés en limite Nord du secteur ainsi que deux plots bâtis situés immédiatement au sud, les plus proches de la limite séparative Ouest de la ZAC via Domitia.

Ainsi, les autres bâtiments, non visés par la réduction de hauteur énoncée précédemment, conservent une hauteur de 16 mètres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du complément de la présente délibération à la suite de l'approbation de la mise en compatibilité du PLU du Crès voté en Conseil de Métropole du 30 septembre 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108351-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

PREFECTURE DE L'HERAULT  
ARRIVEE LE :

22 NOV. 2019

BUREAU DU COURRIER

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

# Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU et du zonage pluvial

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

## LE CONTEXTE

Par délibération du 26 septembre 2006, le Conseil municipal de Fabrègues a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation mises en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration du PLU.

Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole. Conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, la Commune a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal, par délibération de son Conseil municipal en date du 06 mars 2018.

Par délibération du 29 mars 2018, le Conseil de Métropole a décidé d'opter pour un contenu modernisé du PLU de Fabrègues.

Montpellier Méditerranée Métropole a tenu, avec la Commune de Fabrègues, des réunions avec les Personnes Publiques Associées (PPA), afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat).

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ont été soumises au débat, ainsi que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme. Le Conseil municipal et le Conseil de Métropole ont débattu sur ces orientations, respectivement le 17 juillet 2018 et le 19 juillet 2018.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis, par délibération en date du 19 mars 2019, un avis favorable sur le bilan de la concertation et le projet de PLU arrêté. Par délibération du 22 mars 2019, le Conseil de Métropole a arrêté le bilan de la concertation et le projet de PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L.153-16, et R.153-6), le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Fabrègues a été notifié aux PPA, le 2 avril 2019, ainsi qu'à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) au titre des articles L.153-12 et L.153-13, et à la Commune de Fabrègues au titre de l'article L.153-15.

Par arrêté n°MAR2019-0184 du 25 juillet 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du lundi 19 août au vendredi 20 septembre inclus, portant sur le projet d'élaboration du PLU, sur l'élaboration du zonage pluvial et sur la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) concernant l'église Saint Jacques inscrite au titre des Monuments Historiques.

## LE PROJET DE PLU

### LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Les orientations du PADD s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en trois défis déclinés en une quinzaine d'orientations.

#### Défi 1 – Un territoire précieux, un projet acclimaté

- *Valoriser les motifs paysagers et identitaires de la Commune,*
- *Valoriser les fonctions agricoles,*
- *Protéger les espaces naturels et restaurer les continuités écologiques,*
- *Préserver et valoriser la ressource en eau,*
- *Adapter le développement urbain face aux nuisances et aux risques naturels.*



Fabrègues s'inscrit dans le défi d'un territoire précieux, par un projet acclimaté et vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature en intégrant le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme des données essentielles d'un développement urbain et humain harmonieux. Le projet communal vise à préserver et à valoriser les éléments forts du territoire communal comme :

- la vallée du Coulazou (avec le vaste parc urbain qui lui est associée),
- la vaste plaine agricole et nourricière au sein de laquelle un modèle de développement spécifique est préconisé et un grand domaine support potentiel de ferme ressource (Domaine de Mirabeau identifié comme « *pôle agro-écologique d'excellence* »),
- le massif de la Gardiole, important réservoir de biodiversité offrant un cadre paysager de grande qualité à la commune.

## Défi 2 – Un territoire équilibré et efficace

- o *Pérenniser les fonctionnalités et l'identité de Fabrègues au sein de la Plaine Ouest,*
- o *Affirmer une centralité urbaine élargie au-delà du cœur historique,*
- o *Accompagner qualitativement la densification des quartiers résidentiels récents,*
- o *Définir des projets d'extension urbaine qualitatifs,*
- o *Favoriser les déplacements avec le cœur de Métropole,*
- o *Favoriser les déplacements de proximité.*

Au sein du territoire métropolitain, Fabrègues se positionne dans l'*armature urbaine des petites villes et des villages en archipel* identifiée dans le défi « un territoire équilibré et efficace ». Ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace et de préserver les équilibres entre villes et villages. À travers ce défi, la commune porte le projet d'une requalification urbaine globale (voir le projet de « nouvelle centralité élargie » de part et d'autre de l'ancienne RN113 aujourd'hui avenue Georges Clemenceau) accompagnant un développement urbain structuré renforçant la place du centre.

## Défi 3 – Une commune dynamique et attractive

- o *Répondre à l'attractivité et au rayonnement métropolitain,*
- o *Proposer une offre de logements accessible et diversifiée,*
- o *Développer et valoriser les activités économiques,*
- o *Maintenir et renforcer l'offre communale en équipements et en services de proximité.*

À l'image du territoire métropolitain dans lequel elle se situe, Fabrègues est une commune attractive, marquée par une forte dynamique démographique. La commune marque son ambition de répondre efficacement à l'attractivité et au rayonnement de la Métropole en proposant notamment une offre importante et diversifiée en matière de logements et d'activités économiques.

## **Les secteurs de projets**

Les secteurs de projets du PLU de Fabrègues sont au nombre de 5. Ils concernent à la fois des projets liés à des opérations de logements pour assurer les besoins du projet démographique de la Commune, la création de zones d'activités et la réalisation de projets agricoles.

### **a. Les secteurs de développement en tissu mixte :**

#### Secteur Sud RD613-Fabrique et Garelle :

Accolé au centre la commune, ce site est composé des sites de la Fabrique et de la Garelle, séparés par le chemin de la Chicane. L'ensemble de la zone est situé en continuité de la RD613. Le secteur représente une surface d'environ 9 hectares répartie entre une partie Nord, dite « La Fabrique », et une partie Sud, dite « La Garelle », et correspond à un secteur d'extension du SCoT. Ce secteur est très bien desservi par l'axe routier central de la commune, justifiant ainsi de son attractivité en termes de développement urbain. Ce site est ciblé pour l'extension des espaces urbains, notamment résidentiels. Ces opérations comportant 35% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable) et répondent à la demande en logements dans la commune.

Les grands principes d'aménagement retenus pour l'urbanisation future du secteur sont les suivants :

- **Le traitement paysager de la limite de la ville** : il s'agit de ménager une transition douce, sous la forme d'une haie bocagère et de plantations d'arbres de haute tige, entre l'urbanisation située en limites Sud et Est et les espaces agricoles environnants ;
- **Le traitement qualitatif des « portes d'entrée » sur la RD613** et des connexions entre les nouveaux quartiers Sud et le centre ancien (avec déploiement des modes « doux ») : les deux carrefours qui desservent le chemin de la Fabrique et le chemin rural vers La Chicane seront aménagés pour bien marquer l'accroche des nouveaux quartiers sur l'avenue Georges Clemenceau et distribuer les circulations ;
- **L'intégration paysagère des ensembles bâtis** : les ensembles collectifs notamment (de hauteur limitée à R+2+attique maximum) seront implantés avec un recul important par rapport aux voies et « en éventail » afin de ménager d'importants espaces libres végétalisés entre chaque îlot bâti ;
- **La valorisation de la façade commerciale** : il est prévu de réinvestir l'espace situé au droit du centre commercial avec la création d'un espace public (de type parvis) et d'une nouvelle façade urbaine commerciale.

#### Secteur Puech Long :

Ce site est situé à l'ouest du centre urbain de la commune de Fabrègues. Ce secteur représente une surface d'environ 5 hectares et correspond à un projet d'extension du SCoT. Cette opération comportera 35% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable et répondent à la demande en logements dans la commune.

Les grands principes d'aménagement retenus pour l'urbanisation future du secteur sont les suivants :

- **Le traitement qualitatif des nouvelles limites de la ville** : il s'agit d'assurer un traitement paysager des espaces de transition situés en limites Nord et Ouest des nouveaux quartiers ; la frange urbaine ainsi créée permettra de gérer les conflits d'usage (entre l'urbain et les espaces agro-naturels), en tenant compte également de la proximité des lignes électriques haute tension, pour la frange Ouest ;
- **L'aménagement de la connexion entre les quartiers Ouest et le centre-ville via le chemin d'Agnac** : prévoir la réalisation d'une voie douce afin de faciliter les déplacements vers le centre-ville de Fabrègues ; le prolongement de cet axe et sa connexion sur le chemin de Pica Novès permettra également de desservir l'Ouest de la commune et le secteur de Launac ;
- **L'aménagement d'un espace public structurant marquant l'entrée du nouveau quartier** : accessible depuis le chemin d'Agnac, cet espace public central, autour duquel seront implantés les immeubles collectifs, sera le point d'articulation avec le tissu urbain existant.

#### **b. Les secteurs de développement en tissu économique :**

##### Secteur de l'Écoparc :

Ce secteur couvre une superficie d'environ 16 hectares. Le projet consiste à achever la programmation économique de la ZAC du Collège au sein d'un quartier nommé « Écoparc ». Ce secteur est identifié comme « polarité économique d'équilibre » dans laquelle sont prévus un pôle de services et un équipement sportif.

#### **c. Un projet agricole**

##### L'Agro-Ecopôle Mirabeau :

Le projet prévoit de réhabiliter les bâtiments existants du domaine pour leur redonner leurs fonctions agricoles initiales ainsi que de réaliser des constructions supplémentaires pour accueillir l'ensemble des activités agricoles souhaitées (viticulture, maraîchage, oléiculture, trufficulture, arboriculture, élevage, transformation - brasserie artisanale). Il se décompose en trois ensembles distincts reliés par des chemins existants ou à créer ; le « cœur » du projet, autour du domaine existant, accueille les surfaces de stationnement (perméables et naturelles). La bergerie et les serres maraîchères sont positionnées au Nord du domaine. Le parti d'aménagement retenu pour l'Agro-Ecopôle de Mirabeau exprime une logique d'organisation des activités (et donc des différents éléments du projet) en écosystème. « L'ensemble des activités et des actifs interagissent entre eux et avec la trame écologique du domaine de Mirabeau. Ils échangent des flux de matière, des flux de connaissances, des flux financiers et ils mutualisent des moyens. (...) »

## **LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

Parallèlement à l'élaboration du PLU, au regard notamment de la prise en compte du changement climatique et d'améliorer la résilience du territoire, un projet de zonage d'assainissement pluvial a été réalisé sur la base d'une étude conduite par la Commune en 2013, afin de répondre aux enjeux de ruissellement urbain.

L'étude s'est déroulée en trois phases pour aboutir à la réalisation d'un zonage et des propositions de prescriptions.

- **Phase 1** : Etat des lieux de l'assainissement pluvial : elle a été consacrée à la collecte des informations existantes concernant le fonctionnement du réseau pluvial et notamment les témoignages des riverains sur le fonctionnement du réseau lors d'événements pluvieux. Un plan du réseau pluvial a ainsi été établi.
- **Phase 2** : Diagnostic de l'assainissement pluvial : Sur la base du plan du réseau établi lors de la phase précédente et des levés topographiques, une modélisation du réseau a été réalisée et a permis d'établir les risques de défaillance des différentes branches du réseau, c'est-à-dire les périodes de retour de l'insuffisance du réseau.
- **Phase 3** : Elaboration du zonage pluvial : Sur la base du diagnostic du réseau ainsi que des enjeux, des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales ont été établies selon deux types de zones.

La mise à l'enquête du zonage d'assainissement pluvial s'est déroulée en parallèle de l'enquête publique du PLU, soit du lundi 19 août au vendredi 20 septembre 2019.

## **LE PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS**

La loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA). Les PDA ont été insérés dans le Code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux effectifs enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain. En ce sens, ils participent à une meilleure protection du monument historique concerné et des espaces qui participent de son environnement que les rayons de protection de 500 mètres.

Ces PDA obéissent à la même logique que les anciens périmètres de protection adaptés/modifiés en s'affranchissant de la distance de 500 mètres, pour déterminer les secteurs qui contribuent réellement à la mise en valeur du monument historique inscrit ou classé. Par conséquent, les PDA peuvent être plus restreints ou plus larges que les périmètres de 500 mètres pour s'adapter aux enjeux caractéristiques de chaque secteur concerné.

Par courrier du 5 juillet 2016, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la commune de Fabrègues de son souhait de création d'un Périmètre Délimité des Abords des monuments historique autour de l'église Saint-Jacques. Conformément à l'article R621-93 du Code du patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Commune de Fabrègues pour qu'elle se prononce sur ce périmètre.

La commune de Fabrègues et Montpellier Méditerranée Métropole ont chacune émis un avis favorable sur le projet de création du PDA autour de l'église Saint-Jacques, par délibération respective du 17 juillet 2018 et du 22 mars 2019.

La mise à l'enquête du PDA s'est déroulée du lundi 19 Août au vendredi 20 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU. Il revient maintenant au Préfet de saisir la Métropole pour obtenir un accord formel sur le projet de PDA éventuellement modifié, pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique. La mise à jour du PLU, quant à elle, interviendra ultérieurement à la suite de l'arrêt par le Préfet du PDA autour de l'Eglise Saint-Jacques.

## **LES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

A l'issue de l'enquête publique, Madame le Commissaire enquêteur, désignée par Monsieur le Président du Tribunal administratif, a émis un avis favorable dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 22 octobre 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole :

- Un avis favorable sur le projet de PLU, sous réserves de prendre en compte les modifications proposées par Montpellier Méditerranée Métropole dans le mémoire en réponse, tenant compte de l'ensemble des observations exprimées ;
- Un avis favorable sur le projet de zonage pluvial ;
- Un avis favorable à l'institution du Périmètre Délimité des Abords de l'église Saint-Jacques.

## **LA SYNTHÈSE DE LA PHASE DE CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

### **LES AVIS EXPRIMÉS PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES**

Sept PPA ont émis un avis sur le projet de PLU de la Commune de Fabrègues.

Par courrier en date du 21 mai 2019, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a émis un avis favorable et les observations suivantes :

- Revoir l'écriture de l'article 9 « toitures » les zones UA2 et UA3 ;
- Intégrer des cônes de vue depuis les axes structurants dans l'OAP Secteur Sud ;
- Justifier la notion de frange urbaine et son application réglementaire.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Par courrier en date du 27 Juin 2019, l'Etat a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des points suivants :

#### **Première partie : points essentiels à modifier dans le PLU**

S'agissant de la consommation d'espace :

- Mieux définir et dimensionner les besoins en foncier économique : indiquer les zones AU0 pour une meilleure lisibilité, compléter la justification du besoin du foncier de la zone économique Nord Ecoparc ;
- Mieux définir les enveloppes urbaines.

S'agissant du règlement des zones Agricole et Naturelle :

- Mieux circonscrire la constructibilité des zones Ac et Ar et des secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) ;
- Mieux maîtriser les extensions et annexes des habitations non nécessaires à l'exploitation agricole.

S'agissant des risques naturels :

- Mieux prendre compte le risque inondation : Plan de Prévention des Risques Inondation, Plan de Gestion des Risques d'Inondation, Atlas des Zones Inondables,
- Mieux prendre en compte le risque de ruissellement pluvial,
- Mieux prendre en compte le risque feu de forêt : Obligation Légales de Débroussaillage,
- Mieux prendre en compte les autres risques : risque tempête et rupture de barrage.

S'agissant du Projet d'Intérêt Général de la Ligne Nîmes Montpellier Perpignan, créer un zonage spécifique.

#### **Deuxième partie : points à améliorer**

- Compléter la justification de l'adéquation besoins ressources en matière d'eau potable ;
- Actualiser et mettre à jour les servitudes dans la limite de leur disponibilité ;
- Justifier l'utilisation de la double règle en m2 et en nombre pour la Servitude de Mixité Sociale ;
- Revoir l'écriture de l'article 9 « toitures » les zones UA2 et UA3 ;
- Ajouter des Espaces Boisés Classés sur les boisements communaux ;
- Développer une vraie réflexion pour diminuer l'usage de la voiture ;
- Réévaluer le coefficient d'emprise au sol de la zone UC3e.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU à savoir :

#### Première partie :

S'agissant de la consommation d'espace :

- Reclasser la zone AU0 Nord Ecoparc en zone A, étant donné que ce secteur répond au besoin en foncier économique estimé à l'échelle de la Métropole et de l'Ouest Montpellierain en particulier ; il contribue au besoin en foncier économique à l'échelle de la Métropole, il répond à la demande, et anticipe les besoins à venir dans une situation chronique de pénurie de foncier économique ; cette extension de l'Ecoparc constitue une polarité économique d'équilibre profitant des activités déjà implantées et bénéficiant à ce titre d'un évident effet de mutualisation : services aux entreprises, logistique, desservie par des axes structurants telles que A9, RM613 et la RM 612 proche également.

S'agissant du règlement des zones A et N :

- Retenir un principe d'inconstructibilité des corridors écologiques et circonscrire la constructibilité aux seules extensions mesurées existants, étant donné que les seuils de constructibilité dans l'armature des espaces naturels et agricoles garantissent tout à la fois une dynamique agricole et une fonctionnalité écologique dans le respect des orientations du SCoT révisé.

S'agissant des dispositions du règlement des zones AU,

- Imposer la réalisation de haie anti-dérives dans le règlement et pas seulement dans les OAP, étant donné que la prescription a été privilégiée sur les zones AU et non sur les zones U au regard de la typologie du bâti et que le PLU rappelle les dispositions du SCoT révisé et le principe de frange urbaine.

#### Deuxième partie :

S'agissant du patrimoine archéologique :

- Rajouter la carte et l'inventaire en annexe au règlement, étant donné que cela constituerait une annexe informative non prévue au Code de l'urbanisme et contraire au Code de l'environnement.

S'agissant des autres risques-gonflement d'argile :

- Ajouter une annexe informative au règlement, vu que cette indication est faite dans l'état initial de l'environnement et étant donné que cela constituerait une annexe informative non prévue au Code de l'urbanisme et contraire au Code de l'environnement.

Par courrier en date du 02 juillet 2019, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Occitanie a émis des recommandations :

- Compléter le PLU pour répondre aux attentes de l'article R151-3 du Code de l'urbanisme en présentant des solutions de substitution examinées et les raisons des choix effectués dans le PLU, en particulier en matière d'ouverture à l'urbanisation,
- Présenter les zonages de protection environnementale sur une carte facilement lisible par le public,
- Compléter en conséquence le résumé non technique par la présentation des étapes de la démarche itérative d'évaluation environnementale et l'ensemble des mesures qui ont permis d'éviter et réduire les impacts sur l'environnement,
- Compléter le rapport de présentation par une évaluation des impacts du projet de PLU sur les espèces faisant l'objet d'un PNA et de proposer le cas échéant les mesures d'évitement et de réduction appropriées,
- Justifier la compatibilité du PLU avec le SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, particulièrement en ce qui concerne le projet d'accueil démographique et l'ambition de préservation des espaces « agro-naturels »,
- Compléter l'analyse de la consommation d'espaces sur la période 2015/2018,
- Préciser la consommation d'espace hors projet exceptionnel sur la période 2005/2015,
- Préciser si les projets d'infrastructures supra-communales ont été intégrés dans les hypothèses de consommation d'espace à échéance 2030,
- Proposer toutes les mesures appropriées pour éviter, réduire les impacts sur la biodiversité et les espèces protégées identifiées sur les secteurs de la fabrique et de la Garelle, Puech Long et la zone AU0 au Nord de l'Ecoparc,
- Traduire les enjeux de la trame verte et bleue de la commune dans le règlement afin d'assurer la pérennité et la fonctionnalité de la structure retenue,
- Fournir en annexe du PLU une attestation du SBL afin de garantir la bonne adéquation entre la ressource en eau potable et les besoins de la commune,
- Mettre à jour la liste des servitudes AS1 et actualiser le plan des servitudes en conséquence,

- Vérifier d'un point de vue environnemental que le projet de PLU reste cohérent avec les dispositions réglementaires de ces servitudes,
- Démontrer que le projet d'urbanisation prend en compte les enjeux d'imperméabilisation et ses conséquences afin d'éviter toute augmentation du ruissellement, et qu'il n'entraînera de dégradation de la qualité des eaux.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Par courrier en date du 02 juillet 2019, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault a émis un avis favorable et des observations sur le projet d'élaboration du PLU :

- Intégrer la carte des périmètres irrigables présenté lors de la CDPENAF,
- Reprendre la carte d'occupations des sols agricoles interprétation erronée du RPG2017 (Recensement Parcellaire Graphique),
- Supprimer des STECAL sachant qu'un zonage spécifique semble plus à même de garantir le projet agricole,
- Classer la centrale photovoltaïque dans zonage spécifique autre qu'agricole.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU à savoir :

- Retirer l'extension d'urbanisation de la zone de l'Ecoparc, étant donné que ce secteur contribue au besoin en foncier économique à l'échelle de la Métropole, répond à la demande, et anticipe les besoins à venir dans une situation chronique de pénurie de foncier économique.
- Revoir les seuils de constructibilité en zone agricole et naturelle, étant donné que les seuils de constructibilité dans l'armature des espaces naturels et agricoles garantissent tout à la fois les moyens d'une dynamique agricole et une fonctionnalité écologique dans le respect des orientations du SCoT révisé.

Par courrier en date du 3 juillet 2019, le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie n'a pas émis d'avis mais une observation : supprimer les espaces boisés classés (EBC) contraires à la gestion durable des surfaces boisées.

Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU étant donné que les différents dispositifs administratifs, tant du point de vue du Code de l'urbanisme et du Code forestier, sont des garanties essentielles à la préservation des espaces boisés.

Par courrier en date du 04 juillet 2019, le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable et des remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- Compléter les prescriptions réglementaires pour les zones humides, berges de cours d'eau et ripisylves repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme,
- Prise en compte du Plan de Gestion de la Ressource en Eau afin de s'assurer que les vocations du territoire soient en adéquation avec la disponibilité de la ressource en eau,
- Actualiser les données de captages.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU :

- Réduire les extensions d'urbanisation, étant donné que ces secteurs ont été délimités en fonction des besoins économique et démographique. Le secteur « Nord Ecoparc » contribue au besoin en foncier économique à l'échelle de la Métropole. Il répond à la demande, et anticipe les besoins à venir dans une situation chronique de pénurie. De plus les délimitations des zones à urbaniser mixtes ont été réalisées au plus juste en fonction des besoins identifiés pour la Commune de Fabrègues à l'horizon 2030, en vue notamment de l'atteinte des objectifs de production de logements du PLH 2019/2024.

Par courrier en date du 17 juillet 2019, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturelles, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), a émis un avis favorable et des remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- Revoir la distance d'implantation des annexes,
- Revoir la hauteur des annexes pour limiter l'impact dans le paysage,
- Supprimer l'outil STECAL qui paraît être inadapté au projet d'Agro Ecopôle,
- Proposer un sous zonage spécifique au regard des projets recensés.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU à savoir :

- Démontrer l'efficacité de la double limite fixée en surface de plancher (SDP) et part (pourcentage) de l'emprise au sol existant pour limiter les extensions nouvelles en secteur A et N, étant donné que la double règle proposée est adaptée pour remplir les objectifs de limitation de consommation foncière tout en assurant l'équilibre entre les différentes constructions existantes.

### **LES OBSERVATIONS EXPRIMEES PAR LE PUBLIC**

Dans son procès-verbal de synthèse Madame le Commissaire enquêteur a recensé 57 (y compris les observations en doublons) interventions du public, comprenant les observations inscrites sur les registres d'enquête mis à la disposition du public à la Mairie de Fabrègues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, puis celles adressées par courriels et documents remis en mains propres lors des permanences :

- Plusieurs observations concernant des parcelles (AE0013, AE0016, AE0021, AE 0027, AE168) à la limite de la zone UC3c au bord de l'ancien lit du Coulazou : demande de plusieurs pétitionnaires de revoir la limite de la zone UC3c ;
- Une observation concernant le secteur « UC3a » : demande d'adaptation des règles de stationnement sur le secteur de la gare ;
- Une observation sur la délimitation de la zone Nr dans le secteur du Moulin du Trou ;
- Une observation concernant la problématique des transports et des projets d'infrastructures prévues sur le territoire.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

- Plusieurs observations concernant le secteur « Puech Long » : des observations sur la bonne gestion hydraulique du futur quartier, des demandes de précisions sur l'aménagement d'ensemble du quartier et l'intégration paysagère des bâtiments collectifs qui y seront réalisés.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du PLU, mais il a été précisé que le secteur fait l'objet d'un aménagement d'ensemble couvert par des principes d'aménagement permettant de garantir le bon fonctionnement du nouveau quartier tant par son insertion paysagère que par le traitement des aménagements hydrauliques.

- Trois observations sur le projet de création de l'Aire de Grand Passage.

Ces observations n'ont pas donné lieu à de modification du PLU mais il a été précisé la nécessité réglementaire de réaliser des aires de grands passage sur le territoire et il a été expliqué leur mode de gestion.

- Une observation concernant le classement de la parcelle AE32 en zone Naturelle.  
Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que cette parcelle se situe en zone bleue du PPRI et que la parcelle est souvent inondée en cas de forte pluie. Il a été précisé qu'en dehors du tissu urbain existant, les parcelles non construites et entièrement soumises à la zone bleue du PPRI ont été classées en zone A ou N, par principe de précaution. De plus il a été précisé que cette parcelle non construite participait à la zone naturelle tampon entre la vallée du Coulazou et les quartiers urbanisés (en entrée de ville).

- Une observation concernant le classement de la parcelle CH10 en zone Ar.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que cette parcelle se situe au-delà du secteur identifié en « urbanisation existante et engagée » du SCoT révisé et qu'elle est concernée par la déclinaison des réservoirs biodiversité (trame verte et bleue).

- Deux observations concernant les Obligations Légales de Débroussaillage.

Ces observations n'ont pas fait l'objet de modification du PLU, mais il a été précisé le cadre réglementaire de l'application des obligations légales de débroussaillage.

- Une observation sur la constructibilité des extensions des bâtiments existants en zone Agricole et Naturelle.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que la double règle proposée est adaptée pour remplir les objectifs de limitation de consommation foncière tout en assurant l'équilibre entre les différentes constructions existantes.

- Une observation sur la notion d'inconstructibilité dans la zone N Réservoir.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que les seuils de constructibilité dans l'armature des espaces naturels et agricoles garantissent tout à la fois une dynamique agricole et une fonctionnalité écologique.

- Des observations sur les périmètres des zones secteur Sud AUC3b (parcelles AH2 et AH4) et Puech Long AUC3c (parcelles BX69, BX70, BX71).

Ces observations n'ont pas fait l'objet de modification, étant donné que les délimitations des zones à urbaniser ont été réalisées au plus juste en fonction des besoins identifiés pour la Commune de Fabrègues à l'horizon 2030, en vue de l'atteinte des objectifs de production de logements du PLH 2019/2024 et dans le respect des objectifs de modération de la consommation foncière.

- Une observation concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que le zonage d'eaux usées est présent en annexe du PLU et qu'il affiche les trois zones : assainissement collectif, assainissement collectif futur et assainissement non collectif.

- Plusieurs demandes d'information concernant la localisation de parcelles dans le projet de zonage et des règles afférentes.

Ces observations n'ont pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné qu'il s'agissait d'une demande de renseignement sur la constructibilité des parcelles concernées. Il a été rappelé pour chaque demande le zonage et les règles appropriées au cas par cas.

#### Observations en dehors du champ de l'enquête publique :

- Une observation concernant l'aménagement de voirie (élargissement de trottoir),
- Une observation concernant l'aménagement de la digue dans le cadre du PAPI (Programme d'Action de Prévention des Inondations).

Aucune observation n'a été émise concernant le Périmètre Délimité des Abords et le zonage d'assainissement pluvial.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal dressé par le Commissaire enquêteur.

### **LES MODIFICATIONS ENTRE L'ARRET ET L'APPROBATION**

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Fabrègues pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées (PPA), des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur. L'ensemble de ces modifications contribuent ainsi à améliorer la qualité du projet sans remettre en cause son économie générale, ni les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie la version arrêtée du 22 mars 2019.

L'annexe à la délibération détaille l'objet de chaque modification dans un tableau « objet des modifications du document entre l'arrêt et l'approbation ». Ce dernier précise la remarque ayant généré la modification.

En compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les principales évolutions du PLU peuvent être synthétisées de la manière suivante :

#### **S'agissant de la consommation foncière et de la définition des besoins :**

- L'amélioration de la justification de l'objectif de croissance démographique et des surfaces d'extensions urbaine tant au niveau du foncier économique que des zones mixtes,



- L'augmentation du coefficient d'emprise au sol cohérent au regard de la densification potentielle en zone UC3e,
- Une amélioration de la lisibilité des vocations des zones à urbaniser bloquées en indiquant le zonage et en intégrant dans le règlement le caractère de la zone (mixtes ou économiques), conformément au PADD ;

S'agissant du **patrimoine** :

- Une meilleure protection des espaces boisés,
- Une amélioration du traitement des toitures dans le centre ancien,
- Un accompagnement et une valorisation des cônes de vue sur la Gardiole dans les secteurs à urbaniser ;

S'agissant des **espaces naturels et agricoles**

- L'amélioration de l'explication des dispositifs issus du projet de SCoT dans les zones urbaines et à urbaniser concernant le traitement des interfaces avec les zones A et N,
- Des compléments à la limitation des extensions des bâtiments et du mitage dans l'armature des espaces naturels et agricoles (surfaces de plancher des logements liés à l'exploitation et les distances d'implantation des constructions entre elles),
- Une meilleure préservation de la qualité du paysage agricole en limitant la hauteur des extensions des habitations existantes,
- Une meilleure préservation des terres agricoles en tant qu'outil de production, en interdisant les centrales photovoltaïques au sol et en limitant la surface des équipements d'intérêts collectifs et de services publics en zone de réservoirs et de corridors,
- Le remplacement pour deux secteurs de l'outil STECAL par des zones A indicées permettant la réalisation d'un projet d'intérêt général Agro Ecopôle labellisé par le Ministère de l'Environnement ;

S'agissant des **risques**

- Une meilleure explication dans le PLU de la prise en compte du zonage pluvial,
- Une actualisation des données relatives aux risques naturels et assurer la bonne information des risques auprès du public ;

S'agissant des **transports et déplacements**

- Une meilleure explication dans le PLU une véritable réflexion sur la diminution de la voiture et des moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Conformément à la Charte de Gouvernance, la Commune de Fabrègues, lors de son Conseil municipal du 12 novembre 2019, a émis un avis favorable sur le projet de PLU modifié pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de PLU,
- dire que la délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de Fabrègues,
- dire que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département,
- approuver le zonage d'assainissement pluvial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

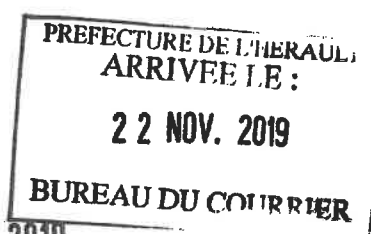
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 21 NOV. 2019

Pour extrait conforme  
le Président



Philippe SAUREL



Publiée le : 22 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

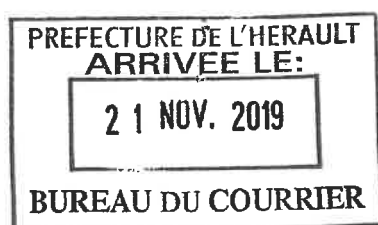
- Tableau de Synthèse\_PLU\_Fabrègues.pdf
- Zonage d'assainissement pluvial
- Dossier PLU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

# Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU et du zonage pluvial

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

## LE CONTEXTE

Par délibération du 26 septembre 2006, le Conseil municipal de Fabrègues a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation mises en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration du PLU.

Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole. Conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, la Commune a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal, par délibération de son Conseil municipal en date du 06 mars 2018.

Par délibération du 29 mars 2018, le Conseil de Métropole a décidé d'opter pour un contenu modernisé du PLU de Fabrègues.

Montpellier Méditerranée Métropole a tenu, avec la Commune de Fabrègues, des réunions avec les Personnes Publiques Associées (PPA), afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat).

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ont été soumises au débat, ainsi que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme. Le Conseil municipal et le Conseil de Métropole ont débattu sur ces orientations, respectivement le 17 juillet 2018 et le 19 juillet 2018.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis, par délibération en date du 19 mars 2019, un avis favorable sur le bilan de la concertation et le projet de PLU arrêté. Par délibération du 22 mars 2019, le Conseil de Métropole a arrêté le bilan de la concertation et le projet de PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L.153-16, et R.153-6), le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Fabrègues a été notifié aux PPA, le 2 avril 2019, ainsi qu'à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) au titre des articles L.153-12 et L.153-13, et à la Commune de Fabrègues au titre de l'article L.153-15.

Par arrêté n°MAR2019-0184 du 25 juillet 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du lundi 19 août au vendredi 20 septembre inclus, portant sur le projet d'élaboration du PLU, sur l'élaboration du zonage pluvial et sur la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) concernant l'église Saint Jacques inscrite au titre des Monuments Historiques.

## LE PROJET DE PLU

### LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Les orientations du PADD s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en trois défis déclinés en une quinzaine d'orientations.

#### Défi 1 – Un territoire précieux, un projet acclimaté

- o *Valoriser les motifs paysagers et identitaires de la Commune,*
- o *Valoriser les fonctions agricoles,*
- o *Protéger les espaces naturels et restaurer les continuités écologiques,*
- o *Préserver et valoriser la ressource en eau,*
- o *Adapter le développement urbain face aux nuisances et aux risques naturels.*

Fabrègues s'inscrit dans le défi d'un territoire précieux, par un projet acclimaté et vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature en intégrant le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme des données essentielles d'un développement urbain et humain harmonieux. Le projet communal vise à préserver et à valoriser les éléments forts du territoire communal comme :

- la vallée du Coulazou (avec le vaste parc urbain qui lui est associée),
- la vaste plaine agricole et nourricière au sein de laquelle un modèle de développement spécifique est préconisé et un grand domaine support potentiel de ferme ressource (Domaine de Mirabeau identifié comme « pôle agro-écologique d'excellence »),
- le massif de la Gardiole, important réservoir de biodiversité offrant un cadre paysager de grande qualité à la commune.

## Défi 2 – Un territoire équilibré et efficace

- o *Pérenniser les fonctionnalités et l'identité de Fabrègues au sein de la Plaine Ouest,*
- o *Affirmer une centralité urbaine élargie au-delà du cœur historique,*
- o *Accompagner qualitativement la densification des quartiers résidentiels récents,*
- o *Définir des projets d'extension urbaine qualitatifs,*
- o *Favoriser les déplacements avec le cœur de Métropole,*
- o *Favoriser les déplacements de proximité.*

Au sein du territoire métropolitain, Fabrègues se positionne dans l'*armature urbaine des petites villes et des villages en archipel* identifiée dans le défi « un territoire équilibré et efficace ». Ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace et de préserver les équilibres entre villes et villages. À travers ce défi, la commune porte le projet d'une requalification urbaine globale (voir le projet de « nouvelle centralité élargie » de part et d'autre de l'ancienne RN113 aujourd'hui avenue Georges Clemenceau) accompagnant un développement urbain structuré renforçant la place du centre.

## Défi 3 – Une commune dynamique et attractive

- o *Répondre à l'attractivité et au rayonnement métropolitain,*
- o *Proposer une offre de logements accessible et diversifiée,*
- o *Développer et valoriser les activités économiques,*
- o *Maintenir et renforcer l'offre communale en équipements et en services de proximité.*

À l'image du territoire métropolitain dans lequel elle se situe, Fabrègues est une commune attractive, marquée par une forte dynamique démographique. La commune marque son ambition de répondre efficacement à l'attractivité et au rayonnement de la Métropole en proposant notamment une offre importante et diversifiée en matière de logements et d'activités économiques.

## **Les secteurs de projets**

Les secteurs de projets du PLU de Fabrègues sont au nombre de 5. Ils concernent à la fois des projets liés à des opérations de logements pour assurer les besoins du projet démographique de la Commune, la création de zones d'activités et la réalisation de projets agricoles.

### **a. Les secteurs de développement en tissu mixte :**

#### Secteur Sud RD613-Fabrique et Garelle :

Accolé au centre la commune, ce site est composé des sites de la Fabrique et de la Garelle, séparés par le chemin de la Chicane. L'ensemble de la zone est situé en continuité de la RD613. Le secteur représente une surface d'environ 9 hectares répartie entre une partie Nord, dite « La Fabrique », et une partie Sud, dite « La Garelle », et correspond à un secteur d'extension du SCoT. Ce secteur est très bien desservi par l'axe routier central de la commune, justifiant ainsi de son attractivité en termes de développement urbain. Ce site est ciblé pour l'extension des espaces urbains, notamment résidentiels. Ces opérations comportant 35% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable) et répondent à la demande en logements dans la commune.

Les grands principes d'aménagement retenus pour l'urbanisation future du secteur sont les suivants :

- **Le traitement paysager de la limite de la ville** : il s'agit de ménager une transition douce, sous la forme d'une haie bocagère et de plantations d'arbres de haute tige, entre l'urbanisation située en limites Sud et Est et les espaces agricoles environnants ;
- **Le traitement qualitatif des « portes d'entrée » sur la RD613** et des connections entre les nouveaux quartiers Sud et le centre ancien (avec déploiement des modes « doux ») : les deux carrefours qui desservent le chemin de la Fabrique et le chemin rural vers La Chicane seront aménagés pour bien marquer l'accroche des nouveaux quartiers sur l'avenue Georges Clemenceau et distribuer les circulations ;
- **L'intégration paysagère des ensembles bâtis** : les ensembles collectifs notamment (de hauteur limitée à R+2+attique maximum) seront implantés avec un recul important par rapport aux voies et « en éventail » afin de ménager d'importants espaces libres végétalisés entre chaque îlot bâti ;
- **La valorisation de la façade commerciale** : il est prévu de réinvestir l'espace situé au droit du centre commercial avec la création d'un espace public (de type parvis) et d'une nouvelle façade urbaine commerciale.

#### Secteur Puech Long :

Ce site est situé à l'ouest du centre urbain de la commune de Fabrègues. Ce secteur représente une surface d'environ 5 hectares et correspond à un projet d'extension du SCoT. Cette opération comportera 35% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable et répondent à la demande en logements dans la commune.

Les grands principes d'aménagement retenus pour l'urbanisation future du secteur sont les suivants :

- **Le traitement qualitatif des nouvelles limites de la ville** : il s'agit d'assurer un traitement paysager des espaces de transition situés en limites Nord et Ouest des nouveaux quartiers ; la frange urbaine ainsi créée permettra de gérer les conflits d'usage (entre l'urbain et les espaces agro-naturels), en tenant compte également de la proximité des lignes électriques haute tension, pour la frange Ouest ;
- **L'aménagement de la connexion entre les quartiers Ouest et le centre-ville via le chemin d'Agnac** : prévoir la réalisation d'une voie douce afin de faciliter les déplacements vers le centre-ville de Fabrègues ; le prolongement de cet axe et sa connexion sur le chemin de Pica Novès permettra également de desservir l'Ouest de la commune et le secteur de Launac ;
- **L'aménagement d'un espace public structurant marquant l'entrée du nouveau quartier** : accessible depuis le chemin d'Agnac, cet espace public central, autour duquel seront implantés les immeubles collectifs, sera le point d'articulation avec le tissu urbain existant.

#### **b. Les secteurs de développement en tissu économique :**

##### Secteur de l'Ecoparc :

Ce secteur couvre une superficie d'environ 16 hectares. Le projet consiste à achever la programmation économique de la ZAC du Collège au sein d'un quartier nommé « Ecoparc ». Ce secteur est identifié comme « polarité économique d'équilibre » dans laquelle sont prévus un pôle de services et un équipement sportif.

#### **c. Un projet agricole**

##### L'Agro-Ecopôle Mirabeau :

Le projet prévoit de réhabiliter les bâtiments existants du domaine pour leur redonner leurs fonctions agricoles initiales ainsi que de réaliser des constructions supplémentaires pour accueillir l'ensemble des activités agricoles souhaitées (viticulture, maraîchage, oléiculture, trufficulture, arboriculture, élevage, transformation - brasserie artisanale). Il se décompose en trois ensembles distincts reliés par des chemins existants ou à créer ; le « cœur » du projet, autour du domaine existant, accueille les surfaces de stationnement (perméables et naturelles). La bergerie et les serres maraîchères sont positionnées au Nord du domaine. Le parti d'aménagement retenu pour l'Agro-Ecopôle de Mirabeau exprime une logique d'organisation des activités (et donc des différents éléments du projet) en écosystème. « L'ensemble des activités et des actifs interagissent entre eux et avec la trame écologique du domaine de Mirabeau. Ils échangent des flux de matière, des flux de connaissances, des flux financiers et ils mutualisent des moyens. (...) »

## **LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

Parallèlement à l'élaboration du PLU, au regard notamment de la prise en compte du changement climatique et d'améliorer la résilience du territoire, un projet de zonage d'assainissement pluvial a été réalisé sur la base d'une étude conduite par la Commune en 2013, afin de répondre aux enjeux de ruissellement urbain.

L'étude s'est déroulée en trois phases pour aboutir à la réalisation d'un zonage et des propositions de prescriptions.

- **Phase 1** : Etat des lieux de l'assainissement pluvial : elle a été consacrée à la collecte des informations existantes concernant le fonctionnement du réseau pluvial et notamment les témoignages des riverains sur le fonctionnement du réseau lors d'événements pluvieux. Un plan du réseau pluvial a ainsi été établi.
- **Phase 2** : Diagnostic de l'assainissement pluvial : Sur la base du plan du réseau établi lors de la phase précédente et des levés topographiques, une modélisation du réseau a été réalisée et a permis d'établir les risques de défaillance des différentes branches du réseau, c'est-à-dire les périodes de retour de l'insuffisance du réseau.
- **Phase 3** : Elaboration du zonage pluvial : Sur la base du diagnostic du réseau ainsi que des enjeux, des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales ont été établies selon deux types de zones.

La mise à l'enquête du zonage d'assainissement pluvial s'est déroulée en parallèle de l'enquête publique du PLU, soit du lundi 19 août au vendredi 20 septembre 2019.

## **LE PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS**

La loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA). Les PDA ont été insérés dans le Code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux effectifs enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain. En ce sens, ils participent à une meilleure protection du monument historique concerné et des espaces qui participent de son environnement que les rayons de protection de 500 mètres.

Ces PDA obéissent à la même logique que les anciens périmètres de protection adaptés/modifiés en s'affranchissant de la distance de 500 mètres, pour déterminer les secteurs qui contribuent réellement à la mise en valeur du monument historique inscrit ou classé. Par conséquent, les PDA peuvent être plus restreints ou plus larges que les périmètres de 500 mètres pour s'adapter aux enjeux caractéristiques de chaque secteur concerné.

Par courrier du 5 juillet 2016, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la commune de Fabrègues de son souhait de création d'un Périmètre Délimité des Abords des monuments historique autour de l'église Saint-Jacques. Conformément à l'article R621-93 du Code du patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Commune de Fabrègues pour qu'elle se prononce sur ce périmètre.

La commune de Fabrègues et Montpellier Méditerranée Métropole ont chacune émis un avis favorable sur le projet de création du PDA autour de l'église Saint-Jacques, par délibération respective du 17 juillet 2018 et du 22 mars 2019.

La mise à l'enquête du PDA s'est déroulée du lundi 19 Août au vendredi 20 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU. Il revient maintenant au Préfet de saisir la Métropole pour obtenir un accord formel sur le projet de PDA éventuellement modifié, pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique. La mise à jour du PLU, quant à elle, interviendra ultérieurement à la suite de l'arrêt par le Préfet du PDA autour de l'Eglise Saint-Jacques.

## **LES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

A l'issue de l'enquête publique, Madame le Commissaire enquêteur, désignée par Monsieur le Président du Tribunal administratif, a émis un avis favorable dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 22 octobre 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole :

- Un avis favorable sur le projet de PLU, sous réserves de prendre en compte les modifications proposées par Montpellier Méditerranée Métropole dans le mémoire en réponse, tenant compte de l'ensemble des observations exprimées ;
- Un avis favorable sur le projet de zonage pluvial ;
- Un avis favorable à l'institution du Périmètre Délimité des Abords de l'église Saint-Jacques.

## **LA SYNTHESE DE LA PHASE DE CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **LES AVIS EXPRIMES PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES**

Sept PPA ont émis un avis sur le projet de PLU de la Commune de Fabrègues.

Par courrier en date du 21 mai 2019, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a émis un avis favorable et les observations suivantes :

- Revoir l'écriture de l'article 9 « toitures » les zones UA2 et UA3 ;
- Intégrer des cônes de vue depuis les axes structurants dans l'OAP Secteur Sud ;
- Justifier la notion de frange urbaine et son application réglementaire.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Par courrier en date du 27 Juin 2019, l'Etat a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des points suivants :

#### **Première partie : points essentiels à modifier dans le PLU**

S'agissant de la consommation d'espace :

- Mieux définir et dimensionner les besoins en foncier économique : indiquer les zones AU0 pour une meilleure lisibilité, compléter la justification du besoin du foncier de la zone économique Nord Ecoparc ;
- Mieux définir les enveloppes urbaines.

S'agissant du règlement des zones Agricole et Naturelle :

- Mieux circonscrire la constructibilité des zones Ac et Ar et des secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) ;
- Mieux maîtriser les extensions et annexes des habitations non nécessaires à l'exploitation agricole.

S'agissant des risques naturels :

- Mieux prendre compte le risque inondation : Plan de Prévention des Risques Inondation, Plan de Gestion des Risques d'Inondation, Atlas des Zones Inondables,
- Mieux prendre en compte le risque de ruissellement pluvial,
- Mieux prendre en compte le risque feu de forêt : Obligation Légales de Débroussaillage,
- Mieux prendre en compte les autres risques : risque tempête et rupture de barrage.

S'agissant du Projet d'Intérêt Général de la Ligne Nîmes Montpellier Perpignan, créer un zonage spécifique.

#### **Deuxième partie : points à améliorer**

- Compléter la justification de l'adéquation besoins ressources en matière d'eau potable ;
- Actualiser et mettre à jour les servitudes dans la limite de leur disponibilité ;
- Justifier l'utilisation de la double règle en m2 et en nombre pour la Servitude de Mixité Sociale ;
- Revoir l'écriture de l'article 9 « toitures » les zones UA2 et UA3 ;
- Ajouter des Espaces Boisés Classés sur les boisements communaux ;
- Développer une vraie réflexion pour diminuer l'usage de la voiture ;
- Réévaluer le coefficient d'emprise au sol de la zone UC3e.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.



D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU à savoir :

#### Première partie :

S'agissant de la consommation d'espace :

- Reclasser la zone AU0 Nord Ecoparc en zone A, étant donné que ce secteur répond au besoin en foncier économique estimé à l'échelle de la Métropole et de l'Ouest Montpellierain en particulier ; il contribue au besoin en foncier économique à l'échelle de la Métropole, il répond à la demande, et anticipe les besoins à venir dans une situation chronique de pénurie de foncier économique ; cette extension de l'Ecoparc constitue une polarité économique d'équilibre profitant des activités déjà implantées et bénéficiant à ce titre d'un évident effet de mutualisation : services aux entreprises, logistique, desservie par des axes structurants telles que A9, RM613 et la RM 612 proche également.

S'agissant du règlement des zones A et N :

- Retenir un principe d'inconstructibilité des corridors écologiques et circonscrire la constructibilité aux seules extensions mesurées existants, étant donné que les seuils de constructibilité dans l'armature des espaces naturels et agricoles garantissent tout à la fois une dynamique agricole et une fonctionnalité écologique dans le respect des orientations du SCoT révisé.

S'agissant des dispositions du règlement des zones AU,

- Imposer la réalisation de haie anti-dérives dans le règlement et pas seulement dans les OAP, étant donné que la prescription a été privilégiée sur les zones AU et non sur les zones U au regard de la typologie du bâti et que le PLU rappelle les dispositions du SCoT révisé et le principe de frange urbaine.

#### Deuxième partie :

S'agissant du patrimoine archéologique :

- Rajouter la carte et l'inventaire en annexe au règlement, étant donné que cela constituerait une annexe informative non prévue au Code de l'urbanisme et contraire au Code de l'environnement.

S'agissant des autres risques-gonflement d'argile :

- Ajouter une annexe informative au règlement, vu que cette indication est faite dans l'état initial de l'environnement et étant donné que cela constituerait une annexe informative non prévue au Code de l'urbanisme et contraire au Code de l'environnement.

Par courrier en date du 02 juillet 2019, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Occitanie a émis des recommandations :

- Compléter le PLU pour répondre aux attentes de l'article R151-3 du Code de l'urbanisme en présentant des solutions de substitution examinées et les raisons des choix effectués dans le PLU, en particulier en matière d'ouverture à l'urbanisation,
- Présenter les zonages de protection environnementale sur une carte facilement lisible par le public,
- Compléter en conséquence le résumé non technique par la présentation des étapes de la démarche itérative d'évaluation environnementale et l'ensemble des mesures qui ont permis d'éviter et réduire les impacts sur l'environnement,
- Compléter le rapport de présentation par une évaluation des impacts du projet de PLU sur les espèces faisant l'objet d'un PNA et de proposer le cas échéant les mesures d'évitement et de réduction appropriées,
- Justifier la compatibilité du PLU avec le SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole, particulièrement en ce qui concerne le projet d'accueil démographique et l'ambition de préservation des espaces « agro-naturels »,
- Compléter l'analyse de la consommation d'espaces sur la période 2015/2018,
- Préciser la consommation d'espace hors projet exceptionnel sur la période 2005/2015,
- Préciser si les projets d'infrastructures supra-communales ont été intégrés dans les hypothèses de consommation d'espace à échéance 2030,
- Proposer toutes les mesures appropriées pour éviter, réduire les impacts sur la biodiversité et les espèces protégées identifiées sur les secteurs de la fabrique et de la Garelle, Puech Long et la zone AU0 au Nord de l'Ecoparc,
- Traduire les enjeux de la trame verte et bleue de la commune dans le règlement afin d'assurer la pérennité et la fonctionnalité de la structure retenue,
- Fournir en annexe du PLU une attestation du SBL afin de garantir la bonne adéquation entre la ressource en eau potable et les besoins de la commune,
- Mettre à jour la liste des servitudes AS1 et actualiser le plan des servitudes en conséquence,

- Vérifier d'un point de vue environnemental que le projet de PLU reste cohérent avec les dispositions réglementaires de ces servitudes,
- Démontrer que le projet d'urbanisation prend en compte les enjeux d'imperméabilisation et ses conséquences afin d'éviter toute augmentation du ruissellement, et qu'il n'entraînera de dégradation de la qualité des eaux.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Par courrier en date du 02 juillet 2019, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault a émis un avis favorable et des observations sur le projet d'élaboration du PLU :

- Intégrer la carte des périmètres irrigables présenté lors de la CDPENAF,
- Reprendre la carte d'occupations des sols agricoles interprétation erronée du RPG2017 (Recensement Parcellaire Graphique),
- Supprimer des STECAL sachant qu'un zonage spécifique semble plus à même de garantir le projet agricole,
- Classer la centrale photovoltaïque dans zonage spécifique autre qu'agricole.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU à savoir :

- Retirer l'extension d'urbanisation de la zone de l'Ecoparc, étant donné que ce secteur contribue au besoin en foncier économique à l'échelle de la Métropole, répond à la demande, et anticipe les besoins à venir dans une situation chronique de pénurie de foncier économique.
- Revoir les seuils de constructibilité en zone agricole et naturelle, étant donné que les seuils de constructibilité dans l'armature des espaces naturels et agricoles garantissent tout à la fois les moyens d'une dynamique agricole et une fonctionnalité écologique dans le respect des orientations du SCoT révisé.

Par courrier en date du 3 juillet 2019, le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie n'a pas émis d'avis mais une observation : supprimer les espaces boisés classés (EBC) contraires à la gestion durable des surfaces boisées.

Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU étant donné que les différents dispositifs administratifs, tant du point de vue du Code de l'urbanisme et du Code forestier, sont des garanties essentielles à la préservation des espaces boisés.

Par courrier en date du 04 juillet 2019, le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable et des remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- Compléter les prescriptions réglementaires pour les zones humides, berges de cours d'eau et ripisylves repérés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme,
- Prise en compte du Plan de Gestion de la Ressource en Eau afin de s'assurer que les vocations du territoire soient en adéquation avec la disponibilité de la ressource en eau,
- Actualiser les données de captages.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU :

- Réduire les extensions d'urbanisation, étant donné que ces secteurs ont été délimités en fonction des besoins économique et démographique. Le secteur « Nord Ecoparc » contribue au besoin en foncier économique à l'échelle de la Métropole. Il répond à la demande, et anticipe les besoins à venir dans une situation chronique de pénurie. De plus les délimitations des zones à urbaniser mixtes ont été réalisées au plus juste en fonction des besoins identifiés pour la Commune de Fabrègues à l'horizon 2030, en vue notamment de l'atteinte des objectifs de production de logements du PLH 2019/2024.

Par courrier en date du 17 juillet 2019, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturelles, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), a émis un avis favorable et des remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- Revoir la distance d'implantation des annexes,
- Revoir la hauteur des annexes pour limiter l'impact dans le paysage,
- Supprimer l'outil STECAL qui paraît être inadapté au projet d'Agro Ecopôle,
- Proposer un sous zonage spécifique au regard des projets recensés.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU à savoir :

- Démontrer l'efficacité de la double limite fixée en surface de plancher (SDP) et part (pourcentage) de l'emprise au sol existant pour limiter les extensions nouvelles en secteur A et N, étant donné que la double règle proposée est adaptée pour remplir les objectifs de limitation de consommation foncière tout en assurant l'équilibre entre les différentes constructions existantes.

### **LES OBSERVATIONS EXPRIMEES PAR LE PUBLIC**

Dans son procès-verbal de synthèse Madame le Commissaire enquêteur a recensé 57 (y compris les observations en doublons) interventions du public, comprenant les observations inscrites sur les registres d'enquête mis à la disposition du public à la Mairie de Fabrègues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, puis celles adressées par courriels et documents remis en mains propres lors des permanences :

- Plusieurs observations concernant des parcelles (AE0013, AE0016, AE0021, AE 0027, AE168) à la limite de la zone UC3c au bord de l'ancien lit du Coulazou : demande de plusieurs pétitionnaires de revoir la limite de la zone UC3c ;
- Une observation concernant le secteur « UC3a » : demande d'adaptation des règles de stationnement sur le secteur de la gare ;
- Une observation sur la délimitation de la zone Nr dans le secteur du Moulin du Trou ;
- Une observation concernant la problématique des transports et des projets d'infrastructures prévues sur le territoire.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

- Plusieurs observations concernant le secteur « Puech Long » : des observations sur la bonne gestion hydraulique du futur quartier, des demandes de précisions sur l'aménagement d'ensemble du quartier et l'intégration paysagère des bâtiments collectifs qui y seront réalisés.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du PLU, mais il a été précisé que le secteur fait l'objet d'un aménagement d'ensemble couvert par des principes d'aménagement permettant de garantir le bon fonctionnement du nouveau quartier tant par son insertion paysagère que par le traitement des aménagements hydrauliques.

- Trois observations sur le projet de création de l'Aire de Grand Passage.

Ces observations n'ont pas donné lieu à de modification du PLU mais il a été précisé la nécessité réglementaire de réaliser des aires de grands passage sur le territoire et il a été expliqué leur mode de gestion.

- Une observation concernant le classement de la parcelle AE32 en zone Naturelle.  
Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que cette parcelle se situe en zone bleue du PPRI et que la parcelle est souvent inondée en cas de forte pluie. Il a été précisé qu'en dehors du tissu urbain existant, les parcelles non construites et entièrement soumises à la zone bleue du PPRI ont été classées en zone A ou N, par principe de précaution. De plus il a été précisé que cette parcelle non construite participait à la zone naturelle tampon entre la vallée du Coulazou et les quartiers urbanisés (en entrée de ville).

- Une observation concernant le classement de la parcelle CH10 en zone Ar.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que cette parcelle se situe au-delà du secteur identifié en « urbanisation existante et engagée » du SCoT révisé et qu'elle est concernée par la déclinaison des réservoirs biodiversité (trame verte et bleue).

- Deux observations concernant les Obligations Légales de Débroussaillage.

Ces observations n'ont pas fait l'objet de modification du PLU, mais il a été précisé le cadre réglementaire de l'application des obligations légales de débroussaillage.

- Une observation sur la constructibilité des extensions des bâtiments existants en zone Agricole et Naturelle.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que la double règle proposée est adaptée pour remplir les objectifs de limitation de consommation foncière tout en assurant l'équilibre entre les différentes constructions existantes.

- Une observation sur la notion d'inconstructibilité dans la zone N Réservoir.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que les seuils de constructibilité dans l'armature des espaces naturels et agricoles garantissent tout à la fois une dynamique agricole et une fonctionnalité écologique.

- Des observations sur les périmètres des zones secteur Sud AUC3b (parcelles AH2 et AH4) et Puech Long AUC3c (parcelles BX69, BX70, BX71).

Ces observations n'ont pas fait l'objet de modification, étant donné que les délimitations des zones à urbaniser ont été réalisées au plus juste en fonction des besoins identifiés pour la Commune de Fabrègues à l'horizon 2030, en vue de l'atteinte des objectifs de production de logements du PLH 2019/2024 et dans le respect des objectifs de modération de la consommation foncière.

- Une observation concernant le zonage d'assainissement des eaux usées.

Cette observation n'a pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné que le zonage d'eaux usées est présent en annexe du PLU et qu'il affiche les trois zones : assainissement collectif, assainissement collectif futur et assainissement non collectif.

- Plusieurs demandes d'information concernant la localisation de parcelles dans le projet de zonage et des règles afférentes.

Ces observations n'ont pas fait l'objet de modification du PLU, étant donné qu'il s'agissait d'une demande de renseignement sur la constructibilité des parcelles concernées. Il a été rappelé pour chaque demande le zonage et les règles appropriées au cas par cas.

#### Observations en dehors du champ de l'enquête publique :

- Une observation concernant l'aménagement de voirie (élargissement de trottoir),
- Une observation concernant l'aménagement de la digue dans le cadre du PAPI (Programme d'Action de Prévention des Inondations).

Aucune observation n'a été émise concernant le Périmètre Délimité des Abords et le zonage d'assainissement pluvial.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal dressé par le Commissaire enquêteur.

### **LES MODIFICATIONS ENTRE L'ARRET ET L'APPROBATION**

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Fabrègues pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées (PPA), des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur. L'ensemble de ces modifications contribuent ainsi à améliorer la qualité du projet sans remettre en cause son économie générale, ni les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie la version arrêtée du 22 mars 2019.

L'annexe à la délibération détaille l'objet de chaque modification dans un tableau « objet des modifications du document entre l'arrêt et l'approbation ». Ce dernier précise la remarque ayant généré la modification.

En compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les principales évolutions du PLU peuvent être synthétisées de la manière suivante :

#### **S'agissant de la consommation foncière et de la définition des besoins :**

- L'amélioration de la justification de l'objectif de croissance démographique et des surfaces d'extensions urbaine tant au niveau du foncier économique que des zones mixtes,

- L'augmentation du coefficient d'emprise au sol cohérent au regard de la densification potentielle en zone UC3e,
- Une amélioration de la lisibilité des vocations des zones à urbaniser bloquées en indiquant le zonage et en intégrant dans le règlement le caractère de la zone (mixtes ou économiques), conformément au PADD ;

S'agissant du **patrimoine** :

- Une meilleure protection des espaces boisés,
- Une amélioration du traitement des toitures dans le centre ancien,
- Un accompagnement et une valorisation des cônes de vue sur la Gardiole dans les secteurs à urbaniser ;

S'agissant des **espaces naturels et agricoles**

- L'amélioration de l'explication des dispositifs issus du projet de SCoT dans les zones urbaines et à urbaniser concernant le traitement des interfaces avec les zones A et N,
- Des compléments à la limitation des extensions des bâtiments et du mitage dans l'armature des espaces naturels et agricoles (surfaces de plancher des logements liés à l'exploitation et les distances d'implantation des constructions entre elles),
- Une meilleure préservation de la qualité du paysage agricole en limitant la hauteur des extensions des habitations existantes,
- Une meilleure préservation des terres agricoles en tant qu'outil de production, en interdisant les centrales photovoltaïques au sol et en limitant la surface des équipements d'intérêts collectifs et de services publics en zone de réservoirs et de corridors,
- Le remplacement pour deux secteurs de l'outil STECAL par des zones A indicées permettant la réalisation d'un projet d'intérêt général Agro Ecopôle labellisé par le Ministère de l'Environnement ;

S'agissant des **risques**

- Une meilleure explication dans le PLU de la prise en compte du zonage pluvial,
- Une actualisation des données relatives aux risques naturels et assurer la bonne information des risques auprès du public ;

S'agissant des **transports et déplacements**

- Une meilleure explication dans le PLU une véritable réflexion sur la diminution de la voiture et des moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Conformément à la Charte de Gouvernance, la Commune de Fabrègues, lors de son Conseil municipal du 12 novembre 2019, a émis un avis favorable sur le projet de PLU modifié pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de PLU,
- dire que la délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de Fabrègues,
- dire que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département,
- approuver le zonage d'assainissement pluvial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 20 NOV. 2019

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

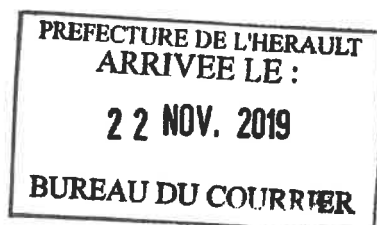
- Tableau de Synthèse\_PLU\_Fabrègues.pdf
- Zonage d'assainissement pluvial
- Dossier PLU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU, du zonage d'assainissement des eaux usées et du zonage pluvial**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

### **LE CONTEXTE**

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil municipal de Montaud a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation mise en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration du PLU.

Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1er janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole. La Commune, par délibération en date du 22 décembre 2015 et conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal. Par délibération du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a décidé d'opter pour un contenu modernisé du PLU de Montaud.

Montpellier Méditerranée Métropole, accompagnée de la Commune de Montaud, a tenu des réunions avec les Personnes Publiques Associées (PPA), afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat).

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ont été soumises au débat tel que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme. Le Conseil municipal et le Conseil de Métropole ont débattu respectivement sur ces orientations, le 22 juin 2017 et le 28 juin 2017.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis, par délibération en date du 20 mars 2019, un avis favorable sur le bilan de la concertation et le projet de PLU arrêté. Par délibération du 22 mars 2019, le Conseil de Métropole a arrêté le bilan de la concertation et le projet de PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L.153-16 et R.153-6), le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Montaud a été notifié aux PPA, le 2 avril 2019, ainsi qu'à la Commission Départementale de Préservations des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) au titre des articles L.153-12 et L.153-13 et à la Commune de Montaud au titre de l'article L.153-15.

Par arrêté n°MAR2019-0172 du 14 juin 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre inclus, portant sur le projet d'élaboration du PLU, sur l'élaboration du zonage pluvial, sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées et sur la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) concernant le Château de Montlaur inscrit au titre des monuments historiques.

### **LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES**

Les orientations du PADD s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en cinq axes déclinés en quinze sous-axes, puis en une cinquantaine d'orientations.

#### **Axe 1 – Fonder le projet sur les éléments naturels :**

- o Structurer un projet au service de la nature,
- o Se prémunir des risques ;

#### **Axe 2 – Révéler le patrimoine de Montaud :**

- o Mettre en œuvre le grand paysage et le patrimoine bâti,
- o Accompagner le développement touristique,
- o Promouvoir les actions et aménagements qualitatifs ;



**Axe 3 – Conforter la vocation agricole de la Commune :**

- o Préserver les terres agricoles, outil de production,
- o Faciliter le fonctionnement des exploitants agricoles ;

**Axe 4 – Encadrer une croissance démographique raisonnée et durable :**

- o Encadrer une croissance démographique au profit de tous,
- o Respecter un usage économe de l'espace,
- o Favoriser les initiatives de réduction des consommations énergétiques et d'usage des énergies renouvelables, tout en respectant le paysage ;

**Axe 5 – Conforter la qualité de vie villageoise :**

- o Structurer les pôles d'équipements et s'appuyant sur le fonctionnement actuel multi-polaire,
- o Accompagner le développement des activités économiques,
- o Mettre en lien en favorisant les modes de déplacements actifs,
- o Poursuivre les initiatives publiques.

**LES SECTEURS DE PROJETS**

Le Plan Local d'Urbanisme de Montaud compte 7 secteurs de projet. Ces derniers concernent à la fois des opérations de logements permettant d'assurer les besoins liés à la croissance démographique de la Commune et un pôle d'équipement et de service.

- **L'entrée Sud du village (depuis la Commune de Saint-Drézéry) :** Les quartiers alentours étant majoritairement composés de maisons pavillonnaires isolées, ce projet permettrait de traiter l'entrée Sud du village, de finaliser l'urbanisation de ce secteur et de traiter l'écoulement des eaux pluviales. Ce nouveau quartier accueillerait 15 à 25 logements.
- **Les Liquettes :** cette extension urbaine permettrait de finaliser l'amorce actuelle du quartier situé Chemin des Genévriers et de réaliser une voirie de bouclage entre cette impasse et la rue du Radabel. Ce nouveau quartier accueillerait 25 à 35 logements.
- **Le Radabel Ouest et le Radabel Est :** Ces deux projets permettent de finaliser l'urbanisation de la Rue du Radabel en respectant le caractère résidentiel et végétalisé du quartier. Ils permettent, également, de garantir le bon écoulement des eaux pluviales. Ces nouveaux petits quartiers accueilleront, respectivement, 5 à 10 logements et 6 à 12 logements ;
- **Les Aspres Nord :** tissu pavillonnaire lâche qui présente des potentialités de réinvestissement urbain qu'il convient d'encadrer, afin d'organiser la densification, de structurer l'espace public et d'insérer soigneusement ces 8 à 10 logements vis-à-vis des habitations voisines tout en respectant le caractère végétalisé du quartier ;
- **Les Aspres Sud :** tissu pavillonnaire lâche qui présente des potentialités de réinvestissement urbain qu'il conviendrait d'encadrer, afin d'organiser la densification autour d'une voirie de bouclage (entre la Rue de Montlaur et le Chemin des Romarins) et d'insérer soigneusement ces 10 à 16 logements vis-à-vis des habitations voisines ;
- **Le parc sportif :** il est destiné à accueillir des équipements sportifs de plein air et un commerce multi-service. Son positionnement en lien direct avec les équipements existants et en bordure de la route principale lui procure une accessibilité très aisée à pied comme en voiture. Ce parc sportif permettra de faire le lien entre les deux entités urbaines du village, scindées par la zone inondable.

Complémentairement, le projet de PLU permet la création d'une aire de lavage agricole, d'une miellerie communale, l'implantation d'une résidence senior et l'extension du cimetière.

**LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES**

En parallèle de la procédure d'élaboration du PLU, il s'est agi de réviser le zonage d'assainissement des eaux usées datant de 2008, notamment afin :

- d'ajuster les contours du zonage d'assainissement collectif au projet d'urbanisation prévu par le PLU et à la situation existante ;
- d'évaluer si la capacité de traitement de la station d'épuration est suffisante pour absorber les effluents supplémentaires programmés au PLU.

La mise à l'enquête du zonage d'assainissement des eaux usées a été menée du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU.

## **LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

En parallèle de la procédure d'élaboration de son PLU, la Commune de Montaud a lancé une étude hydraulique globale, afin de clairement mettre en évidence le fonctionnement hydraulique sur le territoire communal. Cette étude est structurée suivant un schéma directeur d'assainissement pluvial qui permet en outre :

- de décrire le fonctionnement pluvial existant avec un diagnostic du réseau structurant ;
- d'établir des prescriptions relatives aux risques pluviaux dans les zones ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du PLU.

La mise à l'enquête du zonage pluvial a été conduite du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU.

## **LE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS**

La loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA). Les PDA ont été insérés dans le Code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain.

Par courrier du 11 avril 2018, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la Commune de Montaud de son souhait de création d'un PDA des monuments historique autour du Château de Montlaur. Conformément à l'article R621-93 du Code du patrimoine, la Métropole de Montpellier a sollicité la Commune de Montaud pour qu'elle se prononce sur ce périmètre. Respectivement, la Commune de Montaud et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis, par délibération, un avis favorable sur le projet de création du PDA du Château de Montlaur, le 29 mai 2018 et le 22 mars 2019.

La mise à l'enquête du PDA a été réalisée du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU. Il revient maintenant au Préfet de saisir la Métropole pour obtenir un accord formel sur le projet de PDA éventuellement modifié, pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique. La mise à jour du PLU, quant à elle, interviendra ultérieurement à la suite de l'arrêt du PDA autour du Château de Montlaur par le Préfet.

## **LES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 4 octobre 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole :

- un avis favorable sur le projet de PLU, sous réserves de prendre en compte les modifications proposées par Montpellier Méditerranée Métropole dans son mémoire en réponse ; à l'exception de celle qui généralise l'interdiction des centrales photovoltaïques au sol en zones naturelles et agricoles ;
- un avis favorable sur le projet de zonage d'assainissement des eaux usées ;
- un avis favorable sur le projet de zonage pluvial ;
- un avis favorable à l'institution du PDA du Château de Montlaur, sous réserve d'étendre ce périmètre au sud.

Concernant l'interdiction de réaliser des centrales photovoltaïques au sol sur toutes les zones agricoles, naturelles et forestières du PLU de Montaud, demandée par l'Etat, le Commissaire enquêteur souhaite ne pas freiner ce type d'énergie par des prescriptions trop restrictives. Dans le respect des orientations du SCoT révisé, la Métropole, en collaboration avec la Commune, privilégie les centrales photovoltaïques au sol sur des espaces dégradés, délaissés ou interstitiels de son territoire. Sur la commune de Montaud aucun espace de ce type n'a été identifié. Il est donc proposé d'interdire la réalisation des centrales photovoltaïques au sol sur toutes les zones agricoles, naturelles et forestières du PLU, dans le prolongement de l'avis des services de l'Etat.

## **LA SYNTHÈSE DE LA PHASE DE CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires du projet de PLU avant l'enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par courrier en date du 21 mai 2019, le Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) a émis un avis favorable ;
  - par courrier en date du 3 juillet 2019, le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie a émis un avis favorable ;
  - par courrier en date du 4 juillet 2019, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) Occitanie a informé de son absence d'observations sur le PLU, le zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage pluvial ;
  - par courrier en date du 5 juillet 2019, la Chambre de Commerces et d'Industrie a émis un avis favorable ;
  - par courrier en date du 28 juin 2019, la Chambre d'Agriculture Hérault a émis un avis favorable, ainsi qu'une réserve (sur les Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée - STECAL) et plusieurs remarques sur le projet d'élaboration du PLU :
    - o Autoriser les extensions des constructions agricoles dans la zone agricole de corridors de biodiversité (Ac) ;
    - o Remplacer l'outil STECAL par une zone agricole classique (A) permettant l'implantation de l'aire de lavage agricole ;
    - o Compléter et ajuster le diagnostic agricole.
- Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Deux observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- o Réaliser une concertation avec la profession agricole, étant donné qu'une concertation a bien été effectuée dans le cadre de l'élaboration du PLU ;
- o Modifier le zonage du STECAL du « Pôle sportif », étant donné qu'un autre zonage pour ces équipements sportifs ne peut être instauré dans le respect de la compatibilité au SCOT de 2006.

- par courrier en date du 1er juillet 2019, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable ainsi que plusieurs remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- o Vérifier et justifier la prise en compte du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) ;
- o Classer ou protéger les ripisylves des cours d'eau et compléter les prescriptions afférentes ;
- o Compléter les prescriptions relatives aux Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- o Adapter la capacité de la station d'épuration des eaux usées (STEP) à l'objectif de croissance démographique du PLU, étant donné que son dimensionnement est en adéquation avec cet objectif et que la problématique de surcharge par temps de pluie sera résolue avec un programme de travaux.

Par courrier en date du 1er juillet 2019, l'Etat a émis un avis favorable sous réserve de prise en compte des points ci-dessous :

### **Première partie, points essentiels à modifier dans le PLU :**

S'agissant de la consommation foncière :

- o Clarifier le nombre de logements ainsi que la surface d'extension urbaine, réellement nécessaires au projet communal ;
- o Supprimer la zone à urbaniser des Liquettes (AU0), au vu de l'aléa feux de forêt identifié par les services de l'Etat.

En accord avec les services de l'Etat, cette zone à urbaniser a été maintenue dans le PLU et conditionnée à la réalisation d'études complémentaires permettant de lever l'aléa, validées par les services de l'Etat. Son ouverture à l'urbanisation nécessitera une évolution du document d'urbanisme soumise à enquête publique.

S'agissant du règlement des zones agricoles et naturelles :

- o Limiter la surface des équipements d'intérêt collectifs et de services publics en zone agricole de corridors de biodiversité (Ac) ;
- o Interdire les centrales photovoltaïques au sol en zone agricole de corridors et de réservoirs de biodiversité (Ac et Ar) ;
- o Limiter davantage la hauteur des extensions des habitations existantes dans les zones agricoles, naturelles et forestières ;
- o Remplacer l'outil STECAL par une zone agricole classique (A) permettant l'implantation de l'aire de lavage agricole ;
- o Justifier davantage le changement de destination d'un bâtiment.

S'agissant des risques naturels :

- o Vérifier et justifier la prise en compte du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) ;
- o Indiquer la présence du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), dans le secteur du Parc Sportif ;
- o Ajouter des prescriptions concernant l'aléa feux de forêt, sur les zones urbaines et à urbaniser « Radabel Ouest » et « Radabel Est ».

Deuxième partie, points à améliorer :

- o Compléter ou ajuster certaines servitudes d'utilité publique et annexes du PLU dans la limite de leur disponibilité (canalisations souterraines de BRL, obligations légales de débrouillement...).

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

Première partie, points essentiels à modifier dans le PLU :

- o Remplacer l'outil STECAL par une zone à urbaniser permettant l'implantation du Parc sportif, étant donné qu'un autre zonage pour ces équipements sportifs ne peut être instauré dans le respect de la compatibilité au SCOT de 2006 ;
- o Clarifier la structuration des articles 1 et 2 du règlement du PLU, étant donné que la structuration proposée du projet de PLU permet au pétitionnaire d'avoir une bonne lisibilité des particularités de chaque zone ;
- o Conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser à la mise en service de l'unité de potabilisation des eaux du Bas Rhône Languedoc, étant donné que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) atteste qu'il est en capacité d'assurer l'alimentation en eau potable de la commune de Montaud jusqu'à l'échéance du PLU.
- o Conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser à la réalisation des travaux sur la station d'épuration des eaux usées (STEP), étant donné que son dimensionnement est en adéquation avec l'objectif de croissance démographique du PLU et que la problématique de surcharge par temps de pluie sera résolue avec un programme de travaux.
- o Développer certaines mesures relatives à la gestion des eaux pluviales, étant donné que ces mesures ont bien été intégrées au zonage pluviale et au PLU.
- o Ajouter les prescriptions du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) au sein du PLU, étant donné qu'il s'agit d'une servitude d'utilité publique qui s'applique en sus du PLU ;
- o Intégrer les zones à urbaniser dans la définition des terrains concernés par les obligations légales de débrouillement, étant donné que l'arrêté préfectoral n'en fait pas mention ;
- o Intégrer certains éléments (retrait gonflement des argiles et patrimoine archéologique) en annexe du règlement du PLU, étant donné que cela constituerait une annexe informative non prévue au Code de l'urbanisme et contraire au Code de l'environnement.

Deuxième partie, points à améliorer :

- o Développer la thématique « mode de déplacements actifs », étant donné qu'elle a été largement développée dans le PLU.

- par courrier en date du 17 juillet 2019, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), a émis plusieurs remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- o Remplacer l'outil STECAL par une zone agricole classique (A), permettant l'implantation de l'aire de lavage agricole ;
- o Relever les seuils trop dissuasifs pour les extensions et les annexes des logements non liés à une activité agricole.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- o Remplacer l'outil STECAL par une zone à urbaniser permettant l'implantation du Parc sportif, étant donné qu'un autre zonage pour ces équipements sportifs ne peut être instauré dans le respect de la compatibilité au SCOT de 2006.

En ce qui concerne les observations exprimées par le public durant l'enquête publique :

Dans son procès-verbal de synthèse le Commissaire enquêteur a recensé 27 observations du public, comprenant les observations inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à la disposition du public à la Mairie de Montaud et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et celles adressées par courriels au Commissaire enquêteur :

Observations relatives au PLU :

- Plusieurs observations concernant le secteur « Aspres Nord » : les demandeurs font état d'une opération en cours et de la contractualisation d'une Participation pour Voiries et Réseaux (PVR) et demandent par conséquent que l'urbanisation puisse se faire au fur et à mesure de la réalisation des réseaux et que le projet de bouclage viaire soit supprimé ;
- Une observation concernant le secteur « Aspres Sud » : le propriétaire demande de modifier les conditions d'ouverture à l'urbanisation, afin que l'urbanisation puisse se faire au fur et à mesure de la réalisation des réseaux.
- Une observation concernant les Espaces Boisés Classés (EBC) : le propriétaire demande la réduction d'un EBC, compte tenu des réalités de terrain.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

- Quelques observations concernant les emplacements réservés (ER) : quelques propriétaires souhaiteraient que l'emplacement réservé, grevant leur parcelle, soit supprimé ou réduit. D'autres demandent des précisions sur l'emprise prévue au PLU ou sur le dédommagement financier (droit de délaissement).

Ces observations ont conduit à une analyse au cas par cas au regard des projets d'élargissement de voiries ou de gestion hydraulique.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- Quelques observations concernant la zone à urbaniser des Liquettes (AU0) : certains habitants à l'interface avec ce projet s'opposent à l'urbanisation de ce secteur et demandent des précisions sur l'aménagement envisagé.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, étant donné que la zone à urbaniser des Liquettes concourt au scénario de croissance démographique du PLU et que son ouverture à l'urbanisation nécessitera une évolution du document d'urbanisme soumise à enquête publique.
- Une observation concernant l'aire de lavage agricole : cet habitant s'oppose à la localisation prévue par le PLU.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, étant donné que son positionnement à plus de 200 mètres en partie basse, permet de limiter fortement la covisibilité avec la parcelle de ce propriétaire.
- Une observation concernant l'ensemble des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU : il est demandé de supprimer la densité minimale dans toutes les OAP.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, dans le respect des orientations du SCOT (intensité minimale déterminée) et des orientations de modération de la consommation foncière du PLU.
- Plusieurs observation concernant les droits à construire : ces propriétaires souhaiteraient que le zonage prévu par le PLU évolue, afin d'obtenir des droits à construire supplémentaires.

Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, étant donné que les délimitations des zones urbaines et à urbaniser ont été réalisées au plus juste en fonction des besoins identifiés pour la commune de Montaud à l'horizon 2025, en vue de l'atteinte des objectifs de production de logements du PLH 2019-2024 et dans le respect des objectifs de modération de la consommation foncière.

- Deux observations concernant les franges urbaines : ces propriétaires demandent de déplacer la frange urbaine sur la zone agricole voisine.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, dans le respect des orientations du SCoT révisé en termes de franges urbaines.

Concernant le zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage pluvial, aucune observation n'a été émise dans le cadre de l'enquête publique.

#### Observations en dehors du champ de l'enquête publique

- Plusieurs observations concernant le PPRi du bassin versant de la Bénovie annexé au PLU, mais déjà approuvé par le Préfet de l'Hérault le 19 juillet 2017 et donc exécutoire.
- Deux observations concernant l'amélioration de certaines voiries.
- Une observation concernant l'entretien d'un fossé sur le domaine privé.

#### Observation relative au PDA autour du Château de Montlaur

- Une observation concernant le Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Château de Montlaur, demandant l'extension Sud et Ouest du dit périmètre.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal dressé par le Commissaire enquêteur.

### **LES MODIFICATIONS DU PROJET DE PLU ENTRE L'ARRET ET L'APPROBATION**

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Montaud pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur. L'ensemble de ces modifications contribuent ainsi à améliorer la qualité du projet, sans remettre en cause son économie générale, ni les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie la version arrêtée du 22 mars 2019.

En compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les principales évolutions du projet de PLU peuvent être synthétisées de la manière suivante :

#### S'agissant des risques naturels et de la trame bleue :

- Compléments au règlement de la zone AU0 des « Liquettes » afin de conditionner l'ouverture à l'urbanisation du secteur à la réalisation d'études complémentaires validées par les services de l'Etat et ajouts de prescription particulière en vue de l'aménagement des secteurs « Radabel Ouest » et « Radabel Est », afin d'améliorer la protection des biens et des personnes face à l'aléa feux de forêt dans les zones urbaines et les zones à urbaniser au Nord du Village ;
- compléments aux prescriptions relatives aux ripisylves et aux Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau, afin de protéger davantage la trame bleue.

#### S'agissant du patrimoine de la commune de Montaud :

- Compléments au règlement pour limiter la hauteur des extensions des habitations existantes dans les zones agricoles et naturelles, afin de préserver davantage la qualité du paysage agricole ;
- Adaptation des espaces boisés classés permettant de préserver la présence du végétal, aux réalités du terrain.

S'agissant des espaces agricoles :

- Ajout de l'interdiction des centrales photovoltaïques au sol dans toutes les zones agricoles et naturelles et complément au règlement pour limiter la surface des équipements d'intérêts collectifs et de services publics en zone agricole de corridor de biodiversité (Ac), afin de préserver davantage les terres agricoles en tant qu'outil de production ;
- Remplacement de l'outil STECAL par une zone agricole classique, en accord avec les services de l'Etat, afin de permettre l'implantation d'une aire de lavage agricole ;
- Complément au règlement afin de permettre la réalisation d'extensions aux constructions agricoles dans la zone agricole corridor de biodiversité (Ac).

S'agissant de la croissance démographique et du développement de la commune :

- Précisions apportées sur le nombre de logements ainsi que la surface d'extension urbaine, réellement nécessaires au projet communal, afin d'explicitier davantage l'objectif de croissance démographique ;
- Complément à l'explication des choix afin d'explicitier davantage la modération de la consommation foncière ;
- Reprise du règlement afin de permettre l'urbanisation des secteurs « Aspres Sud » et « Aspres Nord » au fur et à mesure de la réalisation des réseaux, en adaptant les conditions d'aménagement des zones à urbaniser de réinvestissement urbain aux réalités foncières.

S'agissant de la qualité de vie villageoise :

- Adaptations des emplacements réservés permettant d'améliorer les voiries existantes et le développement des liaisons piétonnes et cycles, aux configurations particulières de certaines parcelles.

Conformément à la Charte de Gouvernance, la Commune de Montaud, lors de son Conseil municipal du 12 novembre 2019, a émis un avis favorable sur le projet de PLU modifié pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de PLU,
- dire que la présente délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de Montaud,
- dire que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département,
- approuver le zonage d'assainissement des eaux usées,
- approuver le zonage d'assainissement pluvial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 21 NOV. 2019

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 22 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste des modifications apportées
- Dossier PLU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du PLU, du zonage d'assainissement des eaux usées et du zonage pluvial**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

### **LE CONTEXTE**

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil municipal de Montaud a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation mise en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration du PLU.

Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1er janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole. La Commune, par délibération en date du 22 décembre 2015 et conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal. Par délibération du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a décidé d'opter pour un contenu modernisé du PLU de Montaud.

Montpellier Méditerranée Métropole, accompagnée de la Commune de Montaud, a tenu des réunions avec les Personnes Publiques Associées (PPA), afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat).

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ont été soumises au débat tel que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme. Le Conseil municipal et le Conseil de Métropole ont débattu respectivement sur ces orientations, le 22 juin 2017 et le 28 juin 2017.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis, par délibération en date du 20 mars 2019, un avis favorable sur le bilan de la concertation et le projet de PLU arrêté. Par délibération du 22 mars 2019, le Conseil de Métropole a arrêté le bilan de la concertation et le projet de PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (articles L.153-16 et R.153-6), le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Montaud a été notifié aux PPA, le 2 avril 2019, ainsi qu'à la Commission Départementale de Préservations des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) au titre des articles L.153-12 et L.153-13 et à la Commune de Montaud au titre de l'article L.153-15.

Par arrêté n°MAR2019-0172 du 14 juin 2019, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre inclus, portant sur le projet d'élaboration du PLU, sur l'élaboration du zonage pluvial, sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées et sur la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) concernant le Château de Montlaur inscrit au titre des monuments historiques.

### **LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES**

Les orientations du PADD s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en cinq axes déclinés en quinze sous-axes, puis en une cinquantaine d'orientations.

#### **Axe 1 – Fonder le projet sur les éléments naturels :**

- o Structurer un projet au service de la nature,
- o Se prémunir des risques ;

#### **Axe 2 – Révéler le patrimoine de Montaud :**

- o Mettre en œuvre le grand paysage et le patrimoine bâti,
- o Accompagner le développement touristique,
- o Promouvoir les actions et aménagements qualitatifs ;

**Axe 3 – Conforter la vocation agricole de la Commune :**

- o Préserver les terres agricoles, outil de production,
- o Faciliter le fonctionnement des exploitants agricoles ;

**Axe 4 – Encadrer une croissance démographique raisonnée et durable :**

- o Encadrer une croissance démographique au profit de tous,
- o Respecter un usage économe de l'espace,
- o Favoriser les initiatives de réduction des consommations énergétiques et d'usage des énergies renouvelables, tout en respectant le paysage ;

**Axe 5 – Conforter la qualité de vie villageoise :**

- o Structurer les pôles d'équipements et s'appuyant sur le fonctionnement actuel multi-polaire,
- o Accompagner le développement des activités économiques,
- o Mettre en lien en favorisant les modes de déplacements actifs,
- o Poursuivre les initiatives publiques.

**LES SECTEURS DE PROJETS**

Le Plan Local d'Urbanisme de Montaud compte 7 secteurs de projet. Ces derniers concernent à la fois des opérations de logements permettant d'assurer les besoins liés à la croissance démographique de la Commune et un pôle d'équipement et de service.

- **L'entrée Sud du village (depuis la Commune de Saint-Drézéry) :** Les quartiers alentours étant majoritairement composés de maisons pavillonnaires isolées, ce projet permettrait de traiter l'entrée Sud du village, de finaliser l'urbanisation de ce secteur et de traiter l'écoulement des eaux pluviales. Ce nouveau quartier accueillerait 15 à 25 logements.
- **Les Liquettes :** cette extension urbaine permettrait de finaliser l'amorce actuelle du quartier situé Chemin des Genévriers et de réaliser une voirie de bouclage entre cette impasse et la rue du Radabel. Ce nouveau quartier accueillerait 25 à 35 logements.
- **Le Radabel Ouest et le Radabel Est :** Ces deux projets permettent de finaliser l'urbanisation de la Rue du Radabel en respectant le caractère résidentiel et végétalisé du quartier. Ils permettent, également, de garantir le bon écoulement des eaux pluviales. Ces nouveaux petits quartiers accueilleront, respectivement, 5 à 10 logements et 6 à 12 logements ;
- **Les Aspres Nord :** tissu pavillonnaire lâche qui présente des potentialités de réinvestissement urbain qu'il convient d'encadrer, afin d'organiser la densification, de structurer l'espace public et d'insérer soigneusement ces 8 à 10 logements vis-à-vis des habitations voisines tout en respectant le caractère végétalisé du quartier ;
- **Les Aspres Sud :** tissu pavillonnaire lâche qui présente des potentialités de réinvestissement urbain qu'il conviendrait d'encadrer, afin d'organiser la densification autour d'une voirie de bouclage (entre la Rue de Montlaur et le Chemin des Romarins) et d'insérer soigneusement ces 10 à 16 logements vis-à-vis des habitations voisines ;
- **Le parc sportif :** il est destiné à accueillir des équipements sportifs de plein air et un commerce multi-service. Son positionnement en lien direct avec les équipements existants et en bordure de la route principale lui procure une accessibilité très aisée à pied comme en voiture. Ce parc sportif permettra de faire le lien entre les deux entités urbaines du village, scindées par la zone inondable.

Complémentairement, le projet de PLU permet la création d'une aire de lavage agricole, d'une miellerie communale, l'implantation d'une résidence sénior et l'extension du cimetière.

**LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES**

En parallèle de la procédure d'élaboration du PLU, il s'est agi de réviser le zonage d'assainissement des eaux usées datant de 2008, notamment afin :

- d'ajuster les contours du zonage d'assainissement collectif au projet d'urbanisation prévu par le PLU et à la situation existante ;
- d'évaluer si la capacité de traitement de la station d'épuration est suffisante pour absorber les effluents supplémentaires programmés au PLU.

La mise à l'enquête du zonage d'assainissement des eaux usées a été menée du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU.

## **LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL**

En parallèle de la procédure d'élaboration de son PLU, la Commune de Montaud a lancé une étude hydraulique globale, afin de clairement mettre en évidence le fonctionnement hydraulique sur le territoire communal. Cette étude est structurée suivant un schéma directeur d'assainissement pluvial qui permet en outre :

- de décrire le fonctionnement pluvial existant avec un diagnostic du réseau structurant ;
- d'établir des prescriptions relatives aux risques pluviaux dans les zones ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du PLU.

La mise à l'enquête du zonage pluvial a été conduite du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU.

## **LE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS**

La loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA). Les PDA ont été insérés dans le Code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain.

Par courrier du 11 avril 2018, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la Commune de Montaud de son souhait de création d'un PDA des monuments historique autour du Château de Montlaur. Conformément à l'article R621-93 du Code du patrimoine, la Métropole de Montpellier a sollicité la Commune de Montaud pour qu'elle se prononce sur ce périmètre. Respectivement, la Commune de Montaud et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis, par délibération, un avis favorable sur le projet de création du PDA du Château de Montlaur, le 29 mai 2018 et le 22 mars 2019.

La mise à l'enquête du PDA a été réalisée du lundi 8 juillet au vendredi 6 septembre 2019, en parallèle de l'enquête publique du PLU. Il revient maintenant au Préfet de saisir la Métropole pour obtenir un accord formel sur le projet de PDA éventuellement modifié, pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique. La mise à jour du PLU, quant à elle, interviendra ultérieurement à la suite de l'arrêt du PDA autour du Château de Montlaur par le Préfet.

## **LES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 4 octobre 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole :

- un avis favorable sur le projet de PLU, sous réserves de prendre en compte les modifications proposées par Montpellier Méditerranée Métropole dans son mémoire en réponse ; à l'exception de celle qui généralise l'interdiction des centrales photovoltaïques au sol en zones naturelles et agricoles ;
- un avis favorable sur le projet de zonage d'assainissement des eaux usées ;
- un avis favorable sur le projet de zonage pluvial ;
- un avis favorable à l'institution du PDA du Château de Montlaur, sous réserve d'étendre ce périmètre au sud.

Concernant l'interdiction de réaliser des centrales photovoltaïques au sol sur toutes les zones agricoles, naturelles et forestières du PLU de Montaud, demandée par l'Etat, le Commissaire enquêteur souhaite ne pas freiner ce type d'énergie par des prescriptions trop restrictives. Dans le respect des orientations du SCoT révisé, la Métropole, en collaboration avec la Commune, privilégie les centrales photovoltaïques au sol sur des espaces dégradés, délaissés ou interstitiels de son territoire. Sur la commune de Montaud aucun espace de ce type n'a été identifié. Il est donc proposé d'interdire la réalisation des centrales photovoltaïques au sol sur toutes les zones agricoles, naturelles et forestières du PLU, dans le prolongement de l'avis des services de l'Etat.

## **LA SYNTHÈSE DE LA PHASE DE CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires du projet de PLU avant l'enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par courrier en date du 21 mai 2019, la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) a émis un avis favorable ;
  - par courrier en date du 3 juillet 2019, le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie a émis un avis favorable ;
  - par courrier en date du 4 juillet 2019, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) Occitanie a informé de son absence d'observations sur le PLU, le zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage pluvial ;
  - par courrier en date du 5 juillet 2019, la Chambre de Commerces et d'Industrie a émis un avis favorable ;
  - par courrier en date du 28 juin 2019, la Chambre d'Agriculture Hérault a émis un avis favorable, ainsi qu'une réserve (sur les Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée - STECAL) et plusieurs remarques sur le projet d'élaboration du PLU :
    - o Autoriser les extensions des constructions agricoles dans la zone agricole de corridors de biodiversité (Ac) ;
    - o Remplacer l'outil STECAL par une zone agricole classique (A) permettant l'implantation de l'aire de lavage agricole ;
    - o Compléter et ajuster le diagnostic agricole.
- Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Deux observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- o Réaliser une concertation avec la profession agricole, étant donné qu'une concertation a bien été effectuée dans le cadre de l'élaboration du PLU ;
- o Modifier le zonage du STECAL du « Pôle sportif », étant donné qu'un autre zonage pour ces équipements sportifs ne peut être instauré dans le respect de la compatibilité au SCOT de 2006.

- par courrier en date du 1er juillet 2019, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable ainsi que plusieurs remarques sur le projet d'élaboration du PLU :
    - o Vérifier et justifier la prise en compte du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) ;
    - o Classer ou protéger les ripisylves des cours d'eau et compléter les prescriptions afférentes ;
    - o Compléter les prescriptions relatives aux Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau.
- Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- o Adapter la capacité de la station d'épuration des eaux usées (STEP) à l'objectif de croissance démographique du PLU, étant donné que son dimensionnement est en adéquation avec cet objectif et que la problématique de surcharge par temps de pluie sera résolue avec un programme de travaux.

Par courrier en date du 1er juillet 2019, l'Etat a émis un avis favorable sous réserve de prise en compte des points ci-dessous :

### **Première partie. points essentiels à modifier dans le PLU :**

S'agissant de la consommation foncière :

- o Clarifier le nombre de logements ainsi que la surface d'extension urbaine, réellement nécessaires au projet communal ;
- o Supprimer la zone à urbaniser des Liquettes (AU0), au vu de l'aléa feux de forêt identifié par les services de l'Etat.

En accord avec les services de l'Etat, cette zone à urbaniser a été maintenue dans le PLU et conditionnée à la réalisation d'études complémentaires permettant de lever l'aléa, validées par les services de l'Etat. Son ouverture à l'urbanisation nécessitera une évolution du document d'urbanisme soumise à enquête publique.

S'agissant du règlement des zones agricoles et naturelles :

- o Limiter la surface des équipements d'intérêt collectifs et de services publics en zone agricole de corridors de biodiversité (Ac) ;
- o Interdire les centrales photovoltaïques au sol en zone agricole de corridors et de réservoirs de biodiversité (Ac et Ar) ;
- o Limiter davantage la hauteur des extensions des habitations existantes dans les zones agricoles, naturelles et forestières ;
- o Remplacer l'outil STECAL par une zone agricole classique (A) permettant l'implantation de l'aire de lavage agricole ;
- o Justifier davantage le changement de destination d'un bâtiment.

S'agissant des risques naturels :

- o Vérifier et justifier la prise en compte du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) ;
- o Indiquer la présence du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), dans le secteur du Parc Sportif ;
- o Ajouter des prescriptions concernant l'aléa feux de forêt, sur les zones urbaines et à urbaniser « Radabel Ouest » et « Radabel Est ».

Deuxième partie. points à améliorer :

- o Compléter ou ajuster certaines servitudes d'utilité publique et annexes du PLU dans la limite de leur disponibilité (canalisations souterraines de BRL, obligations légales de débrouillement...).

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

Première partie. points essentiels à modifier dans le PLU :

- o Remplacer l'outil STECAL par une zone à urbaniser permettant l'implantation du Parc sportif, étant donné qu'un autre zonage pour ces équipements sportifs ne peut être instauré dans le respect de la compatibilité au SCOT de 2006 ;
- o Clarifier la structuration des articles 1 et 2 du règlement du PLU, étant donné que la structuration proposée du projet de PLU permet au pétitionnaire d'avoir une bonne lisibilité des particularités de chaque zone ;
- o Conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser à la mise en service de l'unité de potabilisation des eaux du Bas Rhône Languedoc, étant donné que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) atteste qu'il est en capacité d'assurer l'alimentation en eau potable de la commune de Montaud jusqu'à l'échéance du PLU.
- o Conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser à la réalisation des travaux sur la station d'épuration des eaux usées (STEP), étant donné que son dimensionnement est en adéquation avec l'objectif de croissance démographique du PLU et que la problématique de surcharge par temps de pluie sera résolue avec un programme de travaux.
- o Développer certaines mesures relatives à la gestion des eaux pluviales, étant donné que ces mesures ont bien été intégrées au zonage pluviale et au PLU.
- o Ajouter les prescriptions du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) au sein du PLU, étant donné qu'il s'agit d'une servitude d'utilité publique qui s'applique en sus du PLU ;
- o Intégrer les zones à urbaniser dans la définition des terrains concernés par les obligations légales de débrouillement, étant donné que l'arrêté préfectoral n'en fait pas mention ;
- o Intégrer certains éléments (retrait gonflement des argiles et patrimoine archéologique) en annexe du règlement du PLU, étant donné que cela constituerait une annexe informative non prévue au Code de l'urbanisme et contraire au Code de l'environnement.

Deuxième partie. points à améliorer :

- o Développer la thématique « mode de déplacements actifs », étant donné qu'elle a été largement développée dans le PLU.

- par courrier en date du 17 juillet 2019, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), a émis plusieurs remarques sur le projet d'élaboration du PLU :

- o Remplacer l'outil STECAL par une zone agricole classique (A), permettant l'implantation de l'aire de lavage agricole ;
- o Relever les seuils trop dissuasifs pour les extensions et les annexes des logements non liés à une activité agricole.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

Une observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- o Remplacer l'outil STECAL par une zone à urbaniser permettant l'implantation du Parc sportif, étant donné qu'un autre zonage pour ces équipements sportifs ne peut être instauré dans le respect de la compatibilité au SCOT de 2006.

En ce qui concerne les observations exprimées par le public durant l'enquête publique :

Dans son procès-verbal de synthèse le Commissaire enquêteur a recensé 27 observations du public, comprenant les observations inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à la disposition du public à la Mairie de Montaud et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et celles adressées par courriels au Commissaire enquêteur :

Observations relatives au PLU :

- Plusieurs observations concernant le secteur « Aspres Nord » : les demandeurs font état d'une opération en cours et de la contractualisation d'une Participation pour Voiries et Réseaux (PVR) et demandent par conséquent que l'urbanisation puisse se faire au fur et à mesure de la réalisation des réseaux et que le projet de bouclage viaire soit supprimé ;
- Une observation concernant le secteur « Aspres Sud » : le propriétaire demande de modifier les conditions d'ouverture à l'urbanisation, afin que l'urbanisation puisse se faire au fur et à mesure de la réalisation des réseaux.
- Une observation concernant les Espaces Boisés Classés (EBC) : le propriétaire demande la réduction d'un EBC, compte tenu des réalités de terrain.

Ces observations ont conduit la Métropole à compléter le projet de PLU.

- Quelques observations concernant les emplacements réservés (ER) : quelques propriétaires souhaiteraient que l'emplacement réservé, grevant leur parcelle, soit supprimé ou réduit. D'autres demandent des précisions sur l'emprise prévue au PLU ou sur le dédommagement financier (droit de délaissement).

Ces observations ont conduit à une analyse au cas par cas au regard des projets d'élargissement de voiries ou de gestion hydraulique.

D'autres observations n'ont pas donné lieu à une modification du PLU, à savoir :

- Quelques observations concernant la zone à urbaniser des Liquettes (AU0) : certains habitants à l'interface avec ce projet s'opposent à l'urbanisation de ce secteur et demandent des précisions sur l'aménagement envisagé.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, étant donné que la zone à urbaniser des Liquettes concourt au scénario de croissance démographique du PLU et que son ouverture à l'urbanisation nécessitera une évolution du document d'urbanisme soumise à enquête publique.
- Une observation concernant l'aire de lavage agricole : cet habitant s'oppose à la localisation prévue par le PLU.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, étant donné que son positionnement à plus de 200 mètres en partie basse, permet de limiter fortement la covisibilité avec la parcelle de ce propriétaire.
- Une observation concernant l'ensemble des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU : il est demandé de supprimer la densité minimale dans toutes les OAP.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, dans le respect des orientations du SCOT (intensité minimale déterminée) et des orientations de modération de la consommation foncière du PLU.
- Plusieurs observations concernant les droits à construire : ces propriétaires souhaiteraient que le zonage prévu par le PLU évolue, afin d'obtenir des droits à construire supplémentaires.

Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, étant donné que les délimitations des zones urbaines et à urbaniser ont été réalisées au plus juste en fonction des besoins identifiés pour la commune de Montaud à l'horizon 2025, en vue de l'atteinte des objectifs de production de logements du PLH 2019-2024 et dans le respect des objectifs de modération de la consommation foncière.

- Deux observations concernant les franges urbaines : ces propriétaires demandent de déplacer la frange urbaine sur la zone agricole voisine.  
Cette observation n'a pas donné lieu à une modification du PLU, dans le respect des orientations du SCoT révisé en termes de franges urbaines.

Concernant le zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage pluvial, aucune observation n'a été émise dans le cadre de l'enquête publique.

#### Observations en dehors du champ de l'enquête publique

- Plusieurs observations concernant le PPRi du bassin versant de la Bénovie annexé au PLU, mais déjà approuvé par le Préfet de l'Hérault le 19 juillet 2017 et donc exécutoire.
- Deux observations concernant l'amélioration de certaines voiries.
- Une observation concernant l'entretien d'un fossé sur le domaine privé.

#### Observation relative au PDA autour du Château de Montlaur

- Une observation concernant le Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Château de Montlaur, demandant l'extension Sud et Ouest du dit périmètre.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal dressé par le Commissaire enquêteur.

### **LES MODIFICATIONS DU PROJET DE PLU ENTRE L'ARRET ET L'APPROBATION**

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet d'élaboration du PLU de la Commune de Montaud pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur. L'ensemble de ces modifications contribuent ainsi à améliorer la qualité du projet, sans remettre en cause son économie générale, ni les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie la version arrêtée du 22 mars 2019.

En compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les principales évolutions du projet de PLU peuvent être synthétisées de la manière suivante :

#### S'agissant des risques naturels et de la trame bleue :

- Compléments au règlement de la zone AU0 des « Liquettes » afin de conditionner l'ouverture à l'urbanisation du secteur à la réalisation d'études complémentaires validées par les services de l'Etat et ajouts de prescription particulière en vue de l'aménagement des secteurs « Radabel Ouest » et « Radabel Est », afin d'améliorer la protection des biens et des personnes face à l'aléa feux de forêt dans les zones urbaines et les zones à urbaniser au Nord du Village ;
- compléments aux prescriptions relatives aux ripisylves et aux Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau, afin de protéger davantage la trame bleue.

#### S'agissant du patrimoine de la commune de Montaud :

- Compléments au règlement pour limiter la hauteur des extensions des habitations existantes dans les zones agricoles et naturelles, afin de préserver davantage la qualité du paysage agricole ;
- Adaptation des espaces boisés classés permettant de préserver la présence du végétal, aux réalités du terrain.



S'agissant des espaces agricoles :

- Ajout de l'interdiction des centrales photovoltaïques au sol dans toutes les zones agricoles et naturelles et complément au règlement pour limiter la surface des équipements d'intérêts collectifs et de services publics en zone agricole de corridor de biodiversité (Ac), afin de préserver davantage les terres agricoles en tant qu'outil de production ;
- Remplacement de l'outil STECAL par une zone agricole classique, en accord avec les services de l'Etat, afin de permettre l'implantation d'une aire de lavage agricole ;
- Complément au règlement afin de permettre la réalisation d'extensions aux constructions agricoles dans la zone agricole corridor de biodiversité (Ac).

S'agissant de la croissance démographique et du développement de la commune :

- Précisions apportées sur le nombre de logements ainsi que la surface d'extension urbaine, réellement nécessaires au projet communal, afin d'explicitier davantage l'objectif de croissance démographique ;
- Complément à l'explication des choix afin d'explicitier davantage la modération de la consommation foncière ;
- Reprise du règlement afin de permettre l'urbanisation des secteurs « Aspres Sud » et « Aspres Nord » au fur et à mesure de la réalisation des réseaux, en adaptant les conditions d'aménagement des zones à urbaniser de réinvestissement urbain aux réalités foncières.

S'agissant de la qualité de vie villageoise :

- Adaptations des emplacements réservés permettant d'améliorer les voiries existantes et le développement des liaisons piétonnes et cycles, aux configurations particulières de certaines parcelles.

Conformément à la Charte de Gouvernance, la Commune de Montaud, lors de son Conseil municipal du 12 novembre 2019, a émis un avis favorable sur le projet de PLU modifié pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de PLU,
- dire que la présente délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de Montaud,
- dire que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département,
- approuver le zonage d'assainissement des eaux usées,
- approuver le zonage d'assainissement pluvial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **20 NOV. 2019**

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Liste des modifications apportées
- Dossier PLU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programme des équipements publics de la ZAC de la Restanque - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin et de Tournezy.

Compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, la Ville vise sur ce site desservi par la 4ème ligne de tramway la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du Conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération, qui a débuté dans un contexte de tension du marché immobilier, nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Diverses études et d'opérations « tests » ont permis à la Ville de Montpellier de valider une stratégie et une méthode permettant d'aboutir à une proposition de Programme des Equipements Publics (PEP).

La ZAC de la Restanque permettra la réalisation d'environ 7 500 logements diversifiés, support de mixité sociale, d'environ 100 000 m² d'activités.

A l'occasion de l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Restanque et notamment le PEP à réaliser dans la zone, l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme dispose que, *« lorsque le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone (...) comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics, le dossier doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement »*.

Le PEP de la ZAC Restanque transmis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis selon le tableau joint.

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier sollicite l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Restanque relevant de ses compétences. Cette demande porte sur :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Restanque ;
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine ;
- le principe de leur financement ;
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Le PEP à réaliser dans la ZAC Restanque inclut :

- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
  - voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
  - réseaux d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
  - réseaux d'eaux usées,
  - réseaux d'eau potable,
  - points d'eau incendie,
  - réseaux de haute, moyenne et basse tension électrique,
  - réseaux de télécommunications,
- Les équipements publics de superstructure situés dans le périmètre de la ZAC :
  - la création de deux groupes scolaires,
  - la création d'une cuisine centrale.

Le PEP précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

La réalisation des équipements publics de compétence métropolitaine aura pour maîtrise d'ouvrage la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, dont les réseaux EU et AEP publics existants nécessitant un renforcement. Il est ici précisé que pour les travaux de renouvellement des réseaux non liés aux besoins induits par l'opération d'aménagement, la maîtrise d'ouvrage et le financement de ces derniers sont assurés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis au concédant de la SA3M soit la Ville de Montpellier, en présence de Montpellier Méditerranée Métropole aux fins d'incorporation dans leur patrimoine. Un procès-verbal de remise d'ouvrage tripartite ainsi qu'un acte authentique tripartite le cas échéant seront signés à cette occasion comme précisé à la concession d'aménagement.

Hors renouvellement des réseaux pour l'assainissement des eaux usées, les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement.

Pour le renouvellement des réseaux d'assainissement des eaux usées nécessaires également aux besoins de l'opération d'aménagement, ceux-ci seront pris en charge à hauteur de 50 % par la Métropole, pour un montant global de 1 076 000 € H.T. affecté spécifiquement à la réalisation de ces équipements publics. La participation sera ajustée au coût réel des travaux.

Il convient de noter que la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur.

Un montant résiduel de PFAC, mis à la charge des constructeurs, s'appliquera ainsi à l'ensemble des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif et intervenants dans le périmètre de la ZAC : logements, logements sociaux, commerces, bureaux, activités, équipements publics, etc.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'Aménagement Concerté Restanque ;
- approuver le principe du financement de ces équipements ;
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des équipements de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie qui seront réalisés ;
- autoriser par la présente la SA3M à intervenir sur son domaine public ou privé pour la réalisation des équipements publics suscités ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106441-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AnnexeDCM Synthèse équip publics.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Coustouliès - SCCV La Roselière - Commune de Baillargues - Périmètre d'application de la convention de PUP - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Convention de reversement au Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé à l'ouest du centre historique de Baillargues et jouxte la RN 113. Il est classé en zones 1Uda et UA du PLU et représente un secteur d'habitation essentiellement composé d'habitat individuel mais ayant déjà fait l'objet de programmes collectifs.

La société « SCCV La Roselière » a déposé sur ce secteur une demande de permis de construire sur une unité foncière de 3 201 m<sup>2</sup>, correspondant aux parcelles cadastrées AK0022 et AK0023. Le maître d'œuvre de ce projet est la SARL ADA (Atelier de Design et d'Architecture) géré par Nathalie GUERIN. L'opération de construction qui se situe au 6 rue du Coustouliès consiste en la construction d'un immeuble d'habitation avec une partie en R+2 et l'autre en R+3. L'immeuble, en forme de L, est composé de 46 logements au total (2 630 m<sup>2</sup> de SDP) dont 14 logements sociaux. Le projet comptabilise 78 places de stationnement en sous-sol et aérien.

Les travaux seront réalisés en une tranche.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « SCCV La Roselière » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

La réalisation de ce programme nécessite :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et VRD :
  - Une participation au renforcement du réseau d'électricité ENEDIS ;
  - Une participation à un équipement permettant la gestion et l'évacuation des déchets liés à l'opération ;
  - Une extension du réseau d'adduction et renforcement en eau potable ;
  - Une participation aux travaux d'aménagement de voirie sur la rue du Coustouliès.
- Des équipements publics de superstructures :
  - Une participation aux équipements publics communaux liés à la petite enfance ;
  - Une participation à la création de classes élémentaires supplémentaires.

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à **1 405 124 € HT**. Ce coût prévisionnel comprend tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas.



Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du code de l'urbanisme, sont fixées comme suit :

46 lgts	Programme d'équipements	Coût H.T.	A la charge de SCCV La Roselière				Part publique	
			Taux de participation	Montant de la participation	Participation foncière	Participation numéraire	Taux de participation	Participation numéraire
	Voirie	1 141 461 €	7%	79 902 €		79 902 €	93%	1 061 559 €
	Extension réseau AEP (forfait)	23 322 €		23 322 €		23 322 €		- €
	Gestion des déchets (4 conteneurs enterrés + fouilles, fourniture et pose)	30 460 €	90%	27 414 €		27 414 €	10%	3 046 €
	ENEDIS (40% pris en charge par ENEDIS)	35 312 €	60%	21 187 €		21 187 €	0%	- €
	Participation à la création de salles de classes élémentaires	147 180 €	90%	132 462 €		132 462 €	10%	14 718 €
	Participation aux équipements publics communaux liés à la petite enfance	27 389 €	90%	24 650 €		24 650 €	10%	2 739 €
	<b>Total général du programme</b>	<b>1 405 124 €</b>		<b>308 937 €</b>		<b>308 937 €</b>		<b>1 082 061 €</b>
	<b>Total général du programme + MOA 5%</b>	<b>1 475 380 €</b>		<b>308 937 €</b>		<b>308 937 €</b>		<b>1 152 318 €</b>

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de convention de PUP sera mis à la charge de l'aménageur, soit un montant prévisionnel de **308 937 € HT**, selon les modalités de calcul suivant :

- Les travaux d'aménagement de voirie sont pris en charge à 93% par la part publique et imputée à 7% à l'aménageur. Cette participation a été calculée à partir de comptages réalisés sur la voirie durant 2 semaines ;
- Une participation à la création de salles de classes supplémentaires ainsi qu'une participation aux équipements liés à la petite enfance ont été calculées à partir de données INSEE ;
- De la même manière, une participation à l'extension du réseau d'adduction et de renforcement en eau potable ont été calculées à partir d'un montant forfaitaire au logement,
- Le dispositif de gestion et évacuation des déchets, réalisé sur la parcelle AK0025 sera imputé à 90 % à l'aménageur car il répond majoritairement aux besoins de l'opération ;
- Le renforcement du réseau d'adduction électrique ENEDIS a été mis à la charge du pétitionnaire à 60 % et ENEDIS prend en charge 40% du montant), car il répond en partie aux besoins de l'opération.

Le périmètre de la convention de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 5 ans, est joint à la présente délibération. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de convention en mairie de Baillargues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de PUP « Coustouliès » établis entre la société « SCCV La Roselière » et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel des opérations, de la nature des travaux et du périmètre d'application ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application de la convention de PUP « Coustouliès » pour une durée de 5 années à compter du caractère exécutoire de ladite convention ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues dans le cadre de la convention de PUP « Coustouliès » susvisée ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) dans le cadre de la convention de PUP « Coustouliès » susvisée ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Geniès BALAZUN, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107168-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre d'application de la convention de PUP "Coustouliès"
- Projet de convention de PUP
- Projet de convention de reversement au SMGC
- Projet de convention de reversement à la commune

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Jacou - Zone d'activités Clément ADER - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A travers l'élaboration de son Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE), Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche volontaire visant à remédier à la carence constatée en matière de foncier économique et à favoriser l'économie productive et présente du territoire.

Adopté par délibération lors du Conseil de Métropole du 24 novembre 2016, le SAE a révélé le déséquilibre de l'offre immobilière professionnelle et l'insuffisance de foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire métropolitain.

En termes de foncier d'activité, le rythme annuel nécessaire est de l'ordre de 17,5 hectares cessibles, pour répondre aux demandes des entreprises de la Métropole. Aussi, étant donné le déficit actuel d'offre de foncier d'activité, la Métropole souhaite pérenniser le foncier à vocation d'activités existant afin de limiter l'ouverture à l'urbanisation d'autres sites.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCoT et du PLUi définissent la zone d'activités Clément Ader comme une polarité économique d'équilibre en tissu à dominante d'activités.

L'occupation du sol de la zone d'activités Clément Ader est caractérisée par :

- Une façade commerciale le long de l'avenue de Vendargues ;
- Des activités industrielles et artisanales ;
- Une faible colonisation du logement ;
- Quelques bâtis vacants.

Une réflexion doit être menée afin de mettre en œuvre un plan d'aménagement à l'échelle de la zone dans le but d'une part de définir la limite de la façade commerciale le long de l'avenue de Vendargues et d'autre part de sanctuariser la zone d'activités définie comme un tissu d'activités artisanales, économiques et industrielles.

Sans attendre la finalisation des études et afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de cette stratégie d'aménagement, il est proposé au Conseil de prendre en considération la mise à l'étude de ce secteur et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L 424-1 du Code de l'urbanisme. Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études.

Le Maire pourra opposer un sursis à statuer sur toute demande d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation, déposé dans le périmètre pris en considération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération l'étude de la zone d'activités Clément Ader sur la commune de Jacou ;
- approuver la délimitation des terrains concernés par cette opération, suivant le plan annexé à la présente délibération, donnant sursis à statuer, selon les dispositions de l'article L 424-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106884-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre d'études

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Établissement Public Foncier (EPF) - Rachat anticipé de propriétés acquises dans le cadre de conventions opérationnelles - Secteur de Roquefraisie Commune de Saint Jean de Védas - Quartier Cambacérès Commune de Montpellier - Site Cambacérès économique Communes de Lattes et Montpellier - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait appel à l'Etablissement Public Foncier Occitanie (EPF) pour réaliser le portage foncier des acquisitions à réaliser sur divers sites stratégiques de développement urbain de son territoire. Ainsi, des conventions d'anticipation foncière et opérationnelles ont été signées avec l'EPF Occitanie notamment pour les secteurs de Roquefraisie sur la Commune de Saint Jean de Védas, et de Cambacérès sur les Communes de Lattes et de Montpellier. L'EPF Occitanie a par conséquent réalisé des acquisitions foncières sur ces secteurs pour le compte de la Métropole.

Dans un souci de bonne gestion du budget de Montpellier Méditerranée Métropole et afin d'anticiper la fin des conventions de portage foncier, il est procédé chaque année au rachat anticipé de certaines parcelles.

Pour l'année 2019, il a été convenu avec l'EPF Occitanie que Montpellier Méditerranée Métropole procèdera au rachat de fonciers sur la convention opérationnelle du secteur de Roquefraisie sur la Commune de Saint Jean de Védas, et sur les deux conventions en cours sur le secteur de Cambacérès sur les Communes de Montpellier et de Lattes.

Les parcelles, acquises depuis 2013 par l'EPF sur le secteur de Roquefraisie à Saint Jean de Védas, initialement dans le cadre d'une convention d'anticipation foncière signée le 11 mars 2013 puis d'une convention opérationnelle depuis le 12 juin 2018, concernées par le rachat sont les suivantes : BA n°51, BC n°14, 31, 32, 75, 76, 90 et 91, d'une superficie cadastrale totale de 24 939 m². Le prix de rachat de ces fonciers, calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle du 12 juin 2018, est de 789 886,07 € TTC.

Les parcelles acquises par l'EPF sur le secteur de Cambacérès dans le cadre de la convention opérationnelle signée le 31 juillet 2013, puis modifiée par avenant le 2 septembre 2018, objet du rachat sont les suivantes : parcelles cadastrées SV n°2, 3, 46 et 44, pour une superficie cadastrale totale de 39 063 m², sises Commune de Montpellier. Le prix de rachat de ces fonciers, calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle du 2 septembre 2018, est de 1 099 631,71 € TTC.

Enfin, il sera procédé au rachat des parcelles cadastrées CB n°7, 8, 10 et 11, d'une superficie cadastrale totale de 32 804 m², sises Commune de Lattes. Acquises dans le cadre d'une convention d'anticipation foncière signée le 5 novembre 2013, puis d'une convention opérationnelle signée le 7 décembre 2018, ces parcelles, en partie bâties, sont gérées par Montpellier Méditerranée Métropole depuis leur acquisition. Le montant du rachat, calculé conformément à la convention opérationnelle du 7 décembre 2018 est de 2 785 411,95 € TTC.

Les prix de cession de cet ensemble de parcelles sont conformes à l'évaluation domaniale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition auprès de l'EPF des parcelles cadastrées BA n°51, BC n°14, 31, 32, 75, 76, 90 et 91, d'une superficie cadastrale totale de 24 939 m², sises Commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 789 886,07 € TTC ;
- approuver l'acquisition auprès de l'EPF des parcelles cadastrées SV n°2, 3, 46 et 44, d'une superficie cadastrale totale de 39 063 m², sises Commune de Montpellier, moyennant le prix de 1 099 631,71 € TTC ;
- approuver l'acquisition auprès de l'EPF des parcelles cadastrées CB n°7, 8, 10 et 11, d'une superficie cadastrale totale de 32 804 m², sises Commune de Lattes, moyennant le prix de 2 785 411,95 € TTC ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- saisir le notaire de l'Etablissement Public Foncier pour la rédaction de l'acte authentique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106933-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis des domaines.pdf
- convention opérationnelle roquefraise signée le 12 juin 2018.pdf
- avenant n° 1 signé le 21 septembre 2018.pdf
- convention opérationnelle OZ signée.pdf
- convention cambacérès éco signée le 7 décembre 2018.pdf
- rachat epf Lattes mpt.pdf
- Rachat EPF SJDV
- calcul prix de revient cambacères mtp.pdf
- calcul prix de revient cambacères lattes.pdf
- calcul prix de vente.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Quartier Mosson - Acquisition des locaux de l'URSSAF - 35 rue de la Haye à Montpellier - Parcelle cadastrée LS 22 - Approbation**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de Montpellier, cofinancés par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain a été signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'ANRU et le bailleur social ACM Habitat.

Il porte sur l'un des 12 quartiers prioritaires inscrits au contrat de ville, quartier le plus étendu, le plus peuplé et celui concentrant les plus importants dysfonctionnements urbains : le quartier de la Mosson, retenu par l'ANRU comme quartier d'intérêt national.

Si le quartier a bénéficié du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU), celui-ci a été notamment tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. La partie Sud de ce quartier doit désormais profiter de nouvelles évolutions positives. Les interventions développées jusqu'à ce jour n'ont pas suffi par ailleurs à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation du quartier.

Afin de poursuivre cette transformation nécessaire, le quartier a en conséquence été inscrit sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), dévoilé le 15 décembre 2014, et a fait l'objet de la signature du protocole de préfiguration en 2016.

Ce protocole prévoit la réalisation d'études préalables dont la plus grande partie a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'un mandat d'études jusqu'au 31 décembre 2019. Ces études préalables ambitionnent une vision prospective pour la prise en compte du quartier dans la gouvernance de la Métropole, la définition d'un projet intégré permettant la valorisation des espaces publics, le diagnostic de l'offre de logements en vue de son renouvellement, la caractérisation de l'offre commerciale, en équipements et en services en vue de sa reconfiguration.

L'Union pour le Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (U.R.S.S.A.F.) est propriétaire de la parcelle cadastrée LS 22 d'une superficie cadastrale de 5 017 m<sup>2</sup> située au 35 rue de la Haye à Montpellier dans le quartier de la Mosson à Montpellier. Cet établissement souhaite céder ce foncier bâti en nature de bureaux en R+2 sur sous-sol d'une surface utile nette (bureaux et sanitaires) de 2 790 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur le quartier de la Mosson, Montpellier Méditerranée Métropole est intéressée par l'acquisition de ces locaux qui deviendraient un équipement public mutualisé accueillant un pôle de services de proximité et éventuellement un centre d'affaires des quartiers.

Considérant l'avis des services de France Domaine du 17 septembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé à l'U.R.S.S.A.F. l'acquisition de ce bien moyennant le prix de 2 000 000 € HT, soit 717 €/m<sup>2</sup> de surface utile nette, qui a fait part de son accord de principe sur les conditions de cette cession, dans l'attente de l'accord de son Conseil d'Administration qui doit se réunir avant la fin de l'année.

La Métropole envisage de signer prochainement un traité de concession pour cette opération de renouvellement urbain. Par conséquent, le concessionnaire pourra se substituer à la Métropole pour acquérir le bien. Cette faculté de substitution du concessionnaire, ne modifiant en rien les conditions de la vente, elle sera mentionnée dans le compromis de vente qui pourrait être signé au début de l'année 2020, pour envisager une réitération authentique de l'acte de vente concomitamment avec la libération des lieux prévue fin septembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition à l'U.R.S.S.A.F. de la parcelle cadastrée LS 22 d'une superficie de 5 017 m<sup>2</sup> située au 35 rue de la Haye à Montpellier, supportant des locaux de bureaux pour une superficie utile nette de 2 790 m<sup>2</sup>, au prix de 2 000 000 € HT ;
- autoriser la substitution de Montpellier Méditerranée Métropole dans cet acte d'acquisition par le concessionnaire désigné pour réaliser l'opération de renouvellement urbain sur le quartier de la Mosson ;
- demander à Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, de rédiger un compromis de vente et l'acte authentique constatant la vente aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son concessionnaire ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le compromis de vente, l'acte de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Mustapha MAJDOUL, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107068-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- avis des domaines 17 sept 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Grabels - Secteur Croix de Guillery - Convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et la Commune de Grabels - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le 13 décembre 2018, la Commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, des actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager qu'elle porte et de la constitution de réserves foncières, ont signé la convention d'anticipation foncière pour une durée de 5 ans portant sur le secteur de la Croix de Guillery.

Ce secteur, d'une superficie de 46 hectares a été identifié comme secteur à préserver en raison de sa sensibilité paysagère et écologique, classé en espace boisé classé et en zone naturelle sensible Ns au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune. Au titre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé, le secteur est conforté en corridor écologique de principe trame verte en vue de préserver en particulier la faune et la flore de la zone humide entre la Mosson et le Rieu Massel.

Aujourd'hui, il s'avère nécessaire d'apporter des modifications à la convention initiale, par la signature d'un avenant n°1, à savoir, augmenter l'enveloppe financière de 500 000 € initialement à 600 000 € (article 2 de la convention d'anticipation foncière), modifier l'article 4.65, portant sur l'actualisation du prix de revient (année de référence), et ajouter l'article 10 sur le cofinancement des études pré-opérationnelles par l'EPF Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention tripartite entre la Commune de Grabels, l'EPF Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet Avenant\_.pdf
- Périmètre Croix de Guillery Grabels.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY



## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Aménagement de la ZAC Charles Martel extension - Cession de diverses parcelles à l'aménageur - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'aménagement de la ZAC Charles Martel Extension, située sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, s'inscrit dans le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain ainsi que le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) qui recense un important besoin en foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables au bon fonctionnement économique du territoire de la Métropole.

Compte tenu de la bonne commercialisation des parcs d'activités existants du « Larzat » et de « Charles Martel », la Métropole a créé, par délibération du 18 décembre 2014, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension, sur une superficie d'environ 10,6 hectares.

La ZAC Charles Martel Extension contribue à répondre aux besoins d'implantation d'entreprises artisanales, du BTP, de petites industries, et confortera les parcs d'activités existants. Une vingtaine d'entreprises supplémentaires y est attendue, correspondant à la création de près de 200 emplois. La localisation choisie permettra d'investir une dent creuse tout en préservant la richesse écologique du secteur.

Les objectifs de l'opération tels que définis dans la délibération du 27 octobre 2011, permettent de :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois ;
- conforter les secteurs d'activités économiques existants (Larzat et Charles Martel), par l'accueil d'activités artisanales et de services ;
- limiter le mitage de l'espace et tisser une urbanisation continue depuis le Pont de Villeneuve jusqu'à la zone d'activités du Larzat redonnant une structure et une cohérence urbaine au secteur ;
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements ;
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole ;
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...) et faire de la contrainte hydrique une valeur forte.

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs qui seront poursuivis dans la concession d'aménagement du site et les missions qui seront confiées à la société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) désignée comme aménageur de la ZAC.

Le concessionnaire doit assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévue, la réalisation des études et toutes les missions nécessaires à l'exécution des travaux et équipements, ainsi que l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation de l'opération, puis la revente des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

Depuis 2008, les négociations amiables engagées avec les propriétaires par la Métropole ou l'Etablissement Public Foncier, pour le compte de la Métropole, ont permis de maîtriser le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération.

Dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC, la SERM a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession des fonciers nécessaires aux travaux d'aménagement désignés comme suit :

Section	N°	Surface cédée en m²
AS	11	8 750
AS	12	3 334
AS	27	982
AS	466p	6 466
AT	108	1 196
AT	107	657
AT	106	2 296
AT	307	13 827
AT	257	2 397
Total		39 905

Cette cession aura lieu moyennant le prix total de 471 410,28 € HT correspondant au prix d'achat des fonciers par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur, conformément à l'évaluation des services de France Domaine.

Le paiement de cette acquisition s'étalera sur plusieurs exercices budgétaires pour se terminer en 2022. Le premier versement, d'un montant de 110 843 € HT aura lieu avant le 31 décembre 2019. Le solde du prix de vente sera dû pour 120 189,28 € HT avant le 31 décembre 2020 et pour 120 189 € HT avant les 31 décembre 2021 et 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine des parcelles cadastrées AS n°11, 12, 27, 466 partie, AT n°106, 107, 108, 257 partie et 357 partie, sises commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une superficie cadastrale totale de 39 905 m² environ moyennant le prix de 471 410,28 € HT, et dont le paiement s'échelonnait sur 4 exercices budgétaires, pour un premier versement de 110 843 € HT avant le 31 décembre 2019, pour un second de 120 189,28 € HT avant le 31 décembre 2020, et pour un troisième et quatrième de 120 189 € HT avant les 31 décembre 2021 et 2022 ;
- dire que les recettes correspondantes à cette cession seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, Mme Chantal MARION, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107065-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- récap parcellaire.pdf
- plan de division
- avis des Domaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Jean-Pierre MOURE, Jean-Luc SAVY

## Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Lattes - Secteur de Boirargues - Conservation du produit de la taxe d'aménagement majorée par Montpellier Méditerranée Métropole

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'aménagement du secteur de Boirargues sur la commune de Lattes, situé entre l'avenue Georges Frêche et l'avenue des Platanes, est compris dans la concession d'aménagement de l'opération « *Ode à la mer* ». Cette concession a été confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016) par Montpellier Agglomération en 2011 (devenue Montpellier Méditerranée Métropole en 2015).

Ce secteur, occupé principalement par de l'activité économique, est en mutation urbaine et constitue un territoire à forts enjeux pour la Commune et la Métropole, notamment du fait de sa localisation le long de la troisième ligne de tramway.

La mutation de ce secteur engendre des équipements publics à réaliser qui sont essentiellement des aménagements de voirie (chaussée, réseaux divers – hors assainissement, aménagements paysagers) :

- de la façade le long de l'avenue Georges Frêche ;
- de l'avenue des Platanes à hauteur des îlots concernés par les futurs programmes de construction ;
- d'une liaison entre l'avenue des Platanes et l'avenue Georges Frêche.

Le coût des équipements publics à réaliser a été estimé à 5 142 000 €, dont une part est imputable aux futures constructions.

Au regard du programme des équipements publics rendus nécessaires par l'organisation de l'urbanisation de ce secteur et au regard du programme prévisionnel de construction, il a été proposé l'instauration d'un taux majoré de la Taxe d'Aménagement venant se substituer au taux général de 5 %.

Il a été estimé que ce taux majoré pourrait générer une recette fiscale d'environ 4 052 000 €.

Par délibération du conseil municipal le 21 novembre 2013, une taxe d'aménagement à taux majoré de 14 % a ainsi été instaurée.

A la suite du transfert de compétences lié à la création de Montpellier Méditerranée Métropole, une délibération du Conseil de Métropole du 12 novembre 2015 a, d'une part, fixé le taux de taxe d'aménagement à 5 % sur l'ensemble du territoire métropolitain et, d'autre part, maintenu le taux de taxe d'aménagement majorée à 14 % sur le secteur de Boirargues.

Conformément à l'article L. 331-2 du Code de l'urbanisme, une délibération du Conseil de Métropole a défini les conditions de reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole à ses communes membres en fonction de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Compte-tenu du fait que les équipements à financer par la taxe d'aménagement majorée sur le secteur de Boirargues sont des équipements relevant des compétences métropolitaines, il convient de ne pas comptabiliser le montant du produit issu de la taxe d'aménagement majorée au calcul de l'enveloppe destinée au reversement de la taxe d'aménagement à la Commune de Lattes.

Le reversement du montant perçu par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M, concessionnaire et à ce titre maître d'ouvrage des travaux d'équipement à réaliser, sera traité dans le cadre du traité de concession.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter la non prise en compte du produit issu de la taxe d'aménagement majorée sur le secteur de Boirargues dans le calcul du montant de la taxe d'aménagement à reverser à la commune de Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Quartier Cambacérès - Concession d'aménagement de la SA3M - Compte Rendu annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant à la concession n°7 - Avenant à la convention d'avance de trésorerie n°6 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) mis en service en 2017. Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la gare Montpellier-Sud de France, Pôle d'Echange Multimodal (PEM) mis en service en juillet 2018.

De ce fait, le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M, et créé une ZAC sur 60 hectares, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal à échéance de sa livraison.

Par délibération du 6 février 2014, la Métropole a décidé de confier à la SA3M la réalisation et le portage, dans le cadre de cette opération d'aménagement, de la réalisation d'un cluster-hôtel d'entreprises, la Halle French Tech, fer de lance et vitrine de la filière numérique sur le territoire, objet d'un avenant n°1 à la concession.

Compte tenu du décalage dans le temps de la livraison de la gare de Nîmes-Manduel-Redessan, dénommée depuis Gare de Nîmes-Pont du Gard, dont dépend la fréquentation de la gare nouvelle de Montpellier, il a été décidé, par délibération du 31 juillet 2014 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement Cambacérès, de :

- Réaliser dans un premier temps les travaux de desserte et viabilité de la gare, en phase avec l'échéance et la programmation de la gare à sa livraison ;
- S'assurer de la réalisation des mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus onéreux pour la Métropole, notamment s'il fallait les réaliser après la mise en service des deux infrastructures ;
- Redéfinir le projet d'aménagement du secteur pour tenir compte des nouvelles données.

Par délibération du 30 septembre 2015, l'intégration des projets de travaux liés à la géothermie, d'une part, et à l'implantation du groupe Septeo Genapi, d'autre part, ont été actés.

Par délibération du 25 septembre 2016, la reprise des études urbaines et pré-opérationnelles a été intégrée à la suite de la désignation du groupement XDGA comme urbaniste en chef, notamment pour permettre la livraison de la Halle French Tech en 2020. Le quartier Cambacérès est confirmé comme le futur quartier dédié à l'innovation dans un environnement mixte, à la fois quartier d'affaires, résidentiel et de loisirs, pour accueillir notamment l'écosystème French Tech et la Halle, élément emblématique de ce nouveau quartier qui alliera l'animation urbaine au « dialogue » de la ville avec le paysage naturel et patrimonial environnant. Ont également été intégrés des ajustements relatifs aux montants de travaux de la géothermie et les modalités de financement associées.

Par délibération du 18 octobre 2018, compte tenu de l'avancement de l'opération et du décalage de la mise en œuvre du projet de la halle French Tech, le montant de l'avance de trésorerie prévue par la collectivité est diminué de 2 000 000 €. Ces évolutions font l'objet de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie. Dans la même délibération, un avenant n°6 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de permettre une nouvelle répartition du bilan financier dans le temps et limiter la participation de Montpellier Méditerranée Métropole. Simultanément, cet avenant a permis d'intégrer les missions de gestion locative et technique de la halle French Tech.



Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

En matière d'études, l'année 2018 a principalement concerné :

- La poursuite des missions et des procédures permettant de définir le parti d'aménagement (études urbaines sur la ZAC 1bis, mission AVP/PRO sur la ZAC 1, PRO/DCE sur le parc de la Mogère...) ;
- La finalisation des coordinations des différents maîtres d'ouvrages sur le secteur et notamment la finalisation des négociations avec les maîtres d'ouvrages d'infrastructures quant aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante de l'A9, du CNM et de la gare, dorénavant en service ;
- Les études de conception de la Halle French Tech, avec le dépôt du permis de construire et la validation du dossier APD arrêtant le coût définitif des travaux ;
- L'ensemble des études opérationnelles (géomètre, géotechnique, contrôle extérieurs des réseaux...) et la suite des travaux de viabilité de la ZAC.

Le poste études au bilan prévisionnel est stable, avec 315 000 € réalisés dans l'année.

En matière de travaux, l'année 2018 a été consacrée à la finalisation des travaux de viabilité de desserte de la gare pour un montant prévisionnel de 5 500 000 €.

Le montant de dépenses en travaux et honoraires techniques réalisé en 2018 s'élève à 3 216 000 €. Au bilan prévisionnel, le poste travaux et honoraires est ajusté à la hausse pour un montant de +124 000 €. L'avancement des études de maîtrise d'œuvre a permis d'affiner le coût des travaux. L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux pour cette première tranche est fixée à 10 500 000 € au contrat de maîtrise d'œuvre, soit 17 644 000 € en coût d'opération.

A échéance 2020/2022, le lancement de la Halle French Tech devrait permettre d'engager la première tranche de commercialisation de la ZAC (amorce urbaine) et notamment l'enveloppe urbaine. Dans ce cadre, un appel à projet mixte à dominante tertiaire pour la réalisation d'un ensemble immobilier de 30 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher a été engagé en 2018. A l'issue de cette phase de candidature, quatre groupements ont été retenus afin de travailler en ateliers. Les permis de construire sont envisagés en 2019 pour des livraisons en 2022. Sur l'année 2018, les recettes perçues sont le solde de la participation de l'entreprise Septeo dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (238 000 €).

A la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par l'aménageur permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie/contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur ;
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés...).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « portail numérique de quartier ». Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées à l'opération d'aménagement (ces dépenses seront partagées entre les différentes opérations concernées, au prorata des m<sup>2</sup> à construire). Le projet d'avenant n° 7 à la concession d'aménagement propose d'intégrer cette nouvelle mission de l'aménageur pour un montant de dépenses estimé à 200 000 €.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est également actualisé en dépenses en tenant compte des éléments suivants :

- Le montant des acquisitions foncières est ajusté de 204 000 €. En outre, les acquisitions foncières auprès du concédant sont revues à la baisse de 3 832 000 €, la SA3M devant acquérir les emprises directement auprès de ASF et de la SNCF ;
- La rémunération prévisionnelle de l'aménageur est revue à la baisse pour un montant de 97 000 € ;
- Le poste frais divers est revu à la baisse de 476 000 € ;
- Les frais financiers sont aussi optimisés avec une baisse au nouveau bilan de 214 000 €.

Le fonds de concours versé par l'opération à la collectivité est inchangé à 16 220 000 €.

Le bilan prévisionnel est aussi actualisé en recettes en tenant compte des éléments suivants :

- L'actualisation des recettes de charge foncière avec la prise en compte des nouveaux objectifs du Programme Local de Habitat qui génère une baisse des recettes prévisionnelles de 1 731 000 € ;
- Les recettes locatives prévisionnelles sont ajustées par prudence à 17 876 000 € (-1 458 000 €) pour tenir compte des conditions de gestion et d'exploitation de la future Halle French Tech ;
- Le montant de cession immobilière de la Halle French Tech est ajusté de 15 251 000 € à 15 155 000 € ;
- La participation d'équilibre du concédant est revue à la hausse de 1 200 000 € afin de tenir compte de l'impact du Programme Local de l'Habitat. Elle s'établit à 6 577 000 € au nouveau bilan. Un versement de 1 200 000 € est prévu en 2019 ;
- Le montant de subventions attendu est ajusté à la baisse et inclut les subventions attendues pour la Halle French Tech de 6 900 000 €, dont 2 400 000 € demandés à la Région Occitanie et à l'Etat, le solde devant être apporté par le concédant.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit ainsi en dépenses et en recettes à 311 542 000 € (en baisse de 838 000 €).

La mobilisation prévisionnelle d'emprunt augmente de 25 600 000 €, du fait du phasage de l'opération, pour s'établir à 57 600 000 € au nouveau bilan. Sur 2018, un emprunt à hauteur de 2 500 000 € a été mobilisé.

Le montant des avances de trésorerie reste stable, mais il est proposé d'en modifier l'échéancier afin d'avancer en 2019 un versement de 1 500 000 € prévu par la collectivité en 2020. Cette disposition doit faire l'objet d'un avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie.

Un avenant n°7 à la concession est proposé afin d'intégrer différentes évolutions mentionnées ci-dessus, à savoir :

- La conception et la mise en place d'une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement ;
- L'augmentation de la participation de la Métropole de Montpellier et son échéancier ;
- La proposition d'un nouvel échéancier de rémunération forfaitaire de la SA3M, au titre des études à poursuivre sur la ZAC 1 bis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement présenté par la SA3M pour l'exercice 2018 relatif à la concession d'aménagement Cambacérès ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération ;
- approuver l'avenant n°7 à la concession d'aménagement Cambacérès, pour tenir compte de la modification de la participation du concédant et de son échéancier, de la modification de l'échéancier de rémunération forfaitaire de la SA3M et l'intégration à la concession d'une mission de conception et de gestion d'une plateforme de services en lien avec d'autres opérations d'aménagement ;
- approuver l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie ;
- prendre acte des acquisitions effectuées dans le cadre de la concession d'aménagement Cambacérès du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 17 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107252-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport CRAC
- synthèse
- avenant concession
- avenant avance trésorerie
- tableau acquisitions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil du District de Montpellier a concédé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'opération d'aménagement du Parc Eureka à Montpellier. La ZAC, créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares, dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505 rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains sur le territoire de Castelnau-le-Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour. La SERM a réalisé l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Métropole a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été réalisé et cédé à la Métropole, qui le gère.

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eureka sur une superficie de 39 hectares sur la commune de Castelnau-le-Lez, modifié par délibération du 29 octobre 2013, pour réaliser un programme mixte d'activités tertiaires, socio-médicales, artisanales et de logements.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du 6 février 2014, ainsi que l'avenant à la concession d'aménagement afin de permettre une programmation mixte.

Le dossier de réalisation et le programme d'équipement public de la ZAC ont été modifiés par délibération du 27 janvier 2017 afin d'intégrer une participation de l'opération d'un montant de 2 927 000 € pour la création d'un groupe scolaire communal (financement d'un tiers de l'investissement par la concession). Enfin, un avenant n°17 approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a autorisé l'Aménageur à réaliser l'acquisition et la gestion de locaux commerciaux et de parking en ouvrage afin de constituer une polarité commerciale de proximité, à mettre en place une plateforme de service numérique, et à allonger la durée de la concession jusqu'en 2035.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération d'aménagement du Parc Eureka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2018 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

**La ZAC Parc Eureka, le lotissement Jean Mermoz et la ZAC Extension Eureka (Quartier Eureka) sur Castelnau-le-Lez :**

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses d'aménagement réalisées s'élève à 61 376 000 € HT dont 2 527 000 € HT en 2018, correspondant principalement à la phase 3 de travaux de viabilisation d'Extension Eureka et au démarrage de la phase 4.

La société Engie a été retenue pour mettre en place des services connectés innovants à destination des usagers du Quartier Eurêka (suivi de consommations énergétiques, services de proximité, lien social, accompagnement des seniors en faveur du maintien à domicile, développement de services innovants grâce à l'Open Data). La plateforme et les premiers services associés seront mis en service à la livraison du premier lot du quartier prévu en 2019.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 39 956 000 € HT dont 4 301 000 € HT en 2018. Avec trois compromis et quatre actes signés, la commercialisation des terrains pour l'accueil d'activités mixtes et tertiaires se poursuit à un rythme soutenu. Il en va de même pour la réalisation de la ZAC Quartier Eureka confirmant l'attractivité du projet auprès des entrepreneurs et des promoteurs de logements.

La libération de la ligne haute tension va permettre de proposer de nouveaux fonciers notamment pour des projets d'implantation d'activités productives répondant à une demande soutenue. Cette libération, à laquelle l'opération contribuera, participera également à une qualité renforcée du site.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé de ces trois opérations d'aménagement passe à 110 327 000 € HT en dépenses (+ 4 023 000 €) et à 108 888 000 € HT en recettes (+ 3 991 000 €) avec un déficit de 1 439 000 €.

En effet les recettes de cession connaissent une augmentation modérée, consécutive à l'amélioration des recettes de cessions d'ores et déjà constatées et d'une majoration de 65 €/m<sup>2</sup> HT des cessions à venir pour la production en logements libres, permettant d'intégrer la programmation majorée de logements sociaux sans mobiliser, pour ce faire, une participation complémentaire du concédant.

Concernant les dépenses prévisionnelles, le poste acquisition a été prévu à la hausse de 1 347 000 € sur le portage des surfaces commerciales afin de s'assurer d'un dimensionnement assurant une commercialité suffisante. Est aussi revue à la hausse la rémunération prévisionnelle de l'Aménageur notamment du fait des revalorisations de charges foncières, ainsi que les frais financiers suite à un besoin de trésorerie de court terme sur les exercices 2019-2020 et la souscription d'un emprunt supplémentaire de 1 500 000 €.

#### **L'Hôtel d'entreprises du Millénaire :**

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m<sup>2</sup> de surfaces utiles. Le taux d'occupation est de 100 % à fin 2018. Le loyer annuel perçu en 2018 est de 211 000 € HT. Le loyer annuel prévisionnel 2019 est de 307 000 € HT.

Le bâtiment construit au début des années 1990 n'est plus en adéquation avec l'évolution des normes environnementales, thermiques et énergétiques. Une première étude de reconversion du site a été réalisée visant à démolir l'actuel bâtiment à l'horizon 2022, afin d'y réaliser un programme de logements de 11 000 m<sup>2</sup> environ. La recette de charge foncière correspondante de 3 300 000 € est inscrite en 2022. Une étude complémentaire doit être menée pour arbitrer une solution de réhabilitation plus ou moins lourde sur ce bâtiment afin de conserver une offre locative très attractive sur ce secteur. Aussi la décision a été prise de prolonger la durée de vie de ce bâtiment jusqu'en fin 2021. Dans cette perspective, il n'est plus occupé que par des baux précaires. Les entreprises locataires seront accompagnées vers un projet de relocalisation, soit au sein du futur hôtel du numérique du quartier CABBACERES soit dans le secteur privé (acquisition foncière, offre existante de seconde main, programme de promotion de vente ou locatif).

#### **L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :**

Cet ensemble immobilier compte 1 161 m<sup>2</sup> utiles sur une parcelle de 3 017 m<sup>2</sup>. Le taux d'occupation est de 100 % à fin 2018. Le loyer annuel perçu est de 152 000 € HT en 2018, et le loyer annuel prévisionnel 2019 de 132 000 € HT.

Le solde d'exploitation positif du site a permis d'abonder à hauteur de 375 000 € le bilan de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire afin de maintenir sa trésorerie équilibrée. Il est envisagé, lors de la vente du foncier de l'hôtel d'entreprise du Millénaire en 2022, que l'avance de trésorerie de 375 000 € soit remboursée, afin de pouvoir réaliser des travaux de rénovation sur cet ensemble immobilier vieillissant.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises incluant la cession du MIBI s'établit à 134 744 000 € HT. La participation d'équilibre du concédant est inchangée à 3 358 000 € HT, et a déjà été intégralement versée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- approuver les tableaux de cessions pour l'année 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106405-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport CRAC
- synthèse
- tableau de cessions 1
- tableau de cession 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER



## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini, au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « *Ode à la Mer* » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projets « *Ecocité* » initié par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « *aménagement de l'espace* », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « *développement économique* » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La collectivité a décidé, par délibération du Conseil communautaire n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « *Ode à la Mer* », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a également décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- Le renouvellement du tissu économique existant ;
- La recomposition des équipements commerciaux ;
- L'introduction de logements (mixité autour des stations de tramway) ;
- La modernisation et/ou création d'équipements publics.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend environs 900 000 m<sup>2</sup> de Surface De Plancher (SDP) nouvelles.

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

### Etat d'avancement de l'opération d'aménagement d'ensemble :

L'activité de l'opération en 2018 s'est concentrée sur :

- La préparation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics de la ZAC Ode Acte 2 ;
- La préparation des dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le projet ;
- La finalisation du concept programmatique, du montage financier et lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre du Pôle Autonomie Santé sur sa nouvelle localisation à l'angle de l'avenue Georges Frêche et la RD 189 ;
- Le développement et l'accompagnement de nouveaux projets de mutation de murs commerciaux et de renouvellement urbain sur Solis, Soriech Nord, ilot stratégique Boirargues sur Lattes et Delta et Fenouillet, ainsi que Bir Hakeim sur Pérols ;
- La poursuite des négociations foncières pour accueillir une troisième opération à Pérols sur le secteur de Bir-Hakeim, destinée aux seniors, avec consultation d'opérateurs ;
- La réalisation du chantier de fouilles archéologiques sur les Hauts de Lattes ;
- La préparation de travaux d'aménagement (giratoire...).

### Zone en diffus hors ZAC :

Sur cette zone, la SA3M conduit le développement des secteurs urbanisés mixtes non intégrés en ZAC, dans le cadre de procédures d'urbanisme appropriées (secteurs à TA majorée et PUP...) afin d'accueillir des projets privés « spontanés » en cas de mutation foncière.

En 2018 : poursuite du suivi des opérations sur des terrains privés, directement acquis par des promoteurs auprès de propriétaires privés et le long de l'avenue Georges Frêche à Boirargues, en liaison avec la Commune de Lattes et à Bir Hakeim en liaison avec la Commune de Pérols.

### Gestion locative des locaux commerciaux :

En 2018, l'aménageur a re-commercialisé des enseignes partantes et préparé des nouveaux baux précaires en vue de leur transfert facilité dans Ecopole (CC Frey).

### Mouvements financiers :

Du point de vue des mouvements financiers effectués, l'opération enregistre fin 2018 un cumul de 65 010 000 € de charges, dont 8 492 000 € réalisés en 2018. Les charges réalisées en 2018 concernent notamment les études, les acquisitions, les travaux préparatoires, la rémunération du concessionnaire et les frais financiers.

Au 31 décembre 2018, les produits de l'opération enregistrent un cumul de 26 392 000 €, dont 3 706 000 € réalisés en 2018. Les produits réalisés en 2018 concernent notamment les loyers du patrimoine géré par le concessionnaire (1 428 000 €) et la participation du concédant (1 500 000 €).

### Bilan d'Aménagement et évolution :

Le bilan dépenses/recettes de l'opération d'aménagement est revu légèrement à la hausse de 248 100 000 € à 252 800 000 €, du fait d'une acquisition foncière non prévue précédemment, compensée par une cession non prévue dans le CRAC précédent tout en maîtrisant les autres dépenses au précédent bilan approuvé.

L'augmentation des dépenses est en totalité équilibrée par une augmentation des subventions (Fonds archéologiques, subventions pour le PAS) et recettes de cession aux valeurs de référence de marché, tout en conservant un niveau de provisions prudentielles et en permettant de respecter le nouveau PLH.

La participation du concédant évolue de 33 421 000 € à 34 771 000 € :

- 1 100 000 € au titre des participations du PUP avec le promoteur Terres du Soleil reçues par la Métropole et reversées au bilan de la concession Ode à la Mer ;
- 250 000 € au titre de l'intégration d'une partie de l'ancienne ZAC dite des Commandeurs dans la concession Ode à la Mer en vue de mener des études de requalification de ce site.

Les subventions de l'Etat et de la Région Occitanie, dans le cadre du contrat de plan Etat/Région (CPER) signé en 2016 par la Métropole, relative à la construction de la partie publique du Pôle Autonomie Santé sont prises en compte dans le bilan à hauteur de 1 595 000 €.

Les recours engagés sur les permis de construire FREY créent une incertitude quant au délai du transfert des commerçants qui sont désormais en attente de ce nouvel outil commercial plus performant. Ces recours bloquent ou retardent également la poursuite de la mutation de plusieurs sites au sein du projet (Solis, Soriech et surtout Fenouillet).

Par ailleurs, les recours engagés à l'encontre de la modification du PLU de la Commune de Lattes retardent la réalisation de projets résidentiels et la perception de recettes de cession foncière pesant sur la trésorerie de l'opération et nécessite le versement d'avances par le concédant.

#### L'année 2019 visera :

- La finalisation des études de la déclaration de projet sur la Commune de Lattes emportant mise en compatibilité du PLU après avis de recevabilité par la DREAL ;
- La constitution du dossier de réalisation de la ZAC ODE Acte 2 et la réalisation du diagnostic de l'Etude de Sûreté et de Sécurité Publique ;
- Le lancement de la consultation pour l'ilot E sur le secteur des Hauts de Lattes représentant 10 000 m<sup>2</sup> de SDP sous réserve de l'analyse des recours en appel des 2PC sur les lots 25D et 25F ;
- Le choix de la maîtrise d'œuvre au troisième trimestre pour le Pôle Autonomie Santé puis le dépôt du permis de construire au cours du deuxième trimestre 2020 ;
- La stabilisation de la fiche de lots pour les cessions au sein du quartier « *Platane* », îlot stratégique, pour permettre des consultations promoteurs ;
- La reprise des discussions et de la programmation du quartier « *Delta* » ;
- La stabilisation des fiches de lots But et Lidl en vue des consultations promoteurs par les propriétaires au sein du quartier « *Soriech Nord* » ;
- Quartier « *Bir Hakeim* » : le dépôt du permis de construire sur le lot BH3 et la finalisation des négociations foncières et signature d'un PUP hors ZAC dont le versement à l'aménageur sera effectué via une augmentation de la participation en 2020 ;
- Quartier Estagnol : désignation d'un urbaniste en chef pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

Enfin, à la demande du concédant, l'aménageur va mettre en place une plateforme de services à l'échelle de l'opération d'aménagement. Dans le cadre de la ville connectée, cette démarche repose sur deux éléments :

- Mettre en place un ensemble de capteurs et d'infrastructures réseau dans les bâtiments créés sur les différents quartiers pilotés par la SERM et la SA3M permettant d'améliorer le quotidien des usagers (visiophonie / contrôle d'accès, énergie, eau, sécurité, stationnement, domotique, santé...). Ce travail sera réalisé par les différents constructeurs, piloté et coordonné par l'aménageur ;
- Créer une plateforme de services permettant de mettre à disposition un ensemble de services issus des données remontées par les capteurs mais également de données plus générales mises à dispositions par d'autres partenaires (TaM, Métropole, partenaires privés).

Ceci permettra pour chaque quartier concerné de créer un véritable « *portail numérique de quartier* ».

Les dépenses relatives à la conception et la mise en place de cette plateforme qui ne sont pas prises en charge par les opérateurs-constructeurs seront intégrées aux bilans des opérations d'aménagement des quartiers concernés. Pour l'opération ODE à la Mer ces dépenses s'élèvent à 200 000€.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n°5 à la concession d'aménagement actant notamment l'intégration du secteur des Commandeurs dans le périmètre de la concession d'aménagement et la modification du montant de la participation du concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération d'aménagement Ode à la Mer, présenté par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour l'exercice 2018 ;
- prendre en considération les cessions et les acquisitions effectuées par le concessionnaire sur l'année 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Ode à la Mer, tel qu'établi par le concessionnaire au 31 décembre 2018 ;
- approuver l'avenant n°5 à la concession d'aménagement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106817-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 01930\_CRAC\_2018\_VD.pdf
- 01930C SYNTHESE.pdf
- 01930C2 DETAIL.pdf
- Copie de 2018 Ode à la Mer - Commun n1930.pdf
- Copie de 2018 Ode à la Mer Acte 1 n1931.pdf
- Copie de 2018 Ode à la Mer Acte 2 n1932.pdf
- ODE 1930 - CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE AVENANT N4 VD.pdf
- 2018 ODE 1930 Contrat Concession Avnt 5 VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Mandat d'études Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°4 au mandat d'études - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes passé depuis avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Par cette même délibération il a décidé de confier à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat pour la réalisation des études préalables relevant du protocole sur le quartier des Cévennes.

Ce mandat a été signé le 1<sup>er</sup> septembre 2016, transmis en préfecture le 13 septembre 2016 et notifié par le mandant au mandataire le 16 septembre 2016.

Par décision du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études Cévennes, signé le 7 avril 2017, reçu en préfecture le 18 avril 2017 et notifié le 2 mai 2017, pour intégrer la mission d'OPCU (Ordonnancement Pilotage Coordination Urbain) dans le mandat d'études confié à la SA3M.

Le Conseil de Métropole a approuvé le 2 novembre 2017, un avenant n°2 au mandat, pour proroger de six mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 30 mars 2019. Cet avenant, signé le 18 décembre 2017, a été reçu en préfecture le 28 décembre 2017 et notifié à la SA3M le 26 janvier 2018.

Afin de permettre à la SA3M de mener les études complémentaires nécessaires avec la maîtrise d'œuvre urbaine retenue, le Conseil de Métropole a approuvé le 18 octobre 2018 un avenant n°3 pour proroger de neuf mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 31 décembre 2019. Cet avenant n°3, signé le 28 décembre 2018, a été reçu en Préfecture le 9 janvier 2019 et notifié à la SA3M le 15 janvier 2019.

Les études en cours seront finalisées d'ici le 31 décembre 2019 à l'exception des études urbaines nécessaires à l'élaboration du projet urbain et de la convention ANRU, qui se poursuivront jusqu'à la stabilisation du plan guide, la signature de la convention ANRU et l'entrée en vigueur de la Concession d'Aménagement portant notamment sur la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine Cévennes contracté avec l'ANRU.

Afin de permettre à la SA3M de mener ce travail, il est ainsi proposé un avenant n°4, sans rémunération complémentaire de la SA3M, permettant de proroger de 6 mois la durée actuelle du mandat soit jusqu'au 30 juin 2020. Cet avenant intègre également des prestations complémentaires et prend en compte les dépenses d'études réalisées ou en cours à la baisse, établissant un bilan des dépenses globales à coût constant.

Le bilan qui est présenté s'établit à 904 000 € HT, soit 1 085 000 € TTC en dépenses et en recettes, dont 225 000 € HT (270 000 € TTC) réalisés en dépenses et 238 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2018. Le coût de la rémunération totale est porté à 227 000 € HT (272 400 € TTC) au lieu de 224 000 € HT (268 800 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 du mandat d'études du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes mis en œuvre par la SA3M, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver le bilan prévisionnel du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- approuver le projet d'avenant n°4 de prolongation de 6 mois du mandat d'études pour le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107144-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC Cévennes 2018
- avenant 4 mandat Cévennes
- synthèse bilan Cévennes 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA



**Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Mandat d'études Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°4 au mandat d'études - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, passé depuis avec l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Par cette même délibération il a également décidé de confier à la SA3M un mandat pour la réalisation des études préalables relevant du protocole sur le quartier de la Mosson.

Ce mandat a été signé le 1er septembre 2016, transmis en préfecture le 13 septembre 2016 et notifié par le mandant au mandataire le 16 septembre 2016. Par décision du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études Mosson, signé le 7 avril 2017, reçu en préfecture le 18 avril 2017 et notifié le 2 mai 2017, pour intégrer la mission d'OPCU (Ordonnancement Pilotage Coordination Urbain) dans le mandat d'études confié à la SA3M. Le Conseil de Métropole a approuvé le 2 novembre 2017, un avenant n°2 au mandat d'études, pour proroger de six mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 30 mars 2019. Cet avenant, signé le 18 décembre 2017, a été reçu en préfecture le 28 décembre 2017 et notifié à la SA3M le 26 janvier 2018.

Afin de permettre à la SA3M de mener les études complémentaires nécessaires avec l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine retenue, le Conseil de Métropole a approuvé le 18 octobre 2018 un avenant n°3 pour proroger de neuf mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 31 décembre 2019. Cet avenant n°3, signé le 28 décembre 2018, a été reçu en Préfecture le 9 janvier 2019 et notifié à la SA3M le 15 janvier 2019.

Les études en cours seront finalisées d'ici le 31 décembre 2019, à l'exception des études urbaines nécessaires à l'élaboration du projet urbain et de la convention ANRU qui se poursuivront quant à elles jusqu'à la stabilisation du plan guide, la signature de la convention ANRU et l'entrée en vigueur de la Concession d'Aménagement portant notamment sur la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine Mosson à contracter avec l'ANRU.

Afin de permettre à la SA3M de mener ce travail, il est ainsi proposé un avenant n°4, permettant de proroger de 6 mois l'actuelle durée du mandat, soit jusqu'au 30 juin 2020. Cet avenant intègre également les prestations complémentaires suivantes :

- réalisation de l'étude d'impact/évaluation environnementale du projet Mosson,
- engagement des études de relogement,
- études confiées à la maîtrise d'œuvre urbaine : élaboration des schémas sectoriels, études de faisabilité, fiches de lots, programmation des équipements, complément à l'étude hydraulique, réhabilitation du parc social, ...

En outre, l'avenant n°4 prend en compte les dépenses d'études à la baisse (- 90 000 €) pour tenir compte de celles qui sont déjà réalisées. Il établit ainsi l'augmentation globale des dépenses du bilan à + 1 436 000 € TTC.

Le bilan qui est présenté s'établit à 4 010 000 € HT, soit 4 811 000 € TTC en dépenses et en recettes, dont 1 229 000 € HT (1 474 000 € TTC) réalisés en dépenses et 1 138 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2018. Le coût de la rémunération totale est porté à 1 113 000 € HT (1 335 600 € TTC) au lieu de 1 093 000 € HT (1 311 600 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018, du mandat d'études du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Métropole ;
- approuver les bilans prévisionnels du mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- approuver le projet d'avenant n°4 de prolongation pour 6 mois du mandat d'études pour le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107142-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2018 mandat Mosson
- avenant 4 CRAC Mosson
- synthèse bilan financier CRAC Mosson

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION  
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et  
gestion des milieux aquatiques

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

## **Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Bassin versant du Verdanson - Renforcement de la protection contre les inondations - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, et de l'élaboration du PLUi, des études hydrauliques ont été menées récemment par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson, avec un focus particulier sur les équipements hospitaliers du CHU de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve traversés par le principal affluent, le Font d'Aurelle. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour une pluie centennale et pour une pluie exceptionnelle telle celle enregistrée en septembre 2014 sur le bassin versant voisin de la Mosson.

Compte tenu de la sensibilité des équipements hospitaliers, différents travaux sont à envisager en vue d'une meilleure protection de ce site du CHU.

La Métropole a lancé, en août 2019, la maîtrise d'œuvre des aménagements de protection hydrauliques nécessaires. En parallèle, le CHU doit réaliser la déconnexion du réseau pluvial desservant le site du cadre enterré du Font d'Aurelle et engager la construction d'un nouveau collecteur pluvial.

En raison de la proximité de ces aménagements de protection et dans un souci de mutualisation des moyens et de coordination des interventions sur le site du CHU, une maîtrise d'œuvre globale est à envisager.

Le CHU souhaite confier la maîtrise d'ouvrage à la Métropole pour le suivi de la mission de maîtrise d'œuvre des travaux de déconnexion du réseau pluvial et pour la création d'un nouveau collecteur pluvial, en application de l'article L 2422-12 du Code de la commande publique afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, de simplifier les procédures et d'optimiser les coûts et les conditions de réalisation.

Il est ainsi proposé une convention, ayant pour objet de transférer à Montpellier Méditerranée Métropole la maîtrise d'ouvrage relative à la conception des nouveaux ouvrages pluviaux sur le site du CHU, de définir les missions confiées dans le cadre de ce transfert et les modalités de remboursement des coûts d'études par le CHU.

La convention prendra effet à la date de sa signature par les parties. Elle est conclue jusqu'à la validation des études de conception et à la remise du Dossier de Consultation des Entreprises au CHU.

Le coût estimatif prévisionnel des études préalables est de 409 205 € HT. Il correspond aux montants prévisionnels des études de faisabilité, des études géotechniques et de la maîtrise d'œuvre de conception des ouvrages. Comme le prévoit la convention, ce montant sera remboursé par le CHU. La convention pourra être modifiée par avenant en cas de dépassement de ce montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le CHU pour le transfert de maîtrise d'ouvrage des études de maîtrise d'œuvre pour la conception d'un collecteur pluvial sur le site du CHU ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108197-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et  
gestion des milieux aquatiques

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

## **Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Adhésion à l'association Centre Européen de prévention de Risque d'Inondation (CEPRI) - Désignation de représentants - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle construit sur son territoire. Dans le cadre de la compétence GEMAPI, les ouvrages communaux de protection contre les inondations sont aussi transférés à la Métropole qui en assure la gestion. Ces ouvrages sont constitués pour la plupart de digues et de barrages.

L'exercice de la compétence GEMAPI impose de construire les ouvrages dans les règles de l'art puis d'en assurer une gestion efficace, afin de maintenir dans le temps le niveau de protection pour lequel les ouvrages ont été réalisés. Outre la gestion courante comprenant l'entretien de la végétation et la surveillance régulière des ouvrages, les missions de gestion concernent aussi le respect des consignes de surveillance en période de crue et post-crue, la réalisation de visites techniques approfondies, des procédures d'intervention d'urgence pour réparer d'éventuels dommages aux ouvrages et de transmission de l'information en période de crise aux services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la DREAL et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ainsi qu'aux communes concernées.

Plus largement, à travers l'exercice de ses différentes compétences dans les domaines de l'eau, de la prévention et de la gestion des risques et de l'aménagement du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique globale et cohérente de résilience de son territoire face aux risques d'inondations.

Le Centre Européen de Prévention et de gestion du Risque Inondation (CEPRI) est une association loi 1901 créée en 2006, dont la principale mission est d'être l'appui technique et scientifique des collectivités territoriales et de l'Etat dans la prévention et la gestion du risque d'inondation. Afin de mener à bien cette mission, le CEPRI s'est fixé les objectifs suivants :

- de partager les bonnes pratiques et développer des outils pédagogiques dans le domaine du risque d'inondation à travers la publication et la diffusion des guides méthodologiques et rapports ;
- d'accompagner les collectivités locales dans la mise en place des réglementations européennes et nationales ainsi que dans la conception de démarches et de pratiques innovantes ;
- de faire vivre un lieu d'échange de savoir-faire, d'informations et d'expériences réussies pour tous les acteurs du risque d'inondation ;
- d'apporter un appui technique et son expertise auprès des instances locales, nationales et européennes pour moderniser la vision sur la gestion du risque d'inondation et la construction de la ville résiliente ;
- d'accompagner l'Etat dans les évolutions réglementaires telles que la directive inondation, les réformes du régime Cat-Nat, l'analyse coût-bénéfice, les digues et barrages comme ouvrages de danger, les SCoT, les PPR littoraux, etc.

Le CEPRI a ainsi su construire un réseau auquel adhèrent notamment des EPCI des littoraux français ou traversés par des grands fleuves et constitue une instance écoutée représentative des intérêts des collectivités locales en termes de gestion du risque inondation auprès des instances nationales et européennes.

Dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que la Métropole rejoigne ce réseau afin de participer aux échanges d'expériences et bénéficier des dernières avancées pour l'aider à mettre en œuvre ses politiques publiques de gestion du risque d'inondation et de construction de la ville résiliente. Il est ainsi proposé que Montpellier Méditerranée Métropole adhère au CEPRI.

La cotisation annuelle à l'association est fixée en fonction du nombre d'habitants de la collectivité. Les frais d'adhésion annuelle à l'association CEPRI s'élèvent ainsi à 2 000 €.

S'agissant d'une structure associative, il est proposé de désigner au sein du Conseil d'administration un représentant de la Métropole et son suppléant.



Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- Monsieur Philippe SAUREL, titulaire ;
- Monsieur Jean-Marc LUSSET, suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association CEPRI pour un montant annuel de 2 000 € ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation du représentant de la Métropole et de son suppléant au Conseil d'administration de cette association par un vote à main levée ;
- désigner Monsieur Philippe SAUREL représentant titulaire et Monsieur Jean-Marc LUSSET représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-100238-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et  
gestion des milieux aquatiques

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

## **Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant du Lez - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le plan de gestion élaboré par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), en concertation avec les EPCI Gémapiennes, est un document cadre qui propose sur la période 2020-2030 les modalités d'intervention et les priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle du bassin versant.

La mise en œuvre des travaux prévus au plan de gestion sur le territoire de la Métropole nécessite au préalable, l'obtention d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral pris après une procédure d'enquête publique.

En effet, en application des articles L.215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau (lit et berges) incombe aux propriétaires riverains.

Cependant, les collectivités et EPCI exerçant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) peuvent, conformément à l'article L.211-7 du Code de l'environnement, utiliser les articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant notamment :

- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- La protection, la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'intérêt général des travaux résulte :

- de la nature collective des enjeux menacés par les embâcles et l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant ;
- des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L.151-36 du Code rural et L.211-7 du Code de l'environnement ;
- de la nécessité de préserver voire restaurer les boisements et végétation rivulaires afin qu'ils conservent leurs fonctions (autoépuration des eaux, maintien des berges, frein aux écoulements, conservation de la biodiversité, etc.) ;
- de leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux Rhône Méditerranée-SDAGE, Contrat de Bassin du Lez dont PAPI Lez2) voire leur mise en œuvre ;
- des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

La Déclaration d'Intérêt Général est demandée pour une durée de 5 ans sur la période 2020-2024 reconductible une fois en cohérence avec la durée du plan de gestion 2020-2030.

L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour arrêter les modalités d'intervention.

Les travaux programmés seront réalisés entre mi-juillet et fin-décembre 2020, hors plantations, lesquelles pourront être réalisées de novembre 2020 à mars 2021. D'une manière générale les travaux de restauration, notamment de désembâclement, se feront durant les premières années des DIG et les travaux d'entretien seront répartis sur les autres années. Toutefois, des interventions en tout temps pourront être réalisées en cas de danger imminent : travaux post-crue, retrait des embâcles et risque de débordement de cours d'eau.

Les cours d'eau du bassin versant du Lez s'étendant sur les territoires des EPCI voisins de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault, de la Communauté d'agglomération Sète Agglopôle Méditerranée, de la Communauté d'agglomération Pays de l'Or, les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien sont approuvés dans les mêmes termes par ces dernières, de manière à obtenir les autorisations réglementaires à l'échelle du bassin-versant.

En complément, les travaux sont soumis à une procédure de déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-4, 214-6 et R.214-1 à 214-58 du Code de l'environnement (ancienne loi sur l'eau du 3 janvier 1992) et soumis à une procédure d'évaluation des incidences (articles R.214-32 et R.214-33 du Code de l'environnement).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Intérêt Général et à la déclaration au titre du Code de l'Environnement des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du Lez, situés sur le territoire de la Métropole ;
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'obtention de la déclaration d'intérêt général ;
- requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé de l'arrêté correspondant ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108206-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des  
déchets, propreté de l'espace  
public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

## **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat Territorial pour le Mobilier Usagé (CTMU) 2019-2023 avec l'Eco-organisme Eco-Mobilier pour la reprise et la valorisation des déchets d'ameublement - Autorisation de signature**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA), l'Etat a décidé de créer une filière spécifique pour le mobilier domestique et la literie, et de mettre en place une éco-participation visible sur les meubles neufs à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013. L'objectif national du dispositif étant d'au moins 45% de recyclage et 35% de valorisation énergétique pour fin 2017 afin de réduire la mise en décharge à 20% au maximum.

Dans ce cadre, la société Eco-mobilier, créée par les fabricants et distributeurs de meubles, a été agréée en tant qu'éco-organisme par arrêté du Ministère de l'Ecologie du 26 décembre 2012 pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2017 pour assurer la réutilisation et le recyclage des DEA.

Dès 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé la signature d'un premier contrat avec Eco-mobilier pour organiser la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement des ménages recueillis principalement dans ses déchèteries (Points Propreté), ainsi que dans le cadre des collectes d'encombrants organisées en porte à porte.

À la suite de la publication de l'arrêté du 27 novembre 2017 relatif à la procédure de ré-agrément et portant cahier des charges des éco-organismes candidats, Eco-mobilier a vu son agrément renouvelé par les pouvoirs publics le 26 décembre 2017 pour une nouvelle période de 6 ans. Toutefois, le projet de nouveau Contrat Territorial du Mobilier Usagé (CTMU) transmis au printemps 2018 par Eco-mobilier aux associations représentatives des collectivités locales comprenait un certain nombre de clauses jugées non conformes au cahier des charges de l'agrément, concernant notamment les conditions d'accès des usagers au service, l'enlèvement et la performance de remplissage des bennes de DEA.

Ces dispositions avaient alors conduit ces mêmes associations à inciter les collectivités à ne pas signer ce contrat en l'état. Dans l'attente de la finalisation des négociations, un nouveau contrat, assorti d'un avenant spécifiant que les clauses discutées resteraient sans effet pour l'année 2018, avait été transmis en novembre 2018. C'est dans ces conditions que le contrat Eco-mobilier et son avenant ont été approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 21 décembre 2018, pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour permettre à la Métropole de bénéficier rétroactivement des soutiens pour l'exercice 2018.

Les discussions se sont poursuivies au cours de l'année 2019 entre Eco-mobilier, les instances représentatives des collectivités et les pouvoirs publics. Eco-mobilier a ainsi transmis en juillet 2019 un projet de Contrat territorial pour la période 2019-2023, incluant encore un système d'incitation au remplissage des bennes installées en déchèteries, sous forme d'une modulation du soutien variable en fonction du remplissage de la benne, qui devait entrer en vigueur dès 2020. Cette évolution du barème de soutien nécessitant une concertation complémentaire avec les pouvoirs publics et un ajustement technique du cahier des charges des éco-organismes de la filière DEA préalablement à la signature du contrat, Eco-mobilier a revu le contrat à la demande des pouvoirs publics.

Cette version finale du CTMU 2019-2023, qui a reçu l'avis favorable des pouvoirs publics, prévoit donc que le barème de soutien variable sera fixé pour la période 2019-2020 à 20 €/tonne de DEA collectée. Un avenant pourra être ultérieurement proposé par Eco-mobilier afin de tenir compte de l'issue de la concertation qui est en cours pour la période 2021-2023. Sur le plan financier, les autres soutiens sont reconduits.

Enfin, conformément aux termes du contrat, 15 bennes sont actuellement disposées sur les déchèteries et ont permis de collecter 2 016 tonnes en 2018, en augmentation de 92% par rapport à 2017 (1 047 tonnes). Le tonnage prévisionnel est de 2 400 tonnes pour 2019. La mise en place des bennes, leur enlèvement et le traitement des DEA collectés sont alors pris en charge par l'éco-organisme. Les soutiens ont représenté pour leur part 424 074 € en 2018.

La signature du contrat avant le 31 décembre 2019 permettra à la Métropole de bénéficier de la rétroactivité des soutiens sur l'ensemble de l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat Territorial pour le Mobilier Usager proposé par l'éco-organisme Eco-mobilier, tel que présenté ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105612-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet-contrat-2409.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des  
déchets, propreté de l'espace  
public

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

## Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Environnement" - Exercice 2019

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la structure	Type	Titre	Montant
7215	Repair café Grand Montpellier	Manifestation	Semaine Européenne de la Réduction des Déchets	1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation d'une subvention de 1 000 € à Repair café Grand Montpellier sous réserve de signature de la convention correspondante ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-104824-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Repair Cafe Grand Montpellier 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des  
déchets, propreté de l'espace  
public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anné BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

## **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

La signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclu avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Deux premiers avenants ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire, pour un montant de 10 965 € HT, correspondant aux prestations à effectuer par le mandataire suite à la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché dont le montant total est porté à 320 K€ HT (y compris révisions d'ores et déjà perçues), soit 314 K€ HT hors révision.

S'agissant des travaux, la reconstruction du hall 7 s'est achevée le 30 mars 2012 et les derniers travaux confortatifs en matière de prévention incendie ont été réceptionnés le 11 février 2016.

Dans ce cadre, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte-rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération pour ce qui concerne les travaux d'amélioration des installations du réseau biogaz dont le montant a été estimé à 1 850 K€ HT, au terme de la phase diagnostic.

Les études se sont poursuivies en 2018 au stade Projet, en concertation avec l'exploitant de l'installation, titulaire de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'Exploiter, et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les études de Projet remises le 31 janvier 2018 ont été complétées en mai 2018, à la suite de la modification de programme consécutive à la prise en compte des remarques de l'exploitant concernant le déplacement des quatre torchères en place vers une structure indépendante facilitant les opérations de maintenance et une meilleure gestion des condensats, permettant d'aboutir à une version partagée dont les solutions techniques répondent aux préconisations de l'opération.

Un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre avec l'entreprise NALDEO a été conclu en juin 2018 pour un montant de 13 600 € HT, correspondant aux prestations nouvelles à effectuer. Un avenant n°2 a ensuite été conclu en novembre 2018 pour approuver les études de projet (PRO), arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux à hauteur de 1 763 070 € HT (en diminution de 86 930 € HT par rapport à la part de l'enveloppe prévisionnelle affectée par le maître d'ouvrage pour prendre en compte le transfert du remplacement de l'automate de sécurité, initialement prévu dans le programme de travaux, vers la DSP confiée à l'exploitant AMETYST), et enfin, d'arrêter le montant définitif du prix global et forfaitaire de rémunération du maître d'œuvre de 224 603 € HT, inchangé par rapport l'avenant n°1.

Consécutivement, les études opérationnelles se sont poursuivies en phase ACT en vue du lancement des consultations permettant de désigner les entreprises en charge de la fourniture des torchères d'une part, et de la réalisation des travaux d'amélioration du réseau biogaz d'autre part. Au cours de ces études, diverses adaptations complémentaires ont été retenues à la demande de l'exploitant, représentant une plus-value globale estimée à 60 000 € HT par rapport au montant arrêté en phase PRO.

Une première procédure de consultation a été lancée en avril 2018 selon la procédure concurrentielle avec négociation, pour l'attribution du marché de fourniture des torchères. Après analyse des dossiers de candidature, trois candidats ont été invités à remettre une offre. Seul le candidat FBI BIOME a remis une offre. À l'issue de l'analyse, et après information de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer le marché à la société FBI BIOME pour un montant de 506 685 € HT (en baisse de 12 335 € HT par rapport à l'estimation du maître d'œuvre de 519 020 € HT). Le marché de fourniture des torchères a été notifié à l'entreprise dès le début de l'année 2019 afin d'engager les études d'exécution au plus tôt pour lancer les fabrications.

Parallèlement, une deuxième procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation des marchés publics de travaux répartis selon 3 lots relatifs respectivement aux tuyauteries / raccordement des torchères (lot n°2), charpente métallique / installation des torchères (lot n°3), électricité / automatismes (lot n°4). Après une première déclaration d'infructuosité concernant le lot n°2, la date limite de remise des offres a été fixée au 18 décembre 2018 pour les lots n°2 et n°4 et au 7 janvier 2019 pour le lot n°3. Les marchés de travaux pour les lots n°2 à n°4 devront être attribués au 1<sup>er</sup> semestre 2019 pour un démarrage de la période de préparation avant l'été.

Parallèlement, les demandes d'autorisations administratives relatives au Porter à Connaissance dans le cadre de l'Autorisation d'Exploiter à conduire par l'exploitant en tant que titulaire de l'autorisation, et la demande de Permis de Construire Modificatif, ont été déposées en temps utile afin de garantir l'obtention des autorisations avant le démarrage des travaux programmé à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2019 pour un achèvement prévisionnel avant l'été 2020. La durée du mandat de maîtrise d'ouvrage doit être prorogée en conséquence jusqu'à cette date (hors Année de suivi de Parfait Achèvement) pour tenir compte de cette échéance prévisionnelle dans le cadre d'un avenant n°4, sans incidence financière.

Par ailleurs, le mandat prévoit que la SERM doit souscrire, pour son compte, une police Responsabilité Civile Décennale - Constructeur Non Réalisateur (CNR). Il n'est toutefois pas possible pour la SERM de souscrire une police CNR seule, cette garantie étant prévue dans le seul cadre d'une police Dommages Ouvrages dont la souscription par la SERM pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas prévue au mandat.

Sur le plan financier, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération n°M2018-587 le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2017 ainsi que son bilan prévisionnel ajusté à 5 043 K€ TTC en diminution de 125 K€ TTC par rapport au bilan 2016 du fait du transfert du remplacement de l'automate de sécurité, initialement prévu dans le programme de travaux, vers la Délégation de Service Public confiée à l'exploitant AMETYST.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

En 2018, aucun versement d'avances n'a été réalisé. 7 K€ HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 259 K€ HT.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2018 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 2 199 K€ TTC, dont 64 K€ TTC au titre de l'exercice 2018.

À ce stade du projet, le montant prévisionnel du bilan est porté 5 171 K€ TTC, en augmentation de 128 K€ TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017 et ce afin de prendre en compte l'écart de 115 000 € entre le montant des marchés de travaux attribués et le coût prévisionnel des travaux, écart notamment dû à l'actualisation des prix, et 12 000 € au titre des études.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2018 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires ;
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-101244-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02127\_CRAC\_2018\_VD.pdf

- 2127-AVENANT n° 4-VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des  
déchets, propreté de l'espace  
public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Joël VERA



## **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle est arrivée en limite de capacité et nécessitait des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil d'Agglomération a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération, et ce en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de Construction Réalisation Exploitation Maintenance (CREM) pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (dite « loi MOP »).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, Voirie Réseaux Divers (VRD) et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER consiste notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- Couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- Réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation. A l'issue de cette consultation, le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € HT, toutes tranches confondues.

Les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri, ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier, lancé en décembre 2016. Au terme de la procédure de consultation, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT, y compris le montant lié à l'exploitation hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédiée à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève à 8 536 932,00 € HT, en diminution de 963 068 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € HT.

À l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD) de 2017 pour la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur 4 166 000 € HT, en augmentation de 466 000 € HT par rapport à l'enveloppe prévisionnelle initiale affectée par le maître d'ouvrage. Au cours de l'année 2018, la SA3M a fait établir le projet définitif qui a été remis par la maîtrise d'œuvre le 17 avril 2018.

L'estimation du montant des travaux a été réévaluée à 4 255 460 € HT, soit + 1,43% par rapport au coût prévisionnel des travaux de 4 166 000 € HT fixé au terme des études d'APD, pour prendre en compte les observations du mandant et les dernières adaptations du titulaire du MGP nécessaires au process de tri, ainsi que l'intégration des préconisations géotechniques relatives aux fondations du nouveau bâtiment et des voiries.

Complémentairement, le Contrôleur Technique, le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé de l'opération, ainsi que le cabinet chargé d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage à la passation et à la gestion de marchés publics d'assurance ont été désignés. Au premier trimestre de l'année 2018, le maître d'œuvre a également diligenté les études géotechniques, de diagnostic amiante avant travaux, étude technique foudre, afin de conforter les choix retenus pour la rénovation et l'extension du bâtiment existant.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) constitué par la maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation et d'extension du centre de tri concerne la zone de bureaux rénovée et étendue, la zone de bâtiment process rénovée, l'extension du hall de réception des déchets, le bâtiment neuf de stockage des balles, hors la réalisation du nouveau process de tri préalablement confiée à la société SMTVD dans le cadre d'un marché public global de performance.

Après l'envoi de l'avis de publicité le 8 juin 2018, la date limite de réception des candidatures et des offres initiales était fixée au 12 juillet 2018. Une visite commune du site, non obligatoire, s'est tenue le 26 Juin 2018. Au terme de la procédure et après analyse des offres finales et avis de la Commission d'Appel d'Offres du 27 novembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'autoriser la signature des marchés de travaux avec les entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses, répartis en 18 lots pour un montant de 4 337 000 € HT, en augmentation de 171 000 € HT par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2017 de 4 166 000 € HT. Dans le même temps, les travaux mineurs prévus dans le MGP ont été engagés en 2018 conformément au planning.

Le dossier de demande de permis de construire a été déposé aux services instructeurs de la Ville de Montpellier le 5 avril 2018 et, au vu des avis favorables de la Sous-Commission Départementale de Sécurité, du Groupement de Prévention des Risques Bâtementaires du SDIS de l'Hérault, du service Accessibilité de la Direction de l'Action Immobilière et de l'aménageur de la ZAC, l'arrêté de Permis de Construire a été délivré le 25 octobre 2018.

S'agissant de la demande d'Autorisation Environnementale, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité par courrier du 16 mars 2018, de Monsieur le Préfet de l'Hérault de bien vouloir diligenter les procédures en vue de la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées. La phase d'examen du dossier s'est achevée le 20 août 2018, le Tribunal administratif a été saisi en vue de soumettre ce dossier à la phase d'enquête publique. Au terme de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 octobre 2018 au 9 novembre 2018, le commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions à Monsieur le Préfet le 13 novembre 2018 assortis d'un avis favorable. À la suite de la parution du décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, le projet, relevant précédemment du régime de l'autorisation, relève désormais du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 dudit code. Au terme de l'instruction, l'Arrêté Préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 a été délivré par Monsieur le Préfet le 21 décembre 2018.

Au terme de la période de préparation, les travaux d'extension et de rénovation du bâtiment ainsi que du nouveau process ont immédiatement démarré dès le 28 janvier 2019, conformément au planning prévisionnel. Une attention particulière sera portée tout au long de l'année 2019 sur la bonne gestion des interfaces entre travaux du process objet du MGP et les travaux de VRD/bâtiment en vue de la mise en service industrielle de l'équipement au premier trimestre 2020.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Les 1 200 000 € HT prévus au titre du versement d'avances ont été réalisés en 2018. 75 000 € HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 402 000 € HT. L'arrêt des comptes au 31 décembre 2018 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 1 579 000 € TTC, dont 1 142 000 € TTC au titre de l'exercice 2018.

À ce stade du projet et au regard notamment du résultat des différents marchés de travaux attribués en 2018, le montant prévisionnel du bilan est maintenu à 19 310 000 € TTC, sans modification par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2018 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER ;
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-101162-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 02905\_CRAC\_2018\_VD-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS  
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les Villes de Montpellier et Rio de Janeiro, au Brésil, ont signé en 2012, un accord d'amitié et de coopération. Cet engagement portait sur les thématiques suivantes : urbanisme, développement urbain durable, tourisme, sports et les arts...

A la suite de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Forum de l'Alimentation pour les villes et territoires latino-américains qui s'est déroulé à Rio de Janeiro, au mois de mai 2019, et à la suite de la participation de la Ville de Rio de Janeiro au 5<sup>ème</sup> Sommet du Pacte de Politique Alimentaire de Milan, les représentants des parties ont souhaité renouveler et élargir l'accord initial à Montpellier Méditerranée Métropole. Ce nouvel accord a pour objectif d'encourager l'établissement de relations économiques, commerciales, scientifiques et technologiques, les mobilités étudiantes et les échanges culturels dans le cadre et le respect des législations brésiliennes et françaises en vigueur.

Montpellier et Rio de Janeiro sont conscientes de l'urgence d'agir pour préserver leurs écosystèmes face au changement climatique qui impacte la planète, et particulièrement leurs territoires (inondations, sécheresse, feux de forêts, canicule ...). Elles se sont aussi engagées à développer des systèmes agro-écologiques et alimentaires durables dans leurs territoires respectifs.

Dans le cadre de ce nouvel accord tripartite entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, les parties souhaitent favoriser l'amplification et la consolidation des rapports de coopération, entrepris en 2012, dans les domaines cités précédemment et les étendre à la santé, l'innovation, la transition agro écologique et l'alimentation durable. Ces rapports de coopération se traduiront par le développement de projets, d'échanges d'expérience et de savoir-faire dans les domaines précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'accord ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107315-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Accord d'amitié et de coopération entre MontpellierMontpellier Méditerranée Métropole et Rio de Janeiro oct 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Commune de Le Crès - Parc d'Activités Économiques (PAE) "Rue Pic Saint Loup / Maumarin" - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Un Parc d'Activités Économiques (PAE) d'environ 32 ha est situé au Nord-Ouest de la commune du Crès, sur le site dit « rue Pic Saint Loup / Maumarin ». Ce site déjà urbanisé, qui accueille un tissu disparate d'activités artisanales, industrielles et commerciales ainsi que des opérations de logements, offre encore de réelles opportunités de densification économique. Il présente un site vacant de 2,5 ha, le site « SPAPA », sur l'emprise d'une ancienne centrale d'enrobé qui fait l'objet d'une attention particulière de la commune et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre du PLU en vigueur, ce PAE est affecté à des activités industrielles, artisanales et commerciales. L'aménagement et l'extension des constructions à usage d'habitation sont possibles dans la limite de 20 % de la Surface De Plancher (SDP).

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) considère ce site comme une polarité économique d'équilibre en tissu à dominante d'activités.

A la suite d'une première étude, il ressort de l'analyse du site que la majeure partie des emprises sont affectées à des fonctions économiques (de façon exclusive ou mixte). Or, face au manque de foncier économique, le moment semble opportun pour s'interroger sur les perspectives d'évolution maîtrisée de ce grand secteur dans une démarche de développement durable et d'accompagner cette mutation au cours des toutes prochaines années. En conséquence, il convient donc de mettre en place les conditions nécessaires à la maîtrise de son évolution.

Aussi, afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement, il est proposé au Conseil de Métropole de prendre en considération la mise à l'étude de la requalification de ce secteur et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme. Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études.

Le Maire pourra opposer, le cas échéant, un sursis à statuer sur toute demande d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation, déposé dans le périmètre pris en considération, dans la mesure où l'autorisation sollicitée serait susceptible de porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération la mise à l'étude d'un projet d'aménagement du secteur « Rue du Pic Saint Loup / Maumarin » sur la commune du Crès ;
- instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.421-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105930-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre de prise en considération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Parc d'activités économiques ZAC Charles Martel Extension - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Sur le « *secteur littoral* », le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 met en évidence l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Ainsi, à Villeneuve-lès-Maguelone, le parc d'activités Charles Martel Extension a été envisagé dans le prolongement des parcs d'activités existants du Larzat et de Charles Martel.

Par délibération du 18 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et a créé la ZAC Charles Martel Extension sur une superficie d'environ 10,6 ha. Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur par une délibération du 21 juillet 2016.

Depuis, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et le projet de révision de SCoT arrêté ont identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, BTP, petite industrie) et de petite logistique, la ZAC Charles Martel Extension contribuera à combler une partie de ce déficit. Le nouveau SCoT révisé conforte d'ailleurs la nécessité d'aménager cette extension.

Le projet d'aménagement du parc d'activités Charles Martel Extension a été déclaré d'utilité publique le 17 novembre 2015.

Au regard de la richesse écologique du secteur, un arrêté préfectoral de dérogation pour la destruction d'espèces protégées a été obtenu le 12 février 2016 suite à un avis favorable du Conseil National pour la Préservation de la Nature (CNP). Cette arrêté décrit la séquence « *ERC* » (Eviter, Réduire, Compenser) qui sera mise en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

A ce jour, 93 % du foncier est déjà maîtrisé par Montpellier Méditerranée Métropole ou par son prestataire foncier (Établissement Public Foncier). Les propriétés restantes pourraient ne pas être acquises et s'intégrer à l'aménagement dans le cadre de la mise en œuvre d'une convention de participation. Elles devront dans ce cadre s'acquitter d'une participation au coût des équipements publics réalisés par l'aménageur.

Les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives puis à la réalisation des travaux ont été engagées. La demande d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau a été déposée mi-2019 pour une obtention attendue en 2020.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 111 000 € HT, dont 54 000 € HT pour l'exercice 2018, correspondant essentiellement à la rémunération de l'aménageur.

A noter que les premiers versements de la participation d'équilibre sont intervenus en 2017 et 2018 pour un montant de 300 000 €. A terme, la participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvera à 2 010 000 €. Afin de prendre en compte l'évolution du planning de l'opération, l'échéancier de versement de la participation est décalé dans le temps et nécessite un avenant n°3.

Les premières recettes de cession sont envisagées fin 2020. A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé s'équilibre à 6 950 000 € HT en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone, produit par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération ;
- approuver l'avenant n°3 au traité de concession portant sur l'évolution de l'échéancier de versement de la participation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106667-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport CRAC
- bilan financier
- avenant 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) 2019 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire de la Métropole. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces sociétés sont un des éléments du dynamisme du territoire.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, Salon de l'immobilier d'entreprise, rassemble pendant trois jours, du 11 au 13 décembre 2019, près de 30 454 professionnels et 467 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France.

Il s'agit pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations et favoriser les prospects.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes (dirigeants, administrateurs et techniciens).

Ce succès passe également par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par la SERM et la SA3M des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole relative à leur participation au SIMI du 11 au 13 décembre 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Renaud CALVAT, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jérémie MALEK, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106208-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONV\_SIMI\_2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Attribution d'une subvention à l'Association Maison Montpellier Chengdu - Désignation des deux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu - Exercice 2019 - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 a permis le développement des entreprises de la Métropole vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les Etats-Unis, mais aussi la Chine.

En novembre 2010, Montpellier Méditerranée Métropole a signé un accord de collaboration économique avec la Ville de Chengdu, ainsi qu'avec l'organisme EUPIC, basé à Chengdu, qui est le vecteur de déploiement de cette stratégie d'Etat vis-à-vis des Provinces centrales chinoises.

Chengdu qui est la capitale de la Province du Sichuan, est le point d'entrée obligé pour ce marché chinois qui est plus porteur que celui de Shanghai et des grandes métropoles chinoises. Le jumelage Montpellier/Chengdu, premier jumelage entre une ville européenne et une ville chinoise, a fêté ses trente-huit ans d'existence en juin 2019.

Dans le cadre de ce jumelage la Ville de Montpellier a décidé en 2005 l'ouverture d'une Maison Internationale de Montpellier à Chengdu. Cette structure, tout à fait originale (antenne d'une ville dans sa ville jumelle), est unique dans l'histoire des jumelages franco-chinois et est portée par l'Association Maison Montpellier Chengdu.

Les premières années d'existence de la Maison ont permis de développer des coopérations indispensables à tout jumelage telles que : culture, art, universitaire, institutionnel. L'Association Maison Montpellier Chengdu, en accord et à la demande des autorités chinoises locales, a élargi les domaines de coopération à l'économie et l'innovation.

Ces axes de développement s'imbriquent totalement dans la stratégie que Montpellier Méditerranée Métropole mène vis-à-vis de la Chine et tout particulièrement avec la Ville de Chengdu. L'implication de la Métropole au sein de la Maison Internationale de Montpellier à Chengdu permet d'accroître sa visibilité, ses possibilités de promotion du territoire mais aussi assied sa position auprès des acteurs du développement économique de la Ville de Chengdu.

En conséquence et compte tenu de l'implication de Montpellier Méditerranée Métropole dans la dynamique franco-chinoise et plus particulièrement à Chengdu, il est proposé d'octroyer à l'Association Maison Montpellier Chengdu une subvention de 20 000 € pour l'année 2019.

En parallèle, il est également nécessaire de procéder à la désignation de deux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Gilbert PASTOR**
- **Eric PENSO**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement à l'association Maison Montpellier Chengdu d'une subvention pour l'année 2019 de 20 000 €, sous réserve de la signature de la convention correspondante ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation de deux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de l'Association Maison Montpellier Chengdu par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner Gilbert PASTOR et Eric PENSO en qualité de représentants de la Métropole au sein de cette structure et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Robert COTTE, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASYLVA, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal MARION, Mme Patricia MIRALLES, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-104659-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2019 conv maison chengdu.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017). Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **Journées Méditerranéennes des Jeunes Chercheurs**

La Société Chimique de France, sous l'autorité de son Président, Monsieur Sébastien ULRICH, a organisé du 16 au 18 octobre 2019, à l'Ecole de chimie de Montpellier, une manifestation intitulée « *Journées Méditerranéennes des Jeunes Chercheurs* ».

Ces journées ont rassemblé des événements destinés à un public de chercheurs académiques et industriels, avec l'organisation des 7<sup>èmes</sup> Journées Méditerranéennes des Jeunes Chercheurs et de la 29<sup>ème</sup> Journée Grand Sud-Ouest de Chimie. Cet événement a été l'occasion unique pour les étudiants de master, doctorants, post-doctorants et jeunes permanents de venir se former à l'échange et à la diffusion du savoir et des avancées, tout en renforçant les collaborations entre le monde académique et le monde industriel. Environ 200 participants, étudiants en master, doctorat, chercheurs et personnalités de renommée européenne et internationale se sont déplacés.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **36<sup>ème</sup> Congrès de la Société Française et Francophone de Psycho-Oncologie**

L'agence COMM Santé pour le compte de la Société Française et Francophone de Psycho-Oncologie (SFFPO), sous l'autorité de sa Directrice Associée, Madame Jenny TRUPIN, a organisé du 13 au 15 novembre 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « *36<sup>ème</sup> Congrès de la Société Française et Francophone de Psycho-Oncologie* ».

Ce congrès, construit autour de plénières centrées sur les fondamentaux de la thématique, a revisité les fondements et le devenir de la relation de soin en abordant le thème de « *La relation au cœur des innovations en cancérologie* ». Il a permis de participer à la formation continue des spécialistes des soins psychiques et somatiques. Environ 500 professionnels issus de la cancérologie et des sciences humaines (psychologues, psychiatres, oncologues, soignants, sociologues, philosophes, décideurs, étudiants, associations de patients ...) se sont déplacés.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **PHARMACONNECT**

L'Association PHARM&CIE, Le relais vers le monde industriel, Montpellier, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Mathilde LUCAS, organisera le 22 novembre 2019, à la Maison des Etudiants de Richter Montpellier, une manifestation intitulée « *PHARMACONNECT* ».

Ce congrès a pour but de rassembler les thèmes de l'industrie pharmaceutique et du numérique avec des débats organisés par Sanofi, Altran, Wefigh, IBM (entre autre) en présentant des exemples concrets d'innovation au service de la santé. Environ 200 participants sont attendus, étudiants, professeurs de l'UFR pharmacie, pharmaciens et spécialistes du numérique.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107176-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Sté Chimique de France
- COMM Santé
- PHARM&CIE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER



# **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Concession Parc 2000 deuxième extension - Convention d'avance de trésorerie - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006. Par délibération en date du 21 avril 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création, établi conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvées. La ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension fut créée par la même occasion.

Par délibération du Conseil n°10398 du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement fut approuvé.

L'opération est située sur la Commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les ZAC Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la ZAC Pierres Vives au Nord et le quartier de Celleneuve au Sud.

Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la Ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et emploiera près de 3 400 personnes.

Une mixité fonctionnelle et sociale se développera sur cette seconde extension. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la ZAC accueillera près de 220 logements. Par une offre adaptée, la programmation des logements favorisera l'accession abordable des ménages aux revenus médians.

Les futurs résidents profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la ZAC et jouera le rôle d'espace d'agrément accessible aux usagers du quartier. Au Sud de la ZAC (façade sur la rue du Pilory), des commerces et/ou services se développeront en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

A la suite de recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « *réserve foncière Truc de Leuze* », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération n°10611 du 30 janvier 2012. Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde DUP qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la ZAC, a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés par délibération n°13296 du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 6 350 000 € HT en dépenses et en recettes, en augmentation de 89 000 € par rapport au CRAC précédent.

La participation d'équilibre de 189 000 € reste inchangée et a été versée en totalité en 2017.

Au 31 décembre 2018, 4 093 000 € HT ont été dépensés (dont 948 000 € HT sur l'exercice 2018), correspondant essentiellement à la réalisation de travaux de voiries et réseaux.

Courant 2018, la commercialisation des terrains de la ZAC a débuté par la signature de 4 compromis de ventes sur les lots dédiés au tertiaire (lot 7) ou à l'activité (lots 18 et 19) mais aussi à un lot à dominante logements (lot 12).

A ce jour, les lots 12 et 13 (logements sociaux - ACM) sont en travaux, tandis que le lot 2 (logements abordables - Arcade) subit des retards du fait de l'occupation illégale du site. Compte tenu ces éléments, il est demandé une avance de trésorerie de 1 500 000 € pour l'opération afin de pouvoir faire face à des retards supplémentaires pour la libération de ce foncier et des recettes de cession afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension présenté par la SA3M pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- approuver la convention d'avance de trésorerie entre la Métropole et la SA3M ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105772-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2018
- Synthèse Bilan 2018
- Convention avance trésorerie

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOUL, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

**Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Concession Parc 2000 - Extension et Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé de la réalisation de la Z.A.C. Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la Société d'Equipe de la Région Montpellieraise (SERM) et la Z.A.C. a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 hectares.

Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession, confiant à la SERM les missions d'étude, de réalisation et d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (Z.F.U.) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007.

A noter, que le nouveau dispositif intitulé « Zone Franche Urbaine – territoire entrepreneur », court désormais jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette opération intitulée « Z.A.C. Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2018, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) et le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises (V.E.A.S.).

**Opération d'aménagement :**

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 13 763 000 € HT dont 196 000 € HT en 2018 correspondant essentiellement à des travaux de voiries et de réseaux.

Les travaux d'aménagement des espaces publics sont achevés. Une enveloppe de 200 000 € est néanmoins provisionnée sur la période 2019-2021 pour réaliser les derniers raccordements et assurer la reprise de certains ouvrages avant leur remise à la Métropole.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 12 543 000 € HT dont 491 000 € HT en 2018 provenant de la vente des lots G1 et G4.

La concrétisation de la commercialisation des derniers lots devrait intervenir à brève échéance, 2 lots ayant fait l'objet d'un compromis de vente en 2017.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) est en augmentation de 240 000 € en dépenses et 16 000 € recettes, pour s'établir à terme à 14 137 000 € HT en dépenses et à 13 034 000 € HT en recettes.

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € HT.

### **Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.) :**

Le V.E.A.S. comprend un immeuble regroupant 11 bureaux (700 m<sup>2</sup>) et 10 locaux d'ateliers (1 800 m<sup>2</sup>). Fin 2018, son taux d'occupation était de 100 %. Le montant des loyers perçus (hors charges) était de 185 000 € HT en 2018.

L'opération V.E.A.S. bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € HT entièrement versée par Montpellier Méditerranée Métropole. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel qui s'établit à 5 574 000 € HT. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2018 est excédentaire de 819 000 €.

Le résultat d'exploitation prévisionnel du VEAS à terme s'élève à 1 103 000 €.

### **Bilan consolidé :**

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du V.E.A.S. s'établit à 19 712 000 € HT en dépenses et en recettes avec une participation de la Métropole maintenue à 1 827 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

En outre, il est proposé un nouvel avenant permettant de proroger la concession jusqu'en fin 2026 afin notamment de relancer la commercialisation de 2 lots pour lesquels les premiers preneurs ont abandonné leur projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.), présenté par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- prendre acte des cessions de terrains réalisés par la SERM au cours de l'exercice 2018 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°11 permettant de proroger la concession jusqu'en fin 2026 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 ainsi que le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105826-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2018
- Cessions 2018
- Avenant n°11
- Synthèse bilan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Port Marianne - Portes de la Méditerranée - Odysseum - Concession d'aménagement avec la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La ZAC Port Marianne – Portes de la Méditerranée, qui accueille notamment de complexe ludico-commercial « Odysseum », a été concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dès 1996, afin de lui confier les études et la réalisation de cette opération d'aménagement.

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces, dont principalement un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre-ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

Initialement engagée par la Ville de Montpellier mais ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités de transfert de cette opération ont été fixées par délibérations respectives de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue Montpellier Méditerranée Métropole) en date des 27 mai et 27 juin 2003.

Un premier avenant à la concession, signé en 1998, a permis d'étendre la durée de la concession ainsi que le périmètre d'intervention de la SERM. Plusieurs avenants à la concession sont venus par la suite modifier les termes de la concession initiale, notamment l'avenant n°3 ayant permis de transformer la concession d'aménagement en convention publique d'aménagement, conformément aux dispositions de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000.

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, a permis de confier à la SERM la réalisation et l'exploitation provisoire du Pôle Ludique 2 d'une surface de plancher d'environ 28 000 m<sup>2</sup> et a porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

Par avenant n°6, approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, une nouvelle extension du périmètre de la ZAC a été confiée à la SERM.

Par avenant n°7, approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places ont été attribuées à la SERM.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil a approuvé le Programme des Équipements Publics (PEP) de la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation.

Par délibération n°7775 en date du 23 juillet 2007, un avenant n°8 a été approuvé, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités et des équipements publics se sont poursuivis : l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, le Pôle Ludique 2, les restaurants, les magasins Ikea et Décathlon, le Complexe ludique et Commercial, le prolongement de la Ligne 1 du tramway et le parking d'échange Circé.

Par avenant n°9 suivant délibération n°10321 du 28 juillet 2011, le montant prévisionnel de la participation de la collectivité a été fixé à 4 320 000 € HT en vue de la réalisation de la place du XX<sup>ème</sup> siècle.

Par avenant n°10 en date du 8 septembre 2014 (délibération du 31 juillet 2014) le Conseil a approuvé la prolongation de la durée de la concession jusqu'en 2025.

Par délibération du 19 juillet 2012 le Conseil a approuvé une première convention d'avance de trésorerie, signée le 13 août 2012.



Par délibération du 19 décembre 2013, le Conseil a approuvé une nouvelle convention d'avance de trésorerie, signée le 20 décembre 2013.

Par une délibération du Conseil du 2 novembre 2017, a été approuvé l'avenant n°3 (signé le 20 février 2018) à la convention d'avance de trésorerie qui réajuste l'échéancier de remboursement de l'avance de trésorerie consentie par la Métropole, puis à nouveau par l'avenant n°4 approuvé par délibération du Conseil n° M2018-553 du 18 octobre 2018.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2018 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées sur l'ensemble de l'opération s'élève à 111 411 000 € HT, dont 1 135 000 € HT réalisés en 2018, correspondant essentiellement aux études urbaines, impôts fonciers et travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers. Le cabinet Bruno Fortier a poursuivi ses missions d'études urbaines pour le développement du secteur dit « *Grand périmètre Odysseum* » couvrant le périmètre des opérations Odysseum, Odysseum Est, Hippocrate et leurs environnants (A709 notamment).

Cette mission permet d'envisager les opportunités de développement de chaque entité composant ce périmètre étendu. Requalification de l'A709, échangeur Odysseum et prolongation du tramway poseront les bases du développement de ces opérations futures. Elles permettent d'identifier le potentiel de recettes de cessions supplémentaires dans les années à venir.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 104 791 000 € HT, dont 4 202 000 € HT perçus en 2018. Il s'agit de :

- la recette de commercialisation du lot 2 (2 964 m<sup>2</sup> Surface De Plancher - projet Ammonite), représentant 652 000 € de recettes perçues début 2018 ;
- les recettes liées au protocole transactionnel signé en décembre 2017 avec Klépierre, à savoir :
  - ✓ Le versement de 79 000 € d'indemnités de retard sur le volume 27, perçu en 2018 ;
  - ✓ Une recette supplémentaire de 3 521 000 € perçue en 2018, liée à l'obtention d'un permis de construire pour la reconversion de 3 521 m<sup>2</sup> Surface De Plancher (l'ancien bowling-karting et des surfaces dans le centre commercial) notamment pour accueillir une nouvelle enseigne ;
  - ✓ Une indemnisation sur la vente du pôle ludique de 6 574 000 € est inscrite au bilan en 2019 et 2022 avec un risque de 1 735 000 €.

Le bilan de la ZAC prend en outre en compte les cessions suivantes :

- une convention de participation sur la parcelle Baush & Lomb (18 000 m<sup>2</sup> Surface De Plancher à 232 € HT/m<sup>2</sup>) soit 4 300 000 € de recettes en 2025 ;
- des droits à construire restant à réaliser conformément au plan d'aménagement et de développement de cette ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 114 801 000 € HT en dépenses. Il prend en compte une augmentation des dépenses de 774 000 € HT liées aux études et aux travaux en accompagnement des lots livrés. Il s'établit à 114 801 000 € HT en recettes. L'opération Port Marianne – Portes de la Méditerranée est une opération économiquement équilibrée à son terme (2025), sous réserve du versement par le groupe Klépierre du solde de cession du Pôle Ludique 2 tel que convenu au protocole signé en décembre 2017, et de la réalisation du potentiel programmatique du site. A ce titre, le site fait l'objet d'études de valorisation, de promotion des opportunités et de densification par l'Agence B. Fortier.

La participation de la collectivité à l'opération reste inchangée à 5 734 000 € HT (déjà intégralement versée).

Pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération, Montpellier Méditerranée Métropole a consenti une avance de 12 000 000 € à l'opération dont 2 000 000 € ont été remboursés fin 2015 et 2 500 000 € en 2018. L'échéancier de remboursement du solde est inchangé :

- 1 500 000 € en 2019 ;
- 3 500 000 € en 2020 ;
- 2 500 000 € en 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel financier de l'opération Port Marianne - Portes de la Méditerranée à Montpellier établi par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération d'aménagement tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2018 ;
- approuver les tableaux de cessions pour l'année 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105421-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport CRAC
- tableau conso
- tableau cessions 1
- tableau cessions 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

# **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Communes de Montpellier et Lattes - Zones d'activités Garosud et Garosud extension - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les parcs d'activités Garosud et Garosud Extension sont situés sur les territoires communaux de Montpellier et de Lattes, au Sud-Ouest de la Commune de Montpellier, à la sortie de l'autoroute A 709 Montpellier Sud.

Par délibération de son Conseil en date du 30 janvier 1990, le District de l'Agglomération de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) un mandat d'études d'urbanisme et techniques préalables à l'aménagement du Parc d'activités Garosud et un mandat d'acquisitions foncières.

Par délibération du 20 juin 1991, le Conseil du District de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc d'Activités Garosud.

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil du District de Montpellier a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de ZAC créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000.

L'avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes qui couvre désormais une superficie totale de 114 hectares, dont 76 hectares cessibles, destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud extension et l'arrêté préfectoral n°2007-01-2165 en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral n°2008-I-70 du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la ZAC Garosud extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 61 280 000 € HT et les recettes perçues à 54 791 000 € HT. A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 63 092 000 € HT, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse de 256 000 € HT s'explique notamment par une hausse des frais financiers, l'intégration du coût des études urbaines, la reprise de certains travaux de voirie et l'augmentation de la rémunération aménageur induite, l'évolution des recettes foncières compensant cette augmentation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des Parcs d'Activités Garosud et Garosud Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- prendre acte des cessions et acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Garosud et Garosud extension du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105684-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2018
- Synthèse bilan 2018
- Cessions 2018
- Acquisitions 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Commune de Cournonsec - Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES) Hannibal et restructuration du secteur du Frigoulet - Concession d'aménagement - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du Conseil n° 5522 du 26 novembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpellieraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières, de réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec, la commercialisation de ce parc d'activités, ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) « Hannibal ».

Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée avec la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble immobilier de 2 000 m<sup>2</sup> dont 1 243 m<sup>2</sup> d'ateliers et 667 m<sup>2</sup> de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m<sup>2</sup>. La deuxième étape consistant à définir une opération d'aménagement d'ensemble est en cours. La concession d'aménagement viendra à échéance le 31 décembre 2025.

Par avenant n°1 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil en date du 30 juillet 2004, le concédant a augmenté le montant de sa participation à la construction du VAES « Hannibal » de 214 700 €.

Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°9596 du 23 juin 2010, le concédant a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € permettant de financer la réalisation des études précitées.

Par avenant n°3 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°11043 en date du 19 juillet 2012, le concédant a augmenté sa participation de 150 000 €, participation entièrement versée en 2012.

Par avenant n°4 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°13301 en date du 30 septembre 2015, le concédant a approuvé le versement d'une rémunération forfaitaire annuelle de 10 000 € HT sur les années 2015 et 2016 ainsi que la modification des modalités de rémunération du concessionnaire concernant ses missions de commercialisation et de promotion.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2017 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

### ***Le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VAES)***

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 726 000 € HT bénéficiant d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 842 000 € HT entièrement versée. Le cumul des charges réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 2 786 000 € HT dont 216 000 € HT réalisées en 2018. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 2 352 000 € HT dont 189 000 € HT en 2018. Elles proviennent essentiellement de l'encaissement des loyers et des charges et de la quote-part des subventions virées au résultat. Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Métropole pour un montant de 594 000 €.

En 2018, 2 entreprises ont quitté le VAES, 3 entreprises s'y sont installées et 3 entreprises ont renouvelé leur bail. Le taux d'occupation du VEAS est égal à 84% et est légèrement en hausse par rapport à l'année 2017.

***La restructuration du secteur du « Frigoulet »***

Le concessionnaire a réalisé des études qui ont permis au concédant de déterminer les modalités de valorisation d'une unité foncière de 1 500 m<sup>2</sup>, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé s'établit à 5 020 000 € HT et est en diminution de 48 000 € HT par rapport à l'année 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du Frigoulet à Cournonsec, présenté par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel consolidé de l'ensemble de la concession ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106265-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Bilan financier
- Compte rendu annuel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

# **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Cournonterral - Concession ZAC Cannabe - Compte Rendu annuel à la Collectivité (CRAC) - Avenant n°1 - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Un des enjeux énoncé par le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain et le projet de révision de SCoT arrêté le 19 juillet 2018, réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment pour celles relevant de l'économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans d'autres secteurs d'activités.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de poursuivre l'aménagement d'un secteur, situé au sud-ouest du centre bourg de la Commune de Cournonterral, et classé comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités au SCoT : le parc d'activités économiques de Cannabe.

Par délibération en date du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a donc défini les objectifs d'un projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site de Cannabe qui permettront de :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois ;
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (Frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de services ;
- conforter l'agriculture de proximité et permettre l'implantation de sièges d'exploitations agricoles ;
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements ;
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral ;
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

Après avoir créé la ZAC le 20 décembre 2017, la Métropole, soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme concessionnaire pour l'aménagement de cette ZAC par une délibération du 26 avril 2018.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme en vigueur, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018.

L'année 2018 a été consacrée aux études pré opérationnelles avec le choix de l'architecte coordonnateur et du BET, la définition du plan de composition urbaine, la définition des surfaces cessibles et l'engagement des études d'avant-projet des voiries, réseaux divers et espaces publics.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement qui est donc présenté s'établit à un montant de 4 615 000 € HT en dépenses et en recettes dont 19 000 € HT réalisés en dépenses au 31 décembre 2018. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 895 000 € HT et reste inchangée. Néanmoins, il convient d'apporter un avenant au traité de concession initial quant à l'échéancier de cette participation pour l'adapter aux besoins de trésorerie de l'opération, soit des versements de 659 359 € HT en 2019 et de

235 641 € HT en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement Cannabe produit par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2018 ;
- approuver l'avenant n°1 au traité de concession tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106776-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRACL
- bilan synthèse
- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération du Conseil de Métropole n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM, devenue SA3M, par délibération du Conseil n°9463 en date du 1<sup>er</sup> avril 2010. La concession d'aménagement a été signée pour sa part le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, « *en proue* » sur l'entrée Est de Montpellier, entre l'autoroute A709, l'avenue Pierre Mendès-France et le boulevard Télémaque, sur une superficie de 11,5 ha, proche du tramway, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités qui reste à préciser (activités tertiaires, hôtelières, ludiques, commerciales et/ou de services) en lien avec la forte valeur ajoutée de ce site exceptionnel par sa localisation.

La durée de la concession a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2025 par avenant n°1 à la concession, approuvé par délibération du 18 octobre 2018.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées est de 158 000 € HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, et en frais de redevance d'archéologie préventive.

L'urbaniste Bruno Fortier a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il a en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate, en lien notamment avec l'évolution des grandes infrastructures qui desservent et impactent le grand périmètre dans lequel s'insère ce site : réalisation du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) et du PEM de la gare Montpellier-Sud-de-France, déplacement de l'autoroute A9 et affectation de l'A709 à une fonction de contournement Sud de Montpellier, prolongement de la Ligne 1 de tramway, création de franchissement vers le futur quartier Cambacérès, au Sud de l'A709.

Des programmes sont actuellement à l'étude, la cession du foncier et le démarrage des travaux étant envisagés en 2022/2023.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire auprès du concédant est prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2022/2023 afin de réduire les frais financiers correspondants.

L'avance consentie par l'opération Parc 2000 deuxième extension en 2015 pour 150 000 € a été remboursée en 2018. En revanche, le remboursement de l'avance inter-opérations de 200 000 € versée en janvier 2018 par l'opération Hippocrate, est décalé en 2022. Par ailleurs, une nouvelle avance de 650 000 € est mobilisée (150 000 € fin 2019, 300 000 € fin 2020 et 200 000 € en 2021) apportée par l'opération Hippocrate, dont le remboursement est prévu intégralement en 2022. Du fait de ces avances, il n'est plus fait recours à l'emprunt à ce stade.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit toujours à 16 737 000 € HT, en recettes et en dépenses, sans modification par rapport à l'exercice précédent. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre

du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ainsi que le plan de trésorerie révisé de l'opération d'aménagement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105506-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau synthèse
- rapport CRAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

L'opération Port Marianne - Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellieraine) par délibération en date du 20 décembre 2000.

La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, en offrant une surface constructible maximale de 48 000 m<sup>2</sup>, dont 24 000 m<sup>2</sup> affectés à des établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m<sup>2</sup> à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m<sup>2</sup> affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession, confiée à la SERM, a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Métropole et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m<sup>2</sup> de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Métropole.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, Montpellier Méditerranée Métropole a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole). Une avance remboursable de 600 000 € a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation. Le remboursement de cette avance a été effectué en 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession, s'élève à 2 261 000 € HT, dont 80 000 € sur l'année 2018, consistant essentiellement à la rémunération de la société sur les commercialisations, et les travaux de voirie et honoraires techniques pour la livraison des lots F et G.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 4 697 000 €, dont 792 000 € en 2018 correspondant à la cession du lot G pour la réalisation d'un programme médical de 3 044 m<sup>2</sup> par la société SCI Oc Millénaire (Clinique du Millénaire).

Les lignes à haute tension qui impactent le secteur doivent être déposées d'ici fin 2020. A ce titre, la concession versera en 2019 un fonds de concours à la Métropole de 1 378 000 € destiné au financement de l'enfouissement de ces lignes. Il ne reste sur l'opération que deux parcelles, dont la commercialisation est prévue en 2021 et 2022 et dont les recettes ont été réévaluées.

Le total prévisionnel des dépenses est réévalué à 5 353 000 € (+ 559 000 €). Cela inclut essentiellement un budget complémentaire de 400 000 € pour reprendre l'aménagement des rues du Mas de Barlet et de l'avenue Nina Simone au droit des derniers lots à livrer.

Le total prévisionnel des recettes s'établit à 6 983 000 € (+ 2 189 000 €) les recettes de commercialisation des derniers lots ayant été réévaluées. Le bilan prévisionnel ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant, et l'opération donnera certainement lieu à un remboursement au concédant en fin d'opération.

Une avance interopérations de 200 000 € a été versée en 2018 vers l'opération Odysseum Est, à rembourser en 2022, de nouvelles avances sont prévues en 2019 (150 000 €), en 2020 (300 000 €) et en 2021 (200 000 €) pour équilibrer la trésorerie de l'opération Odysseum Est, à rembourser en 2022.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne - Hippocrate à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement ;
- de prendre acte des cessions effectuées dans le cadre de la concession Port Marianne – Hippocrate du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105598-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport CRAC
- 01920 SYNTHESE.pdf
- tableau de cessions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Communes de Montpellier et de Grabels - Parc Euromédecine - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et a concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Après extension du périmètre suite à la délibération du 20 décembre 1989, le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 570 000 m<sup>2</sup> dédié principalement aux activités médicales et paramédicales mais également à des activités tertiaires et de services aux entreprises, et de l'habitat à proximité du quartier de la Valsière sur Grabels.

Par avenants, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies ont été confiées à la SERM. Ainsi, Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma (3 500 m<sup>2</sup> chacun) ont été livrés respectivement en 2004 et 2007 et 2011.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la SERM présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

### **Opération d'aménagement :**

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées pour l'opération d'aménagement du parc Euromédecine II s'élève à 37 563 000 € HT dont 410 000 € HT pour l'exercice 2018, correspondant essentiellement à la poursuite des travaux d'aménagement de la rue Ranchin à Grabels.

A la suite de malfaçons constatées sur la rue Pasteur en 2007, un accord amiable a été trouvé avec l'entreprise ayant réalisé les travaux et le maître d'œuvre à hauteur des conclusions du rapport d'expertise, soit un préjudice de 377 000 €. Cette somme perçue en 2018 est affectée à la réalisation des travaux de remise en état, majorée de 185 000 € pour d'éventuelles reprises sur les réseaux existants, ainsi que de 264 000 € pour des aménagements hydrauliques et les finitions des abords (modes doux et espaces verts).

A ce jour, le foncier est maîtrisé, hormis sur le secteur du coteau Puech Villa à Montpellier. Le rachat de la parcelle cédée au CHRU (projet abandonné) s'effectuera en 2020.

Au cours de l'année 2018, aucun lot n'a été cédé et aucun compromis de vente n'a été signé. En 2018, la société RB GROUP PROMOTION a néanmoins été désignée comme lauréate d'un appel à projet, pour la réalisation d'un programme immobilier sur le lot 338 (secteur Ranchin).

Suite à des études, une nouvelle programmation est envisagée sur l'avenue de Rome. Grâce à une diversification des fonctions (activités productives, bureaux, commerces et services, logements), ce secteur mixte constituera un véritable quartier de ville connecté aux quartiers alentours et marquera cette entrée de ville. Ce programme sera mis en œuvre après évolution du PLU et élaboration d'un porté à connaissance permettant d'intégrer la question hydraulique. Un fonds de concours de 228 000 € est ajouté en dépense en 2022 afin de participer financièrement à la réalisation d'un groupe scolaire envisagé sur l'opération Gimel et nécessaire à l'accueil des nouvelles populations.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement est augmenté en dépense de 636 000 € HT (frais de remise en état de la rue Pasteur, amélioration des aménagements et du stationnement de la rue Ranchin, mise en place d'un fonds de concours participant au financement d'un groupe scolaire), portant le

montant total des dépenses à 51 205 000 € au terme de la concession. Cette augmentation des dépenses est compensée par l'augmentation des recettes générée par l'évolution programmatique de l'avenue de Rome, portant le montant total des recettes d'aménagement à terme à 51 268 000 € HT. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics est maintenue à 7 964 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

#### **Biopôle - réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta :**

Alors que le départ d'IDENIX le 31 mars 2018 a entraîné la chute du taux d'occupation à seulement 27 %, ce taux est progressivement remonté (retour d'OXELTIS, extensions de SIM CURE et de DYASIS, arrivée de BIODINISIS et d'ALCEDIAG). Ainsi, au 31 décembre 2018, Cap Gamma était occupé à 66 %. Les loyers perçus ont représenté 217 000 € HT (hors charges) pour l'année 2018. Des travaux ont été réalisés en 2018 pour accueillir ces nouveaux locataires (24 000 € HT) et d'autres travaux sont envisagés en 2020 et 2022 afin de faciliter la relocation des locaux libérés par IDENIX.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses d'exploitation de Cap Gamma s'élève à 9 419 000 € HT dont 575 000 € HT pour l'année 2018. Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles d'exploitation s'élèveront à 15 002 000 € HT et les recettes prévisionnelles à 15 977 000 € HT.

Au 31 décembre 2018, Cap Delta était loué à 90 % pour un montant de loyers s'élevant à 524 000 € pour l'exercice 2018 (hors charge). Au 31 décembre 2018, les dépenses d'exploitation cumulées de Cap Delta s'élevaient à 12 789 000 € HT dont 756 000 € HT pour l'année 2018 ; alors que les recettes d'exploitation s'élevaient au 31 décembre 2018 à 14 573 000 € HT dont 769 000 € HT pour l'année 2018. A terme, le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvera à 19 726 000 € HT et le cumul des recettes d'exploitation à 22 219 000 € HT.

#### **Biopôle - réalisation et exploitation de Cap Sigma :**

Réalisé en 2011 avec l'aménagement d'un site contigu (2 hectares) aux deux premiers plots du biopôle, Cap Sigma est le troisième hôtel d'entreprises du Biopôle. Au 31 décembre 2018, le taux d'occupation était de 61 % puisqu'un lot reste vacant en RDC ainsi que la totalité du R+3 (abandon de DEINOVE).

Des travaux d'aménagement ont été réalisés en 2018. D'autres restent à réaliser en 2019 et 2020 pour l'accueil de nouveaux preneurs (trois prospects ayant été identifiés).

Le bilan d'exploitation prévisionnel de Cap Sigma pour la durée de la concession s'élève à 14 661 000 € HT en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 11 142 000 € HT.

#### **Bilan financier prévisionnel consolidé :**

Le bilan consolidé est en augmentation de 633 000 € en dépenses (remise en état de la rue Pasteur, amélioration des aménagements et du stationnement de la rue Ranchin, mise en place d'un fonds de concours participant au financement d'un groupe scolaire). Ces dépenses sont compensées par des recettes de cession supplémentaires attendues sur l'avenue de Rome et qui sont conditionnées par l'évolution du PLU et le porté à connaissance hydraulique sur l'avenue de Rome.

Le bilan financier prévisionnel consolidé de l'ensemble de la concession (opération d'aménagement et Biopôle) s'équilibre à 100 341 000 € HT en dépenses et en recettes.

La diversification de la vocation de la ZAC sur l'avenue de Rome (activités productives, bureaux, commerces et services, logements) permettra de constituer un véritable quartier connecté aux quartiers environnant et d'améliorer sa commercialisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel consolidé de l'ensemble de la concession et son plan de trésorerie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107001-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport
- bilan aménagement
- 01403\_CRAC\_2018\_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Lavérune - ZAC Descartes - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 était de restreindre les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants et de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, notamment en assurant un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole.

Dans ce contexte, l'extension du parc d'activités Nord de la commune de Lavérune a été envisagée sur le lieu-dit « Las Serres ». Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation.

Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares afin de répondre à une partie de la demande d'implantation des entreprises dans un secteur offrant une faible disponibilité foncière pour les activités productives (artisanat, négoce, petites industries, petite logistique).

Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue depuis SA3M), a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral en date du 28 septembre 2012.

Par délibération n°11488 du 11 avril 2013, le Conseil a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, 5 160 000 € HT ont été dépensés, dont 453 000 € HT pour l'année 2018 correspondant essentiellement à l'aménagement d'entrées de lots et à des travaux de finition. L'intégralité du foncier est maîtrisée par l'aménageur.

Plusieurs fonds de concours figurent au bilan pour des aménagements extérieurs à la ZAC (610 000 €) nécessaires notamment pour :

- la reprise du réseau d'eaux usées réalisée sur la R5E2 (déjà réalisée) ;
- l'aménagement de deux plateaux traversant sur la R5E2 nécessaire à la sécurité des entrées et sorties de la ZAC ;
- une participation à hauteur de 50 % du montant des travaux prévus pour la modification du carrefour à feux RM5E2/RM5E et pour l'aménagement d'une piste cyclable jusqu'en entrée de ZAC.

Deux actes de vente ont été signés en 2018 : le lot 5 (2 603 m<sup>2</sup>) avec la société SYRIUS SOLAR INDUSTRY, le lot 13 (4 628 m<sup>2</sup>) avec la FP FAMILY (Fernandez). Par ailleurs, trois compromis de vente ont été signés avec la SC BARBIER M&P (lot 2 de 1 768 m<sup>2</sup>), la SCI BAREME (lot 10 de 1 957 m<sup>2</sup>) et la SCI UNC IMMO (lot 6 de 4 673 m<sup>2</sup>). La commercialisation du dernier lot cessible devrait s'achever en 2020, un prospect étant d'ores et déjà identifié.

Au terme de la concession, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'élève à un montant de 6 176 000 € HT en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC Descartes, présenté par la SA3M pour l'exercice 2018 ;
- prendre en considération les actes et les compromis de vente signés en 2018 par l'aménageur ;
- approuver le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement, établi par la SA3M au 31 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105278-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport
- bilan financier
- acquisition
- cession

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Saint Jean de Védas - Parc d'activités économiques Marcel Dassault première extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint Jean de Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992.

A la suite de la loi SRU, un avenant a transformé le traité de concession en concession d'aménagement. Les avenants n°2, n°4 et n°9, approuvés respectivement le 23 juillet 2003, le 20 mars 2006 et le 28 juillet 2011, ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur 35 hectares dont 27 cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille des activités de négoce, de la petite logistique urbaine, des activités industrielles et des services aux entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu annuel de cette opération à la collectivité pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 11 659 000 € HT dont 13 000 € en 2018, correspondant essentiellement à la réalisation de petits travaux.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2018 s'élève à 12 051 000 € HT. Un acte de vente a été signé en 2018 correspondant à la cession des parcelles AC 153 et AC 236 à la SCI GABEN (Volvo Truck). Seul le lot 16 reste cessible au sein du périmètre de la ZAC (ce lot est actuellement sous option). A noter que le présent bilan financier est établi sans prendre en compte l'acquisition et la cession de la parcelle AC 52 (située hors ZAC mais dans le périmètre de la concession et dont la capacité constructive est en cours d'étude).

Un fonds de concours de 150 000 € a été mis à la charge de l'opération d'aménagement afin de financer une partie de la voie de liaison entre le récent giratoire de l'A709 et l'ensemble du secteur d'activités « *Lauze-Dassault* ». Cette liaison routière améliorera considérablement l'accessibilité et la visibilité de la ZAE.

Au terme de la concession (2021), le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 12 256 000 € HT pour les dépenses et à 12 311 000 € pour les recettes, soit un solde positif prévisionnel au terme de l'opération de 55 000 €. La participation du concédant reste inchangée à 1 441 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault et de sa première extension présentée par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault et de sa première extension présentée par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- prendre en considération l'acte de vente signé en 2018 par l'aménageur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105523-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport
- bilan financier
- cession

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Commune de Saint Jean de Védas - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de concéder à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement du parc d'activité Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension, situé dans le prolongement de la Lauze et du parc Marcel Dassault sur la Commune de Saint Jean de Védas.

Cette ZAC de 21 hectares, créée le 16 novembre 2007, a connu des retards, liés principalement dans un premier temps, aux incertitudes sur les tracés de l'autoroute A709 et de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Des études complémentaires ont permis de prendre en considération les contraintes (réseaux existants avec une canalisation de transport de gaz et des lignes à haute tension, nécessaire gestion des eaux pluviales), la nouvelle connexion sur l'A709 (giratoire nouvellement créé par Autoroute Sud de France (ASF)), ainsi que la richesse écologique du milieu. Plusieurs scénarios d'aménagement ont été étudiés, une démarche « *ERC* » (Eviter, Réduire, Compenser) a été engagée vis-à-vis des espèces faunistiques et floristiques identifiées. Au final, près de la moitié du périmètre de la ZAC sera préservée de toute urbanisation. Au regard des impacts résiduels, des mesures compensatoires seront mises en œuvre sur des terrains de nature similaire à ceux impactés avec pour objectif d'accroître la richesse écologique des milieux (environ 33 hectares de foncier de compensation recherchés). L'ensemble de la démarche « *ERC* » fera l'objet d'un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées (communément appelé « *dossier CNPN* ») dont le dépôt est envisagé fin 2019-début 2020.

Toutes ces contraintes et la réduction du périmètre à urbaniser, ont conduit à optimiser le schéma de viabilisation et à modifier le découpage des lots. Ainsi, à ce jour, la réalisation d'un nombre limité de lots est envisagée avec des surfaces relativement importantes (supérieures à 3 000 m<sup>2</sup>) propice à l'accueil d'activités de logistique.

Un porté à connaissance du dossier loi sur l'eau sera déposé afin de prendre en compte la réduction de l'urbanisation et l'évolution du schéma d'aménagement ainsi que les nouvelles prescriptions des services de l'Etat en matière de compensation hydraulique. Les travaux et la commercialisation interviendront une fois les autorisations administratives, « *dossier CNPN* » et « *loi eau* », obtenues.

Le foncier de la ZAC est maîtrisé à hauteur de 85 % par l'aménageur. Les négociations amiables menées par la Métropole auprès des propriétaires des dernières parcelles n'ayant pu aboutir (26 660 m<sup>2</sup>, propriétés de la SCI La Colombe), le lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) par la SERM est envisagé, objet de l'avenant n°8.

Au cours de l'année 2018, 56 000 € ont été dépensés, correspondant essentiellement à la rémunération du concessionnaire et à des dépenses de géomètre. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2018. Un fonds de concours de 350 000 € financera une partie de la future voie de liaison entre le secteur d'activités et le récent giratoire de l'autoroute A709. Cette liaison améliorera considérablement la desserte du secteur et sa visibilité. Un second fond de concours de 364 000 € est destiné au financement du foncier déjà acquis par la

Métropole et nécessaire à la compensation environnementale.

Le bilan financier actualisé de l'opération est maintenu à 10 209 000 € HT en recettes et en dépenses, avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole maintenue à 3 410 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension transmis par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension transmis par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver l'avenant n°8 permettant de confier à l'aménageur l'acquisition des dernières parcelles n'ayant pu être acquises à l'amiable par la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105989-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport
- bilan financier
- avenant 8

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

# **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Parc d'activités économiques Charles Martel - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n° 5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil d'Agglomération a confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la réalisation du parc d'activités économiques Charles Martel dans le cadre d'une convention publique d'aménagement. Situé dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone, Charles Martel (procédure de lotissement) couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2018, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 982 000 € HT, dont 11 000 € HT pour l'année 2018, correspondant à quelques travaux d'entretien.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM et les travaux ont été réalisés.

Le cumul des recettes encaissées au 31 décembre 2018 s'élève à 2 138 000 € HT. En 2018, aucune recette n'a été perçue et aucune parcelle n'a été cédée.

Seule une parcelle reste à commercialiser : le lot 16 afin d'accueillir, d'une part, une activité économique et d'autre part, la future voie de connexion vers l'extension de la ZAC Charles Martel, désenclavant ainsi le secteur (les dépenses liées à cette voie de connexion ne sont pas prises en compte par le bilan de la présente concession mais sont affectées au bilan de la concession de la ZAC Charles Martel Extension).

Aucune participation financière ne sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole. A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 123 000 € HT en dépenses et à 2 338 000 € HT en recettes, soit un résultat potentiellement d'opération excédentaire de 215 000 € HT, inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « parc d'activités Charles Martel » à Villeneuve-lès-Maguelone, produit par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106061-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport CRAC
- bilan financier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

**Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Quartier Centre - Implantation du préfigurateur French Tech dans l'ancien Hôtel de ville - Mandat Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence de développement économique, a souhaité implanter le préfigurateur du pôle Numérique-French Tech dans les locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier.

A cet effet, une autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels lui a été consentie par la Ville de Montpellier sur une partie des plateaux de cet immeuble actuellement disponibles. Afin de pouvoir installer les différentes entreprises du numérique, des travaux de réhabilitation et de réaménagement du bâtiment sont nécessaires.

Par ailleurs, à titre accessoire et indissociable de cette mission principale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite être accompagnée dans le choix et l'installation dans le bâtiment des entreprises du numérique ainsi que pendant la période de location à ces entreprises.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Conseil de Métropole a décidé de confier ce contrat de mandat à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération n° 13560 du 27 janvier 2016 devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.

La mission confiée à la SA3M consiste en un mandat de travaux de réhabilitation du bâtiment qui accueillait l'Hôtel de ville et une mission d'accompagnement en vue de l'accueil des entreprises du numérique.

Le bilan de l'année 2018 fait apparaître une dépense de 98 000 € TTC correspondant à des travaux, des études, des mandats et gestion locative ainsi qu'à une évolution de la rémunération.

Au 31 décembre 2018, le bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 1 779 000 € TTC en dépenses et en recettes. Il est en légère augmentation de 28 000 € TTC nécessitée par une évolution des frais de fonctionnement locatif et une évolution de la rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération de mandat implantation du préfigurateur French Tech, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107375-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CRAC 2018

- Synthèse Bilan 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

**Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Commune de Vendargues - Parc d'activités du Salaison - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 157 hectares et accueille aujourd'hui près de 230 entreprises représentant plus de 2 700 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activités.

Par délibération n°9462 en date du 1<sup>er</sup> avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € HT.

Par délibération n°12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°1 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 105 000 € HT ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total des avances s'établissant à 700 000 € ;
- la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant.

Par délibération n°13149 en date du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des aléas en phase de travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 937 000 € HT ;
- l'augmentation de 41 000 € HT de la rémunération spécifique du mandataire, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 600 000 €, soit un montant total des avances s'établissant à 1 300 000 € ;
- la prorogation d'un an de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

Par délibération n°14153 en date du 25 octobre 2016, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°3 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € HT du mandataire, liée à l'engagement et au suivi des études préalables au réinvestissement urbain de la façade RD 613-610 ainsi qu'au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones habitées voisines. Cette rémunération complémentaire de 15 000 € HT était intégrée au CRAC approuvée par délibération n°11785 en date du 25 juillet 2013, mais non intégrée aux avenants successifs ;
- la prorogation de la durée du mandat jusqu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 afin d'intégrer la poursuite des études de requalification de la façade sur les RD 613 et 610 et la réalisation des travaux sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade.

Par délibération n°14954 en date du 2 novembre 2017, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°4 au mandat d'étude et de réalisation initial. Celui-ci portait sur :

- la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 77 000 € HT du mandataire, liée à l'accompagnement des entreprises du parc d'activités et à la création d'une plate-forme numérique à l'attention des entreprises.

La phase « diagnostic » des études « urbaines » concernant la requalification de la façade du parc d'activités sur les RD 613 et 610 s'est poursuivie jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017. L'étude relative à la signalétique du Parc a également été finalisée.

En 2017, les études suivantes ont été réalisées :

- Schéma directeur hydraulique à l'échelle du parc d'activités du Salaison ainsi que des études sur la qualité sanitaire du cours d'eau ;
- Etude de structure de l'infrastructure ferroviaire existante ainsi que du potentiel en fret ferroviaire ;
- Etude des trafics routiers ;
- Etude de faisabilité d'un parking poids lourds mutualisé,

Les travaux de voirie liés à la 1<sup>ère</sup> tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont pratiquement achevés et ont permis la requalification complète de 3,7 km de voirie représentant près de 5,3 hectares.

Après la réalisation des études en 2018 et 2019, les travaux concernant le réseau pluvial, la plate-forme de voirie et les espaces verts sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade sont programmés courant 2020 afin de permettre l'intégration de la requalification du réseau pluvial sur ce secteur, non prévue initialement et nécessaire au regard des dysfonctionnements constatés.

Les résultats de la première tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont effectifs :

- Requalification complète de 3,7 km de voirie (plateforme de voirie, éclairage public, espaces verts, fibre optique, réseau pluvial, réseau d'eaux usées, réseau d'adduction en eau potable et défense incendie) représentant près de 5,3 hectares ;
- Requalification de la plateforme de voirie de l'ancienne route de Sommières sur une distance de 700 mètres ;
- Intensification de l'activité économique sur le parc d'activités illustrée par l'implantation de plus de 40 nouvelles entreprises, représentant près de 600 emplois ;
- Requalification et densification des emprises privatives par des investissements privés sur près de 18,5 hectares illustrées notamment par la délivrance d'autorisation d'urbanisme portant sur la création de près de 35 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Obtention le 3 avril 2015 de la certification « *HQE Aménagement<sup>TM</sup> démarche certifiée par Certivéa* » en ce qui concerne les phases 1 à 5 du système de management d'opération de la 1<sup>ère</sup> tranche de requalification du parc d'activités du « Salaison » qui est toujours la seule opération de requalification d'un parc d'activités à bénéficier de cette certification en France.

Dans la perspective de terminer les derniers travaux d'aménagement à réaliser sur la rue de la Marbrerie avec la mise en œuvre d'un renforcement du réseau pluvial, il est proposé d'approuver un avenant n° 5 pour prolonger le mandat jusqu'au 31 décembre 2020.

Le bilan financier prévisionnel diminue légèrement et est égal à 9 857 000 € TTC dont 128 000 € a été réalisé au cours de l'année 2018. Le financement du mandat reste inchangé, il est entièrement supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°5 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106270-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Bilan prévisionnel
- Compte rendu annuel
- Avenant N°5

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **RESSOURCES HUMAINES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## Ressources Humaines - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Ressources Humaines - Exercice 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Par délibération n°M2019-10 du 31 janvier 2019, la Métropole a accordé une subvention de 769 169 € au titre du fonctionnement pour l'année 2019 au COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE MONTPELLIER 3M. Il y a lieu de modifier l'attribution d'un montant supplémentaire de 16 000 euros comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Ancien Montant	Nouvelle attribution
6922	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE MONTPELLIER 3M	Fonctionnement	769 169 €	785 169 €

*Les crédits prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 930*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de l'avenant ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 785 169 € ;
- approuver l'avenant annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108822-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

**Service public de l'eau et de l'assainissement - Financement de postes - Chargé(e) d'animation des captages prioritaires du Flès - Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie et Restauration des Milieux Lagunaires - Chargé(e) de contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques - Sollicitation des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) fixe un objectif général d'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques. Les mesures préconisées pour atteindre cet objectif sont inscrites au Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021. Celles-ci peuvent bénéficier de subventions de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse dans le cadre des modalités fixées par son 11<sup>ème</sup> programme d'interventions 2019-2024. Les missions portées par Montpellier Méditerranée Métropole éligibles à ce dispositif concernent en particulier :

- la réduction des pollutions non domestiques ;
- la lutte contre les pesticides et les pollutions azotées d'origine anthropique et agricole ;
- la restauration durable des captages vulnérables aux pollutions diffuses et la préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable ;
- la préservation et restauration des milieux aquatiques littoraux et lagunaires ;
- la gestion concertée et l'animation territoriale.

La Région Occitanie Pyrénées Méditerranée soutient également du point de vue financier les opérations visant la restauration des zones humides littorales par le biais de son plan d'intervention régional pour l'eau.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques s'est renforcée ces dernières années, notamment suite à l'extension de ses compétences statutaires à la GEMAPI, à la lutte contre la pollution et la protection des eaux superficielles ou souterraines (cf. arrêté n°2018-I-1372 du 3/12/2018). Peuvent être cités à titre d'exemple :

- Une convention de partenariat lie depuis avril 2015 la Métropole et le Syndicat Mixte Garrigue-Campagne (SMGC) pour l'animation d'un programme d'actions sur l'aire d'alimentation des captages de Garrigues-Basses et de Bérange ;
- En juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a posé le cadre et les principes de mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, puis a délibéré le 28 juin 2017 pour créer un poste de chargé de mission pilotant des projets à l'interface des enjeux de l'eau et de l'agriculture ;
- La cellule de Contrôle des Rejets Industriels et Déchets toxiques (CRIDt) met en œuvre depuis juillet 2009 des programmes d'actions, en partenariat avec l'Agence de l'Eau, visant à réduire l'impact des pollutions dispersées industrielles (déchets et effluents). Cette démarche s'adresse en priorité aux établissements dont les effluents liquides et/ou déchets constituent, de façon individuelle ou collective, une source de pollution suffisante pour impacter le fonctionnement des systèmes d'assainissement, la qualité des boues d'épuration, la qualité des rejets ainsi que la qualité des milieux via le réseau pluvial ;
- Par délibération du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le programme d'actions de l'aire d'alimentation des captages du Flès et le recrutement d'un chargé d'animation pour le mettre en œuvre ;
- A la suite de la prise de compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole et à la dissolution du Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (SIEL) au 31 décembre 2018, une nouvelle unité « Littoral et Milieux lagunaires » constituée de deux agents de l'ex-syndicat a été créée au sein des services de la direction de l'eau et de l'assainissement, et une convention signée entre la Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Sète Agglopôle Méditerranée et le SYBLE fixe la répartition des missions.

Les postes faisant l'objet de la présente délibération et les missions prioritaires définies à titre indicatif pour 2020 sont les suivants :

- Chargé(e) d'animation des captages prioritaires du Flès : Mise en œuvre du Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaire et Horticoles à l'échelle de 10 communes et de 2 pôles territoriaux métropolitains ; Accompagnement et suivi de 3 projets d'aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs ; suivi des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC), suivi de la qualité des eaux superficielles, définition d'une stratégie d'intervention foncière concertée... ;
- Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie : Mise en œuvre du projet ÔMONLEZ (Diagnostic et accompagnement des pratiques agricoles sur l'aire d'alimentation du captage du Lez) ; Animation de projets en transversalité avec la politique agro-écologique et alimentaire (P2A) ; Etude de filières à bas niveau d'impacts ; projet Biodivigne pour le diagnostic et l'implantation d'infrastructures agroécologiques... ;
- Chargé(e) de projet CRIDT : Gérer toutes les actions afférentes aux rejets autres que domestiques dans le réseau collectif d'assainissement ; Améliorer, sur un plan qualitatif et quantitatif, le rejet des effluents rejetés dans les systèmes d'assainissement collectifs ; Régulariser sur le plan administratif les rejets non domestiques dans les réseaux d'assainissement et la mise en œuvre de solutions acceptables pour la collecte et l'élimination des déchets toxiques ou dangereux pour la ressource ; Encourager les industriels à minimiser leurs consommations en eau pour la préservation des ressources ; Délivrer un arrêté d'autorisation de déversement aux usagers concernés et appliquer la redevance correspondante ;
- Chargé(e) de mission Restauration des Milieux lagunaires : Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de restauration des lagunes palavasiennes et de leur espace de bon fonctionnement ; Appui technique et/ou maîtrise d'ouvrage des projets de restauration des lagunes palavasiennes, accompagnement technique des actions d'amélioration de la qualité des masses d'eau et zones humides littorales (l'exécution de ces missions fait l'objet d'une convention de gestion de services entre la Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et Pays de l'Or Agglomération).

Ces actions peuvent faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse à hauteur d'un financement de 50 à 70 %, et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée à hauteur d'un financement de 20 %, sur la base d'un coût de fonctionnement annuel prévisionnel de 60 000 € par poste.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour les postes de « Chargé(e) d'animation des captages du Flès » et de « Chargé(e) de mission Eau et Agroécologie » auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse ;
- solliciter les aides financières les plus larges pour le fonctionnement de la cellule "Contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques" auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse ;
- solliciter les aides financières les plus larges pour le poste de « Chargé(e) de mission Restauration des Milieux lagunaires » auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée ;
- dire que les crédits sont inscrits aux Budgets Annexes de l'Eau potable, de l'Assainissement, et au Budget Général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108214-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Coopération décentralisée - Aide aux communes frappées par les inondations d'août 2019 dans la Vallée de l'Arghen (Maroc) - Autorisation**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans la réalisation de réseaux d'eau dans la vallée de l'Arghen, avec la commune de Saint-Drézéry, par l'intermédiaire de l'association Experts-solidaires basée sur le territoire de la Métropole. Ce projet vise à équiper le village de Tifelsine, faisant partie de la commune d'Adar, dans la vallée de l'Arghen au Maroc, d'un réseau d'eau potable, à fournir un appui dans la gestion intégrée de la ressource en eau et à réaliser des formations au bénéfice de la population.

Les 28 et 29 août 2019, les communes de la Vallée de l'Arghen ont subi de terribles inondations qui ont endommagé plusieurs villages, notamment dans la commune d'Adar et de Nihit d'Imi N'tayert. Neuf personnes sont décédées à l'occasion de ces inondations laissant leurs familles dans le deuil et la détresse.

Les maires de la vallée de l'Arghen ont sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de leur apporter une aide dans la reconstruction des réseaux d'eau potable détruits pendant les inondations. Aussi, il est proposé d'apporter un soutien au travers d'une aide d'urgence aux communes de la vallée de l'Arghen pour la rénovation des réseaux d'eau potable affectés par les inondations de 4 000 €, et de 1 000 € pour les familles endeuillées par cette terrible tragédie. Montpellier Méditerranée Métropole chargera l'association Experts-solidaires de faire transiter les fonds aux communes et personnes concernées suivant les dispositions indiquées ci-dessus et remettra un compte rendu aux collectivités de l'affectation détaillée des sommes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une aide d'urgence de 5 000 € aux communes de la vallée de l'Arghen (Maroc) ;
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Experts-solidaires ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement chapitre 67 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107835-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Opération TELETHON 2019 dans les piscines Alex Jany et Jean Vives - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Française contre les Myopathies - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire. Pour ce faire, elle favorise notamment l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire et permet aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent, de bénéficier de ses installations sportives (stades, piscines, etc.) à des tarifs préférentiels.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, est directement liée à la recherche et au développement scientifiques, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations mobilisées dans ce domaine.

Le Téléthon, créé depuis 1987 par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares ou encore le cancer. L'argent collecté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

Pour soutenir cette cause, le Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite organiser le samedi 7 décembre 2019, une opération à destination des publics des piscines Alex Jany à Jacou de 9h à 13h et Jean Vives à Montpellier de 14h à 18h. Durant cette journée, un tarif unique de 3 € sera proposé aux usagers de ces établissements, ce qui leur permettra d'accéder aux nombreuses animations organisées et mises en œuvre par les éducateurs sportifs de la Métropole : cours d'aquabike, d'aquagym, baptêmes de plongée, défis sportifs, jeux aquatiques, etc.

Toutes les recettes d'entrées de cette journée ainsi que les dons éventuels, seront intégralement reversés à l'AFM au titre de l'édition 2019 du Téléthon.

Il est proposé de signer un contrat d'engagement avec l'AFM, définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec l'Association Française contre les Myopathies à occasion de l'édition 2019 du Téléthon ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105396-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Contrat d'engagement entre l'AFM et la Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Sports et Traditions sportives - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Infrastructure numérique - Application mobile VOGO Sport - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Dans ce contexte, le sport est reconnu comme un levier de développement économique intéressant pour le territoire qui ne peut être déconnecté des démarches portées par la French Tech en faveur de l'innovation et du numérique.

La société VOGO développe une technologie numérique unique et brevetée qui permet aux spectateurs d'événements sportifs de revoir des séquences ou des actions sur leurs terminaux multimédias (smartphones, tablettes) à partir d'images issues des caméras des sociétés chargées de la couverture médiatique des manifestations.

Aussi, afin de continuer l'utilisation de cette technologie dans les équipements sportifs métropolitains, il est proposé par une nouvelle convention de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public permettant à la société VOGO d'installer ses dispositifs de captation et de diffusion des images, au sein des bâtiments mentionnés ci-dessous, appartenant au domaine public immobilier métropolitain.

Les équipements métropolitains identifiés pour une installation de ce système sont le Stade de la Mosson « Mondial 98 », le Complexe sportif Yves-du-Manoir, le Palais des sports René-Bougnol, la Piscine Olympique d'Antigone et la Patinoire Végapolis.

La société bénéficiaire aura alors la possibilité de développer des accords avec les clubs résidents et leurs partenaires, afin de faire bénéficier les spectateurs des enceintes sportives de cette nouvelle prestation en contrepartie de recettes publicitaires ou de marges sur les recettes supplémentaires générées pour les clubs ou leurs partenaires du fait de la mise à disposition de cette technologie.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public définit les conditions techniques et financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation des infrastructures informatiques nécessaires à la mise en œuvre de ce système.

Cette convention d'occupation temporaire du domaine public est établie pour 3 ans à compter de la signature de la convention.

Les montants des redevances annuelles d'occupation par site sont établis proportionnellement aux capacités d'accueil des établissements concernés, soit :

- Stade de la Mosson « Mondial 98 » : 1 000,00 € HT ;
- Complexe sportif Yves-du-Manoir : 800,00 € HT ;
- Palais des sports René-Bougnol : 300,00 € HT ;
- Piscine Olympique d'Antigone : 100,00 € HT ;
- Patinoire Végapolis : 100,00 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public régissant les modalités de gestion des installations, et notamment les redevances d'occupation du domaine public, passée avec la société VOGO ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-99947-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT\_VOGO\_Convention1567522985240.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives afin d'aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Objet	Montant
Boxing Club Montpellicrain	Fonctionnement	Affectation d'une subvention validée au titre du BP 2019 pour le fonctionnement du club.	20 000 €
Club taurin « Le Joujou » du Crès	Fonctionnement	Subventions complémentaires dans le cadre du 5 <sup>e</sup> Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole 2019.	2 500 €
Club taurin « Lou Tau » de Lattes	Fonctionnement		2 700 €
Section Taurine Paul Ricard de Villeneuve-lès-Maguelone	Fonctionnement		6 000 €
Club taurin Paul Ricard « Le Trident » de Saint Geniès des Mourgues	Fonctionnement		5 500 €
Association Pérolienne pour la maintenance des Traditions Camarguaises	Fonctionnement (désaffectation)	Retrait de la subvention affectée en mars 2019 dans le cadre du 5 <sup>e</sup> Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole 2019, suite à l'annulation de la manifestation.	3 500 €
Montpellier Tennis de Table	Fonctionnement	Bons résultats sportifs et développement d'actions d'entraînement et de stages à destination des jeunes en formation haut niveau et des futurs animateurs en formation BPJEPS.	1 000€
Ligue Occitanie Fédération Sportive de la Police Nationale	Projet	Organisation du championnat de France de Police de Karaté du 6 au 8 novembre 2019 à Castelnau-le-Lez.	500€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-99880-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- BP 2019 CONVENTION LIGUE OCCITANIE FSPN.doc
- TROPHEE TAURIN 3M CONVENTION CLUB TAURIN PAUL RICARD LE TRIDENT à St Geniès des Mourgues.doc
- TROPHEE TAURIN 3M CONVENTION CLUB TAURIN LE JOUJOU LE CRES.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER TENNIS DE TABLE.doc
- TROPHEE TAURIN 3M CONVENTION SECTION TAURINE PAUL RICARD à Villeneuve-lès-Maguelone.doc
- TROPHEE TAURIN 3M CONVENTION CLUB TAURIN LOU TAU à LATTES.doc
- CONVENTION BOXING CLUB MONTPELLIERAIN.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET  
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,  
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transition climatique et  
environnementale, développement  
durable, biodiversité, culture  
scientifique et technique

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS



# Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial - Présentation de la Stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole "Vers un territoire neutre en Carbone" - Approbation

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2018-270 du 20 juin 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de réviser son Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) dans le cadre des objectifs définis par la loi et au-delà pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie sur le fondement des 3 axes suivants :

- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets ;
- Accompagner le territoire dans la transition énergétique ;
- Poursuivre la trajectoire énergie-climat et inscrire le territoire dans les politiques post-carbone.

L'élaboration du PCAET, s'inscrit dans la poursuite des objectifs de transition énergétique et écologique sur son territoire, affichés dès 2017 dans le projet « Montpellier Territoires, une Métropole productive », qui fixait le cap d'un développement durable et équilibré dans le respect du grand territoire qu'elle partage avec les communautés voisines. A travers ce projet, la Métropole a affiché son ambition de faire de son développement une référence en matière d'acclimatation dans son rapport au territoire.

« Montpellier Territoires, une Métropole productive » constitue le socle spatial et programmatique des démarches de planification engagées : la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 (PLH), le Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 (PDU), l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en cours, ainsi que le PCAET.

Le PCAET vise deux objectifs : d'une part **l'atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, **l'adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

La première phase de l'élaboration du PCAET a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national ;
- un taux de couverture par les énergies renouvelables locales multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- des émissions de gaz à effet de serre liées à 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met en lumière les enjeux du territoire, en termes :

- de risque : incendie, inondation, sécheresse et effet « ilot de chaleur urbain », représentent les risques majeurs du territoire ;
- d'atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;
- de production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

Le Forum Climact, organisé au Corum le 27 mars dernier, a permis de présenter ces éléments et de partager les enjeux avec les acteurs et les partenaires du territoire et des territoires voisins, aux travers de tables rondes auxquelles ont participé des experts, des chercheurs, des associations. Des ateliers thématiques ont par ailleurs permis d'amorcer la réflexion sur la stratégie à construire. Ces réflexions ont été approfondies dans le cadre d'échanges avec les Communes et un Comité des Partenaires institutionnels, pour aboutir à une proposition de stratégie pour le territoire métropolitain.

Cette stratégie présente l'ambition de la Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement immédiat pour mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050.

En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la récente loi Energie Climat qui reprend les engagements de l'accord de Paris lors de la COP 21, la Métropole ambitionne un Territoire neutre en carbone à 2050 et décline sa stratégie en 14 orientations pour y parvenir :

### **Cinq orientations relatives à l'atténuation des émissions carbone :**

#### **1. Rénover massivement l'habitat et le tertiaire et lutter contre la précarité énergétique**

La Métropole de Montpellier est engagée depuis plusieurs années dans le domaine de la rénovation thermique de l'habitat au travers notamment des missions qu'elle mène dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, du programme EcoCité Ville de Demain qui cible les copropriétés et enfin, depuis avril 2018, par la mise en œuvre de Rénov'énergie, la Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique (PTRE) animée par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), financée par la Métropole et l'ADEME.

Ces dispositifs sont à renforcer fortement pour massifier la rénovation thermique des logements, notamment ceux des ménages les plus fragiles afin de réduire leurs factures d'énergie et la précarité énergétique.

Les locaux tertiaires et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique.

#### **2. Atteindre 100 % d'énergie renouvelable dans la consommation du territoire dont 25 % produite localement en 2050**

L'atteinte des objectifs passe par la mise en œuvre de la « Métropole solaire » en exploitant le potentiel de production identifié sur le territoire. Il s'agira en particulier d'intégrer des installations solaires sur tous les bâtiments métropolitains ainsi que sur les friches et délaissés fonciers dont l'environnement et la vocation le permettent, de favoriser le développement des filières d'énergies renouvelables et locales, dont le biogaz, et de faciliter les projets citoyens à vocation sociale.

#### **3. Approvisionner 100 % du réseau de chaleur et de froid via des énergies renouvelables en 2050**

Le réseau de chaleur et de froid sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable et de récupération remarquable : il s'agira d'augmenter encore cette part de renouvelable et d'étendre ce réseau aux 30 autres communes.

#### **4. Développer les mobilités multimodales décarbonées et la « vélorution » pour les déplacements intra et inter métropolitains**

Le schéma multimodal des mobilités à toutes les échelles, défini par le SCoT, doit être mis en œuvre dans l'ensemble de ses dimensions, complémentaires entre elles, depuis les courtes jusqu'aux plus longues distances, dans l'objectif de lutter contre l'« autosolisme ». La mise en œuvre du Schéma Directeur des Mobilités Actives, a pour principale ambition de proposer des solutions alternatives au « réflexe » de la voiture utilisée individuellement sur de courtes distances. Ce schéma passe aussi par la poursuite du développement des transports en commun, tel que les lignes de tramway (ligne 5 et prolongation de la ligne 1) et les lignes « métronomes », ainsi que l'aménagement de Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM), articulant notamment le réseau urbain avec les modes de transports adaptés à la desserte du grand périurbain (train, cars, voies vertes, covoiturage...), en coopération avec les territoires voisins et les autres Autorités organisatrices des mobilités.

En outre, l'organisation de transports logistiques mutualisés et décarbonés, la création d'une Zone de Faible Emission (ZFE) et un accompagnement approprié de la population, doivent aussi concourir à l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire et contribuer à la santé des populations.

**5. Viser le zéro déchet non valorisé ou recyclé en 2050 (80 % en 2030)**

La Métropole a décidé d'engager le territoire économe en ressources et de développer une économie du recyclage en accompagnant les ménages et les entreprises aux changements de comportements et en développant des filières de réemploi et de valorisation.

**Neuf orientations relatives à l'adaptation des comportements et des pratiques :**

**6. Assurer la pérennité de la ressource en eau**

Les actions et programmes de protection de la ressource et de la qualité de l'eau, déjà engagés par la Métropole, seront poursuivis dans l'objectif d'atteindre 100 % d'équilibre quantitatif dans les ressources en eau et 100 % de protection durable des ressources locales stratégiques.

**7. Atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » en 2050, intégrant les actions de désimperméabilisation de la Ville existante**

Il s'agit de consolider la résilience du territoire face aux risques, au risque inondation notamment, en mettant en œuvre la stratégie de gestion des eaux pluviales de la Métropole : amplifier la désimperméabilisation, en particulier des écoles et des espaces publics, réduire la vulnérabilité des quartiers exposés aux inondations, réactiver les terres agricoles...

**8. Réaliser la neutralité carbone pour toute opération d'aménagement ou de rénovation urbaine**

La volonté de la Métropole est d'engager et d'expérimenter avec les professionnels du BTP des opérations d'aménagements neutres en carbone selon le principe de la séquence Eviter-Réduire-Compenser. L'objectif en 2050 est de viser la neutralité carbone dans toutes les opérations de rénovation urbaine.

**9. Engager 100 % des parcelles agricoles du Territoire en agroécologie selon la charte métropolitaine, et la reconquête de la totalité friches agricoles en 2050 (100 % des parcelles publiques en 2030)**

L'ambition de la Métropole est de développer un territoire à la fois nourricier et résilient face au changement climatique, grâce aux effets vertueux d'une agroécologie qui respecte le milieu, favorise le développement de la biodiversité, contribue à la réduction des ruissellements par une amélioration de l'infiltration naturelle, ainsi qu'à la diminution des températures estivales.

**10. Utiliser 100 % de produits bio et locaux dans les cantines scolaires à l'horizon 2030**

Conformément à son Projet Alimentaire de Territoire, labellisé par le Ministère, la Métropole s'est, entre autres, engagée à offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre. Aussi, l'objectif qu'elle se donne dès 2030, est que 100 % des repas servis dans les cantines soient bio et produits localement.

**11. Engager les entreprises de notre territoire dans leur transition écologique en s'appuyant sur le Conseil de l'Industrie Positive**

La mobilisation du monde économique, en s'appuyant sur le Conseil de l'Industrie positive, doit permettre de développer une économie plus « verte », en s'appuyant sur des entreprises éco-responsables, innovantes et activement contributives aux adaptations face au changement climatique, afin que 100 % d'entre elles aient réussi leur transition écologique en 2050.

**12. Rafraîchir la ville et séquestrer le carbone en plantant massivement**

La Métropole s'engage à exploiter tous les espaces possibles – espaces publics, délaissés, zones d'aménagement, espaces agro-naturels, espaces privés –, dans le respect et la restauration de l'écosystème local, afin de planter massivement des arbres, pour répondre au double objectif de rafraîchir la ville et de séquestrer le carbone.

**13. Sensibiliser 100% de la population aux changements climatiques**

Le changement de comportement de la population et des usagers du territoire, est un facteur de réussite de la politique énergie-climat de la Métropole : les actions de sensibilisation aux éco-gestes et à l'adaptation aux risques dans un contexte de changement climatique, seront poursuivies et amplifiées. Les initiatives porteuses d'innovations dans les usages seront encouragées.

**14. Instaurer une gouvernance autour du Plan Climat qui participera à son évaluation en continue.**

La gouvernance métropolitaine du PCAET s'appuiera sur les communes, le Conseil de Développement (CoDe), le Conseil de l'Industrie positive, un Conseil scientifique, ainsi qu'une assemblée citoyenne composée d'1/3 de citoyens, 1/3 d'experts et 1/3 d'associations.

Cette stratégie se déclinera dans un programme d'actions opérationnelles engageant la Métropole pour les six premières années, afin d'orienter au plus tôt le territoire dans la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050.

11 ateliers thématiques et partenariaux, réunissant les services de la Métropole et des communes, ainsi que les acteurs du territoire ont été organisés pendant la première quinzaine d'octobre à cette fin.

Les contributions de la population recueillies sur la page internet dédiée au PCAET sur le site de la Métropole, seront également prises en compte. De même, les enfants de l'Ecolothèque et du Conseil municipal des enfants de Montpellier, qui ont été sensibilisés aux problématiques du changement climatique, ont souhaité proposer leur vision du plan climat. Leurs contributions en termes d'actions seront, pour certaines, intégrées.

Egalement, le CoDe a été saisi par la collectivité afin qu'il puisse lui aussi contribuer, après plusieurs séances de présentation des enjeux, visites de terrains et ateliers de travail organisés tout au long de l'année 2019.

Enfin, l'outil Citergie, démarche de management et de labellisation européenne, dont le programme d'actions, indispensable à la demande de labellisation, également soumis au vote du Conseil de la Métropole du 18 novembre 2019, est identifié comme l'outil de suivi et d'évaluation du PCAET. Via son volet « Evaluation des politiques publiques », il a contribué à la réalisation du diagnostic du PCAET. De la même manière, les indicateurs de ce dispositif européen seront utilisés pour suivre la mise en œuvre du PCAET. Egalement, le programme d'actions de Citergie, suivant les standards de la labellisation, préfigure le programme d'actions du PCAET.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la stratégie du PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole, telle que déclinée ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107963-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF

## **Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 20 juin 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de réviser son Plan Climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) dans le cadre des objectifs définis par la loi et au-delà pour consolider l'action de la Métropole autour de sa politique climat-air-énergie sur le fondement des 3 axes suivants :

- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets ;
- Accompagner le territoire dans la transition énergétique ;
- Poursuivre la trajectoire énergie-climat et inscrire le territoire dans les politiques post-carbone internationales.

En premier lieu, il a été réalisé un diagnostic territorial qui identifie les enjeux du territoire face au changement climatique. Dans un second temps, en cours de co-construction, la définition de la stratégie territoriale vient préciser l'ambition de la collectivité à l'horizon 2050, ainsi que les priorités et les objectifs sur lesquels la collectivité s'engagera. Cette stratégie se déclinera dans un programme d'actions opérationnelles destiné à positionner la Métropole et le territoire sur la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050, et notamment : « Vers un territoire neutre en carbone ».

En outre, et afin d'assurer l'engagement, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des actions du PCAET au niveau de l'institution métropolitaine elle-même, il a été acté par délibération du 20 juin 2018 relative à la « Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial - Objectifs poursuivis - Modalités de concertation », l'engagement de la Métropole dans la démarche Cit'ergie.

Dispositif européen porté en France par l'ADEME, Cit'ergie est en effet un programme de management et de labellisation qui récompense pour 4 ans les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie appliquée à elle-même, c'est-à-dire à leur gouvernance, à leur patrimoine, à leurs services, à leurs matériels et aux flux qu'elles émettent ou génèrent. Ce label est destiné aux communes et intercommunalités qui s'engagent dans un processus d'amélioration continue dans les 6 domaines suivants :

- Planification territoriale
- Patrimoine de la collectivité
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement
- Mobilité
- Organisation interne
- Coopération et communication

A noter que Cit'ergie s'articule autour de trois niveaux de labellisation qui récompensent les réalisations et engagements pris par la collectivité et qui l'encouragent à progresser dans sa démarche.

Le label « Cap Cit'ergie » est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est comprise entre 35 % et 50 % de leur potentiel maximum.

Le label « Cit'ergie » est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est supérieure à 50 % de leur potentiel maximum.

Enfin, le label « Cit'ergie Gold » est le niveau ultime de performance du label. Il est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est supérieure à 75 %.

Cit'ergie, via son volet d'évaluation des politiques publiques, a contribué à la réalisation du diagnostic du PCAET. Par ailleurs, les indicateurs de ce dispositif européen seront utilisés pour suivre la mise en œuvre du PCAET. Enfin, la réalisation d'un plan d'actions pour 4 ans, suivant les standards de la labellisation, permet de préfigurer le programme d'actions du PCAET tout en mettant en lumière les effets de la mutualisation des services de la Métropole avec ceux de la ville-centre.

En effet, compte tenu du degré très avancé de la mutualisation des services entre la Métropole et la Ville de Montpellier, il a été décidé d'engager une démarche de labellisation commune, l'acte de candidature ayant été déposé le 21 juin dernier.

Après un état des lieux réalisé avec les services des deux collectivités puis des ateliers thématiques, un plan d'actions a été élaboré dans les 6 domaines prédéfinis.

Définies avec les services dans une démarche de prospective sur les prochaines années, ces actions seront suivies et évaluées chaque année par le Conseiller Cit'ergie formé par l'ADEME qui accompagne la Métropole et la Ville de Montpellier. Il peut s'agir d'actions déjà engagées ou de nouvelles actions issues de cette phase de concertation et co-construction, qui participeront à la mise en œuvre de la stratégie du PCAET de la Métropole.

Les orientations du plan d'actions proposé dans les six domaines sont les suivantes :

- Planification territoriale :
  - Utiliser les documents d'urbanisme pour assurer la mise en œuvre des objectifs climat-air-énergie et lutter contre l'artificialisation des sols ;
  - Planifier la rénovation de l'habitat et la construction durable sur le territoire.
- Patrimoine de la collectivité :
  - Elaborer une stratégie patrimoniale incluant un programme de rénovation ;
  - Etre exemplaire sur les bâtiments publics neufs et rénovés.
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement :
  - Optimiser le service public de la distribution d'énergie ;
  - Optimiser la gestion des eaux pluviales ;
  - Préserver la biodiversité du territoire et développer des espaces verts.
- Mobilité :
  - Promouvoir et suivre les pratiques multimodales sur le territoire ;
  - Proposer une offre de transports publics attractive et de qualité ;
  - Optimiser la logistique et la gestion des flux de marchandises sur le territoire.
- Organisation interne :
  - Assurer le pilotage et le portage de la politique climat-air-énergie ;
  - Etre exemplaire en matière d'éco-responsabilité de la commande publique.
- Coopération et communication :
  - Développer une stratégie partenariale multi-niveaux ;
  - Renforcer la coopération au sein de l'intercommunalité ;
  - Soutenir une agriculture et une alimentation plus durable ;
  - Inciter les citoyens et les relais d'opinions à une consommation responsable,

Le vendredi 11 octobre 2019, s'est tenu l'audit obligatoire des collectivités dans le cadre de la démarche d'évaluation préalable à la labellisation. L'auditrice a pu présenter son retour sur le dossier de candidature et questionner les représentants des deux collectivités sur les axes prospectifs engagés ou à engager. Elle a souligné la qualité du dossier pour une première labellisation et a informé d'un score provisoire de 58 % de mise en œuvre, permettant donc d'espérer l'éligibilité au niveau de label « Cit'ergie ».

Ce plan d'actions ainsi que l'ensemble du dossier constitué par le conseiller Cit'ergie seront examinés par la Commission National du Label (CNL).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan d'actions Cit'ergie annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105858-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan d'actions Cit'ergie

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transition climatique et  
environnementale, développement  
durable, biodiversité, culture  
scientifique et technique

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF

**Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Plan Climat Air Energie Territorial - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Collège du Scoutisme Français de l'Hérault et Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak dans le cadre d'actions pédagogiques de sensibilisation aux changements climatiques et de protection du territoire - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, à travers la révision de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), à être une Métropole acclimatée, solaire et solidaire.

Le changement climatique, déjà perceptible sur notre territoire, entraîne des perspectives d'évolution amplifiées à l'horizon 2100 : 90 jours de forte chaleur chaque année, augmentation en nombre et à intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... Or, le territoire de la Métropole a la particularité d'être à la connexion de plusieurs écosystèmes révélant une richesse environnementale exceptionnelle qu'il convient de préserver et de valoriser. En ce sens, la Métropole souhaite être toujours réactive et exemplaire dans les mesures à prendre pour protéger et préserver les espaces naturels et aquatiques, la faune et la flore de son territoire. Les cours d'eau du Lez et de la Mosson représentent ainsi une ressource essentielle de la biodiversité du territoire métropolitain.

L'appropriation de la stratégie et des ambitions du PCAET au plus près des citoyens, et particulièrement des jeunes, est une étape fondamentale pour le futur. Fidèle à sa volonté de poursuivre cette relation de proximité forte tant avec les citoyens qu'avec les associations concernées, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi conclu un partenariat unique avec le Scoutisme Français afin de mener des actions de valorisation et de protection de l'espace public, ainsi que de prévention dans le cadre de la gestion des risques. Ce projet pédagogique transcrit pleinement les éléments développés par les mouvements Scout à travers notamment, l'éducation par l'action, la nature et l'engagement dans la communauté. La Métropole souhaite maintenant poursuivre ce partenariat en y associant Montpellier Eaux Vives (MEV) Canoé Kayak.

En effet, le MEV mène une démarche éco-citoyenne auprès des jeunes kayakistes, incluant des nettoyages réguliers des berges du Lez, du Verdanson et de la Mosson. Il développe actuellement un programme pédagogique autour du cycle de l'eau et de la protection des rivières. A la suite d'une première expérimentation du concept, il est proposé de construire un projet avec le Scoutisme Français pour déployer des week-ends de nettoyage en kayak et d'éducation nature au bord du Lez.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la politique d'écologie méditerranéenne mise en place sur le territoire métropolitain à travers notamment l'orientation stratégique transversale « *Sensibiliser 100% de la population aux changements climatiques* ».

Ce partenariat co-construit, qui met en corrélation l'expérience éducative du mouvement Scout avec un service public en lien avec l'écologie urbaine et une association sportive, est le premier du genre pour l'ensemble du Scoutisme Français. La convention de partenariat envisagée aura pour objet de déployer des week-ends de nettoyage en kayak et d'éducation nature au bord du Lez et/ou de la Mosson pour une subvention de 1 500 € versée à l'Association Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak. Cette convention est conclue pour un an et fera l'objet d'une évaluation de résultats à son terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Collège du Scoutisme Français de l'Hérault et l'Association Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak ;
- autoriser le versement d'une subvention de 1 500 € sous réserve de la signature de la convention correspondante ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107649-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transition climatique et  
environnementale, développement  
durable, biodiversité, culture  
scientifique et technique

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS

# Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Stratégie biodiversité et transition agroécologique du territoire - Convention opérationnelle de gestion agroécologique et environnementale de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 23 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les termes de la convention de coopération pour la préservation de la biodiversité avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R), signée le 29 octobre 2019.

Cette coopération inscrit l'action du CEN L-R et de Montpellier Méditerranée Métropole dans un partenariat fort, entre eux, ainsi qu'avec les autres acteurs de la préservation et de la gestion des espaces agro-naturels ; elle structure leur collaboration pour élaborer la stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire, dans le cadre d'une vision territoriale à long terme.

Cette convention prévoit également des conventions opérationnelles d'application pour réaliser des plans de gestion d'espaces et les mettre en œuvre dans le cadre d'une coopération public-public.

Parmi les thématiques particulières identifiées, Montpellier Méditerranée Métropole et le CEN L-R prévoient notamment de mener à bien des actions conjointes de développement de l'agroécologie et d'intégration des enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire. En effet, compte tenu des spécificités méditerranéennes du territoire métropolitain, les pratiques agroécologiques contribuent pleinement à la préservation de la biodiversité. L'objectif est d'élaborer des projets communs de promotion de l'agroécologie et de mise en œuvre d'actions concrètes pour faire évoluer les pratiques agricoles et pour l'encadrement de l'élevage.

## Le Domaine de Viviers

En 2010, Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le domaine agricole et forestier de Viviers, représentant environ 200 hectares d'un seul tenant, dont l'essentiel se situe sur la commune de Clapiers, mais s'étendant également sur les communes de Jacou, Assas et Teyran. Ce domaine agricole et forestier comporte un ancien mas viticole situé sur la commune de Jacou, et se compose pour moitié de bois et pour un tiers de vignes et d'oliviers.

Cette acquisition a été réalisée dans l'objectif de la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général permettant de garantir les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé en 2006, en matière de préservation de l'armature des espaces agricoles et naturels.

Depuis, la partie agricole du domaine a été remise en culture via la SAFER, avec un ensemble de baux de longue durée (18 ans) et de conventions de mise à disposition annuelles et renouvelables. Au nord du domaine, 10 ha ont été alloués à la coopérative agricole Terracoopa, qui y développe un espace test agricole pour permettre à des porteurs de projets d'expérimenter leur installation en agriculture biologique.

La révision du SCoT est venue confirmer le positionnement de ce domaine dans l'armature des espaces agricoles et naturels métropolitains et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire, pilier stratégique de la Métropole depuis 2015, à travers notamment :

- une démarche expérimentale d'appel à projets « *consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie* » portant sur 14 ha de foncier public, dont 9 ha sur le Domaine de Viviers ;
- son intégration dans le projet d'Association Foncière Agricole autorisée Nord, porté par la Métropole et les communes de Clapiers, Jacou, Prades-le-lez et Montferrier-sur-Lez dont l'intérêt a été acté par délibération du Conseil du 30 septembre 2019 ;
- son identification comme « *grand domaine support potentiel de ferme ressource* » dans le SCoT révisé ; il s'agit de constituer et mettre en réseau un archipel de lieux multifonctionnels, à partir de grands domaines d'exploitation agricole jouant un rôle d'échange de savoirs et de pratiques professionnelles, de rencontre entre exploitants et usagers, d'animations culturelles et pédagogiques.

### Objet de la convention de gestion

La Métropole et le CEN L-R souhaitent poursuivre leur collaboration et la réciprocité de leurs actions dans le cadre opérationnel de gestion de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers, avec pour objectifs :

- la co-élaboration d'un plan de gestion agroécologique et environnementale associant les partenaires et acteurs du territoire,
- la co-réalisation de la stratégie de suivi et de mise en œuvre de ce plan de gestion.

Il s'agira notamment à partir d'un état des lieux partagé des occupations actuelles, pratiques et usages avec l'ensemble des acteurs concernés, d'identifier :

- les besoins, notamment en termes de surfaces, entretien, aménagements, équipements, bâti le cas échéant ;
- les orientations stratégiques multifonctionnelles :
  - o développement de la production agricole (culture, pâturage...) ;
  - o évolution des pratiques agricoles vers l'agroécologie ;
  - o restauration environnementale voire gain écologique sur le domaine ;
  - o expérimentation en lien avec les partenaires de la Métropole en matière de biodiversité / environnement / agroécologie et alimentation durable, notamment le monde de la recherche ;
  - o développement et accueil de nouveaux usages de loisirs (récréatifs, pédagogiques, etc.) ;
- les actions et moyens nécessaires à mobiliser ;
- les modalités de mise en œuvre partagée et de suivi.

Cette convention est effective à compter de sa date de signature par les parties, pour une durée de trois ans.

Les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 90% par la Métropole et 10% par le CEN L-R. La Métropole contribuera au remboursement des frais engagés par le CEN L-R dans la limite de 35 000 € HT, sur justificatifs de dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention opérationnelle de gestion de l'espace agronaturel du Domaine de Viviers entre le CEN-LR et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108112-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet de convention de gestion Viviers

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **TRANSPORTS ET MOBILITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF

## **Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la réalisation de la 5ème ligne de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a été prorogée pour 5 ans par arrêté préfectoral n°2018.I.638 du 13 juin 2018.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la ligne 4, inauguré le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études, pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm, afin d'obtenir une modification de la DUP initiale.

En effet, dans le cadre de la reconversion de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI), la Ville de Montpellier et la Métropole souhaitent aménager le Parc Montcalm en un vaste espace vert de loisirs de 20 hectares ouvert à la population. Le tracé initial de la ligne 5 dans ce secteur est par conséquent incompatible avec cette ambition.

Par délibération n°14926 du 27 septembre 2017, la Métropole définissait les objectifs et les modalités de la concertation pour un nouveau tracé entre le carrefour route de Lavérune / avenue de Vanières et la place du 8 mai 1945.

Par délibération n°M2018-148 du 26 avril 2018, la Métropole a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation préalable. Ce bilan a confirmé le passage par la rue Lépici et la traversée de l'EAI, tracé conforme à la DUP. Il a relevé deux scénarii préférentiels entre l'EAI et le carrefour Lavandin / Lavérune. L'un emprunte la rue des Chasseurs, puis la route de Lavérune, l'autre la rue des Lavandins. Le bilan intermédiaire a également précisé que le passage par le boulevard Paul Valéry, puis l'avenue de Vanières, n'assurerait que partiellement la desserte du quartier Ovalie. Il a donc été proposé de revoir le périmètre de la modification du tracé entre la rue des Chasseurs et le rond-point Paul Fajon et de poursuivre la concertation.

Par délibération n° M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable et le périmètre de modification du tracé de la Ligne 5 sur la section allant de la rue des Chasseurs au rond-point Paul Fajon.

Le tracé modifié préférentiel emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle, jusqu'au rond-point Paul Fajon.

Ce tracé répond aux objectifs de la ligne 5 tout en préservant le parc Montcalm et en étant au plus près des quartiers prioritaires.

Afin de pouvoir modifier le tracé de la ligne 5 sur cette section, il est nécessaire de procéder à une enquête publique. À l'issue de cette enquête et au regard des conclusions de l'enquête, Monsieur le Préfet de l'Hérault prendra un arrêté modificatif de DUP emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier.

À cette étape, il convient donc d'approuver le dossier en vue de sa mise à l'enquête publique et de solliciter Monsieur le Préfet aux fins d'organisation de ladite enquête et de mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du PLU de Montpellier.

Le dossier d'enquête publique concerne ainsi la modification du tracé de la ligne 5 de tramway sur le secteur allant de la rue des Chasseurs jusqu'au rond-point Paul Fajon. Cette enquête publique modificative porte sur un tracé long de 3,7 km, comprenant 6 stations intermédiaires.

Le reste du tracé de la Ligne 5 reste conforme à la DUP du 28 août 2013.

Le dossier soumis à la procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes en vigueur.

Il est composé comme suit :

- Plan de situation, permettant de connaître la localisation du projet,
- Objet de l'enquête et informations Juridiques et Administratives, présentant le déroulement de l'enquête et les aspects juridiques attenants,
- Notice Explicative, présentant les aspects juridiques, matériels et géographiques de l'opération,
- Plan Général des Travaux, précisant la nature du projet,
- Caractéristiques principales des ouvrages,
- Appréciation Sommaire des dépenses, dans lequel le montant des acquisitions foncières et le coût des travaux sont distingués conformément à la circulaire du 26 mars 1993 du Ministère de l'Intérieur,
- Étude d'impact, rédigée conformément au Code de l'environnement,
- Évaluation socio-économique,
- Avis de l'autorité environnementale et réponse du maître d'ouvrage,
- Dossier de mise en compatibilité du PLU
- Annexes, intégrant notamment les délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole et le bilan de la concertation préalable

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête publique, portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé de la ligne 5 de tramway, sur le secteur allant de la rue des Chasseurs jusqu'au rond-point Paul Fajon tel que figurant en annexe, et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier,
- saisir Monsieur le Préfet de l'Hérault pour mettre en œuvre la procédure de mise en compatibilité du PLU de Montpellier,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-97599-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Carte modification de tracé
- BE DUP L5 - Préfecture.pdf
- 19-303\_PrefetHerault\_DossierDUP\_L5.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Bernard TRAVIER

## **Transports et Mobilité - Mise en œuvre de la politique cyclable de Montpellier Méditerranée Métropole - Voyage d'études sur la politique cyclable à Copenhague (Danemark) du 22 au 24 octobre - Prise en charge des frais - Autorisation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a validé son Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) par délibération du 21 décembre 2018, avec pour objectif affiché d'atteindre une part modale de 9 % des déplacements à vélo d'ici 2024, conformément au Plan vélo national.

Pour y parvenir, le principal levier consiste à réaliser un réseau structurant d'aménagements cyclables continus, lisibles, directs, sécurisés et confortables. A ce titre, la Métropole a répondu à l'appel à projets national sur les continuités cyclables par délibération du 30 septembre 2019, pour lequel elle a été lauréate sur 3 projets d'aménagements cyclables.

Parallèlement, un « *écosystème vélo* » constitué d'un ensemble de services dédiés au vélo permettra de rendre ce mode de déplacement réellement attractif à l'échelle métropolitaine : offre de stationnements sécurisés, réparation, entretien, sensibilisation de l'ensemble des publics à la pratique et au respect de la pratique du vélo, etc...

C'est donc une véritable « *vélorution* » locale que Montpellier Méditerranée Métropole a entrepris depuis bientôt un an.

Afin que les décideurs politiques, accompagnés de techniciens chargés de la mise en œuvre de cette politique et de représentants associatifs, puissent observer les effets bénéfiques que procure une ville cyclable dans le bon fonctionnement de la mobilité urbaine et de son économie, il a été jugé comme essentiel d'organiser un séjour d'études dans la capitale mondiale du vélo, Copenhague.

En effet, Copenhague est aujourd'hui la ville européenne de référence en matière de cyclabilité, avec une part modale des vélos de près de 50 % des déplacements.

Un séjour d'étude, organisé du 22 au 24 octobre, et comprenant la pratique et l'observation des aménagements cyclables, des rencontres avec des décideurs politiques et des experts danois, doit permettre de mieux comprendre l'enjeu et la manière de rendre une ville cyclable avec les meilleures références actuelles.

Dans le cadre de ce séjour d'études, il est proposé que Monsieur Philippe Saurel, Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Mustapha Majdoul, conseiller délégué au Vélo et Mobilités douces, soient accompagnés de personnels administratifs qualifiés de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que 2 représentants de l'association Vélocité.

Il est proposé la prise en charge au réel des frais relatifs à ce séjour d'études : déplacements en avion, hébergement en hôtel et rémunération du prestataire organisateur couvrant les frais d'honoraires, de transport, et les repas. Ces frais représentent un total de 29 469,69 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais relatifs à ce séjour d'études ;
- dire que ces dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mustapha MAJDOUL, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106255-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Bernard TRAVIER

## **Transports et Mobilité - Charte de signalisation et Schéma Directeur de signalisation directionnelle routière de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie et mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole assure sur l'ensemble de son territoire la mise en place et la gestion des équipements de signalisation routière directionnelle.

Pendant de nombreuses années, un développement non maîtrisé en matière de signalisation a abouti à des équipements dérogeant en grande majorité aux règles élémentaires, dictées par les textes réglementaires, ne favorisant pas la sécurité routière et le guidage efficace des usagers. De plus, une analyse approfondie a montré que les équipements en place n'étaient pas cohérents avec les évolutions des principes de circulation sur le territoire de la Métropole, notamment au regard des Plans Locaux de Déplacement des Communes et des grands projets d'infrastructures réalisés ou en cours de réalisation.

Face à ce constat, Montpellier Méditerranée Métropole a entrepris une refonte des principes de sa signalisation routière urbaine pour s'inscrire dans le respect de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR). Cette refonte se traduit par l'élaboration d'une Charte de Signalisation qui a pour objectif de fixer les règles à respecter afin de maintenir un espace public de qualité et faciliter l'orientation des usagers, mais aussi de définir ce qui peut être signalé et de quelle façon.

De cette charte découlent les fiches techniques constitutives du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière, qui seront actualisées en fonction du contexte et permettront la mise en œuvre de ces principes, échelonnée sur plusieurs années en fonction des opérations de construction d'infrastructures routières ou de modification du contexte.

Le Schéma Directeur a été produit en respectant les règles fondamentales se rapportant à la signalisation de direction :

- la continuité, qui garantit à l'utilisateur que l'information qui lui a été donnée une fois lui sera fournie tout le long de son itinéraire jusqu'à son point de destination ;
- la lisibilité, qui conduit notamment à sélectionner un nombre limité de mentions, compatible avec les possibilités de lecture dynamique de l'utilisateur ;
- l'homogénéité, qui assure à l'utilisateur un aspect identique de la signalisation pour des configurations géométriques identiques et ce, quelle que soit la région traversée.

Ce Schéma Directeur a été établi en concertation avec les Schémas Directeurs Nationaux (liaisons vertes) et Départementaux (liaisons blanches) et s'inscrit dans un contexte donné (plan de circulation, plan de déplacements urbains, nouveaux pôles urbains, doublement autoroute A9...). Il devra donc évoluer si le contexte est modifié. Dans ce cadre, une décision interministérielle en date du 29 avril 2019 relative à l'approbation du Schéma Directeur de signalisation de l'autoroute A709 (inclus dans le Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière de Montpellier Méditerranée Métropole) a été publiée au Bulletin officiel du ministère le 8 mai 2019.

La mise en œuvre du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière se fera au gré des opérations des différents maîtres d'ouvrage et des budgets jalonnement d'investissement annuels de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Charte de Signalisation,
- approuver le Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle Routière et autoriser sa mise en œuvre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Métropole Méditerranée, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106454-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Charte de signalisation délib 2019.pdf
- dossier SD délib 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

## **Transports et Mobilité - Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Accord de consortium - Convention avec le pôle de compétitivité CARA - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la délibération cadre sur la logistique et le transport de marchandises en ville et la mise en place d'un schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville à l'échelle du pôle métropolitain qui a pour objet de définir la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole en la matière. L'élaboration de ce schéma directeur contribue à nourrir les orientations des documents de planification ainsi que l'expérimentation de nouveaux concepts de logistique.

A travers ce schéma directeur, il s'agit notamment :

- d'anticiper l'évolution des besoins en logistique ;
- de développer la complémentarité entre les modes et de favoriser l'usage des modes alternatifs à la route des flux entrants et sortants (ferroviaire, voie d'eau, maritime) ;
- de prendre en compte la logistique dans les projets d'aménagement et de déplacements ;
- de mieux prendre en compte la logistique dans les actions de Montpellier Méditerranée Métropole : insertion de clauses liées à l'amélioration de la logistique dans les marchés publics ; dispositions à intégrer dans le PLUi concernant les livraisons, le stationnement et le stockage, etc. ;
- d'améliorer la gestion des trafics de transit ;
- de mieux maîtriser l'empreinte environnementale du transport routier ;
- d'optimiser les livraisons des marchandises dans les communes de la Métropole et de favoriser la massification donc la mutualisation du fret ;
- d'établir des préconisations pour développer une logistique métropolitaine intelligente et durable sur le territoire de la Métropole en lien avec les centres générateurs de trafic régionaux et internationaux : aéroports, ports de Sète et de Marseille ;
- d'établir des préconisations en termes de réglementation et de favoriser l'harmonisation des réglementations sur le territoire de la Métropole.

Dans l'objectif d'anticiper les usages logistiques vertueux, Montpellier Méditerranée Métropole s'investit dès lors dans les projets stratégiques nationaux.

La Métropole a été lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « *EVRA : Expérimentation Véhicule Routier Autonome* » de l'ADEME. Cet AMI s'inscrit thématiquement dans un programme plus large sur le véhicule autonome dont l'objectif est de soutenir de façon coordonnée les initiatives de recherche, de développement et d'expérimentation sur l'ensemble du territoire français, en lien avec les initiatives européennes et locales. Il s'agit de concentrer les moyens sur un nombre limité de projets cohérents et complémentaires, de taille critique, permettant de valider des usages commercialisables d'ici 2020.

Dans le cadre de l'appel à projets EVRA de l'ADEME consacré aux tests de véhicules autonomes en France, financé par le Programme Investissements d'Avenir (PIA), le consortium Sécurité Acceptabilité Mobilité autonome (SAM) est l'un des lauréats.

Le projet SAM couvre 13 expérimentations, dont le projet de Droïde autonome qui sera testé à Montpellier. Les partenaires du projet SAM sont : PFA, PSA, Renault, Valeo, Vedecom, SystemX, Cerema, Transdev, RATP, Keolis, Ecole des Ponts, For City, LAB, Easy Mile, TwinswHeel, Alstom, SNCF, Cofiroute, IFPen, UTAC et IGN.

Le but de ce projet est de créer un « *bien commun* » qui va porter sur la sécurité, l'acceptabilité et la mobilité autonome.

Les 13 expérimentations vont couvrir des tests de véhicules autonomes allant de la voiture personnelle au droïde de logistique en passant par les robots taxis et les navettes de transport de personnes.

La présente délibération qui porte sur l'expérimentation de droïdes électriques autonomes pour la livraison du dernier kilomètre permettra d'évaluer l'intérêt et les impacts d'une logistique urbaine automatisée et donc de mesurer l'intérêt sociétal, environnemental et économique ainsi que l'acceptabilité par les populations de l'utilisation de tels droïdes de logistique.

Un droïde est un robot terrestre qui évolue au milieu des humains. Ces droïdes viennent seconder les hommes et les femmes dans le port de charges lourdes afin de leur permettre d'être plus libres dans leurs déplacements.

Les droïdes TwinswHeel sont de taille et formes différentes pouvant porter pour les plus petits des charges jusqu'à 40 kg et pour les plus gros jusqu'à 500 kg. Ces droïdes, 100 % électriques, se déplacent en roulant jusqu'à 6 km/h dans les environnements encombrés et peuvent atteindre 12,5 km/h dans les lieux dégagés.

Par ailleurs, Montpellier a également été officiellement retenue par le Ministère de la Transition écologique et solidaire pour la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions (ZFE). Ce projet s'inscrit dans cette logique avec la mise en œuvre d'un mode de transport électrique, préservant la qualité de l'air.

De plus, comme à son habitude, Montpellier se positionne sur un secteur d'avenir, le véhicule autonome, favorisant ainsi le vivier d'entreprises numériques du territoire spécialisées dans le traitement des données (internet des objets, big data, business intelligence, intelligence artificielle, etc.).

En termes d'urbanisme et de ville de demain, il s'agit d'anticiper l'arrivée des véhicules autonomes et ses conséquences mais également d'envisager les effets en termes sociétaux, environnementaux et sociaux (aide technique apportée et appropriation par les usagers, aide à l'autonomie des personnes en situation de dépendance, réduction de l'accidentologie...).

Un accord de consortium réunira pour la durée de l'expérimentation les partenaires suivants :

- Montpellier Méditerranée Métropole
- TwinswHeel, le concepteur des robots
- La Poste et STEF, opérateurs de transport
- Le pôle de compétitivité CARA

Cet accord de consortium fixe les règles de fonctionnement partenarial et la gouvernance pour les 42 mois du projet. Une convention avec le pôle de compétitivité CARA sera élaborée pour compenser les dépenses de fonctionnement qu'il engage au titre de son expertise technique apportée au consortium. Pour ce faire, un apport financier à hauteur de 20 000 euros sera attribué par la Métropole.

Le Pôle de Compétitivité, CARA European Cluster for mobility solutions rassemble plus de 200 industriels, opérateurs de transports, centres de recherche et de formation. CARA poursuit deux grands objectifs complémentaires : accompagner les mutations de la mobilité urbaine, plus particulièrement celle des systèmes de transport de personnes et de marchandises, et fédérer et animer la filière automobile et véhicule industriel.

Des laboratoires de recherche de différentes spécialités seront impliqués tout au long du projet pour apporter leurs expertises dans ce champ particulièrement innovant.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'expérimentation de droïdes électriques autonomes pour la livraison du dernier kilomètre ;
- approuver l'accord de consortium avec TwinswHeel, la Poste, STEF, et le pôle de compétitivité CARA ;
- approuver le versement d'une aide financière à hauteur de 20 000 euros au pôle de compétitivité CARA ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- solliciter toutes demandes de subvention pour les études et les projets liés au véhicule autonome de logistique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107858-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 3M CARA
- Accord de consortium

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET



## Transports et Mobilité - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Environnement et Transports - Exercice 2019

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Par délibération n°M2019-6 du 31 janvier 2019, la Métropole a accordé une subvention de 1 200 000 € au titre du fonctionnement pour l'année 2019 au GIHP. Il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Ancien Montant	Nouvelle attribution
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES LR	Fonctionnement	1 200 000 €	1 350 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe Transport, nature 6574, chapitre 65.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de l'avenant ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 1 350 000 € ;
- approuver l'avenant annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Régine ILLAIRE.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107825-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant GIHP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

## **Transports et Mobilité - Adhésion à la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) - Désignation d'un représentant - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

La Centrale d'Achat du Transport Public est une association qui a été créée en septembre 2011 sous l'impulsion de collectivités locales et de transporteurs indépendants.

Les missions de la Centrale d'Achat du Transport Public sont d'acquérir des fournitures ou des services, de passer des marchés publics ou de conclure des accords-cadres de travaux, fournitures ou de services destinés à ses adhérents.

L'intérêt d'adhérer à la Centrale d'Achat du Transport Public, pour Montpellier Méditerranée Métropole, est de plusieurs ordres :

- un intérêt économique du fait de la massification et de la standardisation des achats et des économies d'échelle réalisées ;
- un intérêt juridique et administratif en raison de la dispense de mise en concurrence pour les acheteurs qui concluraient des marchés par le biais de celle-ci. En effet, la Centrale assume pour le compte des personnes publiques ou privées qui y ont recours, les obligations de mise en concurrence imposées par les dispositions relatives à la commande publiques ;
- un intérêt stratégique par la mise en place de politiques d'achats efficaces en optimisant l'organisation des achats, en instaurant une démarche qualité fournisseurs et en participant au renforcement et à l'amélioration de la fonction achat dans le secteur des transports.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole envisage d'ores et déjà d'acquérir neuf bus électriques pour un montant estimatif de 5 500 000€ HT, cet achat ouvrant droit à la perception de subventions.

Il est à noter que cette adhésion est gratuite.

La qualité de membre donne droit à une voix aux Assemblées générales, ainsi, il convient de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de cette association.

Monsieur le Président propose la candidature suivante :

- Monsieur Jean-Pierre RICO.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à la Centrale d'Achat du Transport Public,
- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de représentant de la Métropole au sein de cette structure et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le bulletin d'adhésion à la Centrale d'Achat du Transport Public, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-104178-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Bernard TRAVIER

## Voirie, Espace public - Appel à projets "Fonds mobilités actives - continuités cyclables" - Conventions de financement entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Pour accompagner et encourager les Français à choisir plus régulièrement le vélo comme mode de transport au quotidien, le Gouvernement a lancé le plan vélo et mobilités actives. Ce plan vise à améliorer et développer les aménagements cyclables de qualité, à lutter contre le vol, à créer un cadre incitatif notamment financier reconnaissant l'usage du vélo, et enfin à développer une culture vélo en généralisant notamment l'acquisition du savoir rouler à l'école élémentaire, et ce dans tous les territoires. L'objectif est de tripler la part du vélo dans les déplacements des Français pour atteindre 9 % d'ici 2024.

Pertinent pour les déplacements inférieurs à 5 ou 10 km, non-polluant, peu coûteux, accessible à tous et bon pour la santé, le vélo et le vélo à assistance électrique ont de nombreux avantages pour les utilisateurs et la collectivité :

- La santé
- La transition écologique et énergétique
- L'attractivité des villes
- Le moindre coût
- La création d'emplois

Avec l'appel à projets « fonds mobilités actives – continuités cyclables », l'État soutient les projets de développement d'itinéraires cyclables continus menés par les territoires de toutes tailles afin de développer l'usage du vélo en milieu rural, en milieu urbain et en outre-mer.

De son côté, afin de promouvoir la pratique des modes actifs au sein de son territoire, la Métropole de Montpellier a établi en 2019 un Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) validé par la délibération n°M2018-679 du 21 décembre 2018. Les objectifs de ce schéma sont les suivants :

- Développer l'usage des modes actifs ;
- Proposer une alternative à l'autosolisme ;
- Réduire la congestion et préserver l'environnement, le climat et la santé des habitants.

L'élaboration de ce schéma a débouché sur une hiérarchisation du réseau cyclable envisagée au niveau métropolitain avec la définition de 3 niveaux basés sur une logique d'itinéraire, de performance et de pertinence dans les déplacements :

- **Le réseau magistral ou « autoroute à vélo »** : son objectif est de favoriser l'usage du vélo pour les actifs qui recherchent la performance dans leurs déplacements. Ce réseau de grandes collectrices est constitué par les principales pénétrantes du territoire, notamment sur les anciennes voies ferroviaires et le grand contournement de Montpellier. Il sera constitué de 171 km dont 79 km existent déjà ;
- **Le réseau de liaison ou structurant constitue l'armature du réseau cyclable** : Il a pour vocation de desservir et relier les principaux pôles de la Métropole et de proposer des types d'aménagements différents selon les tronçons (pistes, bandes, trottoirs partagés, ...) en fonction des profils de voies. Il sera constitué à terme de 114 km dont 39 km existent déjà ;
- **Le réseau de proximité qui offre des liaisons secondaires et complémentaires** : Ce réseau aura pour finalité d'organiser la desserte locale sous forme d'équipements (pistes ou bandes) ou de zones 30 ou de rencontre.



Dans le cadre de l'appel à projets national susmentionné et afin d'obtenir le financement nécessaire aux différents aménagements prévus au SDMA, la Métropole de Montpellier a déposé 6 dossiers dont 3 ont été retenus par le Ministère, pour lesquels il convient désormais d'établir des conventions de financement entre l'Etat et la Métropole à savoir :

- **Projet de création d'une passerelle pour le franchissement de la « Mosson » sur les communes de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone - Traitement d'une discontinuité cyclable (RD 986 au PR 53+900) - subvention s'élevant à 50 000 € HT ;**
- **Projet de création d'une piste cyclable mixte le long de la RM17e11 sur le territoire de la commune de Montferrier-sur-Lez - subvention s'élevant à 201 329 € HT ;**
- **Projet de cheminement piéton-cyclistes le long de la rue François Joseph Gossec (RM132) - subvention s'élevant à 76 990 € HT.**

Les conventions ont pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties et les modalités de versement des crédits en lien avec les calendriers de réalisation de ces trois projets. Les conventions prennent effet à compter de leur notification et expirent au versement du solde des flux financiers dus au titre des présentes conventions, et au plus tard aux dates indiquées dans les conventions correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature des trois conventions avec l'Etat relatives aux projets retenus dans le cadre de l'appel à projets « fonds mobilités actives – continuités cyclables » ;
- dire que les crédits nécessaires à la réalisation de ces projets sont inscrits au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108440-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention mosson
- plan de situation passerelle Mosson
- plan passerelle Mosson
- planning Mosson
- Convention RM132
- plan de situation RM132
- plan des aménagements RM132
- Planning RM132
- Convention RM17
- Plan voirie RM17E11
- Plan OA RM17E11
- Plan de situation RM17E11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

# **Voirie, Espace public - Investissement - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Restinclières, Saint Jean de Védas, Cournonsec, Cournonterral, Saint Georges d'Orques et Murviel-lès-Montpellier - Modification - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L5217-7 et L5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les communes de Cournonsec, Cournonterral et Murviel-lès-Montpellier souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements de voirie. Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils Municipaux respectifs.

La commune de Restinclières a présenté le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 6 novembre 2019.

La commune de Saint Georges d'Orques présentera le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 12 novembre 2019.

La commune de Saint Jean de Védas a présenté le projet de fonds de concours à son Conseil Municipal du 30 septembre 2019.

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de conventions sont les suivants :

## **Pôle Cadoule et Bérange - Commune de Restinclières :**

Une nouvelle estimation des travaux nécessite de prévoir un ajustement à la hausse du montant total des opérations de voirie au titre de l'exercice de l'exercice 2018. Il convient, également de modifier le pourcentage de participation de la commune.

La présente délibération se substitue aux dispositions fixées dans la délibération n° M2018-669 du 3 décembre 2018 concernant le programme de sécurisation et de réfection de voirie en ces termes :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Rue Emile Mercier, Chemin des Pins, Clos de la Fontaine – Programmation 2018 (Modification)	239 880 €	199 900 €		40 000 €	20,01%

**Programmation 2019 :**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Rue Emile Mercier, Chemin des Pins, Clos de la Fontaine - -Programmation 2019	214 286 €	178 571 €		50 000 €	28%

**Pôle Plaine Ouest - Commune de Saint Jean de Védas**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Rue des Roudères	1 281 041,67 €	1 067 534,60 €		300 000 €	28,1%

**Pôle Plaine Ouest - Commune de Cournonsec**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Rue des Espinouse	45 000 €	37 500 €		15 000 €	40%
Divers Voirie	230 000 €	191 666,67 €		85 000 €	44,35%

**Pôle Plaine Ouest - Commune de Cournonterral**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Avenues Jean Moulin et 8 mai 1945	450 000 €	375 000 €		140 000 €	37,33%

**Pôle Piémonts et Garrigues - Commune de Saint Georges d'Orques**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Rue des amandiers	130 000 €	108 333 €		41 000 €	37,90%

**Pôle Piémonts et Garrigues - Commune de Murviel-lès-Montpellier**

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Subvention	Montant du Fonds de Concours	Taux de Fonds de Concours
Voirie- Aménagement – Avenue des Champs des Moulins T1	225 000 €	187 500 €		80 062,50 €	42,7%

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les fonds de concours décrits ci-dessus et leurs modifications ;
- approuver le versement des fonds de concours tels que décrits ci-dessus ;
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire après approbations concordantes des communes de Restinclières, Saint Jean de Védas, Cournonsec, Cournonterral, Saint Georges d'Orques et Murviel-lès-Montpellier.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107523-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention fonds de concours SGO
- Convention fonds de Concours SJV
- Convention fonds de concours Murviel
- Convention fonds de concours Cournonsec
- Convention fonds de concours Cournonterral
- Convention fonds de concours Restinclières

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

**Voirie, Espace public - Programmation 2019 - Travaux de rénovation et de mise en conformité de l'éclairage public - Travaux de dissimulation des réseaux d'éclairage public sur la commune de Saint-Drézéry - Modification du plan de financement des travaux d'éclairage public de la commune de Saint Jean de Védas - Demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Autorisation de Signature- approbation**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Pour ces communes adhérentes, le syndicat agit également en faveur de l'optimisation de leur politique énergétique et de l'amélioration de leur éclairage public et propose à ce titre le versement, sous conditions, de subventions. Le financement de ces subventions « Maîtrise de l'Energie » et « Éclairage Public » provient des redevances versées par les concessionnaires ENEDIS et la CESML au syndicat, et d'une partie du reliquat de la TCCFE.

Dans le cadre de sa politique de rénovation des réseaux d'éclairage public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation et de mise en conformité des réseaux d'éclairage public ou à des installations de candélabres solaires.

Dans la poursuite des projets communaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aussi dissimuler les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique. Au titre de la programmation de travaux 2019, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc également solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

- 1) La programmation métropolitaine 2019 des travaux de rénovation de l'éclairage public décline les opérations suivantes :

COMMUNE	Désignation Travaux	Montant estimatif HT Travaux	Montant subvention Hérault Energies sollicitée
<b>POLE CADOULE ET BERANGE</b>			
SUSSARGUES	Eclairage solaire Chemin piétonnier de la crèche	21 650,00 €	12 990,00 €
SUSSARGUES	Rénovation Eclairage public Rue des Carignans	17 440,80 €	10 464,48 €
BEAULIEU	Eclairage solaire chemin Fontaine de la Bouna	18 050,00 €	10 830,00 €



BEAULIEU	Remplacement Néons Eclairage public Diverses rues	7 125,00 €	4 275,00 €
RESTINCLIERES	Création réseau Eclairage public Rue du thym	2 888,00 €	1 732,80 €
RESTINCLIERES	Rénovation Eclairage Public Rue clos du village	9 666,00 €	5 799,60 €
RESTINCLIERES	Rénovation Eclairage Public Rue Coste	7 665,00 €	4 599,00 €
SAINT GENIES DES MOURGUES	Rénovation Eclairage public Rue de la barrière	46 666,88 €	20 000,00 €
CASTRIES	Rénovation éclairage Public Rue de la Tramontane	26 872,50 €	16 123,50 €
CASTRIES	Eclairage solaire place des amandiers	4 596,00 €	2 757,60 €
SAINT BRES	Rénovation Eclairage Public Rue des mûriers et des Garennes	22 904,14 €	13 742,48 €
SAINT BRES	Rénovation Eclairage Public Rue du petit Canal	18 235,61 €	10 941,37 €
VENDARGUES	Rénovation Eclairage Public Rue de la monnaie	26 970,00 €	16 182,00 €
<b>POLE VALLEE DU LEZ</b>			
PRADES LE LEZ	Rénovation Eclairage Public Chemin du mas d'Aussel	9 044,88 €	5 426,93 €
CLAPIERS	Rénovation Eclairage Public Rue de Bizet	20 925,84 €	12 555,50 €
JACOU	Rénovation Eclairage Public Avenue Maingain Tous	31 081,60 €	18 648,96 €
<b>POLE LITTORAL</b>			
VILLENEUVE LES MAGUELONNE	Rénovation Eclairage Public Les rivages de l'Arnel Tranche 1	49 711,77 €	20 000,00 €
LATTES	Rénovation Eclairage Public Chemin de Soriech	12 000,00 €	7 200,00 €
<b>POLE PLAINE OUEST</b>			
COURNONSEC	Rénovation Eclairage Public chemin de la futaie	8 039,89 €	4 823,93 €
COURNONSEC	Rénovation éclairage public rue des cordiers	26 928,01 €	16 156,81 €
COURNONTERRAL	Rénovation Eclairage Public Rue des colverts, Ramasol	40 498,60 €	20 000,00 €
PIGNAN	Rénovation éclairage Public rue des amandiers	14 219,84 €	8 531,90 €
PIGNAN	Rénovation Eclairage Public rue des jardins du Pignarel	14 219,84 €	8 531,90 €
SAUSSAN	Rénovation Eclairage Public rue de belzebeth	3 902,92 €	2 341,75 €
SAUSSAN	Rénovation Eclairage Public allée de Turenne	10 495,43 €	6 297,26 €
SAINT JEAN DE VEDAS	Rénovation Eclairage public rue Goya et Paul Cézanne	25 402,47 €	15 241,48 €

- 2) La programmation métropolitaine de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public 2019 comporte l'opération suivante :

**Pôle Cadoule et Bérange :**

Travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Drézéry, avenue Croix de Mounié.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité					
Eclairage public	66 426,30		20 000		46 426,30
Télécommunication					

**Pôle Plaine Ouest :**

Travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas, chemin de Pontou.

A la suite de la réception du plan de financement définitif, la présente délibération annule et remplace la délibération n°2018-670 du 3 décembre 2018.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	39 806,90	6 301,47		10 789,58	22 715,85
Eclairage public	22 959,17				22 959,17
Télécommunication	14 764,84				14 764,84

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux de rénovation d'éclairage public sur le territoire des communes listées ci-dessus ;
- approuver les travaux de dissimulation des réseaux publics sur la commune de Saint-Drézéry ;
- approuver la modification du plan de financement des travaux de la commune de Saint Jean de Védas ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux auprès du Syndicat Hérault Energies (SHE) ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107969-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan financement pontou HE
- Plan financement Mounie HE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET

## **Voirie, Espace public - Convention tripartite de co-maîtrise d'ouvrage entre Hérault Energies, le Syndicat d'électricité de la Région Nord-Est de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole, de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires sur le territoire des 31 communes membres.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence "autorité organisatrice de la distribution de l'énergie" et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distributions d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée soit directement soit déléguée, pour une partie du réseau électrique, à des syndicats intercommunaux ou syndicat mixte, tel qu'en particulier Hérault Energies.

Par ailleurs, à la suite du transfert de compétence voirie-espaces publics, Montpellier Méditerranée Métropole est membre du Syndicat d'Electricité de la Région Nord Est de Montpellier (SIERNEM), en représentation-substitution des communes de Saint-Drézéry et de Saint-Brès qui y avaient adhéré préalablement à la création de la Métropole. Cela implique qu'au travers du SIERNEM, la gestion des réseaux de distribution d'électricité est confiée à Hérault Energies sur le territoire de ces communes. À l'inverse, la compétence en matière d'éclairage public est hors périmètre d'intervention du SIERNEM, et donc directement gérée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, sur le territoire de la commune de Saint-Drézéry, des travaux d'aménagement de l'espace public sont prévus sur les chemins des Lavandes et de la Garronnière. Les aménagements comprennent la requalification de la voie et l'enfouissement des réseaux secs, dont les réseaux d'électrification et d'éclairage public.

Aussi, pour assurer la cohérence de l'opération, la Métropole, le SIERNEM et Hérault Energies se sont rapprochés pour définir les modalités de réalisation et de financement des ouvrages nécessaires, qu'il convient d'acter par voie de convention. Cette convention de co-maîtrise d'ouvrage a pour objet de définir les droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité et d'éclairage public sur les chemins de la Garronnière et des Lavandes.

En application de l'article L 2422-12 du Code de la Commande Publique, relatif la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

En conséquence, les parties ont convenu de la désignation du Syndicat Hérault Energies comme maître d'ouvrage unique des opérations du chemin des Lavandes et du chemin de la Garronnière.

Le plan de financement des travaux est le suivant :

### **Chemin de la Garronnière**

Montant des travaux H.T : 23 179,73 € soit 27 697,90 € TTC ;

Subvention Hérault Energies : 14 373,60 € soit 17 248,21 € TTC ;

Reste à charge de Montpellier Méditerranée Métropole : 6 255 ,41 € HT.

### **Chemin des Lavandes**

Montant des travaux H.T : 15 441,81 € soit 18 509,90 € TTC ;  
 Subvention Hérault Energies : 9 694,06 € soit 11 632,88 € TTC ;  
 Reste à charge de Montpellier Méditerranée Métropole : 3 988,07 € HT.

Ces montants devront être inscrits tant en dépenses (pour les travaux) qu'en recettes (pour la subvention).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole, le SIERNEM et Hérault Energies relatives au chemin de la Garrognière et au chemin des Lavandes ;
- approuver les plans de financements correspondants ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget général, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
 034-243400017-20191118-108079-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

#### **Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Garrognière
- Convention Lavandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.